



République du Sénégal
Un Peuple-Un But-Une Foi



APPEL D'OFFRES

TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LES REGIONS DE KOLDA, SEDHIOU ET ZIGUINCHOR EN TRANCHE FERME ET TRANCHE CONDITIONNELLE

Référence du dossier : DAO 025/2020/PNUD/PUDC-Phase II

**PROJET : Programme d'Urgence de Développement Communautaire
SENEGAL**

FINANCEMENT : BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

Passation de marché :



Programme des Nations Unies pour le développement

Déc 2020

Sommaire

Dans la phase 1 du PUDC, d'importantes réalisations ont été faites dans les domaines de l'accès à l'énergie, à l'eau potable, du désenclavement, de l'allègement des travaux de la femme de la structuration et du renforcement organisationnel des bénéficiaires des actions et services offertes par le PUDC. La seconde phase qui est enclenchée permettra de consolider les acquis de la phase 1 et répondre aux besoins exprimés par les populations des régions de LOUGA, MATAM, TAMBACOUNDA, KOLDA, SEDHIOU ET ZIGUINCHOR.

DISCLAIMER : En vertu du protocole d'accord signé entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Gouvernement du Sénégal, il est convenu que la responsabilité du PNUD dans la gestion du présent processus de passation de marché est strictement limitée à l'exécution de ce processus jusqu'à la recommandation de l'offre considérée comme répondant le mieux à la requête exprimée dans le respect des règles du PNUD et des critères d'évaluation et de sélection du présent appel d'offres.

La décision finale d'adjudication du marché, ainsi que toute l'administration et la gestion du contrat, en inclus la rédaction du contrat, les signatures, les modalités de paiement, les réclamations, les extensions et/ou amendements et tout autre litige éventuel relevant de ces points sont de la responsabilité exclusive du PUDC (Programme d'Urgence de Développement Communautaire – Gouvernement du Sénégal).

SECTION 1. LETTRE D'INVITATION

Objet : APPEL D'OFFRES N° DAO 025/2020/PNUD/PUDC-Phase II

TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LES REGIONS DE KOLDA, SEDHIOU ET ZIGUINCHOR

Le Gouvernement du Sénégal et la Banque Islamique de Développement (BID) ont signé un accord de financement pour la mise en œuvre de la phase II du PUDC.

Le Gouvernement a sollicité l'assistance technique du PNUD pour la passation des marchés selon les modalités évoquées dans le disclaimer énoncé en page 2.

L'attribution des marchés, la signature et la gestion des contrats en ce compris toute réclamation éventuelle sont de la compétence exclusive de la Direction Nationale du PUDC agissant au nom et pour le compte du Gouvernement du Sénégal.

Chère Madame/Cher Monsieur,

C'est dans ce contexte que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vous invite par la présente à soumissionner dans le cadre du présent appel d'offres (AO) relatif à l'objet sus-référencé.

Le présent AO inclut les documents suivants :

Section 1 : Lettre d'invitation

Section 2 : Instructions destinées aux soumissionnaires

Section 3 : Fiche technique

Section 4 : Critères d'évaluation

Section 5 : Tableau des exigences et spécifications techniques, clauses environnementales et sociales

Section 6 : Formulaire de soumission à renvoyer

- Formulaire A : Formule de soumission de l'offre
- Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire
- Formulaire C : Formulaire d'information sur les coentreprises/consortiums/partenariats
- Formulaire D : Formulaire de qualification
- Formulaire E : Format de l'offre technique
- Formulaire F : Barème de prix
- Formulaire G : Critères Environnementaux et Genre

Section 7 – le formulaire de garantie de soumission

Section 8 – le formulaire de garantie de bonne exécution

Section 9 – le formulaire de garantie de restitution d'avance

Section 10 – Cahier des Clauses Administratives et Générales (CCAG)

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Section 11 – Modèle de lettre de notification

Section 12 – Modèle Acte d'engagement

Section 13 – Cahiers des clauses environnementales et sociales

Annexe 1 : Liste des écoles primaires et centres d'enseignement moyen secondaire à construire ou à réhabiliter

Annexe 2 : Fichiers des bordereaux et plans des infrastructures

Votre offre, comprenant une soumission technique et un barème **de prix en TTC**, avant la date limite de dépôt des offres, présentée dans la fiche technique.

Nous vous prions de bien vouloir noter que le délai de soumission des offres techniques et financières est prévu **le 15 Janvier 2021, à l'heure indiquée en ligne au niveau du système E-tendering.**

Veuillez accuser réception de cet AO en envoyant un courriel à l'adresse :

Service Registry
Programme des Nations Unies pour le Développement
A l'attention de Mme Le Représentant Résident
Immeuble WOLLE NDIAYE,

Route du Méridien Président, Face au Lodge Hôtel
Parcelle N 10 Zone 3 Almadies
BP 154 Dakar - Sénégal
Tél : (+221)33 859 6700 - (+221)33 859 68 00
Fax : (+221) -33 823-55-00
Email : achats.senegal@undp.org

Ladite lettre doit être reçue par le PNUD au plus tard *le 04 janvier 2021* et indiquer si votre société entend déposer une soumission. Si tel n'est pas le cas, le PNUD vous serait reconnaissant d'en indiquer la raison pour les besoins de la tenue de nos dossiers.

Vous pouvez également, le cas échéant, utiliser la fonction « accepter l'invitation » sur le système d'appel d'offres en ligne <https://etendering.partneragencies.org> (E-tendering). Cela vous permettra de recevoir toute modification ou mise à jour concernant l'appel d'offres. Si vous souhaitez davantage d'éclaircissements, nous vous invitons à contacter la personne désignée dans la fiche technique ci-jointe en qualité de personne référente pour toute question liée au présent AO.

Si vous avez reçu le présent AO dans le cadre d'une invitation directe du PNUD, sa transmission à une autre entreprise nécessite que vous en notifiiez le PNUD.

Dans l'hypothèse où vous auriez besoin d'explications, nous vous invitons à contacter la personne désignée dans la fiche technique ci-jointe en qualité de coordonnateur des questions liées au présent AO.

Le PNUD attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux opportunités commerciales proposées par le PNUD.

Cordialement,

Amata Diabate
Représentant Résident




SS

EAD

SECTION 2. INSTRUCTIONS DESTINEES AUX SOUSSIONNAIRES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Introduction	<p>1.1 Les soumissionnaires adhèrent à toutes les exigences du présent AO, notamment toute modification par écrit provenant du PNUD. Le présent appel d'offres est mené conformément aux politiques et procédures régissant les programmes et opérations relatives aux contrats et aux achats du PNUD qui sont consultables à l'adresse :</p> <p style="text-align: center;">https://popp.undp.org/SitePages/POPPBSUnit.aspx?TermID=254a9f96-b883-476a-8ef8-e81f93a2b38d – Toutefois, dans le cadre de cet appel d'offres spécifiques, la responsabilité du PNUD s'arrête à la recommandation de l'offre considérée comme gagnante.</p> <p>1.2 Toute offre déposée sera considérée comme constituant une offre du soumissionnaire et ne vaudra pas ou n'emportera pas implicitement acceptation de l'offre par le PNUD. En vertu du pouvoir d'adjudication qui est sien, Le PUDC n'est nullement tenu d'attribuer un contrat à un quelconque soumissionnaire dans le cadre du présent AO.</p> <p>1.3 Le PNUD se réserve le droit d'annuler la procédure d'achat à tout stade sans aucune obligation de quelque nature que ce soit pour le PNUD, sur notification des soumissionnaires ou publication d'une notification d'annulation sur le site Web du PNUD.</p> <p>1.4 Dans le cadre de l'offre, il est souhaité que le soumissionnaire s'inscrive sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (www.ungm.org). Le soumissionnaire peut soumettre une offre même s'il n'est pas inscrit sur le Portail. Toutefois, si le soumissionnaire est choisi pour l'adjudication du contrat, il doit s'inscrire sur le Portal avant la signature du contrat. (NON APPLICABLE)</p>
Fraude et corruption, Cadeaux et invitations	<p>1.5 Le PNUD applique une politique stricte de tolérance zéro en ce qui concerne les pratiques illicites, notamment la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l'éthique ou non professionnelles ainsi que l'obstruction aux fournisseurs du PNUD, et exige que tous les soumissionnaires et les fournisseurs respectent les plus hautes normes éthiques lors de la procédure d'achat et de la mise en œuvre du contrat. La Politique anti-fraude du PNUD est consultable à l'adresse http://www.undp.org/content/undp/fr/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_andinvestigation.html.</p> <p>1.6 Les soumissionnaires et les fournisseurs n'offrent pas de cadeaux ni d'invitations de quelque nature que ce soit aux membres du personnel du PNUD, notamment des voyages d'agrément pour des événements sportifs ou culturels, dans des parcs d'attractions, des offres de vacances, de transport, ou des invitations à des déjeuners ou dîners luxueux.</p> <p>1.7 En vertu de cette politique, le PNUD :</p> <p style="margin-left: 20px;">a) rejette une offre s'il détermine que le soumissionnaire choisi est engagé dans toute pratique de corruption ou pratique frauduleuse lors de l'appel d'offres pour le contrat en question ;</p>

	<p>b) le PUDC, déclare un fournisseur comme inéligible, pour une période définie ou indéfinie, à l'adjudication d'un contrat si, à tout moment, il détermine que le fournisseur s'est engagé dans toute pratique de corruption ou frauduleuse lors de l'appel d'offres d'un contrat du PUDC ou de l'exécution de ce dernier.</p> <p>1.8 Tous les soumissionnaires doivent se conformer au Code de conduite à l'intention des fournisseurs du PNUD qui peut être consulté à l'adresse</p> <p>https://www.un.org/Depts/ptd/sites/www.un.org.Depts.ptd/files/files/attachment/page/2014/February%202014/conduct_french.pdf</p>
Éligibilité	<p>1.9 Un fournisseur ne doit pas être suspendu, exclu ou autrement désigné comme inéligible par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale, comme la BID. Les fournisseurs doivent ainsi informer le PNUD s'ils sont soumis à toute sanction ou suspension temporaire imposée par ces organisations.</p> <p>1.10 Il est de la responsabilité du soumissionnaire de veiller à ce que ses employés, les membres de la coentreprise, les sous-contractants, les prestataires de services, les fournisseurs ou leurs employés de respecter les exigences d'éligibilité tel qu'établi par le PNUD.</p>
Conflit d'intérêts	<p>1.11 Les soumissionnaires doivent strictement éviter tout conflit avec d'autres engagements ou leurs propres intérêts et ne pas tenir compte de travaux futurs. Tous les soumissionnaires qui ont un conflit d'intérêts seront disqualifiés. Sans limitation du caractère général de ce qui précède, les soumissionnaires et leurs prestataires de services agréés sont considérés comme ayant un conflit d'intérêts avec une partie ou plus de la présente procédure de sollicitations :</p> <p>a) S'ils sont ou ont été par le passé liés à une société, ou à l'une de ses sociétés affiliées ayant été engagée par le PNUD ou par le PUDC pour fournir des services au titre de la préparation de la conception, des spécifications, des termes de référence, de l'analyse et de l'estimation des coûts et d'autres documents devant être utilisés pour l'achat de biens et de services dans le cadre de la présente procédure de sélection ;</p> <p>b) S'ils ont été impliqués dans la préparation ou la conception du programme ou du projet relatif aux services requis au titre du présent appel d'offres ;</p> <p>c) S'il est avéré qu'ils sont concernés par un conflit pour toute autre raison, tel que peut l'établir le PNUD, ou à sa discrétion.</p> <p>1.12 En cas d'incertitude concernant l'interprétation d'une situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, les soumissionnaires doivent en informer le PNUD et lui demander de confirmer s'il s'agit ou non d'une situation de conflit d'intérêts.</p> <p>1.13 De la même manière, les soumissionnaires doivent montrer dans leur offre qu'ils sont conscients des éléments suivants :</p> <p>a) Si les propriétaires, copropriétaires, responsables, directeurs, actionnaires dominants, de l'entité soumissionnaire ou du personnel essentiel font partie de la famille d'un membre du personnel du PNUD ou du PUDC exerçant des responsabilités dans les fonctions d'achat ou</p>

	<p>le gouvernement du pays concerné ou de tout partenaire de mise en œuvre recevant les services dans le cadre du présent AO ;</p> <p>b) Toutes les autres situations susceptibles de donner lieu, réellement ou en apparence, à un conflit d'intérêts, une collusion ou des pratiques déloyales.</p> <p>En cas de non-divulcation de cette information, il est possible que l'offre ou les offres concernées par cette non-divulcation soient rejetées.</p> <p>1.14 L'éligibilité des soumissionnaires détenus totalement ou partiellement par le gouvernement dépendra de l'évaluation et de l'examen approfondis par le PNUD de divers facteurs tels que leur enregistrement, leur opération et leur gestion en tant qu'entité indépendante, l'ampleur de la participation du gouvernement, la réception de subventions, leur mandat et l'accès aux informations dans le cadre du présent AO, entre autres facteurs. Les conditions qui peuvent mener à un avantage indu sur d'autres soumissionnaires peuvent provoquer le rejet de l'offre</p>
B. PRÉPARATION DES OFFRES	
Considérations générales	<p>1.15 Lors de la préparation de l'offre, le soumissionnaire doit examiner l'appel d'offres avec attention. Les lacunes matérielles lors de la fourniture des informations demandées dans l'appel d'offres peuvent provoquer le rejet de l'offre.</p> <p>1.16 Le soumissionnaire ne sera pas autorisé à profiter de toute erreur ou omission dans l'appel d'offres. Si ces erreurs ou omissions sont découvertes, le soumissionnaire doit en informer le PNUD en conséquence.</p>
Coût de la préparation de l'offre	1.17 Le soumissionnaire prend à sa charge l'ensemble des coûts liés à la préparation et au dépôt de son offre, que celle-ci soit ou non retenue. Le PNUD n'est en aucun cas responsable ou redevable desdits coûts, indépendamment du déroulement ou du résultat de la procédure d'achat.
Langue	1.18 L'offre, ainsi que toute correspondance connexe échangée entre le soumissionnaire et le PNUD, sont rédigées dans la langue indiquée dans la fiche technique.
Documents comprenant l'offre	<p>1.19 L'offre comprend les documents et formulaires connexes suivants, dont les détails sont fournis dans la fiche technique :</p> <p>a) Documents établissant l'éligibilité et les qualifications du soumissionnaire ;</p> <p>b) Offre technique ;</p> <p>c) Barème de prix ;</p> <p>d) Garantie de soumission, si elle est exigée dans la fiche technique ;</p> <p>e) Toute pièce jointe ou tout appendice à l'offre.</p>
Documents établissant l'éligibilité et les qualifications du soumissionnaire ;	1.20 Le soumissionnaire fournit la preuve écrite de son statut de fournisseur éligible et qualifié en remplissant les formulaires figurant dans la section 6 et en fournissant les documents exigés dans ces formulaires. Aux fins de l'adjudication d'un contrat à un soumissionnaire, ses qualifications doivent être documentées de manière jugée satisfaisante par le PNUD.
Format et contenu de l'offre technique	1.21 Le soumissionnaire est tenu de présenter une offre technique en utilisant les formulaires types et les modèles fournis dans la section 6 de l'appel

	<p>d'offres.</p> <p>1.22 Des échantillons d'objets, lorsqu'exigés en vertu de la section 5, sont fournis dans le délai spécifié et à moins qu'autrement spécifié par le PNUD, sans frais pour le PNUD. S'ils ne sont pas détruits lors des tests, les échantillons seront renvoyés à la demande et aux frais du soumissionnaire, à moins qu'autrement indiqué.</p> <p>1.23 Lorsqu'applicable et tel qu'exigé en vertu de la section 5, le soumissionnaire décrit le programme de formation nécessaire disponible pour le maintien et l'exécution des services ou pour l'entretien et le fonctionnement des équipements offerts, ainsi que le coût pris en charge par le PNUD. Cette formation ainsi que le matériel de formation, à moins qu'autrement indiqué, sont offerts dans la langue de l'offre tel que prescrit dans la fiche technique.</p> <p>1.24 Lorsqu'applicable et tel qu'exigé en vertu de la section 5, le soumissionnaire atteste de la disponibilité de pièces détachées pour une période d'au moins cinq (5) ans à compter de la date de livraison, ou tel qu'autrement indiqué dans cet appel d'offres.</p>
Barème de prix	<p>1.25 Le présent barème de prix est préparé en utilisant le formulaire fourni dans la section 6 de l'appel d'offres et en prenant en considération les exigences de l'AO.</p> <p>1.26 Toute exigence décrite dans l'offre technique, mais dont le prix n'est pas indiqué dans le barème de prix, est considérée comme étant incluse dans les prix des autres activités ou biens, ainsi que dans le prix total final.</p>
Garantie de soumission	<p>1.27 Une garantie de soumission, si elle est exigée dans la fiche technique, est fournie au montant et dans les formulaires indiqués dans la fiche technique. Cette garantie est valable jusqu'à trente (30) jours après la date de validité finale de l'offre. – Cette garantie sera libellée au nom du PUDC exclusivement.</p> <p>1.28 La garantie de soumission est incluse, avec l'offre. Si une garantie de soumission est exigée par l'appel d'offres mais n'est pas présentée avec l'offre technique, l'offre est rejetée.</p> <p>1.29 Si le montant de la garantie de soumission est moins élevé que le montant exigé par le présent AO, ou si la période de validité de ladite garantie est moins longue que celle exigée par l'AO, le PNUD rejette l'offre.</p> <p>1.30 Dans le cas où une offre électronique est autorisée dans la fiche technique, les soumissionnaires y intègrent une copie de la garantie de soumission, et l'original de la garantie doit être envoyé par courrier ou en main propre selon les instructions de la fiche technique.</p> <p>1.31 Le PNUD n'est pas responsable de la gestion des garanties de soumissions dans le cadre du présent Appel d'Offres. Les garanties libellées au nom du PUDC lui seront transmises à la clôture du dossier de sélection et de recommandation. Le PUDC sera seul responsable devant le soumissionnaire de la gestion de la garantie selon les conditions propres de cette dernière en vertu du modèle de garantie officiel du PUDC. Le PNUD décline toute responsabilité quant à toute contestation ou réclamation à ce sujet.</p> <p>i.</p>

Devises	1.32 Tous les prix sont cités dans la devise indiquée dans la fiche technique.
Coentreprise, consortium ou partenariat	<p>1.33 Si le soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques devant former ou ayant formé une coentreprise, un consortium ou un partenariat lors du dépôt de l'offre, elles doivent confirmer dans le cadre de leur offre :</p> <p>(i) Qu'elles ont désigné une partie en tant qu'entité principale, dûment habilitée à obliger juridiquement les membres de la coentreprise, du consortium ou du partenariat conjointement et de manière solidaire, ceci devant être attesté par un accord dûment authentifié entre lesdites entités juridiques qui devra être joint à l'offre ; et (ii) que si le contrat leur est attribué, il sera conclu entre le PUDC et l'entité principale désignée qui agira pour le compte de l'ensemble des entités juridiques composant la coentreprise.</p> <p>1.34 Après la date limite de dépôt des offres, l'entité principale désignée pour représenter la coentreprise, le consortium ou le partenariat n'est pas changée sans le consentement préalable et écrit du PNUD.</p> <p>1.35 L'entité principale et les entités membres de la coentreprise, du consortium ou du partenariat se conforment aux dispositions de la clause 9 de ce document en ce qui concerne le dépôt d'une offre unique.</p> <p>1.36 La description de l'organisation de la coentreprise, du consortium ou du partenariat doit clairement définir le rôle prévu de chaque entité juridique composant la coentreprise dans le cadre de la satisfaction des exigences de l'AO, tant dans l'offre que dans l'accord de coentreprise. Le PNUD évaluera l'éligibilité et les qualifications de toutes les entités juridiques composant la coentreprise, le consortium ou le partenariat.</p> <p>1.37 Une coentreprise, un consortium ou un partenariat, lors de la présentation des antécédents et de l'expérience, différencie clairement :</p> <p>a) Les antécédents et l'expérience de la coentreprise, du consortium ou du partenariat dans leur ensemble ;</p> <p>b) Les antécédents et l'expérience des entités individuelles de la coentreprise, du consortium ou du partenariat.</p> <p>1.38 Les contrats antérieurs exécutés par des experts individuels qui sont intervenus à titre personnel mais qui sont liés de façon permanente ou qui ont été temporairement liés à l'une des sociétés membres ne peuvent pas être inclus dans l'expérience de la coentreprise, du consortium ou du partenariat, ou du membre concerné, et seuls lesdits experts peuvent en faire état dans la présentation de leurs qualifications personnelles.</p> <p>1.39 La coentreprise, le consortium ou le partenariat sont encouragés à respecter de grandes exigences multisectorielles lorsque le champ d'expertise et des ressources n'est pas disponible dans une seule société.</p>
Offre unique	<p>1.40 Le soumissionnaire (notamment les membres individuels de toute coentreprise) dépose une seule offre, en son nom propre ou dans le cadre d'une coentreprise.</p> <p>1.41 Les offres déposées par deux (2) soumissionnaires ou plus seront toutes rejetées dans chacun des cas suivants :</p> <p>a) S'ils ont au moins un actionnaire dominant, directeur ou partie prenante en commun ;</p>

	<p>b) Si l'un d'entre eux reçoit ou a reçu de l'autre ou des autres une quelconque subvention, directe ou indirecte ;</p> <p>c) S'ils ont le même représentant légal aux fins du présent AO ;</p> <p>d) S'il existe entre eux une relation qui, directement ou par l'intermédiaire de tierces parties, leur permet d'avoir accès à des informations sur un autre soumissionnaire, ou d'influer sur l'offre d'un autre soumissionnaire dans le cadre de la présente procédure d'AO ;</p> <p>e) S'ils sous-traitent l'offre l'un de l'autre, ou si le sous-traitant d'une offre dépose également une autre offre en son nom en tant que soumissionnaire principal ; si un membre du personnel essentiel proposé pour faire partie de l'équipe d'un soumissionnaire participe à plus d'une offre reçue lors de la procédure d'appel d'offres. La présente condition, relative au personnel, ne s'applique pas aux sous-traitants inclus dans plusieurs offres.</p>
Durée de validité de l'offre	<p>1.42 Les offres restent valables pour la période indiquée dans la fiche technique, et leur validité prend effet à la date limite de dépôt des offres. Une offre assortie d'une durée de validité plus courte peut être rejetée par le PNUD et déclarée non conforme.</p> <p>1.43 Lors de la période de validité de l'offre, le soumissionnaire maintient son offre originale, sans la modifier, notamment sans modifier la disponibilité du personnel essentiel, les taux proposés et le prix total.</p>
Extension de la durée de validité de l'offre	<p>1.44 Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander aux soumissionnaires d'étendre la durée de validité de leurs offres avant l'expiration de la durée de validité de l'offre. La demande et les réponses se font à l'écrit et sont considérées comme faisant partie intégrante de l'offre.</p> <p>1.45 Si le soumissionnaire convient d'étendre la validité de son offre, cette prorogation est effectuée sans aucun changement apporté à l'offre originale.</p> <p>1.46 Le soumissionnaire a le droit de refuser d'étendre la validité de son offre, auquel cas cette offre ne sera pas ultérieurement évaluée.</p>
Clarification de l'offre (de la part des soumissionnaires)	<p>1.47 Les soumissionnaires peuvent demander des éclaircissements au sujet de tout document de l'appel d'offres au plus tard à la date indiquée dans la fiche technique. Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée par écrit sous la forme indiquée dans la fiche technique. Si des demandes sont envoyées d'une autre manière que par les voies indiquées, même si elles sont envoyées à un membre du personnel du PNUD, ce dernier n'est pas tenu d'y répondre ni de confirmer que telles demandes ont été officiellement reçues.</p> <p>1.48 Le PNUD offrira des réponses aux demandes d'éclaircissements sous la forme indiquée dans la fiche technique.</p> <p>1.49 Le PNUD s'efforcera de répondre rapidement aux demandes d'éclaircissement, mais toute réponse tardive de sa part ne l'obligera pas à proroger la date limite de dépôt des offres, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est justifiée et nécessaire.</p>
Modification des offres	<p>1.50 À tout moment avant la date limite de dépôt des offres, le PNUD peut, pour quelque raison que ce soit, par exemple en réponse à la demande</p>

	<p>d'éclaircissement d'un soumissionnaire, modifier l'appel d'offres. Les modifications seront rendues disponibles à l'ensemble des soumissionnaires potentiels.</p> <p>1.51 Si la modification est importante, le PNUD peut proroger la date limite de dépôt des offres pour donner aux soumissionnaires assez de temps pour inclure la modification dans leurs offres.</p>
Autres types d'offres	<p>1.52 Les autres types d'offres ne seront pas considérées, à moins qu'autrement indiqué dans la fiche technique. Si le dépôt d'un autre type d'offre est autorisé dans la fiche technique, un soumissionnaire peut déposer un autre type d'offre, mais seulement s'il dépose également une offre conforme aux exigences de l'appel d'offres. Si les conditions de son acceptation sont respectées ou si l'offre est clairement justifiée, le PUDC se réserve le droit exclusif d'attribuer un contrat sur la base d'un autre type d'offre.</p> <p>1.53 Si plusieurs autres types d'offres sont soumis, ils doivent être clairement identifiés comme « offre principale » et « autre type d'offre ».</p>
Conférence préalable à l'offre	<p>1.54 S'il y a lieu, une conférence des soumissionnaires sera organisée à la date, à l'heure et au lieu indiqués dans la fiche technique. Tous les soumissionnaires sont encouragés à y assister. Toutefois, aucun soumissionnaire ne sera rejeté pour n'avoir pas assisté à la conférence. Le compte-rendu de la conférence des soumissionnaires sera publié sur le site Web de la section des achats et envoyé par courriel ou sur la plateforme d'appel d'offres en ligne eTendering comme indiqué dans la fiche technique. Aucune déclaration orale formulée lors de la conférence ne pourra modifier les conditions générales de l'appel d'offres, à moins qu'une telle déclaration ne soit expressément inscrite dans le compte-rendu de la conférence ou communiquée ou publiée à titre de modification de l'appel d'offres.</p>
C. DÉPÔT ET OUVERTURE DES OFFRES	
Dépôt	<p>1.55 Le soumissionnaire dépose une offre dûment signée et complétée qui comprend les documents et les formulaires correspondant aux exigences de la fiche technique. Le barème de prix est soumis avec l'offre technique. Les offres peuvent être livrées en main propre, par messenger comme indiqué dans la fiche technique.</p> <p>1.56 L'offre est signée par le soumissionnaire ou la ou les personnes dûment autorisées à obliger le soumissionnaire. L'autorisation est communiquée au moyen d'un document attestant d'une telle autorisation délivrée par le représentant juridique de l'entité soumissionnaire, ou d'une procuration, jointe à l'offre.</p> <p>1.57 Les soumissionnaires doivent être conscients du fait que le simple dépôt d'une offre implique acceptation par le soumissionnaire des Conditions générales du contrat annexés à ce DAO.</p>
Offres déposées par courriel ou sur le système eTendering	<p>1.58 Le dépôt par courriel ou par l'intermédiaire du système d'appel d'offres en ligne eTendering, s'il est autorisé ou indiqué dans la fiche technique, est régi comme suit :</p> <p>a) Les fichiers électroniques faisant partie de l'offre respectent le format et les exigences indiqués dans la fiche technique ;</p> <p>b) Les documents requis dans le formulaire original (par exemple la garantie de</p>

	<p>soumission etc.) doivent être envoyés par courrier ou en main propre selon les instructions contenues dans la fiche technique.</p> <p>Davantage d'instructions sur la manière de déposer, modifier ou annuler une offre sur le système d'appel d'offres en ligne eTendering sont offertes dans le Guide du système eTendering du PNUD à l'attention des soumissionnaires, et des Guides vidéos sont également disponibles en consultant ce lien : http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/procurement-notices/resources/.</p>
Date limite de dépôt des offres et offres tardives	<p>1.59 Les offres complètes doivent être reçues par le PNUD de la manière, à l'adresse et au plus tard à la date et heure indiquées dans la fiche technique. Le PNUD ne reconnaît que la date et l'heure auxquelles il a reçu l'offre.</p> <p>1.60 Le PNUD ne tiendra pas compte de toute offre déposée après la date limite de dépôt des offres.</p>
Retrait, remplacement et modification des offres	<p>1.61 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre après qu'elle a été déposée à tout moment avant la date limite de dépôt des offres.</p> <p>1.62 Offres déposées manuellement ou par courriel : Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre en envoyant une notification écrite conforme au PNUD, dûment signée par un représentant autorisé à cette fin, et en y joignant une copie de l'autorisation (ou une procuration). Le remplacement ou la modification de l'offre, le cas échéant, doit accompagner ladite notification écrite. Toutes les notifications doivent être déposées de la même manière que celle indiquée pour le dépôt des offres, en les marquant clairement comme « RETRAIT », « REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».</p> <p>1.63 Système eTendering : Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre en annulant, éditant et déposant de nouveau l'offre directement sur le système. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de suivre correctement les instructions du système et de dûment éditer et déposer un remplacement ou une modification d'offre, tel que nécessaire. Davantage d'instructions sur la manière dont annuler ou modifier une offre directement sur le système sont offertes dans le Guide du système eTendering du PNUD à l'attention des soumissionnaires et dans les Guides vidéo.</p> <p>1.64 Les offres dont le retrait est demandé sont renvoyées aux soumissionnaires sans qu'elles aient été ouvertes (seulement en ce qui concerne les dépôts manuels), sauf si l'offre est retirée après qu'elle a été ouverte.</p>
Ouverture des offres	<p>1.65 Le PNUD ouvre les offres en présence d'un comité ad hoc constitué par le PNUD et le PUDC qui comprend au moins deux (2) membres.</p> <p>1.66 Les noms des soumissionnaires, les modifications, les retraits, l'état des libellés et des sceaux des enveloppes, le nombre de dossiers et de fichiers et tout autre détail que le PNUD jugera utile seront annoncés à l'ouverture. Aucune offre n'est rejetée à l'ouverture, sauf les offres tardives qui seront renvoyées non ouvertes aux soumissionnaires concernés.</p> <p>1.67 Dans le cas d'un dépôt sur le système eTendering, les soumissionnaires recevront une notification automatique une fois que leur offre aura été ouverte</p>

D. ÉVALUATION DES OFFRES

Confidentialité	<p>1.68 Les informations concernant l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, ainsi que la recommandation d'adjudication du contrat, ne sont pas divulguées aux soumissionnaires ou à toute autre personne non officiellement concernée par une telle procédure, même après publication de l'adjudication du contrat.</p> <p>1.69 Toute tentative de la part d'un soumissionnaire ou de toute personne agissant au nom du soumissionnaire d'influencer le PNUD et le PUDC lors de l'examen, de l'évaluation et de la comparaison des offres ou des décisions d'adjudication du contrat peut, à la décision du PNUD, provoquer le rejet de son offre et le soumettre à l'application des procédures de sanctions des fournisseurs du PNUD en vigueur.</p>
Évaluation des offres	<p>1.70 Le PNUD mènera l'évaluation sur l'unique base des offres déposées.</p> <p>1.71 L'évaluation des offres est menée suivant les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Examen préliminaire, notamment de l'éligibilité et vérification de l'existence de l'ensemble des pièces administratives requises b) Vérification des calculs et classement des soumissionnaires ayant réussi l'examen préliminaire du fait de leur prix. c) Évaluation de qualification (si la pré-qualification n'a pas été effectuée) d) Évaluation des offres techniques e) Évaluation des prix <p>L'évaluation détaillée s'axera sur les 3 à 5 offres dont les prix sont les plus bas. D'autres offres dont les prix sont plus élevés seront ajoutées pour évaluation si nécessaire.</p>
Examen préliminaire	<p>1.72 Le PNUD et le PUDC examineront les offres pour déterminer si elles sont complètes selon les exigences documentaires minimales, si les documents ont bien été signés, et si les offres sont généralement correctes, entre autres indicateurs pouvant être utilisés à ce stade. Le PNUD se réserve le droit de rejeter toute offre à ce stade.</p>
Évaluation de l'éligibilité et de la qualification	<p>1.73 L'éligibilité et la qualification du soumissionnaire seront évaluées en comparant celles du soumissionnaire aux exigences minimales d'éligibilité et de qualification indiquées dans la section 4 (Critères d'évaluation).</p> <p>1.74 En termes généraux, les fournisseurs qui remplissent les critères suivants peuvent être considérés comme qualifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Ils ne font pas partie, selon la Résolution 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, de la liste de terroristes et de ceux qui les financent établie par le Comité, et de la liste de fournisseurs inéligibles du PNUD ; b) Ils ont une bonne situation financière et ont accès à des ressources financières appropriées pour exécuter le contrat et assumer tous les engagements commerciaux existants ; c) Ils disposent de l'expérience similaire nécessaire, de l'expertise technique, de capacités de production le cas échéant, de certificats de qualité, de procédures d'assurance qualité ainsi que d'autres ressources applicables à la prestation des services requis ; d) Ils respectent pleinement les Conditions générales du contrat annexés à ce présent DAO ; e) Ils n'ont pas d'antécédents de décisions arbitrales ou du tribunal contre

	<p>le soumissionnaire ;</p> <p>f) Ils ont un historique de performance rapide et satisfaisante auprès de leurs clients.</p>
Évaluation des offres techniques et des prix	<p>1.75 L'équipe d'évaluation, composée du PNUD et du PUDC, examine et évalue les offres au regard de leur conformité au tableau des exigences et des spécifications techniques et à d'autres documents fournis en appliquant la procédure indiquée dans la fiche technique et d'autres documents de l'appel d'offres. Si nécessaire et déclaré dans la fiche technique, le PNUD peut inviter les soumissionnaires techniquement conformes à faire une présentation au sujet de leurs offres techniques. Les conditions de la présentation sont fournies dans le document d'offre lorsque nécessaire.</p>
Devoir de précaution	<p>1.76 Le PNUD et le PUDC se réservent le droit de se livrer à un exercice de vérification visant à s'assurer de la validité des informations fournies par les soumissionnaires. Cet exercice est pleinement documenté et peut comprendre, sans toutefois s'y limiter, tout ou partie des éléments suivants :</p> <p>a) Vérifier que les informations fournies par le soumissionnaire sont exactes, correctes et authentiques ;</p> <p>b) Valider le degré de conformité aux exigences de l'appel d'offres et aux critères d'évaluation au regard de ce qui a été constaté à ce stade par l'équipe d'évaluation ;</p> <p>c) Demander des renseignements et vérifier les références auprès d'organismes gouvernementaux compétents ayant juridiction sur le soumissionnaire concerné, auprès de précédents clients, ou auprès de toute autre entité ayant pu avoir des relations d'affaires avec ledit soumissionnaire ;</p> <p>d) Demander des renseignements et vérifier les références auprès de précédents clients concernant l'exécution des contrats en cours ou complétés, notamment des inspections physiques des travaux précédents, si nécessaire ;</p> <p>e) Inspecter physiquement les bureaux du soumissionnaire, les succursales ou autres établissements d'un soumissionnaire dans lesquels il exploite son activité, avec ou sans préavis ;</p> <p>f) D'autres moyens que le PNUD pourra juger opportuns, à tout stade du processus de sélection, avant l'adjudication du contrat.</p>
Clarification des offres	<p>1.77 Afin de faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le PNUD peut, à sa discrétion, demander à tout soumissionnaire des éclaircissements au sujet de son offre.</p> <p>1.78 La demande d'éclaircissements du PNUD ainsi que la réponse se font par écrit, et aucune modification des prix ou du contenu de l'offre ne peut être demandée, proposée ou autorisée, sauf pour fournir des éclaircissements et confirmer la correction de toute erreur de calcul découverte par le PNUD lors de l'évaluation des offres, conformément à l'appel d'offres.</p> <p>1.79 Les éclaircissements non sollicités fournis par un soumissionnaire au titre de son offre qui ne constituent pas une réponse à une demande du PNUD ne sont pas pris en compte lors de l'examen et de l'évaluation de l'offre.</p>
Conformité des offres	<p>1.80 Le PNUD évalue la conformité des offres en se basant sur leur contenu. Une offre est considérée comme essentiellement conforme si elle respecte</p>

	<p>l'ensemble des termes, conditions, spécifications et autres exigences de l'appel d'offres sans dérogation, réserve ou omission importante.</p> <p>1.81 Si une offre n'est pas essentiellement conforme, elle est rejetée par le PNUD et ne peut pas être ultérieurement mise en conformité par le soumissionnaire en corrigeant les dérogations, réserves ou omissions importantes.</p>
Défauts de conformité, erreurs réparables et omissions	<p>1.82 À condition qu'une offre soit essentiellement conforme, le PNUD peut lever tout défaut de conformité ou toute omission de ladite offre qui ne constitue pas selon lui pas une dérogation importante.</p> <p>1.83 Le PNUD peut demander au soumissionnaire de fournir les informations ou les documents nécessaires, dans un délai raisonnable, pour rectifier les défauts de conformité ou omissions de l'offre relatifs aux exigences en matière de documentation. Une telle omission ne peut se rapporter à un quelconque aspect du prix de l'offre. L'offre peut être rejetée si le soumissionnaire ne se conforme pas à cette demande.</p> <p>1.84 En ce qui concerne les offres ayant passé l'examen préliminaire, le PNUD vérifie et corrige les erreurs de calcul comme suit :</p> <p>a) En cas de divergence entre le prix unitaire et le total du poste concerné, obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total du poste sera corrigé, sauf si le PNUD estime que la position de la virgule du prix unitaire est manifestement erronée, auquel cas le total du poste indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;</p> <p>b) En cas d'erreur dans le calcul d'un total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux prévaudront et le total sera corrigé ;</p> <p>c) En cas de divergence entre des montants en lettres et en chiffres, le montant en lettres prévaudra, sauf s'il est lié à une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra.</p> <p>1.85 Si le soumissionnaire n'accepte pas une correction d'erreur à laquelle le PNUD aura procédé, son offre sera rejetée.</p>
E. ADJUDICATION DU CONTRAT	
Droit d'accepter, de rejeter ou de déclarer non conformes tout ou partie des offres	<p>1.86 Le PNUD se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, de déclarer tout ou partie des offres non conformes, et de rejeter toutes les offres à tout moment avant l'adjudication du contrat, sans engager sa responsabilité ou être tenu d'informer le ou les soumissionnaires concernés des motifs de sa décision. En outre, Le PNUD n'est pas responsable de la décision d'adjudication finale qui relève du pouvoir discrétionnaire exclusif du PUDC selon ses propres procédures.</p>
Critères d'adjudication	<p>1.87 Avant l'expiration de la période de validité des offres, le PNUD recommandera au PUDC l'offre qualifiée et éligible, considérée comme étant conforme aux exigences du tableau des exigences et des spécifications techniques et qui propose le prix le plus bas. Le PUDC aura seul le pouvoir discrétionnaire d'attribution du contrat sur base de ces recommandations.</p>
Analyse	<p>1.88 Si un soumissionnaire n'est pas retenu, il peut demander à se réunir avec le PNUD pour procéder à une analyse consultative Telle analyse vise à</p>

	<p>évoquer les atouts et les faiblesses de l'offre du soumissionnaire pour l'aider à améliorer ses futures offres lors de perspectives d'achats du PNUD. Le contenu d'autres offres et leur comparaison à l'offre du soumissionnaire ne sont pas évoqués.</p>
Droit de modification des exigences lors de l'adjudication du contrat	1.89 Lors de l'adjudication du contrat, le PUDC se réserve le droit de modifier la quantité des biens ou des services dans une limite raisonnable du total de l'offre, conformément à ses propres procédures
Signature du contrat	1.90 Le soumissionnaire retenu signe et date le contrat et le retourne au PUDC sous quinze (15) jours à compter de sa date de réception. S'il ne le fait pas, le PUDC a des raisons suffisantes pour annuler l'adjudication et retirer la garantie de soumission, selon ses propres procédures.
Type de contrat et conditions générales	1.91 Les types de contrat à signer et les Conditions générales du contrat applicables sont annexés au présent DAO.
Garantie de bonne exécution	1.92 Une garantie de bonne exécution, libellée à l'attention du PUDC, si elle est exigée dans la fiche technique, est fournie au montant et dans le formulaire indiqué dans la fiche technique dans un délai de quinze (15) jours à compter de la signature du contrat par les deux parties. Si une garantie de bonne exécution est requise, le reçu de la garantie de bonne exécution par le PUDC est essentiel pour que le contrat prenne effet.
Garantie bancaire de restitution d'avance	1.93 Si une restitution d'avance est autorisée en vertu de la fiche technique, le soumissionnaire présente une garantie bancaire à hauteur du montant total de la restitution d'avance
Indemnité forfaitaire	1.94 Le PUDC applique une indemnité forfaitaire pour les dommages ou risques causés au PUDC découlant de retards du contractant ou de la violation de ses obligations en vertu du contrat si une telle indemnité est indiquée dans la fiche technique.
Dispositions en matière de paiement	<p>1.95 Le paiement sera seulement effectué après l'acceptation de la part du PUDC des biens ou des services fournis. Le paiement se fait dans un délai de trente (60) jours après réception de la facture et de l'attestation d'acceptation du travail délivrée par l'autorité compétente du PUDC qui supervise directement le contractant. Le paiement s'effectuera par transfert bancaire dans la devise du contrat.</p> <p>1.96 Le Programme d'Urgence de Développement Communautaire – Gouvernement du Sénégal est seul responsable de la gestion du contrat, des modalités de paiement et de toute réclamation et/ ou litige qui en découle.</p>

SECTION 3.FICHE TECHNIQUE

Les données suivantes pour les biens et les services à acheter complètent, supplémentent ou modifient les dispositions de l'appel d'offres dans le cas d'un conflit entre les instructions destinées aux soumissionnaires, la fiche technique et d'autres annexes ou références jointes à ladite fiche technique, et les dispositions de la fiche technique prévalent.

Numéro de fiche technique	Référence à la section 2	Données	Instructions ou exigences particulières
1	7	Langue de l'offre :	Français
2		Dépôt d'offres pour des parties ou sous-parties du tableau des exigences (offres partielles)	<p>Lots divisibles et indivisibles à l'intérieur de chaque lot :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lot 1 : <ul style="list-style-type: none"> -Tranche ferme : construction de trois (3) écoles primaires, construction d'un (1) collège d'enseignement moyen - Tranche Conditionnelle : réhabilitation de deux (2) écoles élémentaires dans la région de Sédhiou. • Lot 2 : <ul style="list-style-type: none"> -Tranche ferme : construction de trois (3) écoles primaires, construction de deux (2) collège d'enseignement moyen -Tranche Conditionnelle : réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans la région de Kolda. • Lot 3 : <ul style="list-style-type: none"> -Tranche ferme : construction de deux (2) écoles primaires, construction de deux (2) collège d'enseignement moyen <p>-Tranche Conditionnelle : réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans la région de Ziguinchor</p>
3	20	Autres types d'offres	NA

4	21	Conférence préalable à l'offre	N/A pour cause de pandémie au Sénégal, les questions sont à soumettre en ligne au PNUD au Services Procurement Courriel : achats.senegal@undp.org
5	16	Durée de validité de l'offre	120 jours
6	13	Garantie de soumission	Requise – libellée au nom du PUDC (voir point 12 – Section 2) Lot 1: 3.500.000 FCFA Lot 2: 4.500.000 FCFA Lot 3: 5.500.000 FCFA ✓ Forme : Caution bancaire délivrée par une institution financière acceptée par le PNUD et ayant une Agence au Sénégal ou toute garantie émanant d'une institution financière agréée par l'Etat du Sénégal (Compagnie d'assurance, etc...) Voir le modèle de la section 8
7	41	Avance lors de la signature du contrat	Une avance ne dépassant pas 20% du montant du contrat peut être octroyée. Le montant de l'avance doit être cautionnée à 100 % par une banque agréée par l'Etat du Sénégal ». Le remboursement de l'avance commencera lorsque le volume des travaux atteint 40% et se terminera à 80% d'achèvement des travaux.
8	42	Indemnité forfaitaire	NA
9	40	Garantie de bonne exécution	✓ <u>Requise - libellée au nom du PUDC (voir point 41 – Section 2)</u> Une Garantie bancaire (Voir modèle de la section 9) d'un montant égal à 10% du montant total du contrat sera requise. Emission et validité de la garantie de bonne exécution : à la signature du contrat par les deux parties et valable pendant toute la durée d'exécution des travaux jusqu'à la réception provisoire. Une retenue de garantie de 10% peut être opérée sur chaque paiement.

			Toutefois, à la réception provisoire, cette retenue de garantie peut être substituée par une caution de retenue de garantie de 10% du montant du marché des travaux exécutés valable jusqu'à la réception définitive.
10	12	Devise de l'offre	FCFA (XOF)
11	31	Date limite de dépôt des demandes d'éclaircissement et des questions	Sept (07) jours avant la date de dépôt
12	31	Coordonnées de la personne à qui adresser les demandes d'éclaircissement et les questions	<p>Personne référente au PNUD : Services des achats du PNUD</p> <p>Adresse : immeuble Wollé Ndiaye, Route du Méridien Courriel : achats.senegal@undp.org</p> <p>Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de soumission, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux offrants.</p>
13	18, 19 et 21	Mode de diffusion des informations complémentaires à l'appel d'offres et des réponses et éclaircissements demandés	<p><u>Communication directe aux soumissionnaires potentiels par courrier électronique à l'adresse :</u> achats.senegal@undp.org</p> <p>❖ http://procurement-notice.undp.org</p>
14	23	Date limite de dépôt des offres	<p>Date : 15 janvier 2021</p> <p>Heure : comme indiquée en ligne au niveau du système Etendering.</p>
14	22	Manière autorisée de dépôt des offres	<p><input type="checkbox"/> Système e-Tendering</p> <p>https://etendering.partneragencies.org</p>
15	22	Adresse de dépôt des offres	<p>Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées uniquement en ligne par le système Etendering à travers le lien suivant : https://etendering.partneragencies.org (Event ID)</p> <p>Si vous n'êtes pas encore enregistré dans E-tendering, vous pourrez le faire en accédant au système avec les identifiants à défaut suivants : (Username : event.guest ; Password: why2change) et suivre les indications fournies dans le guide d'enregistrement.</p> <p>Le guide peut être téléchargé sur le site ci-après : http://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=60982</p>

16	22	Exigences en matière de dépôt électronique (courriel ou système eTendering)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Format : Fichiers PDF seulement ▪ Le nom des fichiers doit comporter un maximum de 60 caractères et ne doit pas contenir de lettres ou de caractères spéciaux ne faisant pas partie de l'alphabet ou clavier latin. ▪ Aucun fichier ne doit comporter de virus ou être corrompu. ▪ Taille maximum des fichiers par transmission : 5 MB <p>Objet obligatoire du courriel : <u>DAO 025/2020/PNUD/PUDC-Phase II</u></p>
17	25	Date, heure et lieu d'ouvertures des offres	<p>Date : 15 janvier 2021</p> <p>Heure : endéans 30 minutes après la réception des offres</p> <p>Les soumissionnaires peuvent télécharger le PV dans le système E-Tendering</p>
18	27, 36	Méthode d'évaluation pour l'adjudication d'un contrat	Offre éligible, techniquement conforme au prix le mieux disant.
19		Date prévue pour l'entrée en vigueur du contrat	<i>Février 2021</i>
20		Durée maximum prévue du contrat	La durée d'exécution pour chaque lot est de dix (10) mois pour la tranche ferme et de huit (08) mois pour la tranche conditionnelle à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage
21	35	Le PUDC attribuera le contrat, sur base des recommandations du PNUD à :	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Au soumissionnaire ayant l'offre de prix la mieux-disante parmi les offres techniquement qualifiées/conformes. <input type="checkbox"/> Le PUDC se réserve le droit de relancer au cas où aucune offre n'a été techniquement conforme au dossier d'appel d'offres.
22	39	Type de contrat	SELON LES MODALITES DU PUDC – voir Sections 10,11 et 12
23	39	Conditions générales du contrat du PNUD qui s'appliqueront	Non-Applicable
24		Autres informations relatives à l'AO	Le prix de l'offre sera libellé HTVA et en TTC

SECTION 4 : CRITERES D'ÉVALUATION

Critères d'examen préliminaire

Les offres seront examinées pour déterminer si elles sont complètes et déposées conformément aux exigences de l'appel d'offres selon les critères ci-dessous selon un système de réponses Oui/Non :

- Signatures appropriées ;
- Procuration ;
- Documents minimum fournis ;
- Validité de l'offre ;
- Garantie de soumission (si exigée) déposée selon les exigences de l'appel d'offres avec période de validité conforme

Critères d'éligibilité et de qualification minimum

L'éligibilité et la qualification seront évaluées selon un système de réponses Réussi/Échoué.

Si l'offre est déposée en tant que coentreprise, consortium ou partenariat, chaque membre doit remplir les critères minimums sauf autrement indiqué.

Objet	Critères	Exigence en matière de dépôt des documents
ÉLIGIBILITÉ		
Statut juridique	Le fournisseur est une entité enregistrée légalement. <ul style="list-style-type: none"> - Registre de commerce - NINEA - Statuts 	Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire
Éligibilité	Un fournisseur n'est pas suspendu, exclu ou autrement désigné comme inéligible par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale.	Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre
Conflit d'intérêts	Aucun conflit d'intérêts conformément à la clause 4 de l'appel d'offres ;	Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre
Faillite	Aucune faillite déclarée, aucune implication dans une faillite ou dans des procédures de cessation de paiement, et aucun jugement ni action légale en cours contre le fournisseur qui pourrait nuire à ses opérations dans un futur proche ;	Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre
Certificats et licences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dûment autorisé à agir en qualité d'agent au nom du fabricant, ou une procuration, si le soumissionnaire n'est pas le fabricant ▪ Nomination officielle en tant que représentant local, si le soumissionnaire dépose une offre pour le compte d'une entité située en dehors du pays 	Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire

QUALIFICATION		
Antécédents de contrats inexécutés¹	L'inexécution d'un contrat n'a pas découlé d'une faute de la part du contractant au cours des 3 dernières années.	Formulaire D : Formulaire de qualification
Antécédents de contentieux	Aucun antécédent de décisions du tribunal ou de décisions arbitrales contre le soumissionnaire au cours des 3 dernières années.	Formulaire D : Formulaire de qualification
Expériences antérieures	Nombre minimum d'années d'expérience générale : CINQ (05) ans	Formulaire D : Formulaire de qualification
	Minimum UNE (01) expérience satisfaisante des marchés de travaux construction mis en œuvre au cours des 5 dernières années, dont la valeur sera au moins de 145.000.000 FCFA pour le Lot 1, 180.000.000FCFA pour le Lot 2 et 230.000.000 FCFA pour le Lot 3. Les attestations de services réalisés fournies par les maîtres d'ouvrage sont obligatoires ; seules les références avec attestation de services faits pour projets terminés sont prises en compte.	Formulaire D : Formulaire de qualification
Situation financière	*Chiffre d'affaires minimal moyen au cours des 3 dernières années (2017-2018-2019) : -Lot 1 au moins 222 000 000 FCFA -Lot 2 au moins 275 000 000 FCFA -Lot 3 au moins 345 000 000FCFA En cas de groupement, le chef de file doit satisfaire le critère à 60% et les autres entités à 40% du montant demandé *Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose d'une ligne de crédit délivrée par une banque ou une institution financière, à hauteur de : -Lot 1 à hauteur de 92.000.000 FCFA -Lot 2 à hauteur de 113.000.000 FCFA -Lot 3 à hauteur de 144.000.000 FCFA	Formulaire D : Formulaire de qualification
	*Le soumissionnaire doit montrer la solidité actuelle de sa situation financière et indiquer sa rentabilité potentielle à long terme.	Formulaire D : Formulaire de qualification
Évaluation technique	Les offres techniques sont évaluées sur un système Réussi/Échoué en ce qui concerne le respect ou non-respect des spécifications techniques désignées dans le document d'offre.	Formulaire E : Formulaire d'offre technique

¹ L'inexécution, comme décidé par le PNUD, comprend tous les contrats pour lesquels (a) l'inexécution n'a pas été contestée par le contractant, notamment au moyen d'un renvoi au dispositif de règlement des différends en vertu du contrat concerné, et (b) les contrats qui ont été ainsi contestés mais n'ont pas été pleinement réglés relativement au contractant. L'inexécution n'englobe pas les contrats pour lesquels la décision de l'employeur a été rejetée par le dispositif de règlement des différends. L'inexécution doit être basée sur l'ensemble des informations sur les différends ou contentieux pleinement réglés, c'est-à-dire un différend ou un contentieux qui a été réglé conformément au dispositif de règlements des différends en vertu du contrat concerné et dans le cas où toutes les instances d'appel disponibles au soumissionnaire ont été épuisées.

Évaluation financière	<p>Analyse détaillée du barème de prix, sur la base des exigences listées dans la section 5, qui a été proposé par les soumissionnaires dans le formulaire F.</p>	
Documents nécessaires à soumettre pour la validation des offres Qualification des soumissionnaires	<p><u>Documents obligatoires dont l'absence entrainera automatiquement le rejet du dossier à la phase préliminaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> *Le formulaire de soumission dûment rempli (repris tel qu'il est sans aucune modification suivant le formulaire A) * La caution de soumission * La ligne de crédit * le Bordereau de prix unitaire et le Devis quantitatif estimatif (tranche ferme et tranche conditionnelle) *Les attestations de services faits dûment signées <p><u>Les documents ci-après doivent être produits à la soumission et en cas de manquement, le soumissionnaire doit les compléter avant l'attribution du marché :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> *Un profil d'entreprise de 15 pages maximum, ainsi que des brochures et catalogues de produits se rapportant aux biens/services achetés *les attestations fournie par l'administration attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations (quitus fiscal) *Les attestation CSS, Attestation IPRESS et IRT * Une Attestation de non-faillite ou de déclaration sur l'honneur de non-faillite *Les documents d'immatriculation de l'entreprise NINEA et les documents d'enregistrement au Registre du Commerce, ainsi que les statuts *Les états financiers certifiés y compris le rapport des commissaires aux comptes au titre des 3 dernières années (2017, 2018 & 2019). *Une liste de références bancaires (nom de la banque, adresse, personne à contacter et coordonnées de la personne à contacter) 	

<p>Critères d'attribution et d'évaluation des offres</p>	<p>*Meilleurs prix compétitifs des offres techniques retenues *Adéquation du planning d'exécution et du délai proposé au délai du marché *Parfaite conformité avec les spécifications techniques *Qualification du personnel clé pour chaque lot :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Un (1) chef de projet : ingénieur génie civil ou équivalent ayant au moins une expérience générale de 5 ans et ayant réalisé au moins deux (2) projets de construction dont un (01) en tant que Chef de projet ; ○ Conducteurs de travaux : techniciens supérieurs en génie civil ou équivalent ayant une expérience générale de 5 ans et ayant réalisé deux (02) projets en tant que conducteur de travaux ; <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lot 1 : Un (01) conducteur ▪ Lot 2 : Un (01) conducteur ▪ Lot 3 : Un (01) conducteur <p>Pour chaque lot :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Un (1) technicien supérieur en électricité ou équivalent avec 5 ans d'expérience en travaux de réseaux moyennes tensions ; ○ Un (1) technicien supérieur en plomberie ou équivalent avec 5 ans d'expérience en travaux de plomberie bâtiments ○ Un (01) responsable hygiène-sécurité-environnement (HSE) ayant un niveau master dans le domaine avec au moins 3 ans d'expérience dans le métier. <p>Les experts doivent joindre une attestation de disponibilité signée par eux-mêmes et l'entreprise ; aussi, leur CV doit être doublement signé par l'expert et l'entreprise ;</p> <p>*logistique nécessaire pour réaliser les prestations pour chaque lot :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cinq (5) bétonnières de 350 litres, ▪ Cinq (5) aiguilles vibrantes ▪ Deux (2) camions bennes ▪ Deux (2) pick up pour véhicules de liaison ▪ Lots d'étais ▪ Lots d'échafaudages <p>Pour les véhicules, joindre les copies des cartes grises ; Le soumissionnaire doit démontrer que le matériel est sa propriété, s'il est loué ou en location-vente</p>	
--	--	--

SECTION 5. TABLEAU DES EXIGENCES ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Section 5a : Spécifications techniques

Tableau allotissements

	Nature Intervention	IA	IEF	COMMUNE	Nom Etablissement	TYPE
Lot 1 : construction de trois (3) écoles primaires, construction d'un (1) collège d'enseignement moyen et réhabilitation de deux (2) écoles élémentaires dans la région de Sédhiou .	Tranche ferme : Construction Neuve	Sédhiou	Sédhiou	Bemet	EE SIBICOUROTO	EE de 05 SDC
			Boukiling	Djinany	EFA BANDOUMBA	EFA de 04 SDC
			Sédhiou	Sédhiou	EE NIMAYA	EE de 03 SDC
			Sédhiou	Sédhiou	CEM SEDHIOU 4	CEM de 08 SDC
	Tranche conditionnelle : Réhabilitation	Sédhiou	Sédhiou	Sédhiou	ECOLE 1	
					ECOLE 2	
Lot 2 : construction de trois (3) écoles primaires, construction de deux (2) collèges d'enseignement moyen et réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans la région de Kolda	Tranche ferme : Construction Neuve	Kolda	Vélingara	Kandia	EE SARE COLY TENNING	EE de 07 SDC
			MYF	Kéréwane	EE GOMBATANG FODE	EE de 04 SDC
			MYF	Ndorna	EE KOURKOUR SALY	EE de 03 SDC
			Vélingara	Sinthiang Coundara	CEM COUMBA DIOUMA	CEM de 10 SDC
			Vélingara	Dinguiraye	CEM DINGUIRAYE	CEM de 08 SDC
	Tranche conditionnelle : Réhabilitation	Kolda	Vélingara	Pakour	EE PAKOUR 2	
			Vélingara	Vélingara	EE TOUMANY BOIRAU	
			Kolda	Kolda	EE MOUSSA CAMARA	
	Lot 3 : construction de deux (2) écoles primaires, construction de deux (2) collèges d'enseignement moyen et réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans la région de Ziguinchor .	Tranche ferme : Construction Neuve	Ziguinchor	Bignona 2	Kataba 1	EE TALLY BOUBESS
Bignona 2				Djignaki	EFA MAHMOUDA CHERIF 2	EE de 06 SDC
Bignona 2				Bignona	EFA BIGNONA	CEM de 08 SDC
Ziguinchor				Ziguinchor	CEM DE KENIA	CEM de 12 SDC
Tranche conditionnelle : Réhabilitation		Ziguinchor	Ziguinchor	Ziguinchor	EE IBOU CAMARA	
			Ziguinchor	Ziguinchor	EE JEAN KANDE	
			Bignona 1	Bignona	EE LIEUTENANT MANKADIANG	

Section 3a : Spécifications techniques

CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Il convient de noter que le marché est un dossier à deux tranches. Il est constitué d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle. En effet, la tranche ferme est composée essentiellement des constructions neuves et celle dite conditionnelle est constituée de la réhabilitation des écoles. Le recours à ce mode de passation est lié à des contraintes économiques et financières. Par conséquent, la tranche conditionnelle sera mobilisée en cas de disponibilité financière. Les prix unitaires de la tranche conditionnelle ne seront pas révisables pour toute la durée des travaux.

CHAPITRE I : GENERALITES

L'Entrepreneur devra impérativement, dans les quinze jours qui suivront le début du délai contractuel, ouvrir une base choisie dans la zone du projet. Cette base comprendra au moins deux (2) bureaux et deux (2) chambres de passage qui sera mise à la disposition des contrôleurs et du maître d'ouvrage. Le bureau et les chambres doivent être alimentés en électricité et meublés (lits, armoires, 1 réfrigérateur, 1 table de réunion pour au moins 10 personnes y compris chaises etc.)

L'Entrepreneur assurera également à ses frais la fourniture d'eau, d'électricité, de téléphone et de connexion internet haut débit (ADSL minimum 512 méga) au niveau de cette base. Tous les frais entraînés par le respect des prescriptions du présent article seront réputés inclus dans les prix unitaires de l'Entrepreneur.

Article 1.1 : Objet du CPTP

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques Particulières a pour objet la définition de tout corps d'état à exécuter en vue de la construction de salles de classe dans l'Elémentaire et dans le Moyen dans les régions Kolda, Sédhiou et Ziguinchor.

Il décrit la nature des travaux à réaliser et a pour but de préciser les dispositions d'une manière générale, la nature des matériaux et les prescriptions techniques particulières.

Il est formellement spécifié que ce devis descriptif est énumératif et non limitatif. Il énumère les ouvrages finis et non les ouvrages préparatoires ou les diverses sujétions indispensables pour mener l'exécution à bonne fin.

L'attributaire doit signaler à l'Ingénieur, les erreurs ou omissions qu'il pourra constater. Il devra à cet effet, vérifier toutes les côtes avant le commencement des travaux.

Article 1.2 : Caractéristiques Générales des Ouvrages

Les salles de classe projetées seront réalisées par blocs de deux (02) salle de classe (SDC) et de trois (03) salle de classe (SDC). Les entreprises pourront soumissionner pour tous les lots mais aucune entreprise ne peut être attributaire de plus deux (2) lots. Chaque lot est indivisible.

Les classes de classe auront les caractéristiques suivantes :

- Semelles filantes et/ou isolées et parpaings pleins pour fondations ;
- Les maçonneries seront réalisées avec des agglos pleines ou creuses exécuté en mortier de ciment et de grains de riz, il sera utilisé de largeur bruit de 0.15 et 0.10 avec chaînages en béton armé
- Sol intérieur en dallage armé d'épaisseur de 12 cm
- Menuiserie métallique
- Charpente métallique
- Menuiserie bois
- Couverture en bac alu zinc 45/100

Les dimensions intérieures pour une salle de classe seront les suivantes :

- Longueur : 9.00 m
- Largeur : 7,00 m
- Surface utile : 63 m²

Les dimensions intérieures pour la coursive ou véranda seront les suivantes

- Longueur : 9.00 m
- Largeur : 1.40 m

Le niveau intérieur fini des locaux (salle de classe) se situera à 47 cm au-dessus du niveau général du sol extérieur. Pour la coursive ou véranda se situera à 0.45 au-dessus du niveau général du sol extérieur. Cette côte représentera le niveau 0 et sera fixée par le Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

- ✓ **Les revers d'eau** en béton armé avec bèche seront de largeur 0,45m et une profondeur de 0,35m. avec une pente de 1%.
- ✓ **Une rampe** en béton pour Handicapé est également à prévoir au niveau des infrastructures (classe)

Le niveau intérieur fini des locaux (salle de classe) se situera à 47 cm au-dessus du niveau général du sol extérieur. Pour la coursive ou véranda se situera à 0.45 au-dessus du niveau général du sol extérieur. Cette côte représentera le niveau 0 et sera fixée par le Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

Article 1.3 : Composition des travaux

Les travaux sont regroupés en corps d'état :

- Terrassement - Gros œuvre comprenant :
 - Terrassement
 - Fondation
 - Ouvrages au sol
 - Ouvrage en élévation
 - Travaux divers

- Charpente Métallique – Couverture
- Second œuvre
 - Menuiserie Métallique et Bois
 - Enduits
 - Peinture
 - Electricité
 - Carrelage
 - Etanchéité

Article 1.4 : Dispositions communes à toutes les entreprises

Toutes les dispositions précisées au CPTP, additif et sur le plan approuvé par le maître d'œuvre, devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux, le mode d'exécution et les dispositions d'ensemble.

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables dans l'ordre et par analogie, étant bien entendu qu'il doit assurer le complet et parfait achèvement des travaux prévus ou non au devis quantitatif ci-après conformément aux règles de l'art, et sans qu'il puisse prétendre à une majoration du prix forfaitaire pour raison d'omission aux plans, au devis quantitatif et au CPTP, étant bien entendu que l'entrepreneur s'est rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, et qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les pièces du marché.

A défaut de complément, de définition d'ouvrage par le CPTP, le devis quantitatif, les descriptions particulières, les plans et schémas de principe, les travaux seront exécutés conformément aux documents suivants :

- AFNOR (tour Europe CEDEX 7 92 080 Courbevoie) ;
- Cahier du CSTB (4, avenue du Recteur Principal Paris 16^{eme}) ;
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, normes, règlements circulaires et tous textes administratifs, nationaux, régionaux ou locaux, publiés à la date de la signature du présent marché au Sénégal.

Article 1.5 : Vérification des documents

Avant toute exécution, l'entrepreneur devra vérifier les côtes des dessins qui sont présentés. Il signalera à temps utile au maître d'œuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'il croira utiles d'apporter, sans quoi, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que les conséquences qui en résulteraient.

En conséquence, aucun travail supplémentaire et aucun travail provenant des erreurs ou omissions ne fera l'objet d'un supplément au forfait.

Article 1.6 : Coordination des corps d'états

D'une façon générale, l'Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions idoines pour que les interventions au niveau des corps d'état ou pour toutes les réservations à effectuer soient planifiées et organisées pour éviter tout retard dans la coordination de certaines activités.

En cours de chantier, lorsqu'un travail sera exécuté, l'Entrepreneur devra relever les cotes et profils existants et y adapter leurs fournitures par application des articles précédents, donné toutes les indications utiles, et vérifié l'exécution des travaux de ces corps d'état.

Il fournira, toutes les séries de plans (plans archi.et Béton armé et lots techniques) nécessaires à la bonne conduite du chantier. Il en sera de même pour les détails et profils en cours de travaux.

Article 1.7 : Contrôles par analyse et essai des matériaux

Le maître d'œuvre pourra à tout moment, effectuer des prélèvements de matériaux même mis en œuvre, afin d'en exercer un contrôle de quantité par analyse et essaie dans les laboratoires officiels. Ces contrôles et leurs conséquences seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Article 1.8 : Assurances-législation du travail

L'entrepreneur reste entièrement responsable du parfait état des ouvrages jusqu'à la réception provisoire. Il devra à ses frais contacter toutes les assurances nécessaires, pour cela, dans le but de couvrir l'ensemble des risques et périls de quelques natures que ce soit.

L'entrepreneur devra à tout moment et jusqu'à la fin des travaux être en règle vis à vis de la législation du travail en vigueur et ceci par rapport à ses employés et ouvriers.

CHAPITRE II : L'ORGANISATION

Article 2.1 : Généralités

Toutes les prescriptions prévues aux présents devis descriptifs et devis quantitatifs et aux plans devront être respectés tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode d'exécution.

Les soumissionnaires reconnaissants se sont rendus exactement compte des travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature.

Ils ont vérifié soigneusement tous les détails techniques, et les côtes portées aux plans et s'assurer de leurs concordances sur les différents plans.

En cas de doute, ils aviseront immédiatement le Maître d'œuvre, faute de quoi ils seront tenus responsables des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient. Seuls les travaux ayant fait l'objet d'ordre de service écrit et signé, seront reconnus. Tout travail indiqué en dehors de ces conditions, sera toujours considéré comme partie intégrante du prix indiqué dans la soumission.

A/ Branchements Provisoires

Tous les frais et demandes nécessaires pour le branchement provisoire du chantier dans les différents réseaux, (eau, électricité, téléphone etc..) seront l'affaire de l'entrepreneur.

B/ Gravois

L'entrepreneur devra assurer l'évacuation des gravats excédentaires provenant des déblais et des démolitions éventuelles, à la décharge publique.

Article 2.2 : Approvisionnement en eau

L'entrepreneur devra approvisionner le chantier en eau propre de qualité et en quantité suffisante pour les travaux prévus.

Article 2.3 : Gravois

L'entrepreneur devra évacuer les gravats au niveau des décharges publiques, procéder au remblai des excavations et au nettoyage général du chantier de façon périodique et ceci durant tout son intervention.

Article 2.4 : Accès

L'accès au chantier sera rigoureusement interdit aux personnes étrangères. Par contre l'entrepreneur devra faire des travaux d'aménagement et d'accès au chantier aussi bien pour les véhicules, charrettes, que pour les piétons. Il ne pourra demander une plus-value pour ce fait.

Article 2.5 : Gardiennage

L'entrepreneur assurera à ses frais le gardiennage des chantiers.

Article 2.6 : Sécurité des tiers

Pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne pas causer de dommages aux constructions voisines existantes. Dans le cas contraire, il sera tenu pour seul responsable des dommages causés et en supportera toutes les conséquences.

D'autre part, il devra, matérialiser les limites du chantier de façon à en empêcher l'accès en vue d'éviter tout accident.

Article 2.7 : Tracés – Trait de niveau

L'Entrepreneur assurera sous son entière responsabilité les tracés et implantations, il donnera un trait de niveau et en sera responsable pendant toute la durée du chantier.

Article 2.8 : PANNEAUX DE CHANTIER

L'entrepreneur devra à sa charge confectionner 2 panneaux de chantier par lot suivant le modèle PUDC et implanter en des endroits indiqués par le maître d'œuvre.

Article 2.9 : EMPLOI MAIN D'ŒUVRE LOCALE

L'entrepreneur est tenu d'engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés. A défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager la main d'œuvre à l'extérieur de la zone de travail ; cela nécessitera néanmoins une autorisation mais également une documentation par le maître d'œuvre.

CHAPITRE III : PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

Article 3.1 : Matériaux à prévoir par l'Entreprise

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise soumettra à l'approbation du Maître de l'œuvre la provenance des matériaux destinés à la confection des ouvrages ; ces matériaux devront répondre aux caractéristiques minimums décrites dans le présent chapitre et feront l'objet d'une réception technique préalable à leur mise en œuvre de la part du Maître d'œuvre, réception qui ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur quant à la solidité des ouvrages définitifs.

Dans la description donnée au chapitre, il est indiqué la marque et le type de certains matériaux, matériel et équipement sous la mention « ... de telle marque... de tel type ou équivalent ». Dans ces cas la marque ou le type est donné seulement à titre indicatif pour fixer les idées sur les qualités, encombrants et formes souhaitées.

En ce qui concerne les matériaux d'extraction, les bénéficiaires (villageois) pourraient être associés à la recherche des lieux d'emprunt. Le Maître d'œuvre se chargera de la vérification de la qualité des matériaux approvisionnés.

Article 3.2 : Matériaux d'apport

Les matériaux d'apport utilisés en remblai devront être homogènes et ne contenir ni d'élément purement argileux, ni d'élément rocheux d'un volume supérieur à (1) un dm³, ni gravats d'aucune sorte, ni détritiques, ni déchets organiques.

Article 3.3 : Gravier pour béton

Les graviers pour toutes les classes de béton seront exempts de toutes matières organiques et dégagées de toutes gangues ou terres provenant de sites préalablement agréés par le Maître d'œuvre et présentant une distribution granulométrique étalée. Le coefficient d'usure Los Angeles ne sera pas supérieur à 45 %.

Les graviers seront de la classe granulaire 5/25 mm ; à la vérification sur le tamis de 20 mm et passant au tamis de 5 mm seront l'un et l'autre inférieur à 10 % du poids initial soumis au ciblage, le poids des éléments retenus sur le tamis de 10 mm devra être compris entre le tiers et les deux tiers du poids initial soumis au ciblage.

Les normes pour les granulats seront à adapter aux conditions locales particulières et aux règles du DTU N° 20 (ou équivalent).

Article 3.4 : Sable pour bétons et mortiers

Les sables pour bétons et mortiers de tous types seront des matériaux propres, durs, exempts de toutes matières organiques, sels, gangue ou terre, provenant de sites préalablement agréés par le Maître d'œuvre. Ils seront éventuellement ciblés pour la granulométrie nécessaire et lavée.

Les sables auront la granulométrie suivante, d'après leurs emplois :

- Béton de toutes classes 0/5 mm
- Mortier pour maçonnerie, jointoiement de maçonnerie de dalettes 0,2 mm
- Mortier pour enduits 0,1 mm

Article 3.5 : Ciment

A) NATURE ET QUALITE DU CIMENT

Le ciment sera de qualité Portland Normal CPA 325 (désignation française) ou d'autre désignation équivalente. En ce qui concerne la qualité et les conditions auxquelles la fourniture de ciment devra satisfaire, ainsi que les normes d'essais et de réception, les prescriptions des normes françaises seront d'application.

B) TRANSPORT, STOCKAGE ET PROTECTION

Le transport en vrac est interdit ; le ciment sera approvisionné sur le chantier en sacs de cinquante kilogrammes comportant six (06) enveloppes papier minimum.

Pendant le transport, le ciment devra être efficacement protégé contre les intempéries et mis à l'abri de l'humidité.

Les sacs seront stockés de manière qu'ils ne soient pas en contact direct avec le sol et protégé efficacement contre l'humidité.

Tout sac de ciment présentant des grumeaux ou l'enveloppe cassée ou variés ne sera pas employé dans la fabrication des mortiers et bétons.

Article 3.6 : Eau de gâchage

L'eau destinée à la fabrication des mortiers et bétons devra être douce et exempte de toutes matières organiques et répondre aux caractéristiques suivantes :

- Matières en suspension : 2 grammes par litre (maximum)
- Sels dissous : 5 grammes par litre (maximum)

Article 3.7 : Aciers d'armatures et de charpente métallique

A) FER A BETON

Les fers à béton seront des ronds à haute adhérence du type TOR.

L'acier sera de nuance Fe E 400 (désignation française) ou d'autre désignation équivalente ayant les caractéristiques mécaniques suivantes :

- Limite d'élasticité nominale
- Valeur minimale garantie 4200 kg/cm

En ce qui concerne la qualité et les normes d'essais et de réception des aciers, les prescriptions des normes françaises AFNOR seront applicables.

B) ACIER POUR CHARPENTE

L'acier sera de nuance Fe E 240 (désignation française) ou d'autre équivalent ayant les caractéristiques mécaniques suivantes :

- Limite d'élasticité nominale
- Valeur maximale : 2400 kg/cm.

En ce qui concerne la qualité et les normes d'essais et de réception des aciers, les prescriptions des normes françaises AFNOR seront applicables.

c) Enrobage : il sera prévu un enrobage de 3 cm au niveau du béton armé

Article 3.8 : Bois

A) BOIS MENUISERIE

Les bois utilisés seront du FRAKE. Les bois seront parfaitement sains. Il ne sera ni fausses coupes, ni cales, ni autres moyens de remplissage. L'humidité relative ne sera en aucun cas supérieure à 18 %.

B) TRAITEMENT ET PROTECTION DES BOIS

Les bois employés doivent être traités préventivement à l'aide d'un fongicide et insecticide homologué par le CSTB. L'application du traitement est à effectuer sur les faces du bois, y compris les coupes et les entailles.

Le produit de traitement contre les insectes devra satisfaire aux normes les concernant. L'application sera effectuée par trempage.

Article 3.9 : Qualité des vis et clous

Les vis auront un filet mince et tranchant. Le fond du pas, égal en hauteur, sera en forme de gorge dans la partie taraudée. Le corps sera cylindrique.

Article 3.10 : Matériaux de couverture en alu zinc

Tous matériaux de couverture en alu zinc type DURALINOX (ou équivalent) 2,5 kg/m² utile seront de la meilleure qualité du commerce.

Les caractéristiques mécaniques (résistance à la traction et à la flexion, inaltérabilité aux intempéries) seront celles prescrites par les normes AFNOR ou équivalent du pays d'origine

La réception, tous les matériaux en alu zinc 45/100 défectueux, non homogènes ou cabossés seront refusés.

Article 3.11 : Peinture

A) LIVRAISON SUR CHANTIER, MARQUAGE ET OUVERTURE DES EMBALLAGES

Tous les produits parviendront sur le chantier dans des récipients clos comportant les marques d'origine et l'identification du type. L'entrepreneur sera responsable de leur bonne conservation sur le chantier. Les récipients ne seront ouverts qu'au moment de l'emploi dans le nombre strictement nécessaire à l'exécution de travaux de peinture à réaliser. Tous les récipients ouverts seront refusés ; il en sera de même pour ceux dont le contenu ne serait pas conforme aux échantillons déposés.

B) PEINTURE, DILUANT ET MASTIC

Toutes les peintures, diluants, mastics et colorants devront être la meilleure qualité, adaptée à l'emploi en climat tropical. Les marques des peintures et vernis seront soumises à l'agrément du Maître d'œuvre. L'emploi des produits sera conforme aux spécifications de fiches techniques du fabricant, notamment en ce qui concerne la nature et la qualité de diluant nécessaire à chaque produit suivant le système d'application.

Article 3.12 : Serrurerie et quincaillerie

Les articles de serrurerie et quincaillerie seront conformes aux indications données aux plans. Ils seront de bonnes qualités et de fabrication très soignée. Le mouvement des parties tournantes ou glissantes devra être régulier et continu, non saccadé.

En position fermée ou ouverte, les portes d'accès aux salles de classes devront pouvoir être fixées par crochets.

A partir de l'extérieur, ces portes seront fermées par cadenas dont la qualité devra être soumise à l'approbation du Maître d'œuvre.

Article 3.13 : Menuiserie et charpente

Les pièces de menuiserie métallique et/ou plastique seront préparées en atelier suivant les données du devis descriptif et les dimensions vérifiées sur chantier par l'Entrepreneur.

Toutes pièces en acier des menuiseries seront traitées au minimum de plomb avant livraison sur le chantier.

Les éléments de charpente seront en métal et IPE de 80 pour les pannes intermédiaires et 120 pour les supports. L'ensemble du bois sera traité avec du silophène ainsi que toutes sujétions de pose.

CHAPITRE : IV MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Article 4.1 : Sujétion des TRAVAUX INCLUS dans le forfait

Outre les documents qui leur sont remis, les soumissionnaires devront prendre, sur place tous les renseignements complémentaires qui leur seront nécessaires pour établir leur prix.

Le prix forfaitaire devra comprendre les conséquences de toutes les sujétions et difficultés qui pourraient advenir.

Aucun supplément ne sera accordé pour sujétions. L'entrepreneur par connaissance devra appliquer l'ensemble des normes, règlements et usage du pays. A défaut de documents propre au Sénégal ceux appliqués en France serviront de référence. Ce CPTP a été établie dans cet esprit. Il appartient à l'entrepreneur de signaler lors de sa soumission toute contradiction entre le CPTP et les divers règlements faute de quoi ne pourra pas prétendre à des travaux supplémentaires en cas de litiges sur ce point en cour d'exécution.

Par ailleurs, il est rappelé que l'entrepreneur est responsable des amendes (ou contraventions) de toutes natures qu'il pourrait courir du fait du non-respect des règlements locaux et qu'il doit en conséquence faire toutes les démarches nécessaires auprès des administrations compétentes.

Article 4.2 : TERRASSEMENT

Après que le Maître d'œuvre implante les ouvrages ; l'entrepreneur vérifie l'alignement, l'exactitude des niveaux et distance avant l'exécution des tâches y adhèrent. En étant attendu que s'il ne le fait pas, on considérera qu'il est entièrement responsable des éventuelles erreurs qui en résulteront.

ARTICLE 4.3 : Trait de niveau

Partir du niveau 0,00 fixé par le Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux, l'entrepreneur devra matérialiser des traits de niveau. Il en sera responsable et devra les rapporter après l'exécution des cloisons des murs et enduits et ce, autant de fois que cela sera nécessaire.

ARTICLE 4.4 : Mode d'exécution

4.4.1 : MUR

Mode d'exécution des ouvrages en maçonnerie, en parpaings ou en briques cuites. Toutes les maçonneries seront exécutées avec des matériaux de premier choix. Ces matériaux, quels qu'ils soient, pourront être vérifiés avant leur emploi par le Maître d'œuvre. Tout matériel refusé sera emporté hors du chantier après avoir reçu, s'il y a lieu, une marque distincte de refus.

Les Parpaings au mortier seront fabriqués au mortier de ciment dosé à 250 kg conformes à la norme NF 14 301 type B40. Ils seront creux cloisons de remplissage et peines s'il y a lieu.

Les dimensions seront suivant les besoins

- 15 x 20 x 40, creux pour les murs de refend, les murs pignons, les acrotères
- 15 x 20 x 40, pleins pour les soubassements de fondations
- 10 x 20 x 40, creux pour les cloisons de séparation, placards

Ces parpaings sont obligatoirement fabriqués au mortier. Ils présenteront au démoulage des faces planes et des arêtes vives. Ils ne pourront être employés qu'après durcissement complet. Toutes précautions seront prises pour qu'aucun élément ne soit épaufré ou fissuré pendant le transport et la manutention sur le chantier.

Les maçonneries seront au mortier N° 1 dosé à 200 kg de ciment pour un mètre cube de sable. Les maçonneries seront montées par assises à réglées à joints creux. Tout bloc recouvrant ceux de l'assise inférieure sur une longueur de 0,10 m au moins, les joints auront une épaisseur moyenne de 1,5 cm.

4.4.2 : MORTIER ET CHAPES

Il sera strictement interdit de gâcher du mortier sur une aire sablonneuse ou terreuse.

L'Entrepreneur devra prévoir des aires de gâchage constituées par des plaques de tôle ou bois.

La composition des mortiers sera la suivante :

Désignation	Mortier	Dosage en ciment
Maçonnerie diverse	N°1	200 Kg/ m ³
Enduit intérieurs	N°2	350 Kg/ m ³
Enduits extérieurs	N° 2 bis	400 Kg/m ³
Chapes étanches	N°3	600Kg/ m ³
Chapes ordinaires	N°4	500Kg/ m ³
Soubassement raccords	N° 5	750 kg/ m ³

4.4.3 : ENDUITS

Toutes les faces intérieures des maçonneries et ouvrages en béton armé recevront un enduit au mortier N° 2 bis pour les faces extérieures. Les parties extérieures des bâtiments recevront un enduit tyrolien.

L'enduit sera à deux couches, la première mince (gobetis) fortement dosée (400 kg de ciment pour 1 m³ de sable), la deuxième plus épaisse au mortier précité :

- préalablement, le mur devra être abondamment arrosé ;

- les couches seront rigoureusement dressées sur repères et réglées ;
- l'épaisseur de l'enduit sera finie de 1,5 à 2 cm ;
- les enduits extérieurs sur soubassement seront toujours exécutés à 10 cm au-dessus du sol extérieur fini.

Après achèvement, les enduits devront présenter une face lisse sans gerçures, ni soufflures, une teinte uniforme et un bon aplomb. Toutes les arrêtes seront parfaitement dressées et présenteront des angles vifs ou éventuellement à la demande arrondis ou lissés au fer.

4.4.4 : DALLAGE, QUALITE ET MISE EN ŒUVRE

Les niveaux finis seront fixés avec précision par rapport au terrain naturel, lors de l'implantation pour permettre un remblaiement général assurant les pentes nécessaires à l'écoulement des eaux de ruissellement vers l'extérieur de la salle.

Les niveaux bruts supérieurs des dallages ou plancher tiendront compte de l'épaisseur nécessaire à l'exécution des différents revêtements des sols prévus.

Après exécution d'une terre pleine ou terre en sable parfaitement arrosé et pilonné par couches successives de 20 cm.

Exécution d'un dallage avec la composition suivante :

300 kg de ciment par m³, 800 litres de gravillons 5/25, 400 litres de sable 0.08/5.

Le coulage s'effectuera à consistance plastique.

L'armature sera constituée par le déroulage aux 2/3 de l'épaisseur par rapport au point haut d'un treillis soudé ou d'un quadrillage HA6 maille 20 cm.

La chape sera incorporée au dallage et l'épaisseur de l'ensemble sera de 12 cm.

Il est bien entendu que si la terre provenant des fouilles ou d'apport n'étant pas reconnu convenable, elle serait remplacée par du sable de dune.

4.4.5 CARRELAGE – REVETEMENT

Dispositions Générales

L'entrepreneur aura à sa charge la fourniture et la mise en œuvre des matériaux nécessaires au carrelage des murs et de sol.

Les travaux devront être réalisés avec le grand soin. Ils seront réglés par les DTU publiés par le Centre Scientifique et Technique (CSTB) n°52 et 55, concernant les revêtements de sol scellés et les revêtements muraux scellés.

Qualité des Matériaux

Les différentes sortes de carreaux prévues seront de première qualité.

Ils seront denses et opaques de teintes uniformes et porteront au verso les marques d'identification justifiant la qualité et la marque du fabricant. Les surfaces seront lisses, planes,

sans fente, ni gerçures, épaufrures, non rayables à la pointe du canif, inattaquables par les agents chimiques ou atmosphériques. La cassure est conchoïdale.

Dans tous les cas, des échantillons seront remis au maître d'œuvre pour approbation avant commande.

Les tolérances sont les suivantes :

Longueurs et largeurs : + 0,5 mm et épaisseur : + 0,5 mm

Plénitude des supports et formes

La plénitude des supports et formes sera telle qu'une règle de 2 m, promenée en tous sens, ne fasse apparaître de différence supérieure à 3 mm. Leur cote d'arasement sera fonction des épaisseurs de forme complémentaires, mortier de pose et revêtement.

Passage des canalisations

Les fourreaux destinés au passage des canalisations ou les canalisations elles-mêmes, devront être mises en place avant le commencement des travaux, les trémies à respecter devront être définies.

Pose du carrelage

La pose s'effectuera directement sur les supports ou formes, préalablement nettoyés et débarrassés de toutes impuretés : plâtre, gravois, etc....

Le mortier de pose sera de ciment dosé à 250 Kg/m³. Le support ou la forme sera préalablement humidifié. La pose s'effectuera à la règle et à la patte sur mortier de 2 cm d'épaisseur, saupoudré de ciment pur et lisse. L'adhérence des carreaux doit se faire sur toute leur surface par un tassage léger à la batte, les joints entre plaques étant réguliers et rectilignes

Tout carrelage non adhérent ou bougeant sous le choc sera décaper et évacuer à la décharge publique.

Un joint sera laissé autour des pièces et recouvert par la plinthe pour permettre la libre dilatation.

Après vérification de la planitude et la rectitude des joints, il sera procédé au jointoiment par un coulis, soit de ciment, soit de mortier dosé à 800 Kg/m³ de sable tamisé au tamis de 0,08. La surface sera ensuite frottée au chiffon sec et la sciure fine de bois blanc. La planitude du carrelage fini sera telle qu'une règle de 2 m, promenée dans tous les sens ne fassent apparaître de différence de 3 mm, l'arasement étant parfaitement réalisé. L'alignement sera tel qu'une règle de 2 m posée au droit des joints ne fasse apparaître de différence supérieure à 1 mm.

Pour les pièces de plus de 25 m², il est imposé des joints plastiques avec coupure sur toute la hauteur du mortier de pose ; de même pour le seuil des portes et dans les couloirs, tous les 8 mètres

Le jointement des carreaux se fera avec du ciment blanc ou gris selon les revêtements.

Pose des plinthes

Le support sera nettoyé et débarrassé de toute impureté ; plâtre, gravois, etc....

Sa planitude sera telle qu'une règle de 2 m posée parallèlement au sol ne fasse apparaître de différence supérieure à 3 mm. Le mortier sera identique à celui utilisé pour la pose des carreaux au sol, il aura une épaisseur de 1 cm, après pose.

La pose s'effectuera de la même manière que celle du carrelage. Aucun vide ne devra apparaître entre le sol et la plinthe. Les joints devront correspondre, dans la mesure du possible, à ceux du sol. Les faces vues perpendiculaires au sol seront parfaitement planes, leur bord supérieur parfaitement arasé horizontal.

4.4.6 MENUISERIES METALLIQUES : MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES

Tous les ouvrages de serrurerie seront exécutés avec le plus grand soin. Les bois seront dressés et coupés régulièrement sans jarrets ni cassures.

La force de la boiserie sera déterminée pour résister à un usage normal correspondant à celui auquel ils sont destinés.

Les assemblages d'angles seront soigneusement ajustés. Les assemblages soudés électriquement ne devront comporter aucune trace de soudure en saillis.

Les ouvrages en bois seront parfaitement dressés et constitués de façon à ne subir aucune déformation par dilatation. Toutes les vis employées pour les parties démontables devront affleurer la pièce démontable.

Tous les ouvrages en bois seront livrés sur le chantier recouvert d'une couche de protection, sauf spécification contraire.

Les trous de scellement seront laissés en attente par l'Entrepreneur de maçonnerie, à condition toutefois que ceux-ci aient été réclamés en temps utile, et que leur importance et leur position exacte aient été très clairement précisées. Les scellements et raccords seront de toute façon à la charge de l'Entrepreneur de serrurerie.

L'Entrepreneur devra garantir l'entretien de ses ouvrages pendant un an après la réception provisoire prononcée sous réserves.

4.4.7 PEINTURE : GENERALITES

Les travaux de peinture et matériaux employés seront conformes aux normes françaises et plus particulièrement à la NFT 30.001 à NFR 33.001, etc...

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur procédera à un examen des supports et formulera, s'il y a lieu, des réserves. Il est tenu d'assister aux pré-réceptions et des autres corps d'état.

Si cette prescription n'était pas observée, aucune réclamation ne pourra être prise en considération

Il est précisé que l'attributaire du présent lot doit les préparations, les couches primaires et les couches d'impression de tous les ouvrages bois et métalliques, avant la pose de ces ouvrages.

Les couches intermédiaires et de finition ne seront entreprises qu'après travaux préparatoires et reprise éventuelle de ces couches primaires d'impression.

Le Maître d'œuvre pourra exiger des tonalités différentes à chaque couche.

Les tons ou teintes de peintures et badigeons seront définis sur le chantier par le Maître d'œuvre sur les échantillons préparés par l'entrepreneur et aux besoins modifiés d'après les essais. Les échantillons choisis seront conservés pour servir de référence de couleur aux réceptions provisoire et définitive.

Toutes les couleurs seront parfaitement broyées et incorporées avec les huiles et seront de première qualité.

Les peintures devront contenir au moins 25 % d'huile de lin pour les intérieurs et 35 % pour les extérieurs.

Le blanc de zinc sera pur et sans mélange. Les colles seront fraîches et bien épurées. Les vernis seront d'excellente qualité (pour climat tropical), brillants et bien siccatifs.

L'emploi des charges, blanc de Meudon, sulfate de baryte, talc, etc. est fortement interdit.

Les peintures vinyliques ou glycérophtaliques, seront d'excellente qualité et de marque agréée par le Maître d'œuvre.

4.4.8 : ANALYSES

Le Maître de l'œuvre se réserve le droit de faire procéder à tous les moments aux analyses des produits employés par l'entrepreneur du présent lot.

Les frais afférents sont à la charge de l'entrepreneur.

4.4.9 : DESCRIPTION DES OUVRAGES

Toutes les peintures seront étalées soigneusement et recouvriront parfaitement les parties à peindre. L'entrepreneur aura à sa charge toutes les couches en supplément à celles prévues aux devis, jusqu'à couverture complète.

L'entrepreneur devra faire tous les travaux préparatoires de toutes les surfaces à peindre – maçonnerie, bois) : ponçage, calfeutrage, masticage à la colle ou à l'huile, bandes à l'eau au calicot. Ils seront exécutés avec le maximum de soins.

Les ponçages seront exécutés de façon à ne laisser aucune trace d'outil sur le bois.

Les canalisations seront toujours dégraissées et passées à la brosse métallique.

- **PEINTURE VINYLIQUE** : du type ASTRALEX ou similaire

A prévoir sur les murs et plafonds.

- **PEINTURE EMAIL CELLULO GLYCEROPHTALIQUE** : ou similaire en deux couches.

A prévoir sur les bois après application de deux couches de plombium glycérophtalique.

4.4.10 : NETTOYAGE

Tous les travaux de nettoyage à l'intérieur des bâtiments, après les travaux de peinture sont à la charge de l'entrepreneur, notamment : les sols, les appareillages électriques, les plaques de propreté, pènes et entrées de serrures, béquilles, les appareils sanitaires, les vitres, etc. seront soigneusement brossés et purgés de toutes traces. Tous les raccords seront dus après les nettoyages, de façon à présenter lors de la réception provisoire un travail de toute critique.

II – DONNEES GENERALITES ET CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES

Chapitre 1.0 : TERRASSEMENT – GROS OEUVRE

Article 1.1 TERRASSEMENT

Les travaux comprendront :

1.1 a) préparation du terrain consistant à :

- Débroussaillage, dessouchage déroctage, démolition, enlèvement des racines, souches et tous débris pierreux ou organiques sur l'emprise des bâtiments à réaliser et sur une bande de 1 mètre de largeur tout autour.
- Décapage, enlèvement de la terre végétale et mise en dépôt, mise en niveau horizontal de la plateforme recevant les bâtiments sous toute l'emprise de ceux-ci.

1.1 b) Implantation des ouvrages à construire et clôture du chantier avec sa matérialisation.

- 1.1 c) Fouilles en rigoles en terrain de toute nature et à toute profondeur, y compris boisage, étais, épaissements éventuels, dressement des parois et réglage à leur cote des fonds et toutes sujétions.

A prévoir pour :

- Remplissage des fouilles de part et d'autres de tous les ouvrages en fondations
- Sous toutes formes en béton
- Sous dallage comprenant la fourniture et la pose de sable fin sur une épaisseur de 10 cm soigneusement compacté et finition parfaitement plane.

Article 1.2 FONDATIONS

a) Béton de propreté

Le béton de propreté sera composé de :

- 150 kg de ciment classe 45 par m3 de béton ;
- 800 litres de gravillons 6,3 / 25 ;
- 400 litres de sable 0,08 / 5 dont 15% au moins et 35 % au plus seront du sable fin de 0,8 /3,15.

Il sera coulé à consistance sans serrage, réglé horizontalement, sans être lissé, sa surface présentera une bonne adhérence et aura une épaisseur de 0,05 au moins, sur toute la surface de la fouille, et conforme aux prescriptions du D.T.U 13-1, et des N.F.P 18 séries 1, 4 et 5.

Localisation : Sous semelles

b) Béton armé pour semelles

Sur la couche de propreté, on constituera des semelles isolées en béton armé dont les dosages seront :

- 350 kg de ciment classe 45 par m3 de béton;
- 800 litres de gravillons ;
- 400 litres de sable.

Le mélange du béton se fera exclusivement avec une bétonnière. Il sera coulé à consistance plastique par couches successives de 0,20 et vibrer à l'aide de moyens mécaniques.

La laitance remontera légèrement, sans toutefois que le mortier devienne homogène. Par temps sec et chaud, la surface visible sera fréquemment arrosée pendant la prise.

Les dimensions de ces semelles seront conformes aux plans béton.

Les fondations devront obligatoirement reposer sur le bon sol, et au minimum à 60cm de profondeur par rapport au sol extérieur.

Aucune fondation ne sera coulée avant réception des fonds de fouille par Maitre d'œuvre

La prestation sera conforme aux prescriptions du D.T.U. 13.1 et des N.F.P 18 séries 1,4 et 5.

Localisation : Sous les poteaux.

- c) Agglomère de ciment pleins de 15 cm d'épaisseur (15cmx20cmx40cm) hourdés au mortier de ciment à prévoir pour soubassements.

Article 1.3 OUVRAGES AU SOL

- a) Béton armé pour longrines de (15cm x 30 cm) y compris vibration aciers et toutes sujétions. Béton dosé à 350kgs de ciment de classe 32.5N ou à la limite de classe 32.5R pour 0,400m³ de sable et 0,800m³ de gravillons.
- b) Béton de forme pour dallage armé (ép.12 cm) avec treillis soudés maillé 150/300 épaisseur de 3 ou en fer de 6 mailles 200/200. Le béton sera dosé à 300 kg de ciment de classe 32.5N ou à la limite de classe 32.5R pour 0,400m³ de sable et 0,800 m³ de gravillons.
- c) Béton armé pour terrassement d'entrée et emmarchement y compris vibrations, aciers et toutes sujétions. Le béton sera dosé à 350 kg de ciment de classe 32.5N ou à la limite de classe 32.5R pour 0,400m³ de sable et 0,800 m³ de gravillons.

Article 1.4 OUVRAGES EN ELEVATION

- a) Agglomères de ciment creux (classe B40) de 15cm d'épaisseur (15cmx20cmx40cm), hourdés au mortier de ciment et rejointoyés avec soin. A prévoir pour les murs et acrotères. Agglomères de ciment plein (classe B40) de 10 cm d'épaisseur (10cmx20cmx40cm), hourdés au mortier de ciment et rejointoyés avec soin. A prévoir pour le placard.
- b) Béton armé en élévation pour ouvrages à toutes hauteurs au-dessus du sol y compris vibrations, réservations pour le scellement d'ouvrages métalliques, coffrage en planches, aciers et toutes sujétions. Le béton sera dosé à 350kgs pour 0,400 m³ de sable et 0,800m³ de gravillons. A prévoir pour les poteaux, les chaînages horizontaux, pièces d'appuis, linteaux et étagères des placards tels que précisés au plan.

Article 1.5 TRAVAUX DIVERS

- a) 1.5 a) Trous, saignées, percements, scellements, divers seront à la charge de l'Entrepreneur qui devra exécuter tous les travaux nécessaires à la parfaite réalisation et finition de tous les corps d'état. Ces prestations comprendront l'ouvrage proprement dit, exécuté à la masse ou au poinçon, le calfeutrement, et tous raccords après coup.
- b) Calfeutrement et raccords des menuiseries, bâtis, saignées diverses seront réalisés avec du béton fin (grain de riz) dosé à 400kg y compris toutes sujétions.
- c) Les étagères des placards des salles de classes et du magasin directeur seront en béton armé bien fini avec un renformis de placard de 8cm d'épaisseur.

Article 1.6 ENDUITS

Enduit ordinaire sur crépi tiré à la règle, taloche. A prévoir pour murs intérieurs, compris pour un tableau de 6,50m x 1,20m.

Ce type d'enduit sera comme suit :

- Gobetis ou couche d'accrochage dosé à 500kg de ciment et dégrossi dosé à 450kg de ciment, épaisseur 10mm

- Enduit de finition taloche dosé à 350kg de ciment ; épaisseur de 5 à 8mm y compris glacis au ciment.
- a) Enduit extérieur : Enduit tyrolien, laissé brut de projection ; ce type d'enduit sera comme suit :
- Gobetis ou couche d'accrochage dosé à 500kg de ciment et dégrossi dosé à 450kg de ciment, épaisseur 10mm
 - Enduit taloché dosé à 350kg de ciment ; épaisseur de 5mm y compris piquetage pour accrochage de la couche de tyrolien
 - Enduit tyrolien au mortier de ciment blanc et sable prélevé sur site.

A prévoir sur les parois verticales extérieures sur toute la hauteur à l'exception des appuis de fenêtre, qui resteront bruts de décoffrage, y compris façons d'arêtes, échafaudage, bande de grillage de 50cm de large recouvrant les poteaux et toutes sujétions.

Chapitre 2.0 : CHARPENTE METALLIQUE

Article 2.1 GENERALITES

Les travaux prévus au présent chapitre comprenant l'exécution conformément aux plans, suivant les dimensions et cotes qui y figurent :

- Des poutres (IPE 120)
- Des consoles (cornières)
- Des pannes (IPE 80)
- Des fixations par boulonnage sur platine.

Article 2.2 POUTRES

Les poutres seront constituées par des IPE de 120mm, enfilées de part et d'autre dans du chaînage horizontal supérieur. Les poutres seront livrées munis de leur protection antirouille. Il ne sera toléré aucune soudure pour le raccordement, elles doivent être débitées à la longueur indiquée.

Article 2.3 CONSOLES

Au nombre de 4 par classe, elles seront constituées par des cornières, enfilées de part et d'autre dans les poteaux de la façade arrière.

Les consoles seront livrées sur sites, munis d'une couche de protection antirouille.

Article 2.4 PANNES

Les pannes seront constituées d'IPE de 80 mm qui reposeront directement sur les poutres ou dans le chaînage supérieur au niveau des pignons. Il ne sera toléré aucune soudure.

Article 2.5 FIXATION

Les portiques seront fixés au poteau par l'intermédiaire de deux (2) tiges filetées en U, soudées entre elles et scellées dans le béton.

Cependant, les pannes en IPE 80 seront boulonnées à leur points de contact avec les portiques par l'intermédiaire d'une cornière de 50cm sou dës à des fers plats de 40x60x60 qui eux-mêmes soudés aux poutres.

Article 2.6 FERMETTES

Fermettes en double cornière de 40(40x40x4) assemblé par platine en tôle de 6mm et fixé par boulonnage sur platines pré scellées.

Pour les fermettes, prévoir aux extrémités et en partie centrale, des contreventements en croix de Saint-André en cornières métalliques. Ces contreventements seront placés entre les fermettes, dans le plan de la couverture.

Il est prévu une liaison par soudure entre les cornières et les platines

NB : Dans les zones côtières il est prévu une variante pour la charpente qui sera en bois et se composera de :

- + Les poutres seront des madriers 8 x 22 en bois fraké traité à l'anti termite, la jonction se fera avec platine et sera boulonnée.**
- + Les pannes seront en poutrelle de 6 x 8 en bois fraké traité à l'anti termite, la jonction se fera avec platine et sera boulonnée.**
- + Les fermettes seront en poutrelle 6 x 8, prévoir aux extrémités et en partie centrale, des contreventements en croix de Saint-André en poutrelle 6 x 8 Ces contreventements seront placés entre les fermettes, dans le plan de la couverture.**

Chapitre 3.0 : COUVERTURE - ETANCHEITE

Les travaux prévus au pèsent chapitre comprenant la fourniture et la pose de :

- Bacs alu zinc 45/100
- Pièces de calfeutrement des ondes y compris fixations

L'Entrepreneur devra prévoir des crochets et des boulons de formes et de dimensions appropriées avec plaquettes et rondelles d'étanchéité, tels que prévus à l'avis technique. **Les feuilles de bac alu zinc seront livrées en longueur entière à partir de l'usine pour éviter les coupes et les compléments d'étanchéité qui seront nécessaires en recouvrement. Il ne sera permis aucun découpage sur le site outre qu'à l'usine.**

En outre, du pax alu ou feutre 36S sera placé entre le bac alu zinc et les pannes afin d'éviter toutes formes de corrosion du bac. La mise en place du pax alu sera précède d'une couche de flinkote.

Il sera prévu un solin d'étanchéité en pax alu au niveau des murs d'acrotères sur les trois côtés de la couverture et au-dessus de la fermette avant.

NB :

Dans les zones côtières la couverture sera en aluminium 60/100 et la pose se fera de même manière que le bac alu zinc, avec des plaquettes et rondelles d'étanchéité, tels que prévu dans l'avis technique. Le découpage ne se fera qu'à l'usine

Chapitre 4.0 : MENUISERIE METALLIQUE

4.1 GENERALITES

L'Entrepreneur aura à sa charge :

- La fourniture de tous les ouvrages suivants :
Bâtis, portes, volets et grilles y compris leur ferrage, leur serrurerie, leur quincaillerie et tous les accessoires, y compris butoirs fixés au sol.
- La mise en place et l'ajustement de ces ouvrages dans leurs dormants, de même que la pose des paumelles, verrous, pattes.

Les menuiseries seront livrées, sablées, et protégées par une couche de peinture antirouille.

4.2 PORTES

Elles seront fabriquées en tôle de 15/10, de dimensions (0,90mx2, 20m) avec tube carré de 35, persiennes au 2/3 à la partie supérieure (hauteur 1,20m) surmontée d'un cadre métallique avec des cornières de 40 et tôlees sur les deux faces à la partie inférieure, avec :

- 3 paumelles de 120
- 2 cadenas
- 1 crochet
- 1 butoir par porte ou queue de cheval

Les cadres des portes seront de type métallique et devront être livrées, sablées et protégées par une couche de peinture.

La porte –fenêtre (porte anti panique) sera du même Type que les autres portes. Elle sera munie d'un crochet ou loquet intérieur de fixation uniquement à l'intérieur de la salle de classe.

NB : dans les zones côtières, il est prévu une variante en bois fraké, traité semi persienne à 2/3 dans sa partie haute et à panneau dans sa partie basse avec cadre en bois poutrelle 6x8 avec couvre joint en latte.

4.3 FENETRES

Elles seront fixes de type lames persiennes orientables d'épaisseur 12/10 cadre non ouvrant en tube carré de 35 munies de pattes de scellement. Le fonctionnement des lames sera assuré par une tringle, et un système de blocage assurant la protection contre l'effraction. Les dimensions seront (1,20mx1,20m) pour les salles. Les châssis seront fixes, et scellés sur 6 pattes de scellement au moins sur le tableau des baies fenêtres.

Toutes les menuiseries métalliques devront être livrées, sablées et protégées par une couche de peinture.

NB : il est prévu une variante pour les fenêtres dans les zones côtières des fenêtres persiennes à lame en bois fraké traité à l'anti termite ouvrant à la française avec des fermetures en targette grand modèle et cadre en bois poutrelle 6x8 avec couvre joint en latte.

Les trous d'aération de 30x30 seront confectionnés en béton moulé avec du grillage en métal déployé doublé avec du grillage moustiquaire fixé sur la partie extérieure.

4.4 PORTE PLACARD

Elles seront fabriquées en tôle de 15/10mm, de dimensions **1,00m x 0,60m x 2,20m** en deux (2) battants avec cadre métallique en cornières de 40 livrées avec :

- 3 paumelles
- Cadre et cornière
- 2 crochets soudés à l'intérieur, sur un battant, en haut et en bas pour blocage
- 1 cadenas de sécurité. A prévoir fixation extérieure

Chapitre 5.0 : ELECTRICITE

L'Entrepreneur devra effectuer les travaux suivants :

- La fourniture de tout matériel tel que spécifié à la commande en parfait état de finition et ayant subi les essais en usine.
 - Le stockage avant montage du matériel ;
 - L'organisation du chantier et les travaux de montage du matériel ;
 - La totalité de la main d'œuvre spécialisée, de direction, d'exécution et de surveillance de montage ;
 - Le nettoyage du chantier ;
 - La remise en état des terrains sur lesquels auront été édifiées les installations provisoires ;
 - Les essais après montage ;
 - Les percements, scellement, rebouchages, calfeutrements propres à ce corps d'état ;
 - L'énumération ci avant n'est pas limitative, l'Entrepreneur devant livrer une installation en parfait état de marche, prête à entrer en service.
- **L'entrepreneur devra aussi faire le branchement sur le réseau SENELEC ainsi que l'abonnement au nom de l'école en cas de création.**
 - **L'entrepreneur devra aussi faire le raccordement sur les réseaux existant en cas de remplacement ou d'extension.**

DOCUMENT DE REFERENCE

L'Entrepreneur se soumettra aux normes et règlements en vigueur au SENEGAL, notamment ceux prescrits par la SENELEC. L'Entrepreneur devra s'informer des conditions générales de branchements, nature du courant et puissance disponible et s'assurer que l'alimentation est suffisante pour permettre, en toute sécurité les fonctionnements normaux de l'installation.

Les sections de conducteurs seront établies en fonction des normes précitées.

La tension d'utilisation pour les circuits de force et de lumière est de 220/380 volts. Les masses métalliques des différents appareils (prise de courant, luminaire) doivent être mise à la terre (régime T.T).

DESCRIPTION DES TRAVAUX

L'installation sera disposée pour permettre toute réparation ultérieure, sans dégradation. Les boîtes de raccordement seront accessibles et dissimulées au maximum.

TABLEAU DE BASSE TENSION

Les appareils de protection seront distincts pour chaque départ (éclairage - prise de courant). Les protections seront regroupées en un tableau à éléments interchangeables et débroschages, préfabriqués. Le pouvoir de coupure de tout appareil sera choisi de manière à ce que la sécurité soit toujours assurée en cas d'incidents sur l'installation.

DISTRIBUTION

Toutes les distributions se feront obligatoirement sous gaine P.V.C noyé dans la maçonnerie ou le béton, sans que cela puisse créer des points de faiblesse dans ses ouvrages. Tous les raccordements se feront au moyen de boîtes à dérivation de dimension appropriée, étanches à l'extérieur.

Les fils et câbles utilisés seront neufs et exclusivement en cuivre. Il ne sera pas utilisé des conducteurs d'une section inférieure à 1,5 mm².

Les sections de conducteurs seront choisies suivantes :

- Les courants admissibles calculés d'après les puissances prévues ;
- Les chutes de tension qui ne devront pas être supérieures à
 - * 3 % pour l'installation éclairage ;
 - * 5% pour les autres usages.

Les calibres des appareils de protection (disjoncteur) suivant les tableaux I à S de la norme C 15-100. L'échauffement des conducteurs devra être limité à une valeur telle que la température atteinte sous pleine charge ne compromette pas l'isolement des canalisations et ne nuise pas aux projets environnants.

APPAREILS D'ECLAIRAGE ET ACCESSOIRES

L'appareillage devra être de bonne qualité et répondre aux normes pour les différents types d'appareils, de coupure, de protection et commande. Les appareils d'éclairage seront posés complets.

Toutes les prises de courant seront normalisées, type 2 P + T 10A/16A.
Le nombre et le type d'appareils sont donnés dans les plans d'électricité.

CIRCUITS - PROTECTIONS – COMMANDES

Les appareillages seront repartis en circuits. Chaque circuit doit correspondre à un départ protégé dans le tableau électrique par un disjoncteur. Il sera prévu au maximum huit (8) points par circuits pour les appareillages d'éclairage et les prises 10/16 A.

Les circuits seront protégés chacun par :

- un (1) disjoncteur 10 A pour l'éclairage ;
- un (1) disjoncteur 16 A pour les prises de courant.

MISE A LA TERRE

Le bâtiment sera ceinturé par un câble en cuivre nu de 29 mm², enfoui à fond de fouille.

La protection contre les contacts indirects sera faite par la mise à terre de tous les appareils électriques à l'aide d'un conducteur supplémentaire dans les câbles d'alimentation et toutes les masses métalliques (huisserie, cloison, fer à béton, tuyauterie, cuve...).

Chapitre 6.0 : CARRELAGE-REVETEMENT

Toutes les surfaces du sol des salles de classe et vérandas seront carrelées avec des carreaux en Grès-cérame de 30x30 cm ou similaire. Les carreaux seront scellés au mortier.

Les supports au mortier de ciment sur lesquels seront appliqués les revêtements de sol seront conformes aux spécifications des D.T.U 20, 22 et 26 et devront être exécutés sur un sol exempt de gravats, placage de plâtre et de ciment, après le passage des canalisations.

Les supports seront frais de gâchage au moment de la mise en œuvre des sols scellés, leurs surfaces parfaitement planes et lisses, sans bosses ni flaches.

La pose du carrelage à bain de mortier se fera à la règle et à la batte sur mortier saupoudré de ciment pur ; l'adhérence des carreaux doit se faire sur la totalité de leur surface par un tassage léger à la batte, les joints étant réguliers et rectilignes.

Les travaux seront exécutés conformément aux règles et normes en vigueur, notamment les D.T.U 52.1 et 55 relatifs aux revêtements de sols et murs scellés, et les normes AFNOR NF P 61, 62 et 63.

Chapitre 7.0 : PEINTURE

Le présent chapitre comprend tous les travaux de peinture intérieure et extérieure sur :

- Murs intérieurs
- Menuiseries bois
- Menuiseries métalliques
- Charpente, fermettes
- Tableau

Article 7-1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

7.1 a) Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques comprenant :

- Retouches éventuelles au pan chromate de zinc de la couche d'impression dont seront pourvus les ouvrages à la livraison ;
- Une deuxième couche de pan chromate de zinc. Seules les parties des ouvrages destinées à être vues, recevront 2 couches croisées de peinture glycérophtalique ; pour les parties non vue, les surfaces garderont l'aspect pan chromate de zinc.

7.1 b) Peinture glycérophtalique sur ouvrages en bois appliquée en deux (2) couches.

7,1 c) Peinture glycérophtalique sur murs intérieurs pour soubassement ht = 1,60m

7,1 c) Peinture vinystral sur murs intérieurs et appuis de fenêtre appliquée en deux (2) couches

7.1 d) Peinture type ardoisine sur tableau maçonnerie, exécuté après couche d'enduit glycérophtalique d'impression, grattage, y compris toutes sujétions.

Section 5b : Services connexes

Outre la description des exigences qui précède, les soumissionnaires doivent tenir compte des exigences, conditions et services connexes supplémentaires suivants qui se rapportent à la satisfaction des exigences :

Conditions de livraison [INCOTERMS 2010] <i>(veuillez lier ceci au bordereau de prix)</i>	DDP 2010	
Adresse exacte de livraison/du lieu d'installation	Voir Tableau d'allotissement	
Mode de transport préféré	Sans objet	
Transitaire privilégié par le PUDC, le cas échéant ²	Sans objet	
Distribution des documents de transport <i>(en cas d'utilisation d'un transitaire)</i>	<i>Sans objet</i>	
Date de livraison	La durée d'exécution pour chaque lot est de dix (10) mois pour la tranche ferme et de huit (08) mois pour la tranche conditionnelle à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage	
Si nécessaire, le dédouanement sera effectué par :	Le soumissionnaire	
Inspection à l'usine/avant expédition		
Inspection à la livraison	Sera fait en présence du bureau de contrôle du Maître d'ouvrage	
Exigences en matière	Se conformer aux spécifications techniques, section 3a	

d'installation	
Exigences en matière de vérification	Se conformer aux spécifications techniques, section 3a
Contenu de la formation à l'utilisation et à la maintenance	Se conformer aux spécifications techniques, section 3a
Mise en service	Se conformer aux spécifications techniques, section 3a
Exigences en matière d'appui technique	Se conformer aux spécifications techniques, section 3a
Conditions de paiement (<i>avance maximum de 20 % du prix total</i>)	<p>Une avance ne dépassant pas 20% du montant du contrat peut être octroyée. Le montant de l'avance doit être cautionnée à 100 % par une banque agréée par l'Etat du Sénégal ».</p> <p>Le remboursement de l'avance commencera lorsque le volume des travaux atteint 40% et se terminera à 80% d'achèvement des travaux.</p> <p>L'Entrepreneur adressera une facture selon l'échéancier de paiement prévu dans le contrat.</p> <p>Les Décomptes établis et signé par l'entreprise, au prorata des travaux réellement exécutés et approuvés par la mission de contrôle et le PUDC.</p>
Conditions de versement du paiement	<p>Le maître d'ouvrage validera les différentes demandes de paiement.</p> <p>Le paiement ne sera effectué qu'après l'acceptation et la certification du décompte par le PUDC ;</p>
Délai de garantie des travaux après la réception provisoire	La caution de 10% exigée ci-dessus par le maître d'ouvrage couvre une période de douze mois durant laquelle l'entrepreneur entreprendra tous les travaux nécessaires sur le constat effectué sur la qualité des travaux.
Tous les documents, y compris les catalogues, les instructions et les manuels d'utilisation, doivent être rédigés dans la langue suivante :	✓ Français

SECTION 6. FORMULAIRES DE SOUMISSION A RENVOYER

Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

La société soussignée propose de fournir les biens et services connexes requis pour [Insérer nom des biens et services] conformément à votre appel d'offres n° [Insérer numéro de référence de l'AO] et à notre offre. Nous déposons par les présentes notre offre qui inclut l'offre technique et le barème de prix.

Notre barème de prix, ci-joint, représente une somme de [Insérer montant en lettres et en chiffres et indiquer la devise].

Nous déclarons par la présente que notre société, ses prestataires de service agréés ou ses filiales et ses employés, notamment les membres de toute coentreprise, tout consortium ou tout partenariat ou les sous-traitants ou fournisseurs de toute partie du contrat :

- a) Ne font pas l'objet d'interdictions d'achat provenant de l'ONU, notamment, sans s'y limiter, d'interdictions découlant de la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU ; No
- b) N'ont pas été suspendus, exclus ou autrement désignés comme inéligibles par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale ;
- c) Ne sont sujets à aucun conflit d'intérêts conformément à la clause 4 des instructions à destination des soumissionnaires ;
- d) N'emploient pas ou ne prévoient pas d'employer une personne étant ou ayant été membre du personnel de l'ONU au cours de la dernière année si elle a ou a eu des relations d'affaires avec notre société en sa qualité de membre du personnel de l'ONU au cours des trois dernières années de service avec l'ONU (conformément aux restrictions applicables après la cessation de service de l'ONU, publiées dans le document ST/SGB/2006/15) ;
- e) N'ont déclaré aucune faillite, n'ont été impliqués dans aucune faillite ou dans des procédures de cessation de paiement, et n'ont fait l'objet d'aucun jugement ni action légale en cours qui pourrait nuire à leurs opérations dans un futur proche ;
- f) Entreprennent de ne s'engager dans aucune pratique illicite, y compris, sans s'y limiter, dans la corruption, la fraude, la coercition, la collusion, l'obstruction et toute autre pratique non éthique, avec l'ONU ou toute autre partie, et de mener leurs activités d'une manière qui empêche tout risque financier, opérationnel, pour sa réputation, ou tout autre risque indu pour l'ONU, et nous servons les principes du Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et adhérons aux principes du Pacte mondial des Nations Unies.

Nous déclarons que toutes les informations et déclarations indiquées dans la présente offre sont exactes et nous reconnaissons que toute mauvaise interprétation ou représentation y figurant pourra conduire à notre disqualification ou à des sanctions de la part du PNUD.

Nous proposons de fournir les biens et services connexes conformément aux documents de l'offre, notamment les conditions générales du contrat du PNUD, et au tableau des exigences et des spécifications techniques.

Notre offre est valide et nous oblige pour la période indiquée dans la fiche technique.

Nous comprenons et reconnaissons que vous n'êtes pas tenus d'accepter toute offre reçue.

J'atteste que je suis dûment autorisé par [Insérer nom du soumissionnaire] à signer la présente offre et y être lié si le PNUD l'accepte.

Nom : _____

Fonction : _____

Date : _____

Signature : _____

[Apposer sceau avec sceau officiel du soumissionnaire]

Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire

Dénomination légale du soumissionnaire	[Compléter]
Adresse légale	[Compléter]
Année d'enregistrement :	[Compléter]
Coordonnées du représentant autorisé du soumissionnaire	Nom et fonction : [Compléter] Numéros de téléphone : [Compléter] Courriel : [Compléter]
Êtes-vous un fournisseur enregistré auprès du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, [Insérer numéro de fournisseur du Portail]
Êtes-vous un fournisseur du PNUD ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, [Insérer numéro de fournisseur du PNUD]
Pays d'activité	[Compléter]
Nombre d'employés à plein temps	[Compléter]
Attestation d'assurance qualité (par exemple ISO 9000 ou équivalent) (Si oui, fournir une copie du certificat pertinent) :	[Compléter]
Votre société dispose-t-elle d'une accréditation telle que ISO 14001 ou ISO 14064 ou équivalent en lien avec l'environnement ? (Si oui, fournir une copie du certificat valide) :	[Compléter]
Votre société dispose-t-elle d'une déclaration écrite de sa politique environnementale ? (Si oui, fournir une copie)	[Compléter]
Votre organisation montre-t-elle un engagement important à la durabilité par d'autres moyens, par exemple des documents sur les politiques internes de la société sur l'autonomisation des femmes, les énergies renouvelables ou une appartenance à des institutions commerciales qui encouragent ces questions ?	[Compléter]

Votre société est-elle membre du Pacte mondial des Nations Unies ?	[Compléter]
Personnes référentes que le PNUD peut contacter pour toute demande d'éclaircissement lors de l'évaluation de l'offre	Nom et fonction : [Compléter] Numéros de téléphone : [Compléter] Courriel : [Compléter]
Veillez joindre les documents suivants :	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un profil d'entreprise de 15 pages maximum, ainsi que des brochures et catalogues de produits se rapportant aux biens/services achetés ➤ les attestation par l'administration attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations fiscales (quitus fiscal) ➤ Les attestation CSS, Attestation IPRESS et IRT ➤ Une Attestation de non faillite ou de déclaration sur l'honneur de non faillite ➤ Les documents d'immatriculation de l'entreprise NINEA et les documents d'enregistrement au Registre du Commerce, ainsi que les statuts ➤ Les états financiers certifiés y compris le rapport des commissaires aux comptes au titre des 3 dernières années (2017, 2018 & 2019). ➤ 02 attestations des 2 expériences satisfaisantes des marchés de travaux construction mis en œuvre au cours des 5 dernières années, dont un projet d'une valeur d'au moins 145.000.000 FCFA pour le lot1, 180.000.000FCFA pour le lot 2 et 230.000.000 FCFA pour le lot 3 <p>Les attestations de services réalisés fournies par les maîtres d'ouvrage sont obligatoires ; seules les références avec attestation de services faits pour projets terminés sont prises en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une liste de références bancaires (nom de la banque, adresse, personne à contacter et coordonnées de la personne à contacter) • Formulaire rempli : Critères environnementaux et Genre (A remplir obligatoirement par tous les soumissionnaires).

Formulaire C : Formulaire d'information sur les coentreprises/consortiums/partenariats

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

À remplir et renvoyer avec votre offre, si celle-ci est déposée en tant que coentreprise, consortium ou partenariat.

Non	Nom du partenaire et coordonnées (adresse, numéros de téléphone, numéros de fax, courriel)	Part proposée de responsabilités (en %) et type de biens ou de services à fournir
1	[Compléter]	[Compléter]
2	[Compléter]	[Compléter]
3	[Compléter]	[Compléter]

Nom du partenaire principal (disposant de l'autorité pour obliger la coentreprise, le consortium, le partenariat lors du processus d'appel d'offres, et dans le cas où un contrat est attribué, lors de l'exécution du contrat)	[Compléter]
---	-------------

Nous vous joignons une copie du document susréféréncé signé par chaque partenaire, qui détaille la structure juridique possible et la confirmation de l'obligation conjointe et solidaire des membres de ladite coentreprise :

Lettre d'intention de former une coentreprise **OU** accord de coentreprise, de consortium ou de partenariat

Nous confirmons par la présente que si le contrat est attribué, toutes les parties à la coentreprise, au consortium ou au partenariat seront conjointement et solidairement responsables vis-à-vis du PNUD pour le respect des dispositions du contrat.

Nom du partenaire : _____

Nom du partenaire : _____

Signature : _____

Signature : _____

Date : _____

Date : _____

Nom du partenaire : _____

Nom du partenaire : _____

Signature : _____

Signature : _____

Date : _____

Date : _____

Formulaire D : Formulaire d'éligibilité et de qualification

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

En cas de coentreprise, consortium ou partenariat, à remplir par chaque partenaire.

Antécédents de contrats inexécutés

<input type="checkbox"/> Aucune inexécution de contrat survenue au cours des 3 dernières années			
<input type="checkbox"/> Contrats inexécutés au cours des 3 dernières années			
Année	Partie inexécutée du contrat	Numéro de contrat	Montant total du contrat (valeur actuelle en dollars É.-U.)
		Nom du client : Adresse du client : Raison(s) de l'inexécution :	

Antécédents de contentieux (notamment contentieux en cours)

<input type="checkbox"/> Aucun contentieux au cours des 3 dernières années			
<input type="checkbox"/> Antécédents de contentieux comme indiqué ci-dessous			
Année du différend	Montant du différend (en dollars É.-U.)	Numéro de contrat	Montant total du contrat (valeur actuelle en dollars É.-U.)
		Nom du client : Adresse du client : Sujet du différend : Partie à l'origine du différend : Statut du différend : Partie gagnante si réglé :	

Expériences antérieures

Veillez lister uniquement les missions similaires antérieures complétées avec succès au cours des 3 dernières années.

Veillez lister uniquement les missions pour lesquelles le soumissionnaire a traité ou sous-traité légalement pour le client en tant qu'entreprise, ou faisait partie des partenaires du consortium ou de la coentreprise. Les missions complétées par les experts individuels du soumissionnaire qui travaillent à titre personnel ou par l'intermédiaire d'autres sociétés ne peuvent pas être considérées comme faisant partie des expériences pertinentes du soumissionnaire ou de celles des partenaires ou sous-consultants du soumissionnaire, mais peut être déclarée par les experts dans leur CV. Le soumissionnaire doit être préparé à fournir des éléments concernant l'expérience déclarée en présentant des copies des documents et références appropriés à la demande du PNUD.

Nom du projet et pays d'affectation	Coordonnées du client et de la personne référente	Valeur du contrat	Période d'activité et statut	Types d'activités entreprises

Les soumissionnaires peuvent également joindre leur propre fiche de projet accompagnée de plus de détails au regard des missions ci-dessus.

Ci-joint, les déclarations de performance satisfaisante de la part des trois (3) premiers clients, ou plus.

Situation financière

Chiffre d'affaires des 3 dernières années	Année	Dollars É.-U.
	Année	Dollars É.-U.
	Année	Dollars É.-U.
Dernière cote de crédit (le cas échéant), indiquer la source		

Informations financières (dans un équivalent des dollars É.-U.)	Informations collectées au cours des 3 dernières années		
	Année 1	Année 2	Année 3
	<i>Informations provenant du bilan</i>		
Actifs totaux			
Obligations totales			
Actifs actuels			
Obligations actuelles			
	<i>Informations provenant de la déclaration de revenus</i>		
Recettes totales et brutes			
Profits avant impôts			
Profit net			
Ratio actuel			

Ci-joint, les copies des états financiers vérifiés (bilans, notamment toutes les notes connexes et déclarations de revenus) pour les années requises ci-dessus, conformes aux conditions suivantes :

- a) Doivent représenter la situation financière du soumissionnaire ou de la partie à la coentreprise et non de sociétés sœurs ou de la société mère ;
- b) Les états financiers collectés doivent être vérifiés par un expert comptable agréé par l'ONECCA
- c) Les états financiers collectés doivent correspondre aux périodes comptables déjà complétées et vérifiées. Aucune déclaration se rapportant à des périodes partielles ne sera acceptée.

Formulaire E : Format de l'offre technique

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

L'offre du soumissionnaire doit être organisée de manière à suivre le format de l'offre technique. S'il est exigé ou demandé de la part du soumissionnaire que ce dernier adopte une approche précise, celui-ci ne doit pas seulement déclarer son acceptation, mais également décrire la manière dont il compte respecter les exigences. Si une réponse descriptive est exigée et que le soumissionnaire ne la fournit pas, son offre sera déclarée non conforme.

Le soumissionnaire doit fournir un exposé méthodologique complet, montrant les méthodes qu'il propose pour exécuter les travaux. Il doit notamment indiquer les nombres, les modèles et les capacités de l'équipement et du personnel qu'il prévoit d'utiliser lors de la réalisation des principales activités.

Un programme de travail comportant la description des principales activités (méthodologie), montrant le déroulement des procédures et l'échéancier proposé de réalisation des travaux y compris les moyens humains et logistiques. La proposition doit notamment détailler les travaux à réaliser.

Le personnel clé proposé, incluant les CVs, avec une attestation de disponibilité signé par la personne concernée et l'entreprise ;

Le prestataire précisera au sein du personnel, une personne responsable du respect des exigences environnementales et sociales.

Les moyens matériels nécessaires à l'exécution de ses prestations doivent être prouvés. Le soumissionnaire doit indiquer si cet équipement est sa propriété, s'il est loué, en location-vente

Une proposition de planning détaillé (tâches, sous-tâches, nombre d'équipes, logistique requise, etc.) comprenant le programme d'approvisionnement conformément au délai d'exécution.

Les études topo carto et électriques devront bien apparaître dans le planning avec tous les détails de sa mise en œuvre.

Un schéma du/des système(s) d'assurance qualité utilisé(s) – *PLAN D'ASSURANCE QUALITE (comprenant les volets hygiène, sécurité et la protection de l'environnement)* (Voir exigences dans la section 3

Les suggestions éventuelles quant aux omissions de postes ou d'erreurs de quantités

SECTION 1 : Qualification, capacités et expérience du soumissionnaire

- 1.1 Capacités organisationnelles générales qui sont susceptibles d'influer sur la mise en œuvre : structure de gestion, stabilité financière et capacités de financement des projets, contrôles de la gestion des projets, mesure dans laquelle les travaux seraient sous-traités (le cas échéant, fournir des détails).
- 1.2 Pertinence des connaissances et expérience spécialisées au sujet d'engagements similaires pris dans la région ou le pays.
- 1.3 Procédures d'assurance qualité et mesures d'atténuation des risques.
- 1.4 Engagement de l'organisation à la durabilité.

SECTION 2 : Portée des prestations à fournir, spécifications techniques et services connexes

La présente section doit démontrer que le soumissionnaire se conforme aux spécifications en identifiant les éléments spécifiques proposés, en répondant aux exigences point par point, comme indiqué, en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles proposées, et en montrant de quelle manière l'offre respecte ou dépasse les exigences ou spécifications. Tous les aspects importants doivent être traités au moyen de détails suffisants.

- 2.1 Une description détaillée de la manière dont le soumissionnaire fournira les biens et services requis, en gardant à l'esprit le caractère approprié des conditions locales et de l'environnement du projet. Détails sur la manière dont les différents éléments de service seront organisés, contrôlés et livrés.
- 2.2 Indiquer si des services seront sous-traités, à qui, dans quel pourcentage des exigences, pour quelles raisons, les rôles proposés des sous-traitants et la manière dont l'ensemble des personnes feront fonctionner l'équipe.
- 2.3 L'offre doit également comprendre des détails au sujet des dispositifs d'examen de l'assurance qualité et de l'assurance technique interne du soumissionnaire.
- 2.4 Une description de la manière dont la gestion des urgences, des plaintes, le système de rapport sera géré à votre niveau ;
- 2.5 Démontrez comment vous envisagez d'intégrer des mesures de durabilité, le genre et l'environnement dans l'exécution du contrat.
- 2.6 Les services et exigences connexes telles que l'installation, la formation et les services après-vente doivent également être listés, comme exigé.

Services à fournir	Votre réponse				
	Respect des spécifications techniques		Date de livraison ou d'exécution des travaux (Confirmer que vous y conformez ou indiquer votre date de livraison)	Attestation de qualité, licences d'exportation, etc. (indiquer tout élément applicable et le joindre)	Observations
	Oui, nous nous y conformons	Non, nous ne pouvons pas nous y conformer (Indiquer divergences)			

Offre de conformité aux autres conditions et exigences connexes (Tableau à remplir)

Autres informations concernant l'offre :	Vos réponses		
	Oui, nous nous y conformerons	Non, nous ne pouvons pas nous y conformer	Si vous ne pouvez pas vous y conformer, veuillez faire une contre-proposition
Conformité aux Spécifications techniques			
Conformité au délai d'exécution de ce marché			
Conformité à la garantie			
Conformité à la Validité de l'offre de 120 jours			

Acceptation de la totalité des conditions			
---	--	--	--

SECTION 3 : Structure de gestion et personnel essentiel

- 3.1 Décrire la méthode de direction générale en matière de planification et d'exécution du contrat. Inclure un tableau d'organisation pour la gestion du projet en décrivant la relation entre les postes et désignations clés. Fournir une feuille de calcul pour montrer les activités de chaque catégorie de personnel ainsi que le temps alloué à leur implication.
- 3.2 Fournir les CV des membres du personnel essentiel qui sera employé pour soutenir la mise en œuvre de ce projet en utilisant le format ci-dessous. Les CV doivent montrer les qualifications dans les domaines pertinents pour la fourniture des biens et services.

Format du CV pour les membres du personnel essentiel proposés

Nom du membre du personnel	[insérer]
Poste pour cette mission	[insérer]
Nationalité	[insérer]
Compétences linguistiques	[insérer]
Formation/Qualifications	<i>[Résumer formations à l'université ou autre formation spécialisée du membre du personnel en indiquant les noms des établissements d'enseignement, les dates et les diplômes ou qualifications obtenus]</i>
	[insérer]
Certifications professionnelles	<i>[Fournir des détails des certifications professionnelles dans les domaines pertinents pour la fourniture des biens et services]</i>
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nom de l'établissement : [insérer] ▪ Date de certification : [insérer]
Emploi/Expérience	<i>[Lister tous les postes occupés par le membre du personnel (en commençant par le poste actuel, par ordre chronologique inversé) en indiquant les dates, noms des organismes, nom du poste occupé et lieu de l'emploi. En ce qui concerne l'expérience accumulée au cours des cinq dernières années, détailler le type d'activités entreprises, le degré de responsabilités, le lieu des affectations et toute autre information ou expérience professionnelle considérée comme pertinente dans ce cadre]</i>
	[insérer]
Références	<i>[Fournir noms, adresses, numéro de téléphone et courriel pour deux (2) références]</i>
	Référence 1 : [insérer] Référence 2 : [insérer]

J'atteste que les renseignements donnés ci-dessus décrivent correctement, à ma connaissance, mes qualifications, expériences, et d'autres informations pertinentes à mon sujet.

Signature du membre du personnel

Date (jour/mois/année)

Formulaire F : Formulaire de barème de prix

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

Le soumissionnaire doit établir le barème de prix conformément au format ci-dessous. Le barème de prix doit indiquer la répartition détaillée des coûts de tous les biens et services connexes à fournir. Des chiffres séparés doivent être fournis pour chaque regroupement ou catégorie fonctionnels, le cas échéant.

Langue de l'offre : Français

Barème de prix

Le barème de prix doit contenir la composition détaillée des coûts de l'ensemble des biens et services connexes devant être fournis, du prix unitaire au prix total.

Toute estimation de frais remboursables, tels que les déplacements d'experts et les débours, doit être indiquée séparément dans le sous-détail des prix.

Le format de présentation indiqué dans les pages qui suivent doit être repris pour l'établissement du barème de prix.

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES - DEVIS QUANTITATIF – CALENDRIER DES TRAVAUX

1. BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES

Le barème de prix doit contenir la composition détaillée des coûts de l'ensemble des biens et services connexes devant être fournis.

Le soumissionnaire devra OBLIGATOIREMENT remplir tous les prix unitaires des matériels donnés dans les tableaux des coûts unitaires.

Les bordereaux des prix unitaires ci-dessous sont donnés en chiffres et en lettres :

I-1 BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES POUR LE LOT1

	Nature Intervention	IA	IEF	COMMUNE	Nom Etablissement	TYPE
<p>Lot 1 : construction de trois (3) écoles élémentaires (EE), construction d'un (1) collège d'enseignement moyen (CEM) et réhabilitation de deux (2) écoles élémentaires dans la région de Sédhiou.</p>	Tranche ferme : Construction Neuve	Sédhiou	Sédhiou	Bemet	EE SIBICOUROTO	EE de 05 SDC
			Boukiling	Djinany	EFA BANDOUMBA	CEM de 04 SDC
			Sédhiou	Sédhiou	EE NIMAYA	EE de 03 SDC
			Sédhiou	Sédhiou	CEM SEDHIOU 4	CEM de 08 SDC
	Tranche conditionnelle : Réhabilitation	Sédhiou	Sédhiou	Sédhiou	ECOLE 1(EL HADJI DEMBO COLY)	
					ECOLE 2 (CHERIF YOUNOUSS HAIDARA)	

I.1.1 Bordereau prix unitaires des constructions neuves

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Prix Unitaire en chiffres HTVA	Prix Unitaire en lettres HTVA
A-Salles de classes			
0/INSTALLATION –IMPLANTATION DE CHANTIER			
Amenée matériel et repli y/c installation, implantation et nettoyage de site après travaux	FF		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE			
Fouilles en rigoles	m3		
Fouilles en puits	m3		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3		
Evacuation des déblais excédentaires	m3		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3		
Film polyane sous dallage	m ²		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3		
Remblai sous dallage estrade	m3		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:			
a/ Béton de propreté pour véranda	m3		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bêche de de 35 cm sans chape	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour accrotère	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²		
Enduit extérieur tyrolien	m ²		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u		

Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²		
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE			
F&P de pannes en IPE de:			
a-80	ml		
b-120	ml		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u		
F&P de solin d'étanchéité en paxalu pour accrotères	ml		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²		
III-MENUISERIE			
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u		
IV-ELECTRICITE			
Raccordement au réseau électrique existant	ens		
Mise à la terre	ens		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens		
F et P Interrupteur simple allumage	u		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u		
F et P Réglette fluorescente de 120	u		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u		
F et P Prise de courant 2P+T	u		
V-Carrelage			
F et P de carreaux gres cerame 30X30 pour sol salle et veranda	m ²		
F et P de plinthe	ml		
VI-PEINTURE			
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²		
B-Bloc Administratif			
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE			
Fouilles en rigoles	m3		
Fouilles en puits	m3		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3		

Evacuation des déblais excédentaires	m3		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3		
Film polyane sous dallage	m ²		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:			
a/ Béton de propreté pour véranda	m3		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour accrotère	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²		
Enduit extérieur tyrolien	m ²		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²		
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE			
F&P de pannes en IPE de:			
a-80	ml		
b-120	ml		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u		
F&P de solin d'étanchéité en paxalu pour accrotères	ml		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²		
III-MENUISERIE			
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u		

F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u		
IV-ELECTRICITE			
Raccordement au réseau électrique existant	ens		
Mise à la terre	ens		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens		
F et P Interrupteur simple allumage	u		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u		
F et P Réglette fluorescente de 120	u		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u		
F et P Prise de courant 2P+T	u		
V-Carrelage			
F et P de carreaux gres cerame 30X30 pour sol salle et veranda	m ²		
F et P de plinthe	ml		
VI-PEINTURE			
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²		
C-Bloc d'Hygiène			
I / TERRASSEMENT			
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3		
Remblais provenant des fouilles	m3		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3		
Evacuation des excédents de déblais	m3		
II / FONDATION			
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ coffrage et armature	m3		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m ²		
Revers d'eau	m3		
III/ ELEVATIONS			

BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3		
Claustras en béton moulé	m ²		
Maçonnerie en agglos creux de :			
- 20 x 20 x 40	m ²		
- 10 x 20 x 40	m ²		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²		
Scellement et calfeutrement	ml		
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE			
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE			
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :			
Ferme en IPN de 100 plus console	ml		
Panne en IPN de 80	ml		
IV-2: COUVERTURE			
Solin pour étanchéité	ml		
F et pose de tôle bac aluzinc y/c toutes sujétion de fixation	m ²		
V : REVETEMENT SCELLES			
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²		
VI: MENUISERIES METALLIQUES			
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u		
F+Pose de porte barre écharpe dim 70x2,00	u		
VII: ELECTRICITE			
Tableau équipé	u		
Fils et accessoires pour l'installation	ens		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :			
- Hublot étanche	u		
- Interrupteur SA	u		
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE			
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens		
Evacuation EU / EV	Ens		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :			
- WC à la turque	u		
- Chaise anglaise pour handicapé	u		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u		
urinoire complet en porcelainey/c carreaux faïence	u		

- Robinet d'arrêt	u		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens		
F+P de reservoir 2000l	u		
IX:PEINTURE			
Travaux préparatoires des surfaces	m ²		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²		
D-Mur de clôture			
Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM4)	u		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 . dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM3)	U		

I.1.2 Bordereau prix unitaires des écoles à réhabiliter**I.2-Bordereau des prix unitaires pour le Lot 2**

	Nature Intervention	IA	IEF	COMMUNE	Nom Etablissement	TYPE
Lot2 : construction de trois (3) écoles élémentaires (EE), construction de deux (2) collège d'enseignement moyen (CEM) et réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans la région de Kolda	Tranche ferme : Construction Neuve	Kolda	Vélingara	Kandia	EE SARE COLY TENNING	EE de 07 SDC
			MYF	Kéréwane	EE GOMBATANG FODE	EE de 04 SDC
			MYF	Ndorna	EE KOURKOUR SALLY	EE de 03 SDC
			Vélingara	Sinthiang Coundara	CEM COUMBA DIOUMA	CEM de 10 SDC
			Vélingara	Dinguiraye	CEM DINGUIRAYE	CEM de 08 SDC
	Tranche conditionnelle : Réhabilitation	Kolda	Vélingara	Pakour	EE PAKOUR 2	
			Vélingara	Vélingara	EE TOUMANY BOIRAU	
			Kolda	Kolda	EE MOUSSA CAMARA	

I.2.1 Bordereau prix unitaires des constructions neuves

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Prix Unitaire en chiffres HTVA	Prix Unitaire en lettres HTVA
A-Salles de classes			
O/INSTALLATION DE CHANTIER			
Amenée matériel et repli y/c installation, implantation et nettoyage de site après travaux	Ff		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE			

Fouilles en rigoles	m3		
Fouilles en puits	m3		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3		
Evacuation des déblais excédentaires	m3		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3		
Film polyane sous dallage	m ²		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3		
Remblai sous dallage estrade	m3		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:			
a/ Béton de propreté pour véranda	m3		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bêche de de 35 cm sans chape	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²		
Enduit extérieur tyrolien	m ²		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²		
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE			
F&P de pannes en IPE de:			
a-80	ml		
b-120	ml		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u		
F&P de solin d'étanchéité en paxalu pour accrotères	ml		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²		

F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²		
III-MENUISERIE			
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u		
IV-ELECTRICITE			
Raccordement au réseau électrique existant	ens		
Mise à la terre	ens		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens		
F et P Interrupteur simple allumage	u		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u		
F et P Réglette fluorescente de 120	u		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u		
F et P Prise de courant 2P+T	u		
V-Carrelage			
F et P de carreaux gres cerame 30X30 pour sol salle et veranda	m ²		
F et P de plinthe	ml		
VI-PEINTURE			
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²		
B-Bloc Administratif			
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE			
Fouilles en rigoles	m3		
Fouilles en puits	m3		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3		
Evacuation des déblais excédentaires	m3		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3		
Film polyane sous dallage	m ²		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²		

Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:			
a/ Béton de propreté pour véranda	m3		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²		
Enduit extérieur tyrolien	m ²		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²		
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE			
F&P de pannes en IPE de:			
a-80	ml		
b-120	ml		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u		
F&P de solin d'étanchéité en paxalu pour accrotères	ml		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²		
III-MENUISERIE			
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u		
IV-ELECTRICITE			
Raccordement au réseau électrique existant	ens		
Mise à la terre	ens		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens		
F et P Interrupteur simple allumage	u		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u		
F et P Réglette fluorescente de 120	u		

F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u		
F et P Prise de courant 2P+T	u		
V-Carrelage			
F et P de carreaux gres cerame 30X30 pour sol salle et veranda	m ²		
Fet P de plinthe	ml		
VI-PEINTURE			
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²		
C-Bloc d'Hygiène			
I / TERRASSEMENT			
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3		
Remblais provenant des fouilles	m3		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3		
Evacuation des excédents de déblais	m3		
II / FONDATION			
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ ccoffrage et armature	m3		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/ccoffrage et armature	m3		
Revers d'eau	m ²		
III/ ELEVATIONS			
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres,chainages rampant y/c coffrage et armature	m3		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3		
Claustras en béton moulé	m ²		
Maçonnerie en agglos creux de :			
- 20 x 20 x 40	m ²		
- 10 x 20 x 40	m ²		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²		

Gobetis sur murs recevant faïences	m ²		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²		
Scellement et calfeutrement	ml		
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE			
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE			
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :			
Ferme en IPN de 100 plus console	ml		
Panne en IPN de 80	ml		
IV-2: COUVERTURE			
Solin pour étanchéité	ml		
F et pose de tôle bac aluzinc y/c toutes sujétion de fixation	m ²		
V : REVETEMENT SCELLES			
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²		
VI:MENUISERIES METALLIQUES			
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u		
F+Pose de porte barre écharpe dim 70x2,00	u		
VII: ELECTRICITE			
Tableau équipé	u		
Fils et accessoires pour l'installation	Ens		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :			
- Hublot étanche	u		
- Interrupteur SA	u		
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE			
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens		
Evacuation EU / EV	Ens		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :			
- WC à la turque	u		
- Chaise anglaise pour handicapé	u		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u		
urinoire complet en porcelaine/c carreaux faïence	u		
- Robinet d'arrêt	u		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u		
Réalisation de fosse septique plus puisard	Ens		
F+P de réservoir 2000l	u		
IX:PEINTURE			
Travaux préparatoires des surfaces	m ²		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²		
D-Mur de clôture			

Construction d'un mur de clôture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM4)	u		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM3)	U		

I.2.2 Bordereau prix unitaires des écoles à réhabiliter


MOUSSA CAMARA
KOLDA.xlsx


PAKOUR 2
KOLDA.xlsx


TOUMANY BOIREAU
KOLDA.xlsx

I.3- Bordereau des prix unitaires pour le Lot 3

	Nature Intervention	IA	IEF	COMMUNE	Nom Etablissement	TYPE
Lot3 : construction de deux (2) écoles primaires, construction de deux (2) collèges d'enseignement moyen et réhabilitation de trois (3) écoles	Tranche ferme : Construction Neuve	Ziguinchor	Bignona 2	Kataba 1	EE TALLY BOUBESS	EE de 06 SDC
			Bignona 2	Djignaki	EFA MAHMOUDA CHERIF 2	EE de 06 SDC
			Bignona 2	Coubalan	CEM BOURECK	CEM de 08 SDC
			Ziguinchor	Ziguinchor	CEM DE KENIA	CEM de 12 SDC

élémentaires dans la région de Ziguinchor.	Tranche conditionnelle : Réhabilitation	Ziguinchor	Ziguinchor	Ziguinchor	EE IBOU CAMARA
			Ziguinchor	Ziguinchor	EE JEAN KANDE
		Bignona 1	Bignona		EE LIEUTENANT MANKADIANG

I.3.1 Bordereau prix unitaires des constructions neuves

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Prix Unitaire en chiffres HTVA	Prix Unitaire en lettres HTVA
A-Salles de classes			
0-INSTALLATION-IMPLANTATION DE CHANTIER			
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	Ff		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE			
Fouilles en rigoles	m3		
Fouilles en puits	m3		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3		
Evacuation des déblais excédentaires	m3		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3		
Film polyane sous dallage	m ²		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3		
Remblai sous dallage estrade	m3		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:			
a/ Béton de propreté pour véranda	m3		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		

Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m ³		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²		
Enduit extérieur tyrolien	m ²		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²		
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE			
F&P de pannes en IPE de:			
a-80	ml		
b-120	ml		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u		
F&P de solin d'étanchéité en paxalu pour accrotères	ml		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²		
III-MENUISERIE			
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u		
IV-ELECTRICITE			
Raccordement au réseau électrique existant	ens		
Mise à la terre	ens		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens		
F et P Interrupteur simple allumage	u		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u		
F et P Réglette fluorescente de 120	u		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u		
F et P Prise de courant 2P+T	u		
V-Carrelage			
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²		
F et P de plinthe	ml		

VI-PEINTURE			
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²		
B-Bloc Administratif			
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE			
Fouilles en rigoles	m3		
Fouilles en puits	m3		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3		
Evacuation des déblais excédentaires	m3		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3		
Film polyane sous dallage	m ²		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:			
a/ Béton de propreté pour véranda	m3		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²		
Enduit extérieur tyrolien	m ²		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²		
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE			
F&P de pannes en IPE de:			
a-80	ml		

b-120	ml		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u		
F&P de solin d'étanchéité en paxalu pour accrotères	ml		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²		
III-MENUISERIE			
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u		
IV-ELECTRICITE			
Raccordement au réseau électrique existant	ens		
Mise à la terre	ens		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens		
F et P Interrupteur simple allumage	u		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u		
F et P Réglette fluorescente de 120	u		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u		
F et P Prise de courant 2P+T	u		
V-Carrelage			
F et P de carreaux gres cerame 30X30 pour sol salle et veranda	m ²		
F et P de plinthe	ml		
VI-PEINTURE			
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²		
C-Bloc d'Hygiène			
I / TERRASSEMENT			
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3		
Remblais provenant des fouilles	m3		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3		
Evacuation des excédents de déblais	m3		
II / FONDATION			
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3		

Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ c coffrage et armature	m3		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3		
Revers d'eau	m ²		
III- ELEVATIONS			
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3		
Claustras en béton moulé	m ²		
Maçonnerie en agglos creux de :			
- 20 x 20 x 40	m ²		
- 10 x 20 x 40	m ²		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²		
Scellement et calfeutrement	ml		
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE			
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE			
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :			
Ferme en IPN de 100 plus console	ml		
Panne en IPN de 80	ml		
IV-2: COUVERTURE			
Solin pour étanchéité	ml		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²		
V : REVETEMENT SCELLES			
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²		
VI:MENUISERIES METALLIQUES			
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u		
F+Pose de porte barre écharpe dim 70x2,00	u		
VII: ELECTRICITE			
Tableau équipé	u		
Fils et accessoires pour l'installation	ens		

Fourniture et pose d'appareillage électrique :			
- Hublot étanche	u		
- Interrupteur SA	u		
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE			
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens		
Evacuation EU / EV	Ens		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :			
- WC à la turque	u		
- Chaise anglaise pour handicapé	u		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u		
urinoire complet en porcelainey/c carreaux faience	u		
- Robinet d'arrêt	u		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens		
F+P de reservoir 2000l	u		
IX:PEINTURE			
Travaux préparatoires des surfaces	m ²		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²		
D-Mur de clôture			
Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM4)	u		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 . dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM3)	U		

I.3.2 Bordereau prix unitaires des écoles à réhabiliter



17-09-20 Ecole Ibou
CAMARA.xlsx



Ecole Lieutenant
Mankadian de Bign



17-09-20-ECOLE
JEAN KANDE.xlsx

2. DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

II.1- DEVIS QUANTITATIF POUR LE LOT 1

	Nature Intervention	IA	IEF	COMMUNE	Nom Etablissement	TYPE
<p>Lot 1 : construction de trois (3) écoles élémentaires (EE), construction d'un (1) collège d'enseignement moyen (CEM) et réhabilitation de deux (2) écoles élémentaires dans la région de Sédhiou.</p>	Tranche ferme : Construction Neuve	Sédhiou	Sédhiou	Bemet	EE SIBICOUROTO	EE de 05 SDC
			Boukiling	Djinany	EFA BANDOUMBA	CEM de 04 SDC
			Sédhiou	Sédhiou	EE NIMAYA	EE de 03 SDC
			Sédhiou	Sédhiou	CEM SEDHIOU 4	CEM de 08 SDC
	Tranche conditionnelle : Réhabilitation	Sédhiou	Sédhiou	Sédhiou	ECOLE 1(EL HADJI DEMBO COLY)	
					ECOLE 2 (CHERIF YOUNOUSS HAIDARA)	

II.1.1 Devis quantitatif constructions neuves

II.1.1.a Devis estimatif d'une école élémentaire avec 5 salles de classe(SIBIKOROTO)

- **Un bloc de deux salles de classe**
- **Un bloc de trois salles de classe**
- **Un bloc administratif**
- **Un bloc sanitaire**
- **Un mur de clôture**

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A- SALLES DE CLASSE				
0-INSTALLATION-IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	Ff			
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	27		
Fouilles en puits	m3	64		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	73		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	18		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	5,5		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	6,5		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	6,5		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	315		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	63		
Film polyane sous dallage	m ²	360		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	39		
Remblai sous dallage estrade	m3	6		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	89		

Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	1,3		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	33,5		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	17		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	7		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	76,5		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	45		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	17		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	624		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	14,5		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	7		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	624		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	548		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	72		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	60		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	3		
Sous-total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	425		

b-120	ml	95		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	19		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	116		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	357		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	76		
Sous-total CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	5		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	5		
F&P de fenêtres métalliques persiennée fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	20		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	5		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	2		
Mise à la terre	ens	2		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	2		
F et P Interrupteur simple allumage	u	5		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	5		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	20		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	4		
F et P Prise de courant 2P+T	u	8		

sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	361		
Fet P de plinthe	ml	191		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	287		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	631		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	288		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	72		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	72		
sous Total Peinture				
TOTAL SALLES DE CLASSE HTVA				
B- BLOC ADMINISTRATIF				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		

Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Sous Total Terrassement - Gros Œuvre				

II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
Sous Total Charpente - Couverture - Etanchéité				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
Sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		

F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
Sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
Sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
C- BLOC HYGIENE DE 6 BOX				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	4		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	8		
Remblais provenant des fouilles	m3	19		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	7		
Evacuation des excédents de déblais	m3	27		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				

Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	1		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ c coffrage et armature	m3	1		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,5		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	30		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	2		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	35		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	0,5		
Revers d'eau	m ²	4,5		
Sous total Fondation				
III/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,5		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature.	m3	1		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	9		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	100		
- 10 x 20 x 40	m ²	21		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	137		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	41		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	89		
Scellement et calfeutrement	ml	63		

Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	7		
Panne en IPN de 80	ml	38		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	27		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétion de fixation	m ²	40		
Sous total Charpente métallique - Couverture				-
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces.	m ²	36		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 ht 2,20 cm.	m ²	109		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée , ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2		
F+Pose de porte barre écharpe dim 70x2,00.	u	6		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau Equipé	u	1		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	1		

Fourniture et pose d'appareillage électrique :				
- Hublot étanche	u	5		
- Interrupteur SA	u	4		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	1		
Evacuation EU / EV	Ens	1		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	4		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelaine y/c carreaux faïence	u	3		
- Robinet d'arrêt	u	3		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	3		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	1		
F+P de réservoir 2000l	u	1		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	29		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	32		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	26		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture				

Construction d'un mur de clôture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	400		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM3)	U	1		
Sous total MUR DE CLOTURE HTVA				

RECAPITULATIF ECOLE ELEMENTAIRE POUR 5 SALLES DE CLASSE (Sibikouroto)

Désignation	Prix Total
05 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture (400m)	
TOTAL HTVA	

II.1.1.b Devis Quantitatif EFA 4 SDC (BANDOUMBA)

- **Deux bloc de deux salles de classe**
- **Un bloc administratif**
- **Un bloc sanitaire**
- **Un mur de clôture**

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
0-INSTALLATION-IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	Ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	22		
Fouilles en puits	m3	51		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	59		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	14		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	4		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	5		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	5		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	252		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	50,5		
Film polyane sous dallage	m ²	288		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	31,5		
Remblai sous dallage estrade	m3	5		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	71		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		

a/ Béton de propreté pour véranda	m3	1,5		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	27		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	14		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	5,5		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	61,5		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	36		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	13,5		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	500		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	12		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	6		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	500		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	439		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	56		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	48		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	2,5		
Sous Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	340		
b-120	ml	77		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	15		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	93		

F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	285		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	61		
Sous TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	4		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	4		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	16		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	4		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	2		
Mise à la terre	ens	2		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	2		
F et P Interrupteur simple allumage	u	4		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	4		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	16		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	2		
F et P Prise de courant 2P+T	u	4		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	289		
F et P de plinthe	ml	153		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	230		

Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	505		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	231		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	58		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	58		
sous Total Peinture				
Sous TOTAL SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m ³	6		
Fouilles en puits	m ³	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m ³	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m ³	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m ³	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m ³	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m ³	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m ³	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m ³	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m ³	4		

d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Sous total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
Sous TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				

F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
Sous Total Peinture				

TOTAL Bloc Administratif HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	2		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	4		
Remblais provenant des fouilles	m3	10		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	4		
Evacuation des excédents de déblais	m3	14		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	0,5		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ coffrage et armature	m3	0,3		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,2		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	15		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	1,2		
Béton pour dallage sol ép. 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	17,5		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/coffrage et armature	m3	0,2		
Revers d'eau	m ²	2		
Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,3		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	0,7		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	0,3		
Claustras en béton moulé	m ²	4,5		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	50		
- 10 x 20 x 40	m ²	10,5		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	69		

Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	20,3		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	45		
Scellement et calfeutrement	ml	31,5		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	4		
Panne en IPN de 80	ml	20		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	13		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	20		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
-				
V : REVETEMENT SCELES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	18		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	54		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	1		
F + Pose de porte barre écharpe dim. 70x2,00	u	3		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	1		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	1		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :		-		
- Hublot étanche	u	3		

- Interrupteur SA	u	2		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	1		
Evacuation EU / EV	Ens	1		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	2		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelaine y/c carreaux faïence	u	2		
- Robinet d'arrêt	u	2		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	2		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	1		
F+P de réservoir 2000l	u	1		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	14		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	16		
3 couches de glycéro sur men. bois et métal	m ²	13		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture				
Construction d'un mur de clôture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	400		

F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM3)	U	1		
TOTAL MUR DE CLOTURE HTVA				

RECAPITULATIF EFA 4 SALLES DE CLASSE (BANDOUMBA)

Désignation	Prix Total
04 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture EE (400m)	
TOTAL HTVA	

II.1.1.c Devis Quantitatif EE 3 SDC (NIMAYA) :

- **Un bloc de trois salles de classe**
- **Un bloc administratif**
- **Un bloc sanitaire**
- **Un mur de clôture**

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A- Salles de classes				
0-INSTALLATION-IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	16		
Fouilles en puits	m3	38		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	44		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	10,3		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	3,1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	4		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	4		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	189		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	38		
Film polyane sous dallage	m ²	216		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	23,5		
Remblai sous dallage estrade	m3	4		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	53,5		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:				

a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,8		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	20		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	10		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé.	m3	4		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur.	m ²	46		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape.	m ²	27		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé.	m3	10		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	375		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	9		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	4,5		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	375		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	329		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	43,5		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	36		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1,80		
Sous Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	256		
b-120	ml	58		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	11		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	70		

F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	214		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	46		
sous Total CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	3		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	3		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	12		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persienné tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	3		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	12		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	3		
F et P Prise de courant 2P+T	u	6		
Sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	217		
F et P de plinthe	ml	115		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	172		

Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	379		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	173		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	43,5		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	43,5		
sous Total Peinture				
sous Total SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m ³	6		
Fouilles en puits	m ³	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m ³	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m ³	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m ³	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m ³	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m ³	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m ³	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m ³	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m ³	4		

d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Sous Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
Sous TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				

F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				

TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	2		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	4		
Remblais provenant des fouilles	m3	10		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	4		
Evacuation des excédents de déblais	m3	14		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	0,5		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ coffrage et armature	m3	0,3		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,2		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	15		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	1,2		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	17,5		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	0,2		
Revers d'eau	m ²	2,3		
Sous total Fondation				
III/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,3		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	0,7		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	0,3		
Claustras en béton moulé	m ²	4,5		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	50		
- 10 x 20 x 40	m ²	10,5		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	70		

Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	20,3		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	45		
Scellement et calfeutrement	ml	31,5		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	4		
Panne en IPN de 80	ml	20		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	13		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétion de fixation	m ²	20		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
-				
V : REVETEMENT SCELES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces.	m ²	18		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 ht 2,20 cm	m ²	54		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persienne, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	1		
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	3		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	1		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	1		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :		-		
- Hublot étanche	u	3		

- Interrupteur SA	u	2		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	1		
Evacuation EU / EV	Ens	1		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	2		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
Urinoir complet en porcelaine y/c carreaux faïence	u	2		
- Robinet d'arrêt	u	2		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	2		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	1		
F+P de réservoir 2000l	u	1		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	14		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	16		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	13		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture EE				
Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	400		

F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM3)	U	1		
Sous TOTAL MUR ECOLE ELEMENTAIRE HTVA				

RECAPITULATIF ECOLES ELEMENTAIRES 3 SALLES DE CLASSE (NIMAYA)

Désignation	Prix Total
04 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture EE (400m)	
TOTAL HTVA	

II.1.1.d Devis Quantitatif CEM 8 salles de classe (SEDHIOU 4)

- **Un bloc de deux salles de classe**
- **Deux blocs de trois salles de classe**
- **Un bloc administratif**
- **Un bloc sanitaire**
- **Un mur de clôture**

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A-Salles de classe				
0-INSTALLATION-IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	43		
Fouilles en puits	m3	102		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	117		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	27,5		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	8,5		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	10		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	10		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	504		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	101		
Film polyane sous dallage	m ²	576		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	62,5		
Remblai sous dallage estrade	m3	10		

Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	143		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m ³	2,5		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	54		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m ³	27		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m ³	11		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	123		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	71,5		
Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m ³	27		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	999		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	23,5		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	11,5		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	999		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	878		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	116		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	96		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	5		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	680		
b-120	ml	153		

Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	29,5		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	186		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	571		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	122		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	8		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	8		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	32		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	8		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	7		
Mise à la terre	ens	7		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	25		
F et P Interrupteur simple allumage	u	8		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	8		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	3		
F et P Prise de courant 2P+T	u	4		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	578		
F et P de plinthe	ml	306		

Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophthalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	459		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	1 010		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	461		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	116		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	116		
sous Total Peinture				
TOTAL SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,5		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		

c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m ³	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m ³	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m ³	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				

III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 1 ² /3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		

sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	8		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	16		
Remblais provenant des fouilles	m3	38		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	14		
Evacuation des excédents de déblais	m3	54		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	2		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/c coffrage et armature	m3	1		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,7		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	60		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	5		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	70		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	1		
Revers d'eau	m ²	8,5		
Sous total Fondation				
III/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
BA dosé à 350 kg / m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	2,5		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	18		

Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	200		
- 10 x 20 x 40	m ²	42		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	275		
Gobets sur murs recevant faïences	m ²	82		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	179		
Scellement et calfeutrement	ml	126		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	15		
Panne en IPN de 80	ml	76		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	54		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	81		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
-				
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	72		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	217		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persienne, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2		
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	6		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	2		

Fils et accessoires pour l'installation	ens	2		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :		-		
- Hublot étanche	u	10		
- Interrupteur SA	u	8		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	2		
Evacuation EU / EV	Ens	2		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	7		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelaine y/c carreaux faïence	u	6		
- Robinet d'arrêt	u	6		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	10		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	2		
F+P de réservoir 2000l	u	2		
Robinet en laiton de diamètre 1/2	u	7		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	57		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	63		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	51		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				

D-Mur de clôture			
Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	500	
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujestions de pose (PM4)	u	1	
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujestions de pose (PM3)	U	1	
TOTAL MUR HTVA			

RECAPITULATIF CEM 8SDC (SEDHIOU 4)

Désignation	Prix Total
08 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture (500m)	
TOTAL HTVA	

II.1.2-DEVIS REHABILITATIONS



devis Ecole1
Sedhiou.xlsx



devis Ecole2
Sedhiou.xlsx

RECAPITULATIF GLOBAL LOT 1

NOTA IMPORTANT :

1. les constructions neuves feront l'objet d'une tranche ferme
2. les écoles à réhabiliter feront l'objet d'une tranche conditionnelle

DESIGNATION	PRIX TOTAL
1-TRANCHE FERME : CONSTRUCTION NEUVE	
ECOLE ELEMENTAIRE 5 SDC SIBICOUROTO	
EFA 4SDC BANDOUMBA	
ECOLE ELEMENTAIRE 3 SDC NIMAYA	
CEM 8 SDC SEDHIOU 4	
TOTAL HTVA (1)	
TVA	
TOTAL TTC	
2-TRANCHE CONDITIONNELLE :	
REHABILITATION	
ECOLE 1 (ELHADJI DEMBO COLY)	
ECOLE 2(CHERIF YOUNOUSS HAIDARA)	
TOTAL HTVA (2)	
TVA	
TOTAL TTC	

II.2 DEVIS QUANTITATIF POUR LE LOT 2

	Nature Intervention	IA	IEF	COMMUNE	Nom Etablissement	TYPE
Lot2 : construction de trois (3) écoles élémentaires (EE), construction de deux (2) collège d'enseignement moyen (CEM) et réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans la région de Kolda	Construction Neuve	Kolda	Vélingara	Kandia	EE SARE COLY TENNING	EE de 07 SDC
			MYF	Kéréwane	EE GOMBATANG FODE	EE de 04 SDC
			MYF	Ndorna	EE KOURKOUR SALY	EE de 03 SDC
			Vélingara	Sinthiang Coundara	CEM COUMBA DIOUMA	CEM de 10 SDC
			Vélingara	Dinguiraye	CEM DINGUIRAYE	CEM de 08 SDC
	Réhabilitation	Kolda	Vélingara	Pakour	EE PAKOUR 2	
			Vélingara	Vélingara	EE TOUMANY BOIRAU	
			Kolda	Kolda	EE MOUSSA CAMARA	

II.2.1-Devis quantitatif constructions neuves

II.2.1.a-Devis Quantitatif EE 7 SDC (SARE COLY TENNING)

- **Deux bloc de deux salles de classe**
- **Un bloc de trois salles de classe**
- **Un bloc administratif**
- **Un bloc sanitaire**
- **Un mur de clôture**

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A-Salles de classes				
0-INSTALLATION- IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	38		
Fouilles en puits	m3	89		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	103		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	24		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	7,5		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	9		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	9		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	441		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	88,5		
Film polyane sous dallage	m ²	504		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	55		
Remblai sous dallage estrade	m3	8,5		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	125		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	1,8		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	46,5		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	23,5		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	9,5		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	108		

Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	62,5		
Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m ³	23,5		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	874		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	20,2		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	10		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	874		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	768		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	101		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	84		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	4,5		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	595		
b-120	ml	134		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	26		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	163		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	500		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	107		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	7		

F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	7		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	28		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	7		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	3		
Mise à la terre	ens	3		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	3		
F et P Interrupteur simple allumage	u	7		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	7		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	28		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	5		
F et P Prise de courant 2P+T	u	10		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	506		
F et P de plinthe	ml	268		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	402		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	884		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	404		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	101		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	101		
sous Total Peinture				
TOTAL SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de	m3	16		

remblais				
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		

Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		

F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
Fet P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	4		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	8		
Remblais provenant des fouilles	m3	19		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	7		
Evacuation des excédents de déblais	m3	27		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	1		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ coffrage et armature	m3	1		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,34		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	30		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	2		
Béton pour dallage sol ép. 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	35		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour	m3	0,3		

handicapé y/coffrage et armature				
Revers d'eau	m ²	4,3		
Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,48		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	1		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	9		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	100		
- 10 x 20 x 40	m ²	21		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	137		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	41		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	89		
Scellement et calfeutrement	ml	63		
Sous total Elévation				
III-2:Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	7		
Panne en IPN de 80	ml	38		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	27		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	40		
Sous total Charpente métallique - Couverture				-
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	36		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 HT 2,20 cm	m ²	109		
Sous total Revêtement scelles				

VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2		
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	6		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	1		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	1		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :				
- Hublot étanche	u	5		
- Interrupteur SA	u	4		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	1		
Evacuation EU / EV	Ens	1		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	4		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelaine/c carreaux faïence	u	3		
- Robinet d'arrêt	u	3		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	3		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	1		
F+P de réservoir 2000l	u	1		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	29		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	32		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	26		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture				

Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	500		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujestions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujestions de pose (PM3)	U	1		
TOTAL MUR DE CLOTURE HTVA				

Récapitulatif EE 7SDC (SARE COLY TENNING)

Désignation	Prix Total
07 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture (400m)	
TOTAL HTVA	

II-2-1-b EE 4 Salles de classe (GOMBATANG FODE)

- Deux bloc de deux salles de classe
- Un bloc administratif
- Un bloc sanitaire
- Un mur de clôture

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A-Salles de classe				
0-INSTALLATION-IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	21,36		
Fouilles en puits	m3	50,69		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	58,33		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	13,71		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	4,07		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	4,89		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	4,99		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	252,00		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	50,40		
Film polyane sous dallage	m ²	287,79		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	31,20		
Remblai sous dallage estrade	m3	4,80		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	71,07		

Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	1,03		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	26,52		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	13,27		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	5,33		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	61,20		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	35,68		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	13,33		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	499,20		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour accrotère	m ²	11,51		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	5,60		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	499,20		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	438,67		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	57,60		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	48,00		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	2,40		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	339,67		
b-120	ml	76,13		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	14,67		
F&P de solin d'étanchéité en paxalu pour acrotères	ml			

		92,75		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	285,32		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	60,64		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	4,00		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	4,00		
F&P de fenêtres métalliques persiennée fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	16,00		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	4,00		
Sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	2,00		
Mise à la terre	ens	2,00		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	2,00		
F et P Interrupteur simple allumage	u	4,00		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	4,00		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	16,00		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	2,00		
F et P Prise de courant 2P+T	u	4,00		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	288,80		
F et P de plinthe	ml	152,80		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophthalique sur ouvrages métalliques	m ²			

y/c d'antirouille		229,36		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	504,80		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	230,40		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	57,60		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	57,60		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	4		

d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m ³	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m ³	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en paxalu pour accrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac aluzinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				

F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et veranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				

TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
C- Bloc Hygiene				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	2		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	4		
Remblais provenant des fouilles	m3	10		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	4		
Evacuation des excédents de déblais	m3	14		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	0,46		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ c coffrage et armature	m3	0,25		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,17		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	15,02		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	1,13		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	17,50		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	0,14		
Revers d'eau	m2	1,95		
Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,24		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	0,63		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	0,25		
Claustras en béton moulé	m ²	4,43		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	49,97		
- 10 x 20 x 40	m ²	10,50		

Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	68,63		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	20,28		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	44,57		
Scellement et calfeutrement	ml	31,35		
Sous total Elevation				
III-2:Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE -				
COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	4		
Panne en IPN de 80	ml	20		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	13		
F et pose de tôle bac aluzinc y/c toutes sujétion de fixation	m ²	20		
Sous total Charpente métallique - Couverture				-
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	18		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	54		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	1		
F + Pose de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	3		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	1		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	1		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :		-		
- Hublot étanche	u	3		

- Interrupteur SA	u	2		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	1		
Evacuation EU / EV	Ens	1		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	2		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoire complet en porcelainey/c carreaux faience	u	2		
- Robinet d'arrêt	u	2		
Regard de visite 50x50x50 avec couvrecl et cornière métallique	u	2		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	1		
F+P de réservoir 2000l	u	1		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	14		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	16		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	13		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture				
Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	400		

F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM3)	U	1		
TOTAL MUR DE CLOTURE HTVA				

RECAPITULATIF EE 4 SDC (GOMBATANG FODE)

Désignation	Prix Total
04 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture EE (400m)	
TOTAL HTVA	

II-2-1-c Devis Quantitatif ECOLE ELEMENTAIRE 3 SDC (KOURKOUR SALY)

- **Un bloc de trois salles de classe**
- **Un bloc administratif**
- **Un bloc sanitaire**
- **Un mur de clôture**

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A- Salles de classes				
0-INSTALLATION- IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	16,5		
Fouilles en puits	m3	38,5		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	44		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	10,5		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	3,5		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	4		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	4		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	189		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	38		
Film polyane sous dallage	m ²	216		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	23,5		
Remblai sous dallage estrade	m3	4		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	53,5		

Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:				
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	1		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	19,89		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	10		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé.	m3	4		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur.	m ²	46		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape.	m ²	26,8		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé.	m3	10		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	374		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	9		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	4,5		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	375		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	329		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	43,5		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	36		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	2		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	255		
b-120	ml	57,5		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	11		

F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	70		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	214		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	46		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	3		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	3		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	12		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persienné tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	3		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	12		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	3		
F et P Prise de courant 2P+T	u	6		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	217		
F et P de plinthe	ml	115		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				

Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	172,5		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	379		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	173		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	43,5		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	43,5		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		

c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	4		
Maçonnerie aggllos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie aggllos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie aggllos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				

III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métallique persiennée fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		

sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	2		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	4		
Remblais provenant des fouilles	m3	10		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	4		
Evacuation des excédents de déblais	m3	14		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	0,5		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ coffrage et armature	m3	0,3		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,2		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	15,5		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	1,2		
Béton pour dallage sol ép. 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	17,5		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/coffrage et armature	m3	0,15		
Revers d'eau	m ²	1,95		
Sous total Fondation				
III/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,3		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	0,7		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	0,3		
Claustras en béton moulé	m ²	4,5		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	50		
- 10 x 20 x 40	m ²	10,5		

Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	70		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	20,5		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	45		
Scellement et calfeutrement	ml	31,5		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	4		
Panne en IPN de 80	ml	20		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	13		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	20		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
-				
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces.	m ²	18		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 ht 2,20 cm	m ²	54		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persienne, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	1		
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	3		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	1		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	1		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :		-		

- Hublot étanche	u	3		
- Interrupteur SA	u	2		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	1		
Evacuation EU / EV	Ens	1		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	2		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
Urinoir complet en porcelaine y/c carreaux faïence	u	2		
- Robinet d'arrêt	u	2		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	2		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	1		
F+P de réservoir 2000l	u	1		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	14		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	16		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	13		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture				
Construction d'un mur de clôture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de	ml	400		

dilatation tous les 18ml.				
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM3)	U	1		
TOTAL MUR DE CLOTUREHTVA				

RECAPITULATIF EE 3 SDC KOURKOUR SALY

Désignation	Prix Total
04 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture (400m)	
TOTAL HTVA	

II-2-1-d Devis quantitatif CEM 10SDC (COUMBA DIOUMA)

- **Deux blocs de deux salles de classe**
- **Deux blocs de trois salles de classe**
- **Un bloc administratif**
- **Un bloc sanitaire**
- **Un mur de clôture**

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A- Blocs Salles de classe				
0-INSTALLATION-IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	Ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	53,5		
Fouilles en puits	m3	127		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	146		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	34,5		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	10,5		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	12,5		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	12,5		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	630		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	126		
Film polyane sous dallage	m ²	720		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	78		
Remblai sous dallage estrade	m3	12		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	178		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	3		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	66,5		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda,	m3			

marche et rampe		33,5		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	13,5		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	153		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	89,5		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	33,5		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	1 248		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	29		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	14		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	1 248		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	1 096		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	144		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	120		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	6		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	850		
b-120	ml	191		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	37		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	232		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	714		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	152		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				

F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	10		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	10		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	40		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	10		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	4		
Mise à la terre	ens	4		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	4		
F et P Interrupteur simple allumage	u	10		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	10		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	40		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	8		
F et P Prise de courant 2P+T	u	16		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	722		
F et P de plinthe	ml	382		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	574		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	1 262		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	576		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	144		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²			

		144		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et	m3	4		

dalle de placards en béton armé				
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		

sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m ³			

		8		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	16		
Remblais provenant des fouilles	m3	38		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	14		
Evacuation des excédents de déblais	m3	54		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	2		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ coffrage et armature	m3	1		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	60		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	5		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	70		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	1		
Revers d'eau	m ²	8,5		
Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
BA dosé à 350 kg / m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	2,5		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	18		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	200		
- 10 x 20 x 40	m ²	42		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	275		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	82		

Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	179		
Scellement et calfeutrement	ml	126		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	15		
Panne en IPN de 80	ml	76		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	54		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	81		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	72		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	217		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2		
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	6		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	2		
Fils et accessoires pour l'installation	Ens	2		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :				
- Hublot étanche	u	10		

- Interrupteur SA	u	8		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	2		
Evacuation EU / EV	Ens	2		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	7		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelaine y/c carreaux faïence	u	6		
- Robinet d'arrêt	u	6		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	10		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	2		
F+P de réservoir 2000l	u	2		
Robinet en laiton de diamètre 1/2	u	7		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	57		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	63		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	51		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture				
Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de	ml	500		

dilatation tous les 18ml.				
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM3)	u	1		
TOTAL MUR DE CLOTURE HTVA				

RÉCAPITULATIF CEM 10 SDC COUMBA DIOUMA

Désignation	Prix Total
10 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture (500m)	
TOTAL HTVA	

II-2-1-e Devis Quantitatif CEM 8 SDC DINGUIRAYE

- Un bloc de deux salles de classe
- Deux blocs de trois salles de classe
- Un bloc administratif
- Un bloc sanitaire
- Un mur de clôture

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A- Salles de classe				
0-INSTALLATION-IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	Ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	43		
Fouilles en puits	m3	101		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	116		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	27		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	8,2		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	10		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	10		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	504		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	101		
Film polyane sous dallage	m ²	576		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	62,5		
Remblai sous dallage estrade	m3	10		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	143		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:			-	
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	2,5		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	53		

c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	27		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	11		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	123		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bêche de de 35 cm sans chape	m ²	71,5		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	27		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	999		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	23		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	11,5		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	1000		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	878		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	116		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	96		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	5		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	680		
b-120	ml	153		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	30		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	186		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	571		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	122		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	8		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	8		

F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	32		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	8		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	7		
Mise à la terre	ens	7		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	7		
F et P Interrupteur simple allumage	u	8		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	8		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	3		
F et P Prise de courant 2P+T	u	4		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cerame 30X30 pour sol salle et veranda	m ²	578		
F et P de plinthe	ml	306		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	459		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	1 010		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	461		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	116		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	116		
sous Total Peinture				
TOTAL SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		

Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		

Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluoescence de 120	u	2		
F et P Réglette fluoescence de 60 étanche	u			

		1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	8		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	16		
Remblais provenant des fouilles	m3	38		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	14		
Evacuation des excédents de déblais	m3	54		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	2		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ c coffrage et armature	m3	1		

Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	60		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	5		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	70		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/ccoffrage et armature	m3	1		
Revers d'eau	m ²	8,5		
Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	2,5		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	18		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	200		
- 10 x 20 x 40	m ²	42		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	275		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	82		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	179		
Scellement et calfeutrement	ml	126		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	15		
Panne en IPN de 80	ml	76		
IV-2: COUVERTURE				

Solin pour étanchéité	ml	54		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	81		
Sous total Charpente métallique - Couverture				-
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	72		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	217		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persienne, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2		
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	6		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	2		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	2		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :			-	
- Hublot étanche	u	10		
- Interrupteur SA	u	8		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	2		
Evacuation EU / EV	Ens	2		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	7		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelaine y/c carreaux	u			

faïence		6		
- Robinet d'arrêt	u	6		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	10		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ENS	2		
F+P de réservoir 2000l	u	2		
Robinet en laiton de diamètre 1/2	u	7		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	57		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	63		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	51		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture				
Construction d'un mur de clôture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	500		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM3)	u	1		
TOTAL MUR CEM HTVA				

Récapitulatif CEM 8 SDC DINGUIRAYE

Désignation	Prix Total
8 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiene	
1 Mûr de clôture (500m)	
TOTAL HTVA	

II.2.2-DEVIS REHABILITATION

DEVIS ECOLE
MOUSSA CAMARA K



DEVIS PAKOUR 2
KOLDA.xlsx



DEVIS TOUMANY
BOIREAU KOLDA.xls

RECAPITULATIF GLOBAL LOT 2

NOTA IMPORTANT :

- 1.les constructions neuves feront l'objet d'une tranche ferme
- 2.les écoles à réhabiliter feront l'objet d'une tranche conditionnelle

DESIGNATION	PRIX TOTAL
1-TRANCHE FERME :CONSTRUCTION NEUVE	
ECOLE ELEMENTAIRE 7 SDC SARE COLY TENNING	
ECOLE ELEMENTAIRE 4SDC GOMBATANG FODE	
ECOLE ELEMENTAIRE 3 SDC KOURKOUR SALY	
CEM 10 SDC COUMBA DIOUMA	
CEM 8SDC DINGUIRAYE	
TOTAL HTVA (1)	
TVA	
TTC	
2-TRANCHE CONDITIONNELLE :REHABILITATION	
ECOLE PAKOUR 2	
ECOLE TOUMANY BOIREAU	
ECOLE MOUSSA CAMARA	
TOTAL HTVA	
TVA 18%	
TOTAL TTC	

II.3 Devis Quantitatif pour le lot 3

	Nature Intervention	IA	IEF	COMMUNE	Nom Etablissement	TYPE
Lot3 : construction de deux (2) écoles primaires, construction de deux (2) collèges d'enseignement moyen et réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans la région de Ziguinchor.	Construction Neuve	Ziguinchor	Bignona 2	Kataba 1	EE TALLY BOUBESS	EE de 06 SDC
			Bignona 2	Djignaki	EFA MAHMOUDA CHERIF 2	EE de 06 SDC
			Bignona 2	Coubalan	CEM BOURECK	CEM de 08 SDC
			Ziguinchor	Ziguinchor	CEM DE KENIA	CEM de 12 SDC
	Réhabilitation	Ziguinchor	Ziguinchor	Ziguinchor	EE IBOU CAMARA	
			Ziguinchor	Ziguinchor	EE JEAN KANDE	
			Bignona 1	Bignona	EE LIEUTENANT MANKADIANG	

II.3.1 Devis Quantitatif constructions neuves

II.3.1.a Devis quantitatif EE 6 SDC (EE TALLY BOUBESS)

- Deux blocs de trois salles de classe
- Un bloc administratif
- Un bloc sanitaire
- Un mur de clôture

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
0-INSTALLATION ET IPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	32,5		
Fouilles en puits	m3	76,5		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	87,5		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	21		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	6,5		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	7,5		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	7,5		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	378		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	76		
Film polyane sous dallage	m ²	432		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	47		
Remblai sous dallage estrade	m3	7,5		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	107		

Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	1,6		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	40		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	20		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	8		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	92		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	54		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	20		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	749		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	18		
Maçonnerie agglos creux 10 pour placard	m ²	8,5		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	750		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	660		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	87		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	72		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	4		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	510		
b-120	ml	115		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes	u	22		

sujétions de pose				
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	140		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	428		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	91		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	6		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	6		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	24		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	6		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	2		
Mise à la terre	ens	2		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	2		
F et P Interrupteur simple allumage	u	6		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	6		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	24		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	6		
F et P Prise de courant 2P+T	u	12		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	433		
F et P de plinthe	ml	229		

Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	345		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	758		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	346		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	87		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	87		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC DE SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m ³	6		
Fouilles en puits	m ³	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m ³	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m ³	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m ³	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m ³	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m ³	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m ³	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m ³	0,28		

b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m ³	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m ³	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m ³	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		

F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour	m ²			

soubassement ht=1,60m		62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	4		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	8		
Remblais provenant des fouilles	m3	19		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	7		
Evacuation des excédents de déblais	m3	27		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	1		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ c coffrage et armature	m3	1		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,34		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	30		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	2		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	35		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	0,28		
Revers d'eau	m ²	4,3		
II-1:Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c	m3			

coffrage et armature		0,48		
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	1		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	9		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	100		
- 10 x 20 x 40	m ²	21		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	137		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	41		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	89		
Scellement et calfeutrement	ml	63		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	7		
Panne en IPN de 80	ml	38		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	27		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	40		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
-				
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	36		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	109		

Sous total Revêtement scelles			
VI:MENUISERIES METALLIQUES			
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2	
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	6	
Sous total Menuiserie Métalliques			
VII: ELECTRICITE			
Tableau équipé	u	1	
Fils et accessoires pour l'installation	Ens	1	
Fourniture et pose d'appareillage électrique :			
- Hublot étanche	u	5	
- Interrupteur SA	u	4	
Sous total Electricité			
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE			
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	1	
Evacuation EU / EV	Ens	1	
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :			
- WC à la turque	u	4	
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2	
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2	
urinoir complet en porcelaine y/c carreaux faïence	u	3	
- Robinet d'arrêt	u	3	
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	3	
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	1	
F+P de réservoir 2000l	u	1	
:Sous total Plomberie Sanitaire			

IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	29		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	32		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	26		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				

D-Mur de clôture ECOLE ELEMENTAIRE				
Construction d'un mur de clôture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	500		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujctions de pose (PM3)	U	1		
TOTAL MUR EE HTVA				

Récapitulatif EE 6 SDC TALLY BOUBESS

Désignation	Prix Total
6 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture EE (400m)	
TOTAL HTVA	

II.3.1.b Devis EE 6 SDC (EFA MAHMOUDA CHERIF 2)

- Deux blocs de trois salles de classe
- Un bloc administratif
- Un bloc sanitaire
- Un mur de clôture

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
0-INSTALLATION ET IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	32,5		
Fouilles en puits	m3	76,5		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	87,5		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	21		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	6,5		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	7,5		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	7,5		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	378		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	76		
Film polyane sous dallage	m ²	432		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	47		
Remblai sous dallage estrade	m3	7,5		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	107		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:				
a/ Béton de propreté pour véranda		-		

	m3	1,6		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	40		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	20		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	8		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	92		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	54		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	20		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	749		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	17		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	8,5		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	749		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	658		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	87		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	72		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	4		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	510		
b-120	ml	115		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	22		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	140		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	428		

F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	91		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	6		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	6		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	24		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	6		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	2		
Mise à la terre	ens	2		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	2		
F et P Interrupteur simple allumage	u	6		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	6		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	24		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	6		
F et P Prise de courant 2P+T	u	12		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	434		
F et P de plinthe	ml	230		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	345		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	758		

Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	346		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	87		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	87		
sous Total Peinture				
TOTAL SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm	m ²			

d'épaisseur		16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m ³	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		

F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				

I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	4		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	8		
Remblais provenant des fouilles	m3	19		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	7		
Evacuation des excédents de déblais	m3	27		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	1		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/c coffrage et armature	m3	1		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,34		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	30		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	2		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	35		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	0,28		
Revers d'eau	m ²	4,3		
Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,48		
BA dosé à 350 kg / m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	1		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	9		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	100		

- 10 x 20 x 40	m ²	21		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	137		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	41		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	89		
Scellement et calfeutrement	ml	63		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	7		
Panne en IPN de 80	ml	38		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	27		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	40		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
-				
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	36		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	109		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2		
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	6		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	1		

Fils et accessoires pour l'installation	ens	1		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :				
- Hublot étanche	u	5		
- Interrupteur SA	u	4		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	1		
Evacuation EU / EV	Ens	1		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	4		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelaine y/c carreaux faïence	u	3		
- Robinet d'arrêt	u	3		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	3		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	1		
F+P de réservoir 2000l	u	1		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	29		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	32		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	26		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture ECOLE ELEMENTAIRE				

Construction d'un mur de clôture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	400		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM3)	U	1		
TOTAL MUR ECOLE ELEMENTAIRE HTVA				

Récapitulatif EFA 6 SDC MAHMOUDA CHERIF

Désignation	Prix Total
6 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture EE (400m)	
TOTAL HTVA	

II.3.1.c Devis Quantitatif EFA 8 SDC BIGNONA

- **Un bloc de deux salles de classe**
- **Deux blocs de trois salles de classe**
- **Un bloc administratif**
- **Un bloc sanitaire**
- **Un mur de clôture**

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A-Salles de classe				
0-INSTALLATION ET IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	43		
Fouilles en puits	m3	102		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	117		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	27,5		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	8,5		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	10		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	10		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	504		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	101		
Film polyane sous dallage	m ²	576		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	62,5		
Remblai sous dallage estrade	m3	10		
Soubassement salle de classe en agglos	m ²			

pleins de 15		143		
Emmancement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	2,5		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	53		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	27		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	11		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	123		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	72		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	27		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	999		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	24		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	11,5		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	999		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	878		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	116		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	96		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	5		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	680		
b-120	ml	153		

Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	29,5		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	186		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	571		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	121,5		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	8		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	8		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	32		
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	8		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	7		
Mise à la terre	ens	7		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	25		
F et P Interrupteur simple allumage	u	8		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	8		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	3		
F et P Prise de courant 2P+T	u	4		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	578		
Fet P de plinthe	ml			

		306		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	459		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	1 010		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	461		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	116		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	116		
sous Total Peinture				
TOTAL SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		

b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m ³	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m ³	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m ³	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		
b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		

F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour	m ²			

soubassement ht=1,60m		62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				
TOTAL Bloc Administratif HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	8		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	16		
Remblais provenant des fouilles	m3	38		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	14		
Evacuation des excédents de déblais	m3	54		
I-1:Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	2		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ c coffrage et armature	m3	1		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	60		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	5		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	70		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	1		
Revers d'eau	m ²	8,5		
Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c	m3	1		

coffrage et armature				
BA dosé à 350 kg /m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	2,5		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	18		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	200		
- 10 x 20 x 40	m ²	42		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	275		
Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	81,5		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	179		
Scellement et calfeutrement	ml	126		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	15		
Panne en IPN de 80	ml	76		
IV-2: COUVERTURE		-		
Solin pour étanchéité	ml	54		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	81		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	72		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	217		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2		

F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	6		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	2		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	2		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :		-		
- Hublot étanche	u	10		
- Interrupteur SA	u	8		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	2		
Evacuation EU / EV	Ens	2		
Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	7		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelaine/c carreaux faïence	u	6		
- Robinet d'arrêt	u	6		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	10		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	2		
F+P de réservoir 2000l	u	2		
Robinet en laiton de diamètre 1/2	u	7		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	57		

2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	63		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	51		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture CEM				
Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	500		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujestions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujestions de pose (PM3)	U	1		
TOTAL MUR CEM HTVA				

Récapitulatif EFA 8 SDC BIGNONA

Désignation	Prix Total
8 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture CEM (500m)	
TOTAL HTVA	

II.3.1.d Devis Quantitatif CEM 12 SDC KENYA

- Quatre blocs de trois salles de classe
- Un bloc administratif
- Un bloc sanitaire
- Un mur de clôture

DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	P.U HTVA	P.TOTAL HTVA
A-Salles de classe				
0-INSTALLATION ET IMPLANTATION DE CHANTIER				
Amenée matériel et repli y/c installation ,implantation et nettoyage de site après travaux	ff	1		
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	65		
Fouilles en puits	m3	153		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	175		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	42		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	13		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et ferrailage	m3	15		
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	15		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	756		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	151		
Film polyane sous dallage	m ²	864		
Dallage estrade de 12 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	m3	94		
Remblai sous dallage estrade	m3	15		
Soubassement salle de classe en agglos pleins de 15	m ²	214		
Emmanchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	3,5		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	80		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	40		

d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	16		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	183		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de de 35 cm sans chape	m ²	107		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	40		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	1 498		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	35		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	17		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	1 498		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	1 317		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	173		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	144		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	7,2		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	1 019		
b-120	ml	229		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	44		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	279		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	856		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	182		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	12		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	12		
F&P de fenêtres métalliques persiennées	u	48		

fixes de 1,20x1,20 (F3)				
F&P de porte fenêtre métallique avec crochet intérieur persiennée tôle sur les 2 faces de 0,90x2,20 (Pm2)	u	12		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	4		
Mise à la terre	ens	4		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	4		
F et P Interrupteur simple allumage	u	12		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	12		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	48		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	12		
F et P Prise de courant 2P+T	u	24		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	867		
F et P de plinthe	ml	459		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	689		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	1 515		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	691		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	173		
Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	173		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC SALLES DE CLASSE HTVA				
B- Bloc Administratif				
I-TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE				
Fouilles en rigoles	m3	6		
Fouilles en puits	m3	14		
Remblais contre fondation en terre de remblais	m3	16		
Evacuation des déblais excédentaires	m3	4		
Béton de propreté pour semelles isolées et soubassement	m3	1		
Béton armé pour semelles isolées et amorces poteaux en fondation y/c coffrage et	m3	1		

ferrailage				
Béton armé pour longrines y/c coffrage et ferrailage	m3	1		
Dallage armé aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	68		
Remblais sous dallage de 20 cm	m3	14		
Film polyane sous dallage	m ²	77		
Soubassement en agglos pleins de 15	m ²	19		
Emmarchement d'accès pour terrasse d'entrée et rampe handicapé comprenant:		-		
a/ Béton de propreté pour véranda	m3	0,28		
b/ Soubassement en agglos pleins de 15 cm pour véranda	m ²	7		
c/ Remblais en sable d'apport sous véranda, marche et rampe	m3	4		
d/ Marche pour rampe et chaînage en béton armé	m3	1		
e) Dallage armé véranda aux treillis soudé de 12 cm d'épaisseur	m ²	16		
Revers d'eau en béton armé de 45 cm avec bèche de 35 cm sans chape	m ²	10		
Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux linteaux, chaînage hauts, appuis fenêtres et dalle de placards en béton armé	m3	4		
Maçonnerie agglos creux de 15	m ²	134		
Maçonnerie agglos creux de 15 pour acrotère	m ²	3		
Maçonnerie agglos creux de 10 pour placard	m ²	2		
Enduit mortier intérieur lisse au ciment épaisseur 0,015	m ²	134		
Enduit extérieur tyrolien	m ²	118		
Enduit lisse au ciment pour tableaux épaisseur 0,03	m ²	15		
Béton moulé pour aération de comble sur face extérieure (30 x 30) y/c grillage en métal déployé	u	13		
Renformi sous placard de 8 cm d'épaisseur	m ²	1		
Total Terrassement - Gros Œuvre				
II-CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
F&P de pannes en IPE de:				
a-80	ml	91		

b-120	ml	20		
Fermette en double cornières 40x40x4 y/c fixations contreventement et toutes sujétions de pose	u	4		
F&P de solin d'étanchéité en pax alu pour acrotères	ml	25		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur IPE	m ²	76		
F&P de couverture en bac alu zinc 45/100 y/c toutes sujétions de fixations sur fermettes	m ²	16		
TOTAL CHARPENTE - COUVERTURE - ETANCHEITE				
III-MENUISERIE				
F&P de porte métallique persiennée au 2/3 tôlée sur les 2 faces de 0,90x2,20 (PM1)	u	2		
F&P de porte métallique pour placard de 1,00x2,20 à 2 ouvrant (PL1)	u	2		
F&P de fenêtres métalliques persiennées fixes de 1,20x1,20 (F3)	u	2		
sous Total Menuiserie				
IV-ELECTRICITE				
Raccordement au réseau électrique existant	ens	1		
Mise à la terre	ens	1		
F et P Fils et accessoires pour l'installation y/c toutes sujétions	ens	1		
F et P Interrupteur simple allumage	u	3		
F et P Interrupteur simple allumage étanche	u	3		
F et P Réglette fluorescente de 120	u	2		
F et P Réglette fluorescente de 60 étanche	u	1		
F et P Prise de courant 2P+T	u	3		
sous Total Electricité				
V-Carrelage				
F et P de carreaux grès cérame 30X30 pour sol salle et véranda	m ²	77		
F et P de plinthe	ml	41		
Sous Total Carrelage				
VI-PEINTURE				
Peinture glycérophtalique sur ouvrages métalliques y/c d'antirouille	m ²	61		
Peinture gylatex sur murs intérieurs	m ²	135		
Peinture à huile sur murs intérieurs pour soubassement ht=1,60m	m ²	62		
Enduit vinylique pour tableaux	m ²	15		

Peinture type ardoisine sur tableaux	m ²	15		
sous Total Peinture				
TOTAL BLOC ADMINISTRATIF HTVA				
DEVIS BLOC D'HYGIENE 6 BOX				
C- Bloc Hygiène				
I / TERRASSEMENT				
Fouilles en puits pour semelles isolées	m3	8		
Fouilles en rigole pour soubassement	m3	16		
Remblais provenant des fouilles	m3	38		
Remblais en sable d'apport de dune pour sous dallage	m3	14		
Evacuation des excédents de déblais	m3	54		
Sous total Terrassement				
II / FONDATION				
Béton de propreté dosé à 150 kg / m3	m3	2		
Béton A dosé à 350 kg / m3 pour semelles isolées y/ coffrage et armature	m3	1		
Béton dosé à 350 kg / m3 pour amorces poteaux y/c coffrage et armature	m3	0,66		
Soubassement en agglos pleins de 20	m ²	60		
Béton armé dosé à 350 kg / m3 pour longrines y/c coffrage et armature	m3	5		
Béton pour dallage sol ép 10 cm dosé à 250 kg / m3 +TS	m ²	70		
Béton armé dosé à 250 kg / m3 pour emmarchement et rampe pour handicapé y/c coffrage et armature	m3	1		
Revers d'eau	m ²	8,5		
Sous total Fondation				
II-1/ ELEVATIONS				
BA dosé à 350 kg / m3 pour poteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
BA dosé à 350 kg / m3 pour poutres, chainages rampant y/c coffrage et armature	m3	2,5		
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux y/c coffrage et armature	m3	1		
Claustras en béton moulé	m ²	18		
Maçonnerie en agglos creux de :				
- 20 x 20 x 40	m ²	200		
- 10 x 20 x 40	m ²	42		
Enduit lisse sur murs intérieurs	m ²	275		

Gobetis sur murs recevant faïences	m ²	82		
Enduit tyrolien après exécution couche d'accrochage	m ²	179		
Scellement et calfeutrement	ml	126		
Sous total Elévation				
Total Gros œuvre				
IV- CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE				
IV-1 : CHARPENTE METALLIQUE				
Fourniture et pose de charpente métallique constitué de :				
Ferme en IPN de 100 plus console	ml	15		
Panne en IPN de 80	ml	76		
IV-2: COUVERTURE				
Solin pour étanchéité	ml	54		
F et pose de tôle bac alu zinc y/c toutes sujétions de fixation	m ²	81		
Sous total Charpente métallique - Couverture				
-				
V : REVETEMENT SCELLES				
F et pose de carreaux grés cérame 30 x 30 dans toutes les pièces	m ²	72		
F et pose de carreaux faïence blanche 15 x 15 Ht 2,20 cm	m ²	217		
Sous total Revêtement scelles				
VI:MENUISERIES METALLIQUES				
Fourniture et pose de porte métallique semi-persiennée, ouvrant à la française Rep :PM2 90 x 2,2	u	2		
F+P de porte barre écharpe dim 70x2,00	u	6		
Sous total Menuiserie Métalliques				
VII: ELECTRICITE				
Tableau équipé	u	2		
Fils et accessoires pour l'installation	ens	2		
Fourniture et pose d'appareillage électrique :		-		
- Hublot étanche	u	10		
- Interrupteur SA	u	8		
Sous total Electricité				
VIII: PLOMBERIE SANITAIRE				
Distribution intérieur en PVC, cuivre, galva, etc	Ens	2		
Evacuation EU / EV	Ens	2		

Fourniture et pose d'appareils sanitaires :				
- WC à la turque	u	7		
- Chaise anglaise pour handicapé	u	2		
- lavabo en porcelaine complet +glace lavabo et porte papier	u	2		
urinoir complet en porcelainey/c carreaux faïence	u	6		
- Robinet d'arrêt	u	6		
Regard de visite 50x50x50 avec couvercle et cornière métallique	u	10		
Réalisation de fosse septique plus puisard	ens	2		
F+P de réservoir 2000l	u	2		
Robinet en laiton de diamètre 1/2	u	7		
Sous total Plomberie Sanitaire				
IX:PEINTURE				
Travaux préparatoires des surfaces	m ²	57		
2 couches de glycéro sur murs intérieurs	m ²	63		
3 couches de glycéro sur men bois et métal	m ²	51		
Sous total Peinture				
TOTAL POUR BLOC D'HYGIENE 6 BOXS HTVA				
D-Mur de clôture CEM KENYA				
Construction d'un mur de cloture (hauteur:2,00m)en agglos creux de 15 avec une épingle de 10cm y compris 1 couche d'enduit d'accrochage et 2 couches d'enduit tyrolien sur les deux faces avec un joint de dilatation tous les 18ml.	ml	500		
F+P d'un portail métallique tolée 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30 .dim:3,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM4)	u	1		
F+P d'un portail métallique tôle 15/10 sur les 2 faces sur cadre cornière de 40 et surmontée d'une grille en tube carré de 30. dim:1,00m x 2,00m y compris toutes les sujétions de pose (PM3)	U	1		
TOTAL MUR CEM HTVA				

Récapitulatif CEM 12 SDC KENYA

Désignation	Prix Total
12 Salles de classe	
1 Bloc administratif	
1 Bloc d'hygiène	
1 Mûr de clôture CEM (500m)	
TOTAL HTVA	

II.3.2 DEVIS REHABILITATION


Ecole JEAN KANDE
.xlsx


Ecole Ibou
Camara.xlsx


Ecole Lieutenant
Mankadian de Bignona

RECAPITULATIF GLOBAL LOT 3

NOTA IMPORTANT :

1. Les constructions neuves feront l'objet d'une tranche ferme
2. Les écoles à réhabiliter feront l'objet d'une tranche conditionnelle

DESIGNATION	PRIX TOTAL
1-TRANCHE FERME :	
CONSTRUCTION NEUVE	
ECOLE ELEMENTAIRE 6 SDC TALLY BOUBESS	
ECOLE FRANCO ARABE 6 SDC MAHMOUDA CHERIF	
ECOLE FRANCO ARABE BIGNONA 8 SDC	
CEM KENYA 12 SDC	
TOTAL HTVA (1)	
TVA	
TOTAL TTC	

2-TRANCHE CONDITIONNELLE REHABILITATION	
ECOLE JEAN KANDE	
ECOLE IBOU CAMARA	
ECOLE LIEUTENANT MANKADIANG	
TVA (2)	
TOTAL TTC	

Formulaire G : Critères environnementaux et Genre (A remplir obligatoirement par tous les soumissionnaires)

Critères environnementaux et Genre		
Autres informations concernant les critères environnementaux et de Genre:	Vos réponses	
	<i>Si Oui, prière donner une brève description</i>	<i>Si non, prière donner les dispositions en cours pour s'y conformer</i>
Votre entreprise a – t- elle une politique environnementale formelle?		
Avez-vous mis en place un système de gestion environnementale? Est-il certifié par la norme ISO 14001?		
Avez-vous une politique d'entreprise qui aborde spécifiquement les inégalités de genre, comme une politique de promotion spéciale de la main-d'œuvre féminine?		
Utilisez-vous ou avez-vous l'intention d'utiliser des sources d'énergie renouvelables dans le cadre de ce contrat?		
Avez-vous un programme de recyclage pour votre entreprise?		
Avez-vous investi dans des activités de développement communautaire?		
Pouvez-vous confirmer que votre entreprise n'a jamais été poursuivie pour violation de la législation environnementale dans les trois dernières années? ts		
Les matériaux à utiliser dans le cadre de ce contrat proviennent elles de sources légales et gérées de manière durable?		
Est-ce que votre organisation conserve des dossiers sur les dangers environnementaux potentiels et des stratégies d'atténuation des systèmes en place pour réduire les risques environnementaux tels que les cancérigènes, irritants?		
L'emballage des matériaux à acheter dans le cadre de ce contrat sont-ils recyclés ou recyclables?		

SECTION 7 : FORMULAIRE DE GARANTIE DE SOUMISSION

(Ceci doit être finalisé sur le papier à en-tête officiel de la banque émettrice. Sous réserve des espaces prévus à cet effet, aucune modification ne peut être apportée au présent modèle.)

Modèle de garantie de soumission (garantie bancaire)

AON No : _____ [Insérer le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres].
 Garant : _____ [Nom et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]
 Bénéficiaire : _____ [Insérer le nom et l'adresse du Maître d'Ouvrage : PUDC]
 Date : _____ [Insérer la date d'émission]
 Garantie de soumission No. : _____ [insérer le numéro de référence de la garantie]

Nous avons été informés que _____ [insérer le nom du Soumissionnaire, et en cas de groupement, insérer le nom du groupement (légalement constitué ou en voie de constitution), ou les noms de ses membres] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a soumis ou a l'intention de soumettre au Bénéficiaire une offre (ci-après dénommée « l'Offre») pour l'exécution de _____ [insérer la description des travaux] et a déposé sa soumission au titre de l'Appel d'Offres national (AON) No. _____ .

Nous comprenons qu'en vertu des conditions du Bénéficiaire, les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement irrévocable de payer à première demande au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres] à la réception d'une demande conforme présentée par le Bénéficiaire; votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

a retiré son Offre pendant la période de validité de l'Offre qu'il a spécifiée dans le Formulaire de Soumission (« période de validité de l'offre »), ou pendant toute prolongation de la période de validité de l'offre qu'il aura effectuée ; ou bien

s'étant vu notifier l'acceptation de son Offre par le Bénéficiaire pendant la période de validité de l'offre ou toute prolongation qu'il y aura effectué :

ne signe pas le Marché, s'il est tenu de le faire ; ou
 s'il n'accepte pas les modifications de son offre suite à la correction des erreurs de calcul ; ou
 ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires (« IS ») du dossier d'appel d'offres.

La présente garantie expire :

(a) Si le marché est attribué au Donneur d'ordre, lorsque nous recevons une copie du marché

signé par le Donneur d'ordre et de la garantie de bonne exécution du marché émise au nom du Bénéficiaire, selon les instructions du Donneur d'ordre ; ou

(b) Si le marché n'est pas attribué au Donneur d'ordre, à la première des dates suivantes :
la date à laquelle nous recevrons copie de la notification du Bénéficiaire au Donneur d'ordre du résultat de l'appel d'offres, ou
vingt-huit (28) jours suivant l'expiration du délai de validité de l'offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue au plus tard à cette date et à l'adresse mentionnée ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

Signature

SECTION 8 : FORMULAIRE DE GARANTIE DE BONNE EXECUTION

Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)

Date : _____

Appel d'offres n°: _____

Bénéficiaire : _____ PUDC

Date : _____

Caution no. : _____

Nous soussignés _____ [nom et adresse de l'organisme de caution]

Déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de _____ [indiquer le nom et l'adresse complète de l'Entrepreneur titulaire du marché] (ci-après dénommé « le Titulaire ») pour le montant de la caution de bonne exécution à laquelle le Titulaire est assujéti en qualité de titulaire du Marché no. _____ en date du _____ conclu avec _____ [nom et adresse du Maître de l'Ouvrage], ci-après dénommé « le Bénéficiaire », pour l'exécution de _____ [description des travaux] (ci-après dénommé « le Marché ») conclu en date du _____ [insérer la date du Marché].

Ladite caution s'élève à _____¹.

Nous nous engageons **sans condition, irrévocablement et à première demande** à effectuer sur demande de paiement du Bénéficiaire adressée par courrier avec accusé de réception reçue au plus tard à la date d'expiration mentionnée ci-après, et ce jusqu'à concurrence de la somme garantie ci-dessus le versement des sommes dont le Titulaire serait débiteur au titre du Marché du fait de la non-exécution de ses obligations contractuelles. Le présent engagement sera réduit pour moitié sur présentation du procès-verbal de réception provisoire et demeurera valable jusqu'au trentième jour suivant la date de délivrance du procès-verbal de réception définitive.

SIGNATURE et authentification du signataire _____

Nom et adresse de l'organisme de caution _____

¹ L'organisme de caution doit insérer un montant représentant le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l'Ouvrage.

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d'en faciliter la préparation

[les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du soumissionnaire dans tout pays éligibles seront admissibles]

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

SECTION 9 : FORMULAIRE DE GARANTIE DE RESTITUTION D'AVANCE

(Ceci doit être finalisé sur le papier à en-tête officiel de la banque émettrice. Sous réserve des espaces prévus à cet effet, aucune modification ne peut être apportée au présent modèle.)

Garant : _____ [nom de la banque et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse du Maître de l'Ouvrage]

Date : _____

Garantie de restitution d'avance No . :

Nous avons été informés que _____ [nom de l'Entrepreneur] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a conclu le Marché No. _____ avec le Bénéficiaire en date du _____ pour l'exécution _____ [nom du marché et description des travaux] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance d'un montant de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres] est versée contre une garantie de restitution d'avance.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement sans **condition, irrévocablement** et à **première demande** de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]² _____. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

- (a) n'a pas utilisé l'avance à d'autres fins que les prestations faisant l'objet du Marché; ou bien
- (b) n'a pas remboursé l'avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d'ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l'avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d'offre portant le numéro _____ à _____ [nom et adresse de la banque].

² *Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l'avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l'avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l'Ouvrage.*

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l'avance effectués par le Donneur d'ordre tels qu'ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée.

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes: à la réception d'une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l'exclusion des Sommes provisionnelles) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : ____.³ En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, à l'exception de leur Article 15 (a) dont l'application est expressément écartée.

[Signature]

Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d'en faciliter la préparation

³ *Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Bénéficiaire (Maître de l'Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l'adjonction, à la fin de l'avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant s'engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »*

SECTION 10 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET GENERALES (CCAG) ET CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

TABLE DES MATIERES

A. Généralités.....	Error! Bookmark not defined.
1. Champ d'application	227
2. Définitions, interprétation	227
3. Intervenants au Marché.....	229
4. Pièces contractuelles	231
5. Obligations générales	233
6. Garanties de bonne exécution et de parfait achèvement - Retenue de garantie - Responsabilité - Assurances	239
7. Décompte de délais - Formes des notifications	242
8. Propriété industrielle ou commerciale	243
9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	244
B. Prix et règlement des comptes.....	249
10. Contenu et caractère des prix.....	249
11. Rémunération de l'Entrepreneur.....	256
12. Constatations et constats contradictoires	258
13. Modalités de règlement des comptes	259
14. Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus	265
15. Augmentation dans la masse des travaux	266
16. Diminution de la masse des travaux.....	267
17. Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage	267
18. Pertes et avaries - Force majeure	268
C. Délais	269
19. Fixation et prolongation des délais.....	269
20. Pénalités, primes et retenues	271
D. Réalisation des ouvrages	272
21. Provenance des fournitures, équipements, matériels, matériaux et produits.....	272
22. Lieux d'extraction ou emprunt des matériaux	272
23. Qualité des matériaux et produits Application des normes.....	273
24. Vérification qualitative des matériaux et produits - Essais et épreuves	274
25. Vérification quantitative des matériaux et produits	276
26. Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage dans le cadre du Marché	276

27.	Implantation des ouvrages	278
28.	Préparation des travaux.....	279
29.	Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	280
30.	Modifications apportées aux dispositions techniques	281
31.	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	281
32.	Engins explosifs de guerre	287
33.	Matériaux, objets et vestiges trouvés sur les chantiers	287
34.	Dégradations causées aux voies publiques	288
35.	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	289
36.	Réservé.....	289
37.	Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi	289
38.	Essais et contrôle des ouvrages	289
39.	Vices de construction.....	289
40.	Documents fournis après exécution.....	290
E. Réception et Garanties.....		290
41.	Réception provisoire.....	290
42.	Réception définitive.....	293
43.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	294
44.	Garanties contractuelles.....	294
45.	Garantie légale.....	296
F. Résiliation du Marché - Interruption des Travaux		296
46.	Résiliation du Marché	296
47.	Décès, incapacité, règlement judiciaire ou liquidation des biens de l'Entrepreneur.....	297
48.	Ajournement des travaux	298
G. Mesures coercitives - Règlement des différends et des litiges - Entrée en vigueur		299
49.	Mesures coercitives	299
50.	Règlement des différends et des litiges.....	300
51.	Droit applicable et changement dans la réglementation.....	304
52.	Entrée en vigueur du Marché	304

A. Généralités

1. Champ d'application

1.1 Les présentes Clauses administratives générales s'appliquent à tous les marchés de travaux qui sont en tout ou en partie financés par la Banque Islamique de Développement (BIsD) et à tout autre marché qui y fait expressément référence. Elles remplacent et annulent les Cahiers des Clauses administratives générales applicables, le cas échéant, en vertu de la réglementation en vigueur.

Il ne peut y être dérogé qu'à la condition que les articles, paragraphes et alinéas auxquels il est dérogé soient expressément indiqués ou récapitulés dans le Cahier des Clauses administratives particulières.

2. Définitions, interprétation

2.1 Définitions

Au sens du présent document :

“Marché” désigne l'ensemble des droits et obligations souscrits par les parties au titre de la réalisation des travaux. Les documents et pièces contractuelles sont énumérés à l'Article 4.2. du CCAG.

“Montant du Marché” désigne la somme des prix de base définis au paragraphe 13.1.1 du CCAG.

“Maître de l'Ouvrage” désigne la division administrative, l'entité ou la personne morale pour le compte de laquelle les travaux sont exécutés et dont l'identification complète figure au Cahier des Clauses administratives particulières.

“Chef de Projet” désigne le représentant légal du Maître de l'Ouvrage au cours de l'exécution du Marché.

“Maître d'Œuvre” désigne la personne physique ou morale qui, pour sa compétence technique, est chargée par le Maître de l'Ouvrage de diriger et de contrôler l'exécution des travaux et de proposer leur réception et leur règlement; si le Maître d'Œuvre est une personne morale, il désigne également la personne physique qui a seule qualité pour le représenter, notamment pour signer les ordres de service.

“L'Entrepreneur” désigne la personne morale dont l'offre a été acceptée par le Maître de l'Ouvrage.

« La Banque » désigne l'institution financière multilatérale, visée au Cahier des Clauses Administratives Particulières, qui apporte son

concours financier au Maître de l’Ouvrage pour le financement des travaux du Marché.

“Site” désigne l’ensemble des terrains sur lesquels seront réalisés les travaux et les ouvrages ainsi que l’ensemble des terrains nécessaires aux installations de chantier et comprenant les voies d’accès spéciales ainsi que tous autres lieux spécifiquement désignés dans le Marché.

“Cahier des Clauses administratives particulières” (CCAP) signifie le document établi par le Maître de l’Ouvrage faisant partie du Dossier d’Appel d’Offres, modifié en tant que de besoin et inclus dans les pièces constitutives du Marché; il est référé ci-après sous le nom de CCAP et comprend :

- a) les modifications au présent Cahier des Clauses administratives générales (CCAG);
- b) les dispositions contractuelles spécifiques à chaque Marché.

“Ordre de service” signifie toute instruction écrite donnée par le Maître d’Œuvre à l’Entrepreneur concernant l’exécution du Marché.

“Sous-traitant” désigne la ou les personnes morales chargées par l’Entrepreneur de réaliser une partie des travaux.

“Conciliateur” désigne la personne nommée conjointement par le Maître de l’Ouvrage et l’Entrepreneur pour exercer les fonctions décrites à l’Article 50 du CCAG. Son nom est mentionné dans l’Acte d’engagement.

Le sigle « ESHS » se réfère aux exigences environnementales, sociales (y compris les dispositions sur l’exploitation et les abus sexuels (EAS) et les violences à caractère sexiste (VCS)), hygiène et sécurité.

2.2. Interprétation

2.2.1 Les titres et sous-titres du présent Cahier sont exclusivement destinés à en faciliter l’usage mais ne possèdent aucune valeur contractuelle.

2.2.2 Les mots désignant des personnes ou les parties peuvent englober également des sociétés, entreprises et toute organisation ou groupement ayant une personnalité juridique.

2.2.3 Les mots comportant le singulier seulement doivent également s'entendre au pluriel et réciproquement selon le contexte.

3. Intervenants au Marché

3.1 Désignation des Intervenants

3.1.1 Le **CCAP** désigne le Maître de l'Ouvrage, le Chef de Projet et le Maître d'Œuvre.

3.1.2 La soumission de l'Entrepreneur (ci-après la « Soumission ») comprend toutes les indications nécessaires ou utiles à l'identification de l'Entrepreneur et de son ou ses représentants légaux.

3.2 Entrepreneurs groupés

3.2.1 Au sens du présent document, des Entrepreneurs sont considérés comme groupés s'ils ont souscrit un Acte d'engagement unique.

3.2.2 Les Entrepreneurs groupés sont toujours solidaires : dès lors, chacun d'entre eux est engagé pour la totalité du Marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. L'un d'entre eux, désigné dans l'Acte d'engagement comme mandataire commun, représente l'ensemble des Entrepreneurs, vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage, du Chef de Projet et du Maître d'Œuvre, pour l'exécution du Marché.

3.3 Cession, délégation, sous-traitance

3.3.1 Sauf accord préalable du Maître de l'Ouvrage, l'Entrepreneur ne peut en aucun cas céder ou déléguer tout ou partie du Marché, à l'exception d'une cession ou délégation aux assureurs de l'Entrepreneur (dans le cas où les assureurs ont dégagé l'Entrepreneur de toute perte en responsabilité) de son droit à obtenir réparation de la part d'une partie responsable.

3.3.2 L'Entrepreneur ne peut sous-traiter l'intégralité de son Marché. Il peut, toutefois, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché à condition d'avoir obtenu l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage, laquelle est réputée obtenue pour tout sous-traitant désigné dans le Marché et, lorsque la sous-traitance projetée est supérieure à dix (10) pour cent du Montant du Marché, des autorités dont l'approbation est nécessaire à l'entrée en vigueur du Marché. Dans tous les cas, l'Entrepreneur reste pleinement responsable des actes, défaillances et négligences des sous-traitants, de leurs représentants, employés ou ouvriers aussi pleinement que s'il

s'agissait de ses propres actes, défaillances ou négligences ou de ceux de ses propres représentants, employés ou ouvriers.

3.3.3 Les sous-traitants ne peuvent être acceptés que s'ils ont justifié avoir contracté les assurances garantissant pleinement leur responsabilité conformément à l'Article 6 du CCAG.

3.3.4 Dès que l'acceptation et l'agrément ont été obtenus, l'Entrepreneur fait connaître au Chef de Projet le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant et le domicile élu par ce dernier à proximité des travaux.

3.3.5 Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant par le Maître de l'Ouvrage expose l'Entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'Article 49 du CCAG.

3.4 Représentant de l'Entrepreneur

Dès l'entrée en vigueur du Marché, l'Entrepreneur confirme l'identité de son représentant, c'est-à-dire de la personne physique qui le représente vis-à-vis du Maître d'Œuvre, du Chef de Projet et du Maître de l'Ouvrage pour tout ce qui concerne l'exécution du Marché; cette personne, chargée de la conduite des travaux, doit disposer de pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires. A défaut d'une telle désignation, l'Entrepreneur, ou son représentant légal, est réputé personnellement chargé de la conduite des travaux.

3.5 Domicile de l'Entrepreneur

3.5.1 L'Entrepreneur est tenu d'élire domicile à proximité des travaux et de faire connaître l'adresse de ce domicile au Chef de Projet, au Maître d'Œuvre et au Maître de l'Ouvrage. Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification du Marché, toutes les notifications qui se rapportent au Marché seront valables lorsqu'elles ont été faites à l'adresse du site principal des travaux.

3.5.2 Après la réception provisoire des travaux, l'Entrepreneur est relevé de l'obligation indiquée à l'alinéa qui précède; toute notification lui est alors valablement faite au domicile ou au siège social mentionné dans l'Acte d'engagement.

3.6 Modification de l'entreprise

L'Entrepreneur est tenu de notifier immédiatement au Chef de Projet les modifications à son entreprise survenant au cours de l'exécution du Marché, qui se rapportent :

- a) aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise;
- b) à la forme de l'entreprise;
- c) à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination;
- d) à l'adresse du siège de l'entreprise;
- e) au capital social de l'entreprise;

et, généralement, toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise.

4. Pièces contractuelles

4.1 Langue

Les documents contractuels sont rédigés en la langue spécifiée dans le **CCAP**. La correspondance, les instructions et les ordres de services devront être rédigés ou donnés dans cette langue.

4.2 Pièces constitutives du Marché - Ordre de priorité

Les pièces contractuelles constituant le Marché comprennent :

- a) la Lettre de marché et l'Acte d'engagement dûment signés;
- b) la Soumission et ses annexes;
- c) le Cahier des Clauses administratives particulières;
- d) les spécifications ou conditions techniques particulières contenant la description et les caractéristiques des ouvrages telles que stipulées dans les Spécifications techniques;
- e) les documents tels que plans, notes de calculs, cahier des sondages, dossier géotechnique lorsque ces pièces sont mentionnées dans le **CCAP**;
- f) le Bordereau des prix unitaires ou la série de prix qui en tient lieu ainsi que, le cas échéant, l'état des prix forfaitaires si le Marché en prévoit;
- g) le Détail quantitatif et estimatif, sous réserve de la même exception que ci-dessus;

- h) la décomposition des prix forfaitaires et les sous détails de prix unitaires, lorsque ces pièces sont mentionnées comme pièces contractuelles dans le **CCAP**;
- i) le Cahier des Clauses administratives générales; et
- j) les spécifications techniques générales applicables aux prestations faisant l'objet du Marché telles que stipulées dans les Spécifications techniques ainsi que tout autre document du même type visé au **CCAP**.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du Marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

4.3 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du Marché

Après sa conclusion, le Marché n'est susceptible d'être modifié que par la conclusion d'avenants écrits soumis à la même procédure que celle du Marché. Par modification au sens du présent paragraphe, on entend un changement qui ne découle pas de la mise en œuvre des termes du Marché ou de la réglementation en vigueur dont le changement est, le cas échéant, pris en compte dans les conditions prévues à l'Article 51.3 du CCAG. Ceci comprend, si cela est prévu au **CCAP**, une modification éventuelle du Marché résultant d'une proposition fondée sur l'analyse de la valeur adoptée par accord entre les Parties.

4.4 Plans et documents fournis par le Maître de l'Ouvrage

4.4.1 Deux (2) exemplaires des plans préparés par le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre sont fournis à l'Entrepreneur gratuitement. L'Entrepreneur est chargé de reproduire à ses propres frais tout autre exemplaire dont il peut avoir besoin. Sauf dans les cas où cela s'avère strictement nécessaire pour l'exécution du Marché, les plans, les spécifications et tous autres documents fournis par le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre ne devront pas, sans l'accord du Chef de Projet, être utilisés ou communiqués à des tiers par l'Entrepreneur. Lors de la réception provisoire, l'Entrepreneur rendra au Chef de Projet tous les plans qui lui ont été fournis dans le cadre du Marché.

4.4.2 L'Entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre trois (3) exemplaires dont un (1) sur calque, ou électroniquement reproductible, selon le cas, de tous les plans et autres documents dont la réalisation est à sa charge au titre du

Marché ainsi qu'un (1) exemplaire reproductible de tout document dont la reproduction par photocopie ne peut pas être d'aussi bonne qualité que l'original.

4.4.3 Un (1) exemplaire des plans, fourni à l'Entrepreneur ou réalisé par lui dans les conditions prévues aux alinéas 4.1 et 4.2 du présent Article sera conservé par l'Entrepreneur sur le chantier afin d'être contrôlé et utilisé par le Maître d'Œuvre.

4.4.4 L'Entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'Œuvre par écrit, avec copie au Chef de Projet, chaque fois que le programme ou le calendrier d'exécution des travaux est susceptible d'être retardé ou interrompu si le Maître d'Œuvre ou le Chef de Projet ne délivre pas dans un délai raisonnable un plan, un ordre de service ou toute autre instruction nécessaire à l'exécution des Travaux qu'il est tenu de transmettre à l'Entrepreneur. La notification de l'Entrepreneur doit préciser les caractéristiques des documents requis et les dates de remise de ces documents.

4.4.5 Dans le cas où des retards du Maître de l'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre dans la remise ou l'approbation des plans ou la délivrance d'un ordre de service ou de toute autre instruction portent préjudice à l'Entrepreneur, ce dernier aura droit à réparation de ce préjudice sauf dans le cas où ces retards sont eux-mêmes causés par une défaillance de l'Entrepreneur dans la remise au Maître d'Œuvre ou au Maître de l'Ouvrage d'informations, plans ou documents qu'il est tenu de lui fournir.

5. Obligations générales

5.1 Adéquation de l'Offre

5.1.1 L'Entrepreneur est réputé avoir remis une offre complète basée sur des prix unitaires ainsi que des prix forfaitaires si le Marché en prévoit, qui sont, sauf dispositions contraires du Marché, réputés couvrir l'ensemble de ses obligations au titre du Marché et des sujétions nécessaires à la bonne et complète exécution des travaux et à la réparation des vices de construction ou reprise des malfaçons, plus amplement décrite à l'Article 10.1 du CCAG.

5.1.2 L'Entrepreneur est réputé avoir inspecté et examiné le site et ses environs et avoir pris connaissance et analysé les données disponibles s'y rapportant avant de remettre son offre, notamment en ce qui concerne :

- a) la topographie du site et la nature du chantier, y compris les conditions du sous-sol;
- b) les conditions hydrologiques et climatiques;
- c) l'étendue et la nature des travaux et des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux et à la réparation des vices de construction ou reprise des malfaçons;
- d) les moyens d'accès au Site et les installations matérielles dont il peut avoir besoin.

En règle générale, il est considéré avoir obtenu toutes les informations nécessaires relatives aux risques, aléas et à tout élément susceptible d'affecter ou d'influer sur son Offre, en l'absence d'une disposition contraire dans les Spécifications techniques.

5.2 Exécution conforme au Marché

L'Entrepreneur doit entreprendre les études d'exécution, dans les limites des dispositions du Marché, l'exécution complète des travaux et doit remédier aux désordres ou malfaçons, conformément aux dispositions du Marché. L'Entrepreneur doit diriger les travaux, fournir la main-d'œuvre, les matériaux, le matériel, les équipements, ainsi que les ouvrages provisoires requis pour l'exécution et l'achèvement des travaux et la reprise des désordres et malfaçons.

5.3 Respect des lois et règlements

L'Entrepreneur doit se conformer en tous points aux dispositions de la réglementation en vigueur ayant trait à l'exécution des travaux et à la reprise des malfaçons.

5.4 Confidentialité

L'Entrepreneur est tenu à une obligation de confidentialité en ce qui concerne le Marché et les pièces contractuelles qui s'y rapportent. Cette même obligation s'applique à toute information, de quelque nature que ce soit, qui ne soit pas déjà rendue publique, dont lui-même, son personnel et ses sous-traitants auraient pu prendre connaissance à l'occasion de la réalisation du Marché. Il ne pourra en aucun cas publier ou révéler de telles informations sans avoir obtenu l'accord écrit et préalable du Chef de Projet, et seulement dans les limites strictement nécessaires à la bonne exécution du Marché.

5.5 Procédés et méthodes de construction

L'Entrepreneur est entièrement responsable de l'adéquation, de la stabilité et de la sécurité de tous les procédés et méthodes de construction employées pour la réalisation des ouvrages.

5.6 Convocation de l'Entrepreneur - Rendez-vous de chantier

L'Entrepreneur ou son représentant se rend dans les bureaux du Maître d'Œuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis: il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants. En cas d'Entrepreneurs groupés, l'obligation qui précède s'applique au mandataire commun; il peut être accompagné, s'il y a lieu, des autres entrepreneurs et sous-traitants.

5.7 Ordres de service

5.7.1 Les ordres de service sont écrits; ils sont signés par le Maître d'Œuvre, datés et numérotés. Ils sont adressés par courrier, remise en main propre, en deux (2) exemplaires ou par courrier électronique conformément aux dispositions du **CCAP** à l'Entrepreneur; celui-ci renvoie immédiatement au Maître d'Œuvre l'un des deux exemplaires (le cas échéant) après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Le premier ordre de service est transmis à l'Entrepreneur le jour de l'entrée en vigueur du Marché.

5.7.2 Lorsque l'Entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au Maître d'Œuvre dans un délai de quinze (15) jours calculé dans les conditions prévues à l'Article 7 du CCAG. A l'exception des cas prévus à l'Article 14.1 du CCAG, l'Entrepreneur se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

5.7.3 Les ordres de service relatifs à des travaux sous-traités sont adressés à l'Entrepreneur qui a, seul, qualité pour présenter des réserves.

5.7.4 En cas d'Entrepreneurs groupés, les ordres de services sont adressés au mandataire commun qui a, seul, qualité pour présenter des réserves.

5.8 Arrangements financiers du Maître de l'Ouvrage et estimations trimestrielles des engagements correspondants

5.8.1 Le Maître de l’Ouvrage fournira à l’Entrepreneur, avant la Date d’entrée en vigueur définie à l’Article 52.1 du CCAG et, par la suite, dans les 30 jours suivant la réception de toute demande de l’Entrepreneur à cet effet, les éléments justifiant que le Maître de l’Ouvrage a mis en place, maintenu et/ou adapté les arrangements financiers lui permettant de payer ponctuellement les sommes dues à l’Entrepreneur au titre du Marché, telles que raisonnablement évaluées à la date en cause en tenant compte, le cas échéant, de l’impact des révisions de prix, des travaux non prévus, modificatifs ou supplémentaires et des circonstances imprévues.

Le Maître de l’Ouvrage n’apportera pas de modifications limitant ces arrangements financiers sans en avoir préalablement informé l’Entrepreneur par écrit de manière détaillée.

En outre, si la BIsD a notifié au Maître de l’Ouvrage (ou au Bénéficiaire ayant rétrocédé au Maître de l’Ouvrage le bénéfice du concours de la BIsD) la suspension de ses décaissements au titre du Marché, le Maître de l’Ouvrage notifiera à l’Entrepreneur cette suspension en précisant ses modalités (notamment les dates de réception et d’effet de la notification de la BIsD), avec copie au Maître d’Œuvre, dans les 7 jours suivant la réception de la notification de la BIsD par le Bénéficiaire. Si des arrangements financiers de remplacement, équivalents à ceux de la BIsD, peuvent être dûment mis en place par le Maître de l’Ouvrage dans les 60 jours d’émission de la notification de la BIsD, pour lui permettre d’assurer le paiement effectif des sommes revenant à l’Entrepreneur à compter de l’expiration de ce délai, le Maître de l’Ouvrage informera préalablement l’Entrepreneur, par écrit et de manière détaillée, de ces nouveaux arrangements.

Dans le cas contraire, le Maître de l’Ouvrage proposera à l’Entrepreneur, avant l’expiration de la moitié du délai précité, de négocier les modalités de la diminution ou du ralentissement ou de l’interruption des travaux, comme il sera le plus approprié.

5.8.2 L’Entrepreneur doit, dans le délai stipulé au **CCAP**, fournir au Maître d’Œuvre une estimation trimestrielle détaillée des engagements financiers du Maître de l’Ouvrage comportant tous les paiements auxquels l’Entrepreneur aura droit au titre du Marché. Il s’engage,

en outre, à fournir au Maître d'Œuvre, sur simple demande de celui-ci des estimations révisées de ces engagements.

5.9 Personnel de l'Entrepreneur

5.9.1 L'Entrepreneur emploiera sur le site, en vue de l'exécution des travaux et de la reprise des malfaçons : (a) uniquement des techniciens compétents et expérimentés dans leurs spécialités respectives ainsi que les contremaîtres et chefs d'équipe capables d'assurer la bonne surveillance des travaux, et (b) une main-d'œuvre qualifiée, semi qualifiée et non qualifiée permettant la bonne réalisation de toutes ses obligations dans le cadre du Marché et dans le strict respect des délais d'exécution.

5.9.2 Si le Chef de Projet demande à l'Entrepreneur de relever de ses fonctions une personne qui fait partie de son personnel ou de sa main-d'œuvre en indiquant le motif, l'Entrepreneur doit s'assurer que la personne quitte le Site dans les sept jours et n'ait plus de rapport avec les activités du Marché.

5.9.3 Si le Maître de l'Ouvrage, le Chef de Projet ou l'Entrepreneur déterminent qu'un employé de l'Entrepreneur s'est livré à des pratiques de corruption, ou des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives durant la réalisation des Travaux, cet employé sera relevé de ses fonctions en conformité avec l'alinéa 5.9.2 ci-avant.

5.10 Sécurité des personnes et des biens et protection de l'environnement

L'Entrepreneur doit, pendant le délai d'exécution des ouvrages et la période de garantie :

5.10.1 assurer la sécurité des personnes autorisées à être présentes sur le Site et maintenir ce dernier et les ouvrages (tant que ceux-ci ne sont pas réceptionnés ou occupés par le Maître de l'Ouvrage) en bon état, de manière à éviter tous risques pour les personnes,

5.10.2 fournir et entretenir à ses propres frais tous dispositifs d'éclairage, protection, clôture, alarme et gardiennage aux moments et aux endroits nécessaires ou requis par le Maître d'Œuvre, par toute autorité dûment constituée pour assurer, conformément à la réglementation en vigueur, la protection des travaux ou la sécurité et la commodité du public,

5.10.3 prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement tant sur le site qu'en dehors et pour éviter tous dégâts ou dommages aux personnes ou propriétés publiques ou autres qui résulteraient de la pollution, du bruit ou autres inconvénients résultant des méthodes mises en œuvre pour la réalisation des travaux.

5.11 Facilités et accès accordés aux autres entrepreneurs

5.11.1 L'Entrepreneur doit permettre l'accès au Site, pour l'exécution des obligations qui leur incombent :

- a) aux autres entrepreneurs employés par le Maître de l'Ouvrage et à leur personnel,
- b) au personnel du Maître de l'Ouvrage ou relevant d'une autre autorité et désigné par le Maître de l'Ouvrage.

5.11.2 Dans le cas où, en application de l'alinéa 5.11.1 ci-dessus, l'Entrepreneur est invité par ordre de service:

- a) à mettre à la disposition des autres entrepreneurs, du Maître d'Œuvre ou des tiers, des routes ou voies dont l'entretien est à la charge de l'Entrepreneur,
- b) à permettre à ces personnes d'utiliser les ouvrages provisoires ou l'équipement de l'Entrepreneur sur le Site,
- c) à leur fournir d'autres services,

de telles prestations seront assimilées à des ouvrages non prévus qui seront régis par les dispositions figurant à l'Article 14 ci-après.

5.12 Inspections et audit conduits par la BIsD

5.12.1 L'Entrepreneur devra maintenir, et fera tout effort raisonnable pour que ses sous-traitants et prestataires maintiennent des comptes et une documentation exacts et systématiques concernant les Travaux, dans une forme et des détails permettant d'identifier les coûts et la chronologie des modifications.

5.12.2 En conformité avec le paragraphe e de l'Annexe 1 du CCAG, l'Entrepreneur permettra et s'assurera que ses sous-traitants permettront à la BIsD et/ou les personnes qu'elle désignera d'inspecter le Site et d'examiner les

documents et pièces comptables relatifs à la soumission de l'Offre et à l'exécution du Marché et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par la BIsD. L'attention de l'Entrepreneur et de ses sous-traitants et prestataires est attirée sur l'Article 49.6 du CCAG qui prévoit, entre autres, que les actes visant à entraver concrètement l'exercice des droits d'inspection et d'audits de la BIsD prévus par l'alinéa 5.12.2 constituent des manœuvres passibles de sanctions imposées par la BIsD et éventuellement de résiliation (ainsi que de décision d'exclusion de participation à tout marché financé par la BIsD conformément aux procédures de sanctions applicables).

5.13 Fraude et Corruption :

5.13.1 La BIsD exige le respect de ses Directives en matière de lutte contre la fraude et la corruption et de ses règles et procédures de sanctions applicables, comme indiqué dans l'Annexe 1 au CCAG.

5.13.2 Le Maître de l'Ouvrage exige que l'Entrepreneur fournisse les informations relatives aux commissions et indemnités éventuelles versées ou à verser à des agents ou une autre partie en relation avec le processus de passation du Marché, de sélection, ou l'exécution du Marché. Ces informations doivent inclure au minimum le nom et l'adresse de l'agent ou autre partie, le montant et la monnaie, ainsi que le motif de la commission, indemnité ou paiement.

6. Garanties de bonne exécution et de parfait achèvement - Retenue de garantie - Responsabilité - Assurances

6.1 Garantie de bonne exécution, de parfait achèvement, et de restitution d'avance

6.1.1 L'Entrepreneur est tenu de fournir au Maître de l'Ouvrage une garantie bancaire de bonne exécution, conforme au modèle inclus dans le Dossier d'Appel d'Offres ou le Marché. Cette garantie sera transformée en Garantie de parfait achèvement pour la durée du délai de garantie.

La garantie est libellée dans la ou les monnaies dans lesquelles le Marché doit être payé et selon leurs proportions respectives ou dans une monnaie librement convertible acceptable au Maître de l'Ouvrage.

Cette garantie sera émise par une banque ou un organisme de caution qualifié sélectionné par l'Entrepreneur. Si la Garantie de bonne exécution est en forme de caution, cette dernière doit provenir d'un organisme de caution acceptable au Maître

de l'Ouvrage. Un organisme de caution situé en dehors du Pays du Maître de l'Ouvrage devra avoir un correspondant dans le Pays du Maître de l'Ouvrage. L'Entrepreneur devra être autorisé à soumettre des garanties bancaires directement émises par la banque de son choix située dans tout pays éligible.

En cas de prélèvement sur la garantie, pour quelque motif que ce soit, l'Entrepreneur doit aussitôt la reconstituer.

Le montant de la garantie de bonne exécution sera égal à un pourcentage du montant du Marché indiqué dans le **CCAP** mais qui ne pourra être inférieur à cinq (5) pour cent du Montant du Marché. Elle entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur du Marché.

Le montant de la garantie de bonne exécution sera réduit de moitié lors de la réception provisoire et deviendra la Garantie de parfait achèvement. La Garantie de parfait achèvement sera caduque de plein droit à la date de la réception définitive sauf dans le cas prévu à l'Article 42.2 du CCAG.

6.1.2 L'Entrepreneur fournira, en outre, au Maître de l'Ouvrage une garantie de restitution d'avance, conforme au modèle inclus dans le Dossier d'Appel d'Offres ou le Marché. Le montant de cette garantie sera égal au montant de l'avance forfaitaire et se réduira automatiquement et à due concurrence, au fur et à mesure de l'imputation de l'avance sur les acomptes. La garantie de restitution d'avance sera caduque de plein droit le jour de l'imputation de la dernière partie de l'avance sur un acompte contractuel.

6.2 Retenue de garantie

6.2.1 Une retenue de garantie sera prélevée, par ailleurs, sur tous les montants à régler à l'Entrepreneur; elle sera égale à un pourcentage indiqué dans le **CCAP** mais qui ne pourra être supérieur à dix (10) pour cent du Montant du Marché.

6.2.2 Les montants retenus seront libérés pour moitié lors de la réception provisoire. Le solde sera libéré dans les mêmes conditions que celles prévues pour la Garantie de parfait achèvement. Dans tous les cas, le montant cumulé de la Garantie de parfait achèvement et de la Retenue de garantie

telle que réduite lors de la réception provisoire ne dépassera pas 5% du Montant du Marché.

6.2.3 Le remplacement du solde par une garantie bancaire s'effectuera de plein droit à la demande de l'Entrepreneur à la date où la Réception provisoire sera prononcée.

6.3 Responsabilité - Assurances

6.3.1 Nonobstant les obligations d'assurances imposées ci-après, l'Entrepreneur est et demeure seul responsable et garantit le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre contre toute réclamation émanant de tiers, pour la réparation de préjudices de toute nature, ou de lésions corporelles survenus à raison de la réalisation du présent Marché par l'Entrepreneur, ses sous-traitants et leurs employés.

L'Entrepreneur est tenu de souscrire au minimum les assurances figurant aux paragraphes 3.2 à 3.5 du présent Article et pour les montants minima spécifiés au **CCAP**.

6.3.2 Assurance des risques causés à des tiers

L'Entrepreneur souscrira une assurance de responsabilité civile couvrant les dommages corporels et matériels pouvant être causés à des tiers à raison de l'exécution des travaux ainsi que pendant le délai de garantie. La police d'assurance doit spécifier que le personnel du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ainsi que celui d'autres entreprises se trouvant sur le chantier sont considérés comme des tiers au titre de cette assurance, qui doit être illimitée pour les dommages corporels.

6.3.3 Assurance des accidents du travail

L'Entrepreneur souscrira, en conformité avec la réglementation applicable, les assurances nécessaires à cet effet. Il veillera à ce que ses sous-traitants agissent de même. Il garantit le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'Œuvre contre tous recours que son personnel ou celui de ses sous-traitants pourrait exercer à cet égard. Pour son personnel permanent expatrié, le cas échéant, l'Entrepreneur se conformera en outre à la législation et la réglementation applicable du pays d'origine.

6.3.4 Assurance couvrant les risques de chantier

L'Entrepreneur souscrira une assurance "Tous risques chantier" au bénéfice conjoint de lui-même, de ses sous-traitants, du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre. Cette assurance couvrira l'ensemble des dommages matériels auxquels peuvent être soumis les ouvrages objet du Marché, y compris les dommages dus à un vice ou à un défaut de conception, de plans, de matériaux de construction ou de mise en œuvre dont l'Entrepreneur est responsable au titre du Marché et les dommages dus à des événements naturels. Cette assurance couvrira également les dommages causés aux biens et propriétés existantes du Maître de l'Ouvrage.

6.3.5 Assurance de la responsabilité décennale

L'Entrepreneur souscrira une assurance couvrant intégralement sa responsabilité décennale, susceptible d'être mise en jeu à l'occasion de la réalisation du Marché.

6.3.6 Souscription et production des polices

Les assurances figurant aux paragraphes 3.2 à 3.4 du présent Article devront être présentées par l'Entrepreneur au Chef de Projet pour approbation puis souscrites par l'Entrepreneur avant tout commencement des travaux.

L'Entrepreneur souscrira l'assurance responsabilité décennale prévue au paragraphe 3.5 du présent Article, préalablement au commencement des travaux.

Toutes ces polices comporteront une disposition subordonnant leur résiliation à un avis notifié au préalable par la compagnie d'assurances au Maître de l'Ouvrage.

7. Décompte de délais - Formes des notifications

7.1 Tout délai imparti dans le Marché au Maître de l'Ouvrage, au Chef de Projet, au Maître d'Œuvre ou à l'Entrepreneur commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

7.2 Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours de calendrier et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un jour de repos hebdomadaire, férié ou chômé dans le pays du Maître de l'Ouvrage, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

7.3 Lorsqu'un document doit être remis, dans un délai déterminé, par l'Entrepreneur au Maître de l'Ouvrage, au Chef de Projet ou au Maître d'Œuvre, ou réciproquement, ou encore lorsque la remise d'un document doit faire courir un délai, le document doit être remis au destinataire contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La date du récépissé ou de l'avis de réception constituera la date de remise de document.

8. Propriété industrielle ou commerciale

8.1 Le Maître de l'Ouvrage garantit l'Entrepreneur contre toute revendication des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marque de fabrique ou de commerce dont l'emploi lui est imposé par le Marché. Il appartient au Maître de l'Ouvrage d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires. Une copie des documents y afférents sera donnée à l'Entrepreneur. Ces documents ne pourront pas être utilisés ou communiqués à des tiers par l'Entrepreneur sans l'accord préalable et écrit du Maître de l'Ouvrage.

8.2 Sous réserve des dispositions figurant au précédent alinéa, l'Entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre contre toute revendication des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tous autres droits protégés relatifs aux équipements fournis par l'Entrepreneur ou ses sous-traitants, matériaux ou matériels utilisés pour ou en relation avec les travaux ou incorporés à ceux-ci ainsi que de tous dommages, intérêts, coûts, charges et frais de toute nature y afférents. Il appartient à l'Entrepreneur d'obtenir dans ce cas, à ses frais, toutes cessions, licences ou autorisations nécessaires permettant notamment au Maître de l'Ouvrage de procéder ou de faire procéder ultérieurement et par qui bon lui semble à toutes les réparations, modifications ou démolitions nécessaires. Une copie des documents y afférents sera donnée au Maître de l'Ouvrage. Ces documents ne pourront pas être utilisés ou communiqués à des tiers par le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre sans l'accord écrit préalable de l'Entrepreneur (ou du sous-traitant en cause, avec copie à l'Entrepreneur).

- 8.3. Lorsqu'il s'agit de logiciels, il appartient à l'Entrepreneur d'obtenir les licences ou autorisations nécessaires à leur utilisation sur tout ordinateur présent sur le Site ou autres lieux prévus dans le Marché.

9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

9.1 Obligations générales et standards

L'Entrepreneur est encouragé, dans la mesure du possible, à recruter dans le pays du Maître de l'Ouvrage le personnel et la main-d'œuvre présentant les qualifications et l'expérience requises. En l'absence de dispositions contraires figurant au Marché, l'Entrepreneur sera responsable de la rémunération, de l'hébergement, du ravitaillement et du transport du personnel et de la main d'œuvre dans le strict respect de la réglementation en vigueur en se conformant, en particulier, à la réglementation du travail (notamment en ce qui concerne les horaires de travail et les jours de repos), à la réglementation sociale et à l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'hygiène et de sécurité.

L'Entrepreneur ne doit pas recruter, ni tenter de recruter, le personnel et la main d'œuvre employés par le Maître de l'Ouvrage.

L'Entrepreneur devra se conformer à la législation du travail applicable à son Personnel, incluant la législation relative à l'embauche, la santé, la sécurité, la protection sociale, l'immigration et l'émigration, et devra lui accorder tous les droits qui en résultent. L'Entrepreneur devra exiger de son personnel que ce dernier se conforme au droit et à la réglementation applicables, y compris en matière de sécurité du travail.

Le Chef de Projet peut exiger le départ du chantier de toute personne employée par l'Entrepreneur faisant preuve d'incapacité ou coupable de négligences, imprudences répétées ou défaut de probité et, plus généralement, de toute personne employée par lui et dont l'action est contraire à la bonne exécution des travaux.

L'Entrepreneur supporte seul les conséquences dommageables des fraudes ou malversations commises par les personnes qu'il emploie dans l'exécution des travaux.

Lorsque l'Entrepreneur est autorisé à sous-traiter une partie des travaux, ses sous-traitants sont liés par des obligations identiques.

Travail forcé - L'Entrepreneur n'aura pas recours au travail forcé, c'est-à-dire tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré.

Travail des enfants - L'Entrepreneur n'emploiera pas d'enfants d'une manière qui revient à les exploiter économiquement ou dont il est probable qu'elle soit dangereuse ou qu'elle interfère avec l'éducation de l'enfant ou qu'elle soit dommageable pour sa santé ou son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Si le droit national prévoit l'emploi des mineurs, l'Entrepreneur respectera les lois qui lui sont applicables. Les enfants de moins de dix-huit ans ne seront pas employés à des travaux dangereux.

Représentation des travailleurs - Dans les pays où le droit national reconnaît les droits des travailleurs à constituer et à adhérer à des organisations de travailleurs de leur choix sans interférence et à négocier collectivement, l'Entrepreneur se conformera au droit national. Lorsque le droit national impose des restrictions importantes en matière de représentation des travailleurs, l'Entrepreneur permettra aux travailleurs de recourir à d'autres moyens d'expression de leurs griefs et protégera leurs droits en matière de conditions de travail et de modalités d'emploi. Dans l'un ou l'autre cas et si le droit national est silencieux sur ce point, l'Entrepreneur ne dissuadera pas les travailleurs de constituer ou d'adhérer aux organisations de leur choix ni de négocier collectivement et n'effectuera aucune discrimination et ne procédera à aucunes représailles à l'encontre des travailleurs qui participent ou prévoient de participer à de telles organisations et qui s'engagent dans des négociations collectives. L'Entrepreneur collaborera avec les représentants des travailleurs. Les représentants des travailleurs sont censés représenter équitablement les travailleurs constituant la main-d'œuvre.

Absence de discrimination et égalité des chances - L'Entrepreneur ne prendra pas de décision de recrutement sur la base de caractéristiques personnelles sans rapport avec les besoins inhérents au poste à pourvoir. L'Entrepreneur fondera la relation de travail sur le principe de l'égalité des chances et de traitement et ne pratiquera aucune discrimination en matière de relation de travail, y compris de recrutement et d'embauche, de rémunération (salaires et prestations sociales notamment), de conditions de travail et de modalités d'emploi, d'accès à la formation, de promotion, de résiliation du contrat de travail ou de départ à la retraite et de discipline. Dans les pays où le droit national contient des dispositions relatives à la non-discrimination dans l'emploi, l'Entrepreneur respectera le droit national. Lorsque le droit national est silencieux sur la non-discrimination à l'égard de l'emploi, l'Entrepreneur se conformera aux dispositions du présent

paragraphe. Des mesures spéciales de protection ou d'assistance à la réparation de discriminations passées ou de sélection pour un poste spécifique reposant sur les besoins inhérents à ce poste ne seront pas réputées constituer des actes de discrimination.

9.2 Rémunération et conditions de travail du personnel

L'Entrepreneur doit rémunérer son personnel et sa main d'œuvre aux taux et dans des conditions au moins équivalentes aux taux et conditions en vigueur dans le secteur d'activité des Travaux. En l'absence de tels taux, l'Entrepreneur aura recours aux conditions et taux de rémunération locaux utilisés par les entrepreneurs d'un secteur similaire.

L'Entrepreneur doit informer son personnel de l'obligation le cas échéant qu' a ce dernier de payer dans le Pays du Maître de l'Ouvrage l'impôt sur le revenu des personnes physiques redevable sur les salaires, rémunérations, indemnités etc., et l'Entrepreneur doit effectuer à ce titre les retenues imposées par la réglementation en vigueur.

Aucun travail ne doit être exécuté sur le Site pendant les jours de congé reconnus par la réglementation en vigueur, ou en dehors des heures normales de travail mentionnées dans le **CCAP**, à moins :

- a) que le Marché n'en dispose autrement,
- b) que le Maître d'Œuvre ne donne son accord, ou
- c) que le travail soit inévitable, ou nécessaire pour la protection des installations, auquel cas l'Entrepreneur devant immédiatement en aviser le Maître d'Œuvre.

Indépendamment des obligations prescrites par les lois et règlements concernant la main-d'œuvre, l'Entrepreneur est tenu de communiquer au Chef de Projet la liste nominative à jour du personnel qu'il emploie avec leur qualification.

Le Chef de Projet peut exiger à tout moment de l'Entrepreneur la justification qu'il est en règle, en ce qui concerne l'application à son personnel employé à l'exécution des travaux objet du Marché, à l'égard de la législation sociale, notamment en matière de salaires, d'hygiène et de sécurité.

L'Entrepreneur doit maintenir un état détaillé ventilé par catégorie des travailleurs qu'il emploie, qui sera disponible pour inspection pendant les heures de travail, et en fournir mensuellement un

récapitulatif au Chef de Projet dans un format approuvé par ce dernier.

9.3 Obligations en matière de personnel étranger

En ce qui concerne le personnel expatrié, l'Entrepreneur doit veiller au strict respect de la législation et de la réglementation qui le concerne.

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'emploi de main-d'œuvre étrangère, le Maître de l'Ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour faciliter l'obtention en temps utile par l'Entrepreneur de tous les visas et permis requis et, notamment, les permis de travail et de séjour destinés au personnel dont les services sont jugés nécessaires par l'Entrepreneur ainsi que les permis de séjour destinés aux membres des familles de ce personnel.

L'Entrepreneur sera responsable du retour du personnel étranger sur les lieux où il aura été recruté ou au lieu de son domicile

En cas de décès d'un membre du personnel de l'Entrepreneur ou d'un membre de la famille qui l'accompagne, l'Entrepreneur doit prendre en charge les dispositions nécessaires à son rapatriement ou son inhumation, sauf disposition contraire du **CCAP**.

9.4 Hébergement, denrées alimentaires, eau et désordres

A moins que les Spécifications des Travaux n'en disposent autrement, l'Entrepreneur doit fournir et entretenir les logements et les installations nécessaires au bien-être de son Personnel. L'Entrepreneur doit également fournir les installations nécessaires au Personnel du Maître de l'Ouvrage tel que mentionné dans les Spécifications des Travaux.

L'Entrepreneur ne doit pas autoriser son Personnel à se loger temporairement ou de façon permanente à l'intérieur des installations des Ouvrages.

L'Entrepreneur doit faire assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de son Personnel, en quantité suffisante et à un prix raisonnable, tel que mentionné dans les Spécifications. L'Entrepreneur doit organiser l'approvisionnement de son Personnel en eau potable et en eau à des fins domestiques, en tenant compte des conditions locales.

Dans la mesure du possible, l'Entrepreneur prendra les précautions nécessaires afin d'éviter les agissements illégaux ou les désordres

qui pourraient être commis par son personnel et d'assurer le calme et la protection des biens et personnes sur le Site et ses environs.

9.5 Hygiène, santé et prévention du SIDA

L'Entrepreneur doit constamment prendre les précautions nécessaires à la protection de la santé et de la sécurité de son Personnel. En collaboration avec les autorités sanitaires locales, l'Entrepreneur doit faire en sorte que le personnel médical, les installations de premiers secours, l'infirmerie et les services d'ambulance soient toujours disponibles sur le Site et sur les lieux d'hébergement du Personnel de l'Entrepreneur ou du Maître de l'Ouvrage et que les dispositions nécessaires aient été prises en matière d'hygiène et de bien-être et pour la prévention des épidémies.

L'Entrepreneur doit effectuer par l'intermédiaire d'une entité qualifiée un programme de sensibilisation aux risques de VIH/SIDA et prendre toute autre mesure prévue au Marché pour réduire le risque de propagation du VIH parmi son personnel ainsi que les populations riveraines, effectuer un diagnostic rapidement et fournir l'assistance nécessaires aux personnes atteintes. L'Entrepreneur doit, pendant la durée du Marché (y compris la période de garantie): (i) mener au minimum tous les deux mois des campagnes d'information, d'éducation et de communication destinées aux travailleurs sur les chantiers et aux populations riveraines, concernant les risques, les dangers, les conséquences et les comportements préventifs appropriés concernant les maladies sexuellement transmissibles (MST) – ou les infections sexuellement transmissibles (IST) en général et le VIH/SIDA en particulier ; (ii) fournir des préservatifs masculins et féminins à tout le personnel et la main d'œuvre présents sur le Site et (iii) faire conduire des tests de dépistage, de diagnostic ainsi qu'un accès aux consultations organisées sous l'égide du programme national dédié à la lutte contre le VIH/SIDA (à moins qu'il n'en soit convenu autrement) de l'ensemble du personnel et de la main d'œuvre travaillant sur les chantiers. L'Entrepreneur inclura dans le programme d'exécution et le plan de sécurité et d'hygiène soumis conformément à l'article 28 du CCAG un programme relatif à la lutte contre les IST et le VIH/SIDA. Ce programme indiquera quand, par quels moyens et à quel coût l'Entrepreneur prévoit de remplir les obligations prévues au présent article et aux dispositions qui y sont liées. Pour chacun de ses éléments, le programme détaillera les ressources fournies ou utilisées et les prestations susceptibles d'être sous-traitées. Le programme inclura également un budget provisionnel et la

documentation y afférente. Le règlement à l'Entrepreneur des frais encourus pour la préparation et l'exécution de ce programme ne dépassera pas la Somme à valoir prévue à cet effet.

B. Prix et règlement des comptes

10. Contenu et caractère des prix

10.1 Contenu des prix

- 10.1.1 Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux et, comme spécifié au paragraphe 5 du présent Article sauf dispositions contraires du CCAP, tous les impôts, droits et taxes de toute nature dus par l'Entrepreneur et/ou ses employés et sous-traitants en raison de l'exécution des travaux, à l'exception des impôts et taxes normalement exigibles en vertu des paiements du Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur et dont le présent Marché est spécifiquement exempté par une disposition du **CCAP**.
- 10.1.2 Conformément aux dispositions du **CCAP**, les prix sont exprimés soit intégralement en monnaie nationale, soit en plusieurs monnaies.
- 10.1.3 Lorsque les prix sont intégralement exprimés en monnaie nationale et que l'Entrepreneur a justifié dans son offre encourir des dépenses dans sa propre monnaie ou en d'autres monnaies, le **CCAP** indiquera le pourcentage transférable du Montant du Marché qui ouvre directement droit à paiement en monnaies étrangères, incluant, le cas échéant, la répartition de ce pourcentage en plusieurs monnaies étrangères. Sauf dispositions contraires du **CCAP**, ce pourcentage (et, le cas échéant, cette répartition) sera appliqué à tout paiement fait par le Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur au titre du Marché.
- 10.1.4 Lorsque les prix sont exprimés en plusieurs monnaies, chaque prix comprend alors une part réglée en monnaie nationale et une part réglée dans la ou les monnaie(s) indiquée(s) dans le **CCAP**.
- 10.1.5 A l'exception des seules sujétions qui sont spécifiquement mentionnées dans le Marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés assurer à l'Entrepreneur une marge pour risques et bénéfices et tenir compte de toutes les

sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles par un entrepreneur compétent dans les circonstances où s'exécutent ces travaux et notamment des sujétions résultant :

- a) de phénomènes naturels;
- b) de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics;
- c) de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations;
- d) de la réalisation simultanée d'autres ouvrages, due à la présence d'autres entrepreneurs;
- e) de l'application de la réglementation fiscale et douanière;
- f) de l'évolution des parités entre les différentes monnaies.

Sauf stipulation différente du **CCAP**, les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître de l'Ouvrage.

10.1.6 En cas de sous-traitance, les prix du Marché sont notamment réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par l'Entrepreneur, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

10.2 Distinction des prix unitaires et des prix forfaitaires

10.2.1 Les prix sont soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires qui se définissent respectivement comme suit :

- a) est prix unitaire, tout prix qui n'est pas forfaitaire au sens défini ci-dessous, notamment, tout prix qui s'applique à une nature d'ouvrage ou à un élément d'ouvrage dont les quantités ne sont indiquées dans le Marché qu'à titre prévisionnel.
- b) est prix forfaitaire, tout prix qui rémunère l'Entrepreneur pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le Marché et qui, ou bien est mentionné explicitement

dans le Marché comme étant forfaitaire, ou bien ne s'applique dans le Marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

10.3 Décomposition et sous détails des prix

10.3.1 Les prix sont détaillés au moyen de décomposition de prix forfaitaires et de sous détails de prix unitaires.

10.3.2 La décomposition d'un prix forfaitaire est présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter et le prix correspondant et indiquant quels sont, pour ces prix en question, les pourcentages mentionnés aux alinéas a) et b) du paragraphe 3.3 du présent Article.

Cette décomposition indique séparément, le cas échéant, la ou les monnaies dans lesquelles tout ou partie des dépenses sont amenées à être engagées.

10.3.3 Le sous détail d'un prix unitaire donne le contenu du prix par référence aux catégories suivantes :

- a) les déboursés ou frais directs, décomposés en dépenses de salaires et indemnités du personnel, charges salariales, dépenses de matériaux et de matières consommables, dépenses de matériel;
- b) les frais généraux, d'une part, les impôts et taxes autres que la taxe sur le chiffre d'affaires exigible sur les paiements du Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur, d'autre part, exprimés par des pourcentages des déboursés définis à l'alinéa a);
- c) la marge pour risques et bénéfices, exprimés par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents;
- d) la taxe sur le chiffre d'affaires exigible sur les paiements du Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur.

Ce sous détail indique séparément, le cas échéant, la ou les monnaies dans lesquelles tout ou partie des dépenses sont amenées à être engagées.

10.3.4 Si la décomposition d'un prix forfaitaire ou le sous détail d'un prix unitaire ne figure pas parmi les pièces contractuelles; si sa production n'est pas prévue par le **CCAP** dans un certain délai,

un ordre de service peut ordonner cette production et, dans ce cas, le délai accordé à l'Entrepreneur ne peut être inférieur à vingt et un (21) jours.

L'absence de production de la décomposition d'un prix forfaitaire ou du sous détail d'un prix unitaire, quand cette pièce est à produire dans un délai déterminé, fait obstacle au paiement du premier acompte qui suit la date d'exigibilité de ladite pièce.

10.4 Révision des prix

10.4.1 Les prix sont réputés révisables, à moins que le **CCAP** prévoit qu'ils soient fermes.

10.4.2 La révision de prix ne peut intervenir que si elle est expressément prévue au **CCAP**. Dans ce cas, le montant du Marché est révisable en application des coefficients "REV" calculés selon les formules et modalités suivantes.

a) la formule est du type suivant :

$$\text{REV} = X + (a) T/T_0 + (b) S/S_0 + (c) F/F_0 + \dots$$

dans laquelle :

REV est le coefficient de révision qui s'appliquera à chaque paiement conformément aux modalités d'application et de révision détaillées respectivement aux alinéas (b) et (c) du présent paragraphe. Lors de chaque paiement, le montant à payer dans une monnaie donnée fera l'objet d'une révision par la multiplication du coefficient REV correspondant.

X constitue la partie fixe non révisable des paiements et (a), (b), (c), etc. représentent les paramètres de pondération des facteurs sujets à révision sur la base des valeurs des indices, T, S, F, etc.

Les valeurs respectives des paramètres X, a, b, c, etc. sont fixées dans l'Annexe à la Soumission, étant précisé que $X + a + b + c + \dots = 1$.

T, S, F, etc., et T_0 , S_0 , F_0 , etc. représentent la valeur des indices correspondants aux facteurs inclus dans la formule; la définition et l'origine de ces indices sont spécifiées dans l'Annexe à la Soumission étant précisé

que les valeurs de T, S, F, etc. seront celles en vigueur au cours du mois où interviendra le fait générateur de paiement, et les valeurs To, So, Fo, etc. sont celles en vigueur au cours du mois où se situe la date limite fixée pour le dépôt des offres.

- b) il y aura une formule pour chaque monnaie de paiement tel que défini aux paragraphes 1.3 et 1.4 du présent Article, étant précisé que les indices T, S, F, etc., et To, So, Fo, etc., doivent correspondre aux indices du pays d'origine des dépenses correspondantes à chacune des monnaies.

Dans le cas où les indices et les monnaies spécifiées pour le paiement de la part en monnaie étrangère ont des pays d'origine différents, un coefficient correcteur sera spécifié au **CCAP** pour corriger les distorsions introduites de ce fait.

- (c) Modalités de révision

Il est fait mensuellement application des dispositions de révision de prix et le montant de cette révision est réglé dans les mêmes conditions que le montant de l'acompte correspondant prévu à l'Article 11 du CCAG.

Dans le cas où les indices officiels devant servir à la révision de prix ne seraient connus qu'avec retard, des révisions provisoires seront calculées sur la base des dernières valeurs connues desdits indices ou à défaut sur des valeurs arrêtées d'un commun accord. Les révisions seront réajustées dès la parution des valeurs relatives aux mois considérés.

En cas d'un retard dans l'exécution des travaux imputable à l'Entrepreneur, les prestations réalisées après le délai contractuel d'exécution seront payées sur la base des prix révisés au jour de l'expiration du délai contractuel d'exécution (lui-même, éventuellement prorogé de la durée des retards non imputables à l'Entrepreneur).

10.5 Impôts, droits, taxes, redevances, cotisations

- 10.5.1 Le Montant du Marché comprend les impôts, droits, taxes, redevances et cotisations de toute nature exigibles en dehors

du pays du Maître d’Ouvrage, en relation avec l’exécution du Marché, notamment à raison de la fabrication, vente et transport des fournitures, matériels et équipements de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants, que ces fournitures, matériels ou équipements soient destinés à être incorporés dans les travaux ou non, ainsi qu’à raison des services rendus, quelle que soit la nature de ces derniers.

- 10.5.2 Sauf dispositions contraires du **CCAP**, le Montant du Marché comprend également tous les impôts, droits, taxes, redevances et cotisations de toute nature exigibles dans le Pays du Maître de l’Ouvrage. Ces derniers ont été calculés en tenant compte des modalités d’assiette et de taux en vigueur trente (30) jours avant la date limite fixée pour dépôt de l’offre.
- 10.5.3 Les prix comprennent notamment les impôts, droits et taxes exigibles à l’importation, tant ce qui concerne l’importation définitive que l’importation temporaire des fournitures, matériels et équipements nécessaires à la réalisation des travaux. Ils comprennent également tous les impôts, droits et taxes exigibles sur le bénéfice ou le chiffre d’affaires de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants et, ce, quel que soit le mode de détermination du bénéfice réalisé (imposition partiellement ou entièrement forfaitaire ou autre). Ils comprennent également l’ensemble des impôts, droits, taxes et cotisations exigibles sur le personnel de l’Entrepreneur et celui de ses fournisseurs, prestataires ou sous-traitants.
- 10.5.4 L’Entrepreneur, lorsque la réglementation le prévoit, réglera directement l’ensemble des cotisations, impôts, droits et taxes dont il est redevable aux organismes compétents et procurera au Chef de Projet, sur simple demande, justification des paiements correspondants.
- 10.5.5 Lorsque la réglementation prévoit le paiement des impôts, droits, taxes et cotisations par voie de retenue à la source opérée par l’Entrepreneur, puis de reversement par ce dernier aux organismes compétents, l’Entrepreneur opérera ces retenues et les reversera aux organismes en question dans les délais prévus par la réglementation en vigueur.
- 10.5.6 Lorsque la réglementation prévoit des retenues à la source à opérer sur tout ou partie des règlements faits par le Maître de l’Ouvrage à l’Entrepreneur, le montant de ces retenues sera

déduit des sommes dues à l'Entrepreneur et reversées par le Maître de l'Ouvrage pour le compte de l'Entrepreneur à tout autre organisme compétent. Dans ce cas le Maître de l'Ouvrage transmettra à l'Entrepreneur une quittance justifiant du versement de ces sommes dans les quinze (15) jours de leur règlement.

10.5.7 Dans le cas où le Maître de l'Ouvrage obtiendrait de l'administration des douanes un régime d'exonération ou un régime suspensif qui n'était pas prévu à l'origine en matière d'impôts, droits et taxes dus à l'importation des fournitures, matériels et équipements en admission définitive ou temporaire après l'entrée en vigueur du Marché, une diminution correspondante du prix de la part payable en monnaie nationale interviendra et cette diminution sera constatée dans un avenant. Dans le cas où, pour obtenir un tel avantage, une caution ou garantie d'une quelconque nature serait à fournir à l'administration fiscale et douanière, cette caution ou garantie sera à la charge exclusive du Maître de l'Ouvrage.

10.5.8 En cas de modifications de la réglementation fiscale, douanière ou sociale, ou de son interprétation, par rapport à celle applicable trente (30) jours avant la date limite fixée pour le dépôt des offres ayant pour effet d'augmenter les coûts de l'Entrepreneur, ce dernier aura droit à une augmentation correspondante du Montant du Marché. A cet effet, dans les deux (2) mois qui suivent la modification, l'Entrepreneur notifiera au Maître d'Œuvre les conséquences de cette modification. Dans le mois qui suit, le Maître d'Œuvre proposera au Chef de Projet la rédaction d'un avenant au Marché qui prévoira, dans tous les cas, un paiement de ladite augmentation en monnaie nationale. En cas de désaccord entre l'Entrepreneur et le Chef de Projet sur les termes de l'avenant persistant un (1) mois après la notification de l'avenant par le Maître d'Œuvre au Chef de Projet, la procédure de règlement des litiges figurant à l'Article 50 du CCAG sera applicable. Il en sera de même pour toute modification de la réglementation fiscale, douanière ou sociale, ou de son interprétation, ayant pour effet de diminuer les coûts de l'Entrepreneur.

10.6 Monnaies et taux de change

10.6.1 Taux de change et proportion des monnaies

Lorsque le Marché est exprimé dans une seule monnaie, alors que les paiements doivent être effectués en plusieurs monnaies, comme stipulé à l'article 10.1.3 du CCAG, et lorsque le Marché précise les proportions des monnaies étrangères, ces proportions figureront au CCAP. Dans ce cas, le ou les taux de change applicables pour calculer le paiement desdits montants et proportions sont ceux figurant dans l'offre.

11. Rémunération de l'Entrepreneur

11.1 Règlement des comptes

Le règlement des comptes du Marché se fait par le paiement des avances, des acomptes mensuels et du solde, établis et payés dans les conditions prévues à l'Article 13 du CCAG.

11.2 Travaux à l'entreprise

11.2.1 Les travaux à l'entreprise correspondent à l'ensemble des travaux exécutés par l'Entrepreneur au titre du Marché, sous sa responsabilité, à l'exception des travaux en régie définis au paragraphe 11.3 ci-dessous. Ils sont rémunérés dans les conditions prévues au Marché, soit sur la base de prix forfaitaires ou de prix unitaires, soit selon une formule mixte incluant prix forfaitaires et prix unitaires.

11.2.2 Dans le cas d'application d'un prix unitaire, la détermination de la somme due s'obtient en multipliant ce prix par la quantité de natures d'ouvrage exécutée ou par le nombre d'éléments d'ouvrage mis en œuvre.

11.2.3 Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté; les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, établie conformément au paragraphe 10.3.2 du CCAG, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification dudit prix; il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

11.3 Travaux en régie

11.3.1 L'Entrepreneur doit, lorsqu'il en est requis par le Maître de l'Ouvrage, mettre à la disposition de celui-ci le personnel, les fournitures et le matériel qui lui sont demandés pour l'exécution de travaux accessoires à ceux que prévoit le Marché. Pour ces travaux, dits "travaux en régie", l'Entrepreneur a droit au remboursement conformément au tableau des Travaux en Régie du Bordereau du détail quantitatif et estimatif. En cas d'absence dudit tableau au niveau de l'Offre, cette clause ne sera pas applicable.

11.3.2 A moins que le **CCAP** n'en convienne autrement, le montant total des Travaux en Régie n'excèdera pas trois pour cent du Montant du Marché. L'obligation pour l'Entrepreneur d'exécuter des travaux en régie cesse dès lors que ce seuil est atteint.

11.4 Acomptes sur approvisionnements

Chaque acompte visé à l'Article 13.2 du CCAG comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués en vue des travaux, à condition que le **CCAP** n'exclue pas la possibilité d'acomptes sur approvisionnements.

Le montant correspondant s'obtient en appliquant aux quantités à prendre en compte les prix du Bordereau ou des sous-détails de prix insérés dans le Marché relatifs aux matériaux, produits ou composants à incorporer aux ouvrages objet du Marché ou bien, si besoin, les coûts justifiés d'acquisition ou de production de ces approvisionnements par l'Entrepreneur.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété de l'Entrepreneur. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans l'autorisation écrite du Maître de l'Ouvrage.

11.5 Avance forfaitaire

L'Entrepreneur bénéficiera d'une avance forfaitaire aussitôt qu'il aura constitué la garantie visée au paragraphe 6.1.2 du CCAG. Le montant de cette avance et ses conditions d'imputation sur les acomptes sont fixés au **CCAP**.

11.6 Révision des prix

Lorsque, dans les conditions précisées à l'Article 10.4 du CCAG, il est prévu une révision des prix, le coefficient de révision s'applique:

- a) aux travaux à l'entreprise exécutés pendant le mois;
- b) aux indemnités, pénalités, retenues, primes afférentes au mois considéré;
- c) à la variation, en plus ou en moins, à la fin du mois, par rapport au mois précédent, des sommes décomptées pour approvisionnements et avances à la fin de ce mois.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

11.7 Retards de paiement

En cas de retard dans les paiements exigibles conformément aux dispositions des Articles 13.2 et 13.4 du CCAG, l'Entrepreneur a droit au paiement de pénalité sur les arriérés de paiement au taux prévu au **CCAP**, jusqu'à la date de leur encaissement, sauf si l'Entrepreneur a manqué à produire la garantie de restitution d'avance prévue à l'Article 6.1.2 ou les documents visés à l'Article 10.3.4. La pénalité est calculée à partir de la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué jusqu'à la date à laquelle le paiement en retard est effectué, au taux de pénalité en vigueur pour chacune des monnaies dans lesquelles les paiements sont effectués

11.8 Rémunération des Entrepreneurs groupés

Dans le cas d'un Marché passé avec des Entrepreneurs groupés, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement à un compte unique dont les caractéristiques sont transmises au Maître de l'Ouvrage par le mandataire commun.

12. Constatations et constats contradictoires

12.1 Au sens du présent Article, la constatation est une opération matérielle, le constat est le document qui en résulte.

12.2 Des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit de l'Entrepreneur, soit du Maître d'Œuvre.

Les constatations concernant les prestations exécutées, quand il s'agit de travaux réglés sur prix unitaire, portent sur les éléments nécessaires au calcul des quantités à prendre en compte, tels que résultats de mesurages, jaugeages, pesages, comptages, et sur les

éléments caractéristiques nécessaires à la détermination du prix unitaire à appliquer.

12.3 Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits.

12.4 Le Maître d'Œuvre fixe la date des constatations; lorsque la demande est présentée par l'Entrepreneur, cette date ne peut être postérieure de plus de huit (8) jours à celle de la demande. Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le Maître d'Œuvre contradictoirement avec l'Entrepreneur.

Si l'Entrepreneur refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze (15) jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au Maître d'Œuvre.

Si l'Entrepreneur, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

12.5 L'Entrepreneur est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver, par la suite, cachés ou inaccessibles. A défaut et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du Maître d'Œuvre relative à ces prestations.

13. Modalités de règlement des comptes

13.1 Décomptes mensuels

13.1.1 Avant la fin de chaque mois ou dans les conditions prévues au **CCAP** en ce qui concerne la ou les avances, l'Entrepreneur remet au Maître d'Œuvre un projet de décompte établissant le montant cumulé arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre, tant en monnaie nationale qu'en monnaie(s) étrangère(s), du fait de l'exécution du Marché depuis le début de celle-ci .

Ce montant est établi à partir des prix de base, c'est-à-dire des prix figurant dans le Marché, y compris les rabais ou majorations qui peuvent y être indiqués, mais sans révision des prix et hors taxe sur le chiffre d'affaires due sur les règlements effectués par le Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur.

Si des ouvrages ou travaux non prévus ont été exécutés, les prix provisoires mentionnés à l'Article 14.3 sont appliqués tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Si des réfections ont été fixées en conformité avec les dispositions de l'Article 25.2 du CCAG ou convenues entre les parties pour d'autres, elles sont appliquées.

Le projet de décompte mensuel établi par l'Entrepreneur est accepté ou rectifié par le Maître de l'Ouvrage; il devient alors le décompte mensuel.

13.1.2 Le décompte mensuel, identifiant séparément les montants payables en monnaie nationale et en monnaie(s) étrangère(s), comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes:

- a) travaux à l'entreprise;
- b) travaux en régie;
- c) approvisionnements;
- d) avances;
- e) indemnités, pénalités, primes et retenues autres que la retenue de garantie;
- f) remboursements des dépenses incombant au Maître de l'Ouvrage dont l'Entrepreneur a fait l'avance;
- g) montant à déduire égal à l'excédent des dépenses faites pour les prestations exécutées d'office à la place de l'Entrepreneur défaillant sur les sommes qui auraient été réglées à cet Entrepreneur s'il avait exécuté ces prestations;
- h) pénalités dues par le Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur pour retard de paiement.

13.1.3 Le montant des travaux à l'entreprise est établi de la façon suivante:

Le décompte comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constats contradictoires ou, à défaut, des évaluations du Maître de l'Ouvrage. Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution. Les prix forfaitaires peuvent l'être si l'ouvrage ou

la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé: il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage; pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage, si le Maître de l'Ouvrage l'exige, de la décomposition de prix définie à l'Article 10.3 du CCAG.

L'avancement des travaux déterminé selon l'un des deux modes de règlement définis ci-dessus fait l'objet d'un constat contradictoire.

13.1.4 Le montant des approvisionnements est établi en prenant en compte ceux qui sont constitués et non encore utilisés.

13.1.5 Dans chacune des parties énumérées au paragraphe 1.2 du présent Article, le décompte distingue, s'il y a lieu, les éléments dont le prix est ferme et ceux dont le prix est révisable, comme il est dit à l'Article 11.6 du CCAG, en répartissant éventuellement ces derniers éléments entre les différents modes de révision prévus par le Marché.

Le décompte précise, le cas échéant, les éléments passibles de la taxe sur le chiffre d'affaires due sur les paiements du Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur, distinguant éventuellement les taux de taxe applicables.

13.1.6 Le Maître de l'Ouvrage peut demander à l'Entrepreneur d'établir le projet de décompte suivant un modèle ou des modalités recommandés par les autorités compétentes ou par les organismes de financement.

13.1.7 L'Entrepreneur joint au projet de décompte les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- a) les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires;
- b) le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix; et
- c) le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'Article 26.4 du CCAG, dont il demande le remboursement.

13.1.8 Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

13.2 Acomptes mensuels

13.2.1 Le montant de l'acompte mensuel à régler à l'Entrepreneur est déterminé, à partir du décompte mensuel, par le Maître de l'Ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant de l'acompte établi à partir des prix de base distinguant les montants à payer en monnaie nationale et en monnaie(s) étrangère(s) : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent; il distingue, comme les décomptes mensuels, les différents éléments passibles des diverses modalités de révision des prix et, le cas échéant, des divers taux de la taxe sur le chiffre d'affaires applicable aux règlements effectués par le Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur;
- b) l'effet de la révision des prix, conformément aux dispositions des Articles 10.4 et 11.6 du CCAG;
- c) lorsque applicable, le montant de la taxe sur le chiffre d'affaires applicable aux règlements effectués par le Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur; et
- d) le montant total de l'acompte à régler, ce montant étant la somme des montants spécifiés aux alinéas a), b) et c) ci-dessus, diminuée de la retenue de garantie prévue au Marché.

13.2.2 Le Maître d'Œuvre notifie à l'Entrepreneur, par ordre de service, l'état d'acompte accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'Entrepreneur a été modifié.

13.2.3 Le paiement de l'acompte doit être fait aux comptes bancaires désignés au **CCAP**, et intervenir quarante-cinq (45) jours au plus tard après la date à laquelle le projet de décompte est remis par l'Entrepreneur au Maître d'Œuvre. Lorsque, le paiement n'est pas effectué dans ce délai, le Maître d'Œuvre informe par écrit l'Entrepreneur des raisons de ce retard.

13.2.4 Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes, sauf en ce qui concerne l'effet de la révision

des prix mentionné à l'alinéa 2.1 (b) du présent Article lorsque l'Entrepreneur n'a pas fait de réserves à ce sujet à la réception de l'ordre de service mentionné à l'alinéa 2.2 du présent Article.

13.3 Décompte final

13.3.1 Après l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur, concurremment avec le projet de décompte afférent au dernier mois de leur exécution ou à la place de ce projet, dresse le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du Marché dans son ensemble, les évaluations étant faites en tenant compte des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte est établi à partir des prix de base comme les projets de décompte mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances; il est accompagné des éléments et pièces mentionnés au paragraphe 1.7 du présent Article s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

13.3.2 Le projet de décompte final est remis au Maître d'Œuvre dans le délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de notification de la décision de réception provisoire des travaux telle qu'elle est prévue à l'Article 41.3 du CCAG. Toutefois, s'il est fait application des dispositions de l'Article 41.5 du CCAG, la date du procès-verbal constatant l'exécution des prestations complémentaires est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

En cas de retard dans la présentation du projet de décompte final, après mise en demeure restée sans effet, le décompte peut être établi d'office par le Maître d'Œuvre aux frais de l'Entrepreneur. Ce décompte est notifié à l'Entrepreneur avec le décompte général prévu à l'Article 13.4 ci-dessous.

13.3.3 L'Entrepreneur est lié par les indications figurant au projet de décompte final, sauf sur les points sur lesquels il aurait émis antérieurement des réserves, ainsi que sur le montant définitif des intérêts moratoires.

13.3.4 Le projet de décompte final par l'Entrepreneur est accepté ou rectifié par le Maître d'Œuvre; il devient alors le décompte final.

13.4 Décompte général et définitif, solde

13.4.1 Le Maître d'Œuvre établit le décompte général qui comprend:

- a) Le décompte final défini au paragraphe 3.4 du présent Article;
- b) L'état du solde établi, à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies au paragraphe 2.1 du présent Article pour les acomptes mensuels;
- c) La récapitulation des acomptes mensuels et du solde; et
- d) Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

13.4.2 Le décompte général, signé par le Chef de Projet, doit être notifié à l'Entrepreneur par ordre de service avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- a) quarante-cinq (45) jours après la date de remise du projet de décompte final;
- b) trente (30) jours après la publication des derniers index de référence permettant la révision du solde.

13.4.3 Le paiement du solde doit intervenir dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification du décompte général.

13.4.4 L'Entrepreneur doit, dans un délai de quarante-cinq (45) jours compté à partir de la notification du décompte général, le renvoyer au Maître d'Œuvre, revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Aucune réserve ultérieure ne sera acceptée après que l'Entrepreneur aura renvoyé le décompte.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve, cette acceptation lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires; ce décompte devient ainsi le décompte général et définitif du Marché.

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par l'Entrepreneur dans un mémoire de réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les

réclamations déjà formulées antérieurement qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif; ce mémoire doit être remis au Maître d'Œuvre dans le délai indiqué au premier alinéa du présent paragraphe. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'Article 50 du CCAG.

Si les réserves sont partielles, l'Entrepreneur est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte sur lesquels ces réserves ne portent pas.

13.4.5 Dans le cas où l'Entrepreneur n'a pas renvoyé au Maître d'Œuvre le décompte général signé dans le délai de quarante-cinq (45) jours fixé au paragraphe 4.4 du présent Article, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé être accepté par lui; il devient le décompte général et définitif du Marché.

14. Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus

14.1 Le présent Article concerne les ouvrages ou travaux dont la réalisation est demandée par le Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur et pour lesquels le Marché ne prévoit pas de prix. Ces travaux pourront être demandés par un ordre de service conforme à l'Article 5.7 du CCAG, et l'Entrepreneur sera tenu de les réaliser dans la mesure où le Montant du Marché, à la date de sa conclusion, est modifié de moins de dix (10) pour cent, sous réserve de dispositions différentes prévues dans le **CCAP**.

14.2 Les prix nouveaux concernant les ouvrages ou travaux définis au paragraphe 1 ci-dessus peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Sauf indication contraire, ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du Marché, notamment en ce qui concerne le calcul de la part à régler en monnaie nationale et en monnaie(s) étrangère(s), et sur la base des conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

14.3 L'ordre de service mentionné au paragraphe 1 du présent Article, ou un autre ordre de service intervenant au plus tard quinze (15) jours

après, notifie à l'Entrepreneur des prix provisoires pour le règlement des ouvrages ou travaux non prévus.

Ces prix provisoires sont arrêtés par le Maître d'Œuvre après consultation de l'Entrepreneur. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements prescrits ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Les prix provisoires sont des prix d'attente qui n'impliquent ni l'acceptation du Maître d'Œuvre ni celle de l'Entrepreneur; ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

14.4 L'Entrepreneur est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente (30) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au Maître d'Œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

14.5. Lorsque le Chef de Projet et l'Entrepreneur sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

14.6. En cas de désaccord persistant plus de soixante (60) jours après l'ordre de service entre le Maître de l'Ouvrage et l'Entrepreneur pour la fixation des prix définitifs, le différend sera tranché en application des dispositions de l'Article 50 du CCAG.

15. Augmentation dans la masse des travaux

15.1 Pour l'application du présent Article et de l'Article 16 du CCAG, la "masse" des travaux s'entend du montant des travaux à l'entreprise, évalués à partir des prix de base définis au paragraphe 13.1.1 du CCAG, en tenant compte éventuellement des prix nouveaux, définitifs ou provisoires, fixés en application de l'Article 14 du CCAG.

La "masse initiale" des travaux est la masse des travaux résultant des prévisions du Marché, c'est-à-dire du Marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

15.2 Sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe 4 du présent Article, l'Entrepreneur est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du Marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le Marché.

15.3 Si l'augmentation de la masse des travaux est supérieure à vingt cinq (25) pour cent de la masse initiale, l'Entrepreneur a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation au-delà de l'augmentation limite de vingt-cinq (25) pour cent.

15.4 Lorsque la masse des travaux exécutés atteint la masse initiale, l'Entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le Chef de Projet. Cette décision de poursuivre n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'où les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale.

L'Entrepreneur est tenu d'aviser le Maître d'Œuvre, trente (30) jours au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale, s'il est donné, doit être notifié dix (10) jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le Maître d'Œuvre, sont à la charge du Maître de l'Ouvrage sauf si l'Entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

15.5. Dans les quinze (15) jours qui suivent tout ordre de service ayant pour effet d'entraîner une modification de la masse des travaux, le Maître d'Œuvre fait part à l'Entrepreneur de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de cette modification.

16. Diminution de la masse des travaux

16.1 Si la diminution de la masse des travaux est supérieure à vingt cinq (25) pour cent de la masse initiale, l'Entrepreneur a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette diminution au-delà de la diminution limite de vingt-cinq (25) pour cent.

17. Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage

17.1 Dans le cas d'éléments de travaux réglés sur prix unitaires, lorsque par suite d'ordres de service ou de circonstances qui ne sont ni de la faute ni du fait de l'Entrepreneur, l'importance de certaines natures d'ouvrages est modifiée de telle sorte que les quantités exécutées diffèrent de plus de trente (30) pour cent en plus, ou de plus de vingt-cinq (25) pour cent en moins des quantités portées au Détail estimatif et quantitatif du Marché, l'Entrepreneur a droit à être indemnisé en

fin de compte du préjudice que lui ont éventuellement causé ces changements.

L'indemnité à accorder s'il y a lieu sera calculée d'après la différence entre les quantités réellement exécutées et les quantités prévues augmentées de trente (30) pour cent ou diminué de vingt-cinq (25) pour cent.

Les stipulations qui précèdent ne sont pas applicables aux natures d'ouvrages pour lesquelles les montants des travaux figurant, d'une part, au Détail quantitatif et estimatif du Marché et, d'autre part, au décompte final des travaux sont l'un et l'autre inférieurs à cinq (5) pour cent du montant du Marché.

Sauf stipulation différente du **CCAP**, l'Entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité à l'occasion de l'exécution de natures d'ouvrages dont les prix unitaires figurent au Bordereau des prix mais pour lesquels le Détail quantitatif et estimatif ne comporte pas explicitement des quantités, sauf toutefois si le montant total des travaux exécutés auxquels s'appliquent de tels prix excède cinq (5) pour cent du montant du Marché.

17.2 Dans le cas d'éléments de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le Maître d'Œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau fixé suivant les modalités prévues à l'Article 14 du CCAG tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par l'Entrepreneur du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application de l'Article 15.3 ou de l'Article 16.

18. Pertes et avaries - Force majeure

18.1 Il n'est alloué à l'Entrepreneur aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens ou ses fausses manœuvres.

18.2. L'Entrepreneur doit prendre à ses frais, risques et périls les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements et le matériel et les installations de chantier ainsi que les ouvrages en construction ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et les autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les circonstances où sont exécutés les travaux.

18.3 On entend par force majeure, pour l'exécution du présent Marché, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des parties et qui rend l'exécution du Marché pratiquement impossible, tel que catastrophes naturelles, incendies, explosions,

guerre, insurrection, mobilisation, grèves générales, tremblements de terre, mais non les actes ou événements qui rendraient seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour son débiteur.

Le **CCAP** définit, en tant que besoin, le seuil des intempéries et autres phénomènes naturels qui sont réputés constituer un événement de force majeure au titre du présent Marché.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, l'Entrepreneur a droit à une indemnisation du préjudice subi et à une augmentation raisonnable des délais d'exécution, étant précisé toutefois qu'aucune indemnité ne peut néanmoins être accordée à l'Entrepreneur pour perte totale ou partielle de son matériel flottant, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du Marché.

L'Entrepreneur qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après l'apparition d'un cas de force majeure, et dans un délai maximum de quatorze (14) jours, adresser au Maître de l'Ouvrage une notification par lettre recommandée ou par tout autre moyen disponible établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur la réalisation du Marché.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles pour assurer, dans les plus brefs délais, la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par le cas de force majeure.

Si, par la suite de cas de force majeure, l'Entrepreneur ne pouvait exécuter les prestations telles que prévues au Marché pendant une période de trente (30) jours, il devra examiner dans les plus brefs délais avec le Maître de l'Ouvrage les incidences contractuelles desdits événements sur l'exécution du Marché et en particulier sur le prix, les délais et les obligations respectives de chacune des parties.

Quand une situation de force majeure aura existé pendant une période de soixante (60) jours au moins, chaque partie aura le droit de résilier le Marché par une notification écrite à l'autre partie.

C. Délais

19. Fixation et prolongation des délais

19.1 Délais d'exécution

19.1.1 Le délai d'exécution des travaux fixé par le Marché s'applique à l'achèvement de tous les travaux prévus incombant à

l'Entrepreneur, y compris, sauf dispositions contraires du Marché et dans les limites prévues à l'Article 41.9 du CCAG, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux. Ce délai tient compte notamment de toutes les sujétions résultant, le cas échéant, des travaux réalisés par des sous-traitants et/ou par toutes autres entreprises sur le Site.

Sous réserve de disposition contraire figurant au **CCAP**, ce délai commence à courir à compter de la date d'entrée en vigueur du Marché qui vaut également ordre de service de commencer les travaux, et il comprend la période de mobilisation définie à l'Article 28.1 du CCAG.

19.1.2 Les dispositions du paragraphe 1.1 du présent Article s'appliquent aux délais, distincts du délai d'exécution de l'ensemble des travaux, qui peuvent être fixés par le Marché pour l'exécution de certaines tranches de travaux, ou de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles des prestations.

19.2 Prolongation des délais d'exécution

19.2.1 Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le Chef de Projet ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du Maître de l'Ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre Marché, justifie soit une prolongation du délai d'exécution, soit le report du début des travaux, l'importance de la prolongation ou du report est débattue par le Maître d'Œuvre avec l'Entrepreneur, puis elle est soumise à l'approbation du Chef de Projet, et la décision prise par celui-ci est notifiée à l'Entrepreneur par ordre de service.

19.2.2 Dans le cas d'intempéries dépassant le seuil fixé au **CCAP**, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée à l'Entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries, conformément auxdites dispositions,

en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué au CCAP.

19.2.3 En dehors des cas prévus aux paragraphes 2.1 et 2.2 du présent Article, l'Entrepreneur ne pourra avoir droit à une prolongation des délais d'exécution que dans les cas suivants :

- a) mise en œuvre des dispositions de l'Article 18 du CCAG,
- b) non-respect par le Maître de l'Ouvrage de ses propres obligations; ou
- c) conclusion d'un avenant.

19.2.4 Lorsque la prolongation des délais d'exécution notifiée à l'Entrepreneur par ordre de service aura dépassé une durée fixée dans le **CCAP**, ce dernier aura la faculté, dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'ordre de service entraînant un dépassement de cette durée, d'obtenir la résiliation du Marché.

20. Pénalités, primes et retenues

20.1 En cas de retard dans l'achèvement des travaux, il est appliqué une pénalité journalière, fixée par le **CCAP**, égale à un certain nombre de millièmes du montant de l'ensemble du Marché. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du Marché, c'est-à-dire du Marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus; il est évalué à partir des prix de base définis au paragraphe 13.1.1 du CCAG.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'Œuvre et le Maître de l'Ouvrage peut, sans préjudice de toute autre méthode de recouvrement, déduire le montant de ces pénalités de toutes les sommes dont il est redevable à l'Entrepreneur. Le paiement de ces pénalités par l'Entrepreneur, qui représentent une évaluation forfaitaire des dommages et intérêts dus au Maître de l'Ouvrage au titre du retard dans l'exécution des travaux, ne libère en rien l'Entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du Marché.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise de l'Entrepreneur si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'Article 47 du CCAG.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent sont applicables aux pénalités éventuellement prévues par le **CCAP** pour le cas de retard

dans la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de délais particuliers ou de dates limites fixés dans le Marché.

- 20.2 Si le **CCAP** prévoit des primes d'avance, leur attribution est faite sans que l'Entrepreneur soit tenu de les demander, au taux et à concurrence du plafond fixés au **CCAP**.
- 20.3 Les journées de repos hebdomadaire ainsi que les jours fériés ou chômés, ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.
- 20.4 Sauf disposition contraire indiquée au **CCAP**, le montant des pénalités et, le cas échéant, des primes, est plafonné à 10% du Montant du Marché. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, le Maître de l'Ouvrage est en droit de résilier le Marché sans mise en demeure préalable.

D. Réalisation des ouvrages

21. Provenance des fournitures, équipements, matériels, matériaux et produits

- 21.1 L'Entrepreneur a le libre choix de la provenance des matériaux ou composants de construction ainsi que du mode de transport de ces divers éléments, leur assurance et les services bancaires qui s'y rapportent, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le Marché. Ils devront impérativement provenir de pays éligibles au sens de l'édition en vigueur des *Directives pour les acquisitions de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre des Marchés financés par la BlSD*.

22. Lieux d'extraction ou emprunt des matériaux

- 22.1 Lorsque le Marché fixe les lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux et qu'au cours des travaux les gisements se révèlent insuffisants en qualité ou en quantité, l'Entrepreneur doit en aviser à temps le Maître d'Œuvre; ce dernier désigne alors, sur proposition éventuelle de l'Entrepreneur, de nouveaux lieux d'extraction ou d'emprunt. La substitution peut donner lieu à l'application d'un nouveau prix établi suivant les modalités prévues à l'Article 14 du CCAG.
- 22.2 Si le Marché prévoit que des lieux d'extraction ou d'emprunt sont mis à la disposition de l'Entrepreneur par le Maître de l'Ouvrage, les indemnités d'occupation et, le cas échéant, les redevances de toute nature sont à la charge du Maître de l'Ouvrage; l'Entrepreneur ne peut alors, sans autorisation écrite du Maître d'Œuvre, utiliser pour

des travaux qui ne font pas partie du Marché les matériaux qu'il a extraits dans ces lieux d'extraction ou d'emprunt.

22.3 Sauf dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent Article, l'Entrepreneur est tenu d'obtenir, en tant que de besoin, les autorisations administratives nécessaires pour les extractions et emprunts de matériaux. Les indemnités d'occupation ou les redevances de toute nature éventuellement dues pour ces extractions ou emprunts sont à la charge de l'Entrepreneur. Toutefois, le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre apporteront leur concours à l'Entrepreneur si celui-ci le leur demande pour lui faciliter l'obtention en temps utile de toutes autorisations administratives dont il aurait besoin pour les extractions et emprunts de matériaux.

22.4 L'Entrepreneur supporte dans tous les cas les charges d'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt et, le cas échéant, les frais d'ouverture.

Il supporte également, sans recours contre le Maître de l'Ouvrage, la charge des dommages entraînés par l'extraction des matériaux, par l'établissement des chemins de desserte et, d'une façon générale, par les travaux d'aménagement nécessaires à la mise en exploitation, à l'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt, et leur remise en état. Il garantit le Maître de l'Ouvrage au cas où la réparation de tels dommages serait mise à la charge de celui-ci.

23. Qualité des matériaux et produits
Application des normes

23.1 Les matériaux et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du Marché, aux prescriptions de normes homologuées au plan international et conformes à la réglementation en vigueur. Les normes applicables sont celles qui sont en vigueur le premier jour du mois du dépôt des offres. Les dérogations éventuelles aux normes, si elles ne résultent pas expressément de documents techniques du Marché, sont indiquées ou récapitulées comme telles dans le premier article du **CCAP**, au même titre que les dérogations aux présentes dispositions du CCAG.

23.2 L'Entrepreneur ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le Marché que si le Maître d'Œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix et si l'augmentation ou réduction résultant de ces nouveaux prix a été acceptée par les autorités compétentes. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'Article 14 du CCAG, le Maître d'Œuvre

devant notifier par ordre de service les prix provisoires dans les quinze (15) jours qui suivent l'autorisation donnée.

24. Vérification qualitative des matériaux et produits - Essais et épreuves

24.1 Les matériaux produits et composants de construction sont soumis, pour leur vérification qualitative, à des essais et épreuves, conformément aux stipulations du Marché, aux prescriptions des normes internationales homologuées et conformes à la réglementation en vigueur; les dispositions de l'Article 23 du CCAG relatives à la définition des normes applicables et les dérogations éventuelles à ces normes sont à retenir pour le présent Article.

A défaut d'indication, dans le Marché ou dans les normes, des modes opératoires à utiliser, ceux-ci font l'objet de propositions de l'Entrepreneur soumises à l'acceptation du Maître d'Œuvre.

24.2 L'Entrepreneur entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés; les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier, les dispositions de l'Article 37 du CCAG étant appliquées s'il y a lieu.

24.3 Les vérifications sont faites, suivant les indications du Marché ou, à défaut, suivant les décisions du Maître d'Œuvre, soit sur le chantier, soit dans les usines, magasins ou carrières de l'Entrepreneur et des sous-traitants ou fournisseurs. Elles sont exécutées par le Maître d'Œuvre ou, si le Marché le prévoit, par un laboratoire ou un organisme de contrôle.

Dans le cas où le Maître d'Œuvre ou son préposé effectue personnellement les essais, l'Entrepreneur met à sa disposition le matériel nécessaire et il doit également fournir l'assistance, la main-d'œuvre, l'électricité, les carburants, les entrepôts et les appareils et instruments qui sont normalement nécessaires pour examiner, mesurer et tester tous matériaux et matériels. Toutefois, l'Entrepreneur n'a la charge d'aucune rémunération du Maître d'Œuvre ou de son préposé.

Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge de l'Entrepreneur. Ce dernier adresse au Maître d'Œuvre, les certificats constatant les résultats des vérifications faites. Au vu de ces certificats, le Maître d'Œuvre décide si les matériaux, produits ou composants de construction peuvent ou non être utilisés.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur, le fournisseur ou le sous-traitant autorisera l'accès à ses locaux au Maître d'Œuvre ou à l'organisme de contrôle afin qu'ils puissent opérer toutes vérifications en conformité avec les dispositions du Marché.

24.4 L'Entrepreneur doit convenir avec le Maître d'Œuvre des dates et lieux d'exécution des contrôles et des essais des matériaux et équipements conformément aux dispositions du Marché. Le Maître d'Œuvre doit notifier à l'Entrepreneur au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance son intention de procéder au contrôle ou d'assister aux essais; si le Maître d'Œuvre n'est pas présent à la date convenue, l'Entrepreneur peut, sauf instruction contraire du Maître d'Œuvre, procéder aux essais, qui seront considérés comme ayant été faits en présence du Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur doit immédiatement faire parvenir au Maître d'Œuvre des copies dûment certifiées des résultats des essais. Si le Maître d'Œuvre n'a pas assisté aux essais, les résultats de ces derniers sont présumés avoir été approuvés par lui.

24.5 L'Entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

L'Entrepreneur équipe, s'il y a lieu, les matériels de fabrication des dispositifs permettant d'opérer le prélèvement des matériaux aux différents stades de l'élaboration des produits fabriqués.

24.6 Si les résultats de vérifications prévues dans le Marché ou par les normes pour la fourniture d'une catégorie de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, le Maître d'Œuvre peut prescrire, en accord avec l'Entrepreneur, des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou sans réfaction sur les prix; les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge de l'Entrepreneur.

24.7 Ne sont pas à la charge de l'Entrepreneur :

- a) les essais et épreuves que le Maître d'Œuvre exécute ou fait exécuter et qui ne sont pas prévus dans le Marché ou par les normes; ni
- b) les vérifications éventuellement prescrites par le Maître d'Œuvre sur des matériaux, produits ou composants de construction devant porter un estampillage mentionné au Marché ou ayant fait l'objet d'un agrément administratif, qui

n'auraient pour but que de s'assurer du respect des qualités inhérentes à la marque ou exigées pour l'agrément.

24.8 L'Entrepreneur ne supporte pas la charge des frais de déplacement et de séjour que les vérifications entraînent pour le Chef de Projet, le Maître d'Œuvre ou leurs préposés.

25. Vérification quantitative des matériaux et produits

25.1 La détermination des quantités de matériaux et produits est effectuée contradictoirement.

Pour les matériaux et produits faisant l'objet de documents de transport (tels que connaissements, etc.), les indications de masse portées sur ceux-ci ou leurs annexes sont présumées exactes; toutefois, le Maître d'Œuvre a toujours le droit de faire procéder, pour chaque livraison, à une vérification contradictoire sur bascule. Les frais de cette vérification sont :

- a) à la charge de l'Entrepreneur si la pesée révèle qu'il existe, au préjudice du Maître de l'Ouvrage, un écart de masse supérieur à la freinte normale de transport;
- b) à la charge du Maître de l'Ouvrage dans le cas contraire.

25.2 S'il est établi que des transports de matériaux, produits ou composants de construction sont effectués dans des véhicules routiers en surcharge, les dépenses afférentes à ces transports ne sont pas prises en compte dans le règlement du Marché.

Lorsque ces dépenses ne font pas l'objet d'un règlement distinct, les prix des ouvrages qui comprennent la rémunération de ces transports subissent une réfaction fixée par ordre de service en se référant, s'il y a lieu, aux sous détails des prix unitaires et aux décompositions des prix forfaitaires.

26. Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage dans le cadre du Marché

26.1 Lorsque le Marché prévoit la fourniture par le Maître de l'Ouvrage de certains matériaux, produits ou composants de construction, l'Entrepreneur, avisé en temps utile, les prend en charge à leur arrivée sur le Site.

26.2 Si la prise en charge a lieu en présence d'un représentant du Maître de l'Ouvrage, elle fait l'objet d'un procès-verbal contradictoire portant sur les quantités prises en charge.

26.3 Si la prise en charge a lieu en l'absence du Maître de l'Ouvrage, les quantités prises en charge par l'Entrepreneur sont réputées être

celles pour lesquelles il a donné décharge écrite au transporteur ou au fournisseur qui a effectué la livraison.

Dans ce cas, l'Entrepreneur doit s'assurer, compte tenu des indications des documents de transport ou de l'avis de livraison porté à sa connaissance, qu'il n'y a ni omission, ni erreur, ni avarie ou défectuosité normalement décelables. S'il constate une omission, une erreur, une avarie ou une défectuosité, il doit faire à l'égard du transporteur ou du fournisseur les réserves d'usage et en informer aussitôt le Maître d'Œuvre.

- 26.4 Quel que soit le mode de transport et de livraison des matériaux, produits ou composants, et même en cas de prise sur stock, l'Entrepreneur est tenu de procéder aux opérations nécessaires de déchargement, de débarquement, de manutention, de rechargement et de transport, jusque et y compris la mise en dépôt ou à pied d'œuvre des matériaux, produits ou composants, éventuellement dans les conditions et délais stipulés au **CCAP**.

L'Entrepreneur acquitte tous les frais de location, de surestaries ou de dépassement de délais, toutes redevances pour dépassement de délais tarifaires de déchargement et, d'une façon générale, toutes pénalités et tous frais tels qu'ils résultent des règlements, des tarifs homologués ou des contrats, mais il ne conserve définitivement la charge de ces frais et pénalités que dans la mesure où le retard résulte de son fait.

- 26.5 Si le Marché stipule que la conservation qualitative ou quantitative de certains matériaux, produits ou composants, nécessite leur mise en magasin, l'Entrepreneur est tenu de construire ou de se procurer les magasins nécessaires, même en dehors du Site, dans les conditions et dans les limites territoriales éventuellement stipulées au **CCAP**.

Il supporte les frais de magasinage, de manutention, d'arrimage, de conservation et de transport entre les magasins et le Site.

- 26.6 Dans tous les cas, l'Entrepreneur a la garde des matériaux, produits et composants à partir de leur prise en charge. Il assume la responsabilité légale du depositaire, compte tenu des conditions particulières de conservation imposées éventuellement par le Marché.

- 26.7 L'Entrepreneur ne peut être chargé de procéder en tout ou partie à la réception des matériaux, produits ou composants fournis par le Maître de l'Ouvrage que si le Marché précise :

- a) le contenu du mandat correspondant;
- b) la nature, la provenance et les caractéristiques de ces matériaux, produits ou composants;
- c) les vérifications à effectuer; et
- d) les moyens de contrôle à employer, ceux-ci devant être mis à la disposition de l'Entrepreneur par le Maître d'Œuvre.

26.8 En l'absence de stipulations particulières du Marché, la charge des frais résultant des prestations prévues au présent Article est réputée incluse dans les prix. A moins que le **CCAP** n'en dispose autrement, le Maître d'Ouvrage reste responsable des vices et défauts des matériaux, produits et composants qu'il fournit, sauf en ce qui concerne les vices et défauts apparents que l'Entrepreneur omet de dénoncer par une notification au Maître d'Œuvre à bref délai.

27. Implantation des ouvrages

27.1 Plan général d'implantation des ouvrages

Le plan général d'implantation des ouvrages est un plan orienté qui précise la position des ouvrages, en planimétrie et en altimétrie, par rapport à des repères fixes. Ce plan est notifié à l'Entrepreneur, par ordre de service, dans les quinze (15) jours de l'entrée en vigueur du Marché ou si l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux est postérieur à celle-ci, au plus tard en même temps que cet ordre.

27.2 Responsabilité de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur est responsable :

- a) de l'implantation exacte des ouvrages par rapport aux repères, lignes et niveaux de référence originaux fournis par le Maître d'Œuvre;
- b) de l'exactitude du positionnement, du nivellement, du dimensionnement et de l'alignement de toutes les parties des ouvrages; et
- c) de la fourniture de tous les instruments et accessoires et de la main-d'œuvre nécessaires en rapport avec les tâches énumérées ci-dessus.

27.3 Si, à un moment quelconque lors de l'exécution des travaux, une erreur apparaît dans le positionnement, dans le nivellement, dans le dimensionnement ou dans l'alignement d'une partie quelconque des ouvrages, l'Entrepreneur doit, si le Maître d'Œuvre le demande, rectifier cette erreur à ses propres frais et à la satisfaction du Maître

d'Œuvre, à moins que cette erreur ne repose sur des données incorrectes fournies par celui-ci, auquel cas le coût de la rectification incombe au Maître de l'Œuvre.

27.4 La vérification de tout tracement ou de tout alignement ou nivellement par le Maître d'Œuvre ne dégage en aucune façon l'Entrepreneur de sa responsabilité quant à l'exactitude de ces opérations; l'Entrepreneur doit protéger et conserver soigneusement tous les repères, jalon à voyant fixe, piquets et autres marques utilisés lors de l'implantation des ouvrages.

28. Préparation des travaux

28.1 Période de mobilisation

La période de mobilisation est la période qui court à compter de l'entrée en vigueur du Marché et pendant laquelle, avant l'exécution proprement dite des travaux, le Maître de l'Œuvre et l'Entrepreneur ont à prendre certaines dispositions préparatoires et à établir certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, cette période dont la durée est fixée au **CCAP**, est incluse dans le délai d'exécution.

28.2 Programme d'exécution

Dans le délai stipulé au **CCAP**, l'Entrepreneur soumettra au Chef de Projet, pour approbation, le programme d'exécution des travaux actualisé qui devra être compatible avec la bonne exécution du Marché tenant compte notamment, le cas échéant, de la présence de sous-traitants ou d'autres entreprises sur le Site. L'Entrepreneur est tenu, en outre, sur demande du Maître d'Œuvre, de confirmer par écrit la description générale des dispositions et méthodes qu'il propose d'adopter pour la réalisation des travaux.

Si à un moment quelconque, il apparaît au Maître d'Œuvre que l'avancement des travaux ne correspond pas au programme d'exécution approuvé, l'Entrepreneur fournira, sur demande du Maître d'Œuvre, un programme révisé présentant les modifications nécessaires pour assurer l'achèvement des travaux dans le délai d'exécution.

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux. Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires est annexé à ce programme. Le programme correspondant distinguera les matériels et équipements devant être importés de façon temporaire et exclusivement destinés à la réalisation des travaux.

Le programme d'exécution des travaux est soumis au visa du Maître d'Œuvre quinze (15) jours au moins avant l'expiration de la période de mobilisation. Ce visa ne décharge en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de réaliser les travaux dans des délais et selon un programme compatible avec la bonne exécution du Marché. En outre, sauf dispositions contraires du Marché, l'absence de visa ne saurait faire obstacle à l'exécution des travaux.

28.3 Plan de sécurité et d'hygiène

28.3.1 Si le CCAP le prévoit, les mesures et dispositions énumérées au paragraphe 31.4 du CCAG font l'objet d'un plan de sécurité et d'hygiène. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du paragraphe 2 du présent Article sont alors applicables à ce plan.

28.3.2 L'Entrepreneur préparera le Plan de sécurité et d'hygiène le prévu à l'Article 9,

29. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

29.1 Documents fournis par l'Entrepreneur

29.1.1 Sauf dispositions contraires du Marché, l'Entrepreneur établit d'après les pièces contractuelles les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. A cet effet, l'Entrepreneur fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs notamment en ce qui concerne la stabilité et la résistance des travaux et ouvrages. S'il reconnaît une erreur, omission ou contradiction dans les pièces contractuelles ou autres documents de base fournis par le Maître d'Œuvre; il doit le signaler immédiatement par écrit au Maître d'Œuvre.

29.1.2 Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités des matériaux à mettre en œuvre. Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au Marché, les formes des ouvrages, la nature des parements, les formes des pièces dans tous les éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

29.1.3 Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence de l'Entrepreneur sont soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre, celui-ci pouvant demander également la

présentation des avant métrés. Toutefois, si le Marché le prévoit, tout ou partie des documents énumérés ci-dessus ne sont soumis qu'au visa du Maître d'Œuvre.

29.1.4 L'Entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du Maître d'Œuvre sur les documents nécessaires à cette exécution. Ces documents sont fournis dans les conditions figurant au paragraphe 4.4.2 du CCAG, sauf dispositions contraires des Spécifications techniques.

29.1.5 Si le Marché prévoit que le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre fournissent à l'Entrepreneur des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, la responsabilité de l'Entrepreneur n'est pas engagée sur la teneur de ces documents. Toutefois, l'Entrepreneur a l'obligation de vérifier, avant toute exécution, que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art; s'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit les signaler immédiatement au Maître d'Œuvre par écrit.

30. Modifications apportées aux dispositions techniques

30.1 L'Entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions techniques prévues par le Marché. Sur injonction du Maître d'Œuvre par ordre de service et dans le délai fixé par cet ordre, il est tenu de reconstruire à ses frais les ouvrages qui ne sont pas conformes aux dispositions contractuelles. Toutefois, le Maître d'Œuvre peut accepter les changements faits par l'Entrepreneur et les dispositions suivantes sont alors appliquées pour le règlement des comptes :

- a) si les dimensions ou les caractéristiques des ouvrages sont supérieures à celles que prévoit le Marché, les métrés restent fondés sur les dimensions et caractéristiques prescrites par le Marché et l'Entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix; et
- b) si elles sont inférieures, les métrés sont fondés sur les dimensions constatées des ouvrages, et les prix font l'objet d'une nouvelle détermination suivant les modalités prévues à l'Article 14 du CCAG.

31. Installation, organisation, sécurité et

31.1 Installation des chantiers de l'entreprise

31.1.1 L'Entrepreneur se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour l'installation de ses chantiers

hygiène des chantiers

dans la mesure où ceux que le Maître de l’Ouvrage a mis à sa disposition et compris dans le Site ne sont pas suffisants.

- 31.1.2 Sauf dispositions contraires du Marché, l’Entrepreneur supporte toutes les charges relatives à l’établissement et à l’entretien des installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouverts à la circulation publique.
- 31.1.3 Si les chantiers ne sont d’un accès facile que par voie d’eau, notamment lorsqu’il s’agit de travaux de dragage, d’endiguement ou de pose de blocs, l’Entrepreneur doit, sauf dispositions contraires du Marché, mettre gratuitement une embarcation armée à la disposition du Maître d’Œuvre et de ses agents, chaque fois que celui-ci le lui demande.
- 31.1.4 L’Entrepreneur doit faire apposer dans les chantiers et ateliers une affiche indiquant le Maître de l’Ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés, les nom, qualité et adresse du Maître d’Œuvre, ainsi que les autres renseignements requis par la législation du travail du pays du Maître de l’Ouvrage.
- 31.1.5 Tout équipement de l’Entrepreneur et ses sous-traitants, tous ouvrages provisoires et matériaux fournis par l’Entrepreneur et ses sous-traitants sont réputés, une fois qu’ils sont sur le Site, être exclusivement destinés à l’exécution des travaux et l’Entrepreneur ne doit pas les enlever en tout ou en partie, sauf dans le but de les déplacer d’une partie du Site vers une autre, sans l’accord du Chef de Projet. Il est entendu que cet accord n’est pas nécessaire pour les véhicules destinés à transporter le personnel, la main-d’œuvre et l’équipement, les fournitures, le matériel ou les matériaux de l’Entrepreneur vers ou en provenance du Site.

31.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

L’Entrepreneur se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt des déblais en excédent, en sus des emplacements que le Maître d’Œuvre met éventuellement à sa disposition comme lieux de dépôt définitifs ou provisoires. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l’accord préalable du Maître d’Œuvre, qui peut refuser l’autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l’aménagement

des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

31.3 Autorisations administratives

Le Maître de l'Ouvrage fait son affaire de la délivrance à l'Entrepreneur de toutes autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, les permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du Marché.

Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre apporteront leur concours à l'Entrepreneur, si celui-ci le leur demande, pour lui faciliter l'obtention en temps utile des autres autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour pouvoir importer puis réexporter en temps utile, le cas échéant selon un régime douanier et fiscal suspensif, tout le matériel et l'équipement exclusivement destinés à la réalisation des travaux et pour disposer des emplacements nécessaires au dépôt des déblais.

31.4 Sécurité et hygiène des chantiers

31.4.1 L'Entrepreneur doit prendre sur ses chantiers toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente. Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de ses chantiers, ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée. Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

L'Entrepreneur doit désigner un responsable de prévention d'accident sur le Site qui aura la charge de la sécurité et de la protection contre les accidents. Cette personne sera qualifiée en la matière et aura l'autorité suffisante pour donner des instructions et prendre des mesures de protection nécessaires à la prévention des accidents. Durant toute la période d'exécution des travaux, l'Entrepreneur s'engage à mettre à la

disposition de cette personne tous les moyens nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

L'Entrepreneur transmettra au Maître d'œuvre les détails de l'accident survenu dès que possible. L'Entrepreneur doit maintenir un registre et préparer des rapports sur la santé, la sécurité et le bien-être des personnes, et les dommages matériels subis, tel que requis par le Maître d'œuvre.

31.4.2 L'Entrepreneur doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

31.4.3 Sauf dispositions contraires du Marché, toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge de l'Entrepreneur.

31.4.4 En cas d'inobservation par l'Entrepreneur des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'Œuvre peut prendre aux frais de l'Entrepreneur les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable. L'intervention des autorités compétentes ou du Maître d'Œuvre ne dégage pas la responsabilité de l'Entrepreneur.

31.5 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Lorsque les travaux intéressent la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière : elle est réalisée sous le contrôle des services compétents par l'Entrepreneur, ce dernier ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation, sauf dispositions contraires du Marché et sans préjudice de l'application du paragraphe 4.4 du présent Article.

Si le Marché prévoit une déviation de la circulation, l'Entrepreneur a la charge, dans les mêmes conditions, de la signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et de la signalisation des itinéraires déviés. La police de la circulation aux abords des chantiers ou aux extrémités des sections où la circulation

est interrompue et le long des itinéraires déviés incombe aux services compétents.

L'Entrepreneur doit informer par écrit les services compétents, au moins huit (8) jours ouvrables à l'avance, de la date de commencement des travaux en mentionnant, s'il y a lieu, le caractère mobile du chantier. L'Entrepreneur doit, dans les mêmes formes et délai, informer les services compétents du repliement ou du déplacement du chantier.

31.6 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

31.6.1 L'Entrepreneur doit conduire les travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux, sous réserve des précisions données, le cas échéant, par le **CCAP** sur les conditions dans lesquelles des restrictions peuvent être apportées à ces communications et à l'écoulement des eaux.

31.6.2 En cas d'inobservation par l'Entrepreneur des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'Œuvre peut prendre aux frais de l'Entrepreneur les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

31.7 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, l'Entrepreneur doit prendre à ses frais et risques les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées, les poussières.

31.8 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité des câbles ou ouvrages souterrains de télécommunications

Lorsque, au cours de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur rencontre des repères indiquant le parcours de câbles, de canalisations ou d'ouvrages souterrains, il maintient ces repères à leur place ou les remet en place si l'exécution des travaux a nécessité leur enlèvement momentané. Ces opérations requièrent l'autorisation préalable du Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur est responsable de la conservation, du déplacement et de la remise en place, selon le cas, des câbles, des canalisations et ouvrages spécifiés par le Maître de l'Ouvrage dans le Marché et prend à sa charge les frais y afférents. Lorsque la présence de câbles, de canalisations ou installations n'a pas été mentionnée dans le Marché, mais est signalée par des repères ou des indices, l'Entrepreneur a un devoir général de diligence et des obligations analogues à celles énoncées ci-avant en ce qui concerne la conservation, le déplacement et la remise en place. Dans ce cas, le Maître de l'Ouvrage l'indemnise des frais afférents à ces travaux, dans la mesure où ces travaux sont nécessaires à l'exécution du Marché.

31.9 Démolition de constructions

31.9.1 L'Entrepreneur ne peut démolir les constructions situées dans les emprises des chantiers et sur les terrains mis à disposition par le Maître de l'Ouvrage qu'après en avoir fait la demande au Maître d'Œuvre quinze (15) jours à l'avance, le défaut de réponse dans ce délai valant autorisation.

31.9.2 Sauf dispositions contraires du Marché, l'Entrepreneur n'est tenu, en ce qui concerne les matériaux et les produits provenant de démolition ou de démontage, à aucune précaution particulière pour leur dépôt, ni à aucune obligation de tri en vue de leur réemploi.

31.10 Emploi des explosifs

31.10.1 Sous réserve des restrictions ou des interdictions éventuellement stipulées dans le Marché, l'Entrepreneur doit prendre sous sa responsabilité, toutes les précautions nécessaires pour que l'emploi des explosifs ne présente aucun danger pour le personnel et pour les tiers, et ne cause aucun dommage aux propriétés et ouvrages voisins ainsi qu'aux ouvrages faisant l'objet du Marché.

31.10.2 Pendant toute la durée des travaux, et notamment après le tir des mines, l'Entrepreneur, sans être pour autant dégagé de la responsabilité prévue au paragraphe 10.1 du présent Article, doit visiter fréquemment les talus des déblais et les terrains supérieurs afin de faire tomber les parties de rochers ou autres qui pourraient avoir été ébranlées directement ou indirectement par le tir des mines.

32. Engins explosifs de guerre

32.1 Si le Marché indique que le site des travaux peut contenir des engins de guerre non explosés, l'Entrepreneur applique les mesures spéciales de prospection et de sécurité édictées par l'autorité compétente. En tout état de cause, si un engin de guerre est découvert ou repéré, l'Entrepreneur doit :

- a) suspendre le travail dans le voisinage et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisation, balises, etc.;
- b) informer immédiatement le Maître d'Œuvre et l'autorité chargée de faire procéder à l'enlèvement des engins non explosés; et
- c) ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par ordre de service.

32.2 En cas d'explosion fortuite d'un engin de guerre, l'Entrepreneur doit en informer immédiatement le Maître d'Œuvre ainsi que les autorités administratives compétentes et prendre les mesures définies aux alinéas a) et c) du paragraphe 1 du présent Article.

32.3 Les dépenses justifiées entraînées par les stipulations du présent Article ne sont pas à la charge de l'Entrepreneur.

33. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur les chantiers

33.1 L'Entrepreneur n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature trouvés sur les chantiers en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions, mais il a droit à être indemnisé si le Maître d'Œuvre lui demande de les extraire ou de les conserver avec des soins particuliers.

33.2 Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'Entrepreneur doit le signaler au Maître d'Œuvre et faire toute déclaration prévue par la réglementation en vigueur. Sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, l'Entrepreneur ne doit pas déplacer ces objets ou vestiges sans

autorisation du Chef de Projet. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol.

33.3 Sans préjudice de la réglementation en vigueur, lorsque les travaux mettent au jour des restes humains, l'Entrepreneur en informe immédiatement l'autorité compétente sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite et en rend compte au Maître d'Œuvre.

33.4 Dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3 du présent Article, l'Entrepreneur a droit à être indemnisé des dépenses justifiées entraînées par ces découvertes.

**34. Dégradations
causées aux
voies publiques**

34.1 L'Entrepreneur doit utiliser tous les moyens raisonnables pour éviter que les routes ou les ponts communiquant avec ou se trouvant sur les itinéraires menant au Site ne soient endommagés ou détériorés par la circulation des véhicules et engins de l'Entrepreneur ou de l'un quelconque de ses sous-traitants; en particulier, il doit choisir des itinéraires et des véhicules adaptés et limiter et répartir les chargements de manière à ce que toute circulation exceptionnelle qui résultera du déplacement des équipements, fournitures, matériels et matériaux de l'Entrepreneur et de ses sous-traitants vers ou en provenance du Site soit aussi limitée que possible et que ces routes et ponts ne subissent aucun dommage ou détérioration inutile.

34.2 Sauf dispositions contraires du Marché, l'Entrepreneur est responsable et doit faire exécuter à ses frais tout renforcement des ponts ou modification ou amélioration des routes communiquant avec ou se trouvant sur les itinéraires menant au Site qui faciliterait le transport des équipements, fournitures, matériels et matériaux de l'Entrepreneur et de ses sous-traitants et l'Entrepreneur doit indemniser le Maître de l'Ouvrage de toutes réclamations relatives à des dégâts occasionnés à ces routes ou ponts par ledit transport, y compris les réclamations directement adressées au Maître de l'Ouvrage.

34.3 Dans tous les cas, si ces transports ou ces circulations sont faits en infraction aux prescriptions du Code de la route ou des arrêtés ou décisions pris par les autorités compétentes, intéressant la conservation des voies publiques, l'Entrepreneur supporte seul la charge des contributions ou réparations.

- 35. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution**
- 35.1 L'Entrepreneur a, à l'égard du Maître de l'Ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, sauf s'il établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement des dispositions du Marché ou de prescriptions d'ordre de service, ou sauf si le Maître de l'Ouvrage, poursuivi par le tiers victime de tels dommages, a été condamné sans avoir appelé l'Entrepreneur en garantie devant la juridiction saisie. Les dispositions de cet article ne font pas obstacle à l'application des dispositions de l'Article 34 du CCAG.
- 36. Réserve**
- 36.1 Réserve
- 37. Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi**
- 37.1 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage pour l'exécution des travaux. Il doit prendre toutes dispositions pour éviter d'encombrer inutilement le Site et, en particulier, enlever tous équipements, fournitures, matériel et matériaux qui ne sont plus nécessaires.
- 37.2 A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le Chef de Projet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit à la décharge publique, aux frais et risques de l'Entrepreneur, ou être vendus aux enchères publiques.
- 37.3 Les mesures définies au paragraphe 2 du présent Article sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le Marché à l'encontre de l'Entrepreneur.
- 38. Essais et contrôle des ouvrages**
- 38.1 Les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans le Marché, sont à la charge de l'Entrepreneur. Si le Maître d'Œuvre prescrit, pour les ouvrages, d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du Maître de l'Ouvrage.
- 39. Vices de construction**
- 39.1 Lorsque le Maître d'Œuvre présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il peut, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, prescrire par ordre de service les mesures de nature à permettre de déceler ce vice. Ces mesures peuvent comprendre, le cas échéant, la démolition partielle ou totale de l'ouvrage. Le Maître d'Œuvre peut également exécuter ces mesures lui-même ou les faire

exécuter par un tiers, mais les opérations doivent être faites en présence de l'Entrepreneur ou lui dûment convoqué.

39.2 Si un vice de construction est constaté, les dépenses correspondant au rétablissement de l'intégralité de l'ouvrage ou à sa mise en conformité avec les règles de l'art et les stipulations du Marché, ainsi que les dépenses résultant des opérations éventuelles ayant permis de mettre le vice en évidence, sont à la charge de l'Entrepreneur sans préjudice de l'indemnité à laquelle le Maître de l'Ouvrage peut alors prétendre.

Si aucun vice de construction n'est constaté, l'Entrepreneur est remboursé des dépenses définies à l'alinéa précédent, s'il les a supportées.

40. Documents fournis après exécution

40.1 Sauf dispositions différentes du Marché et indépendamment des documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'Article 29.1 du CCAG, l'Entrepreneur remet au Maître d'Œuvre, en trois (3) exemplaires, dont un sur calque:

- a) au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes internationale en vigueur et conforme à la réglementation applicable; et
- b) dans les soixante (60) jours suivant la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.

E. Réception et Garanties

41. Réception provisoire

41.1 La réception provisoire a pour but le contrôle de la conformité des travaux avec l'ensemble des obligations du Marché et, en particulier, avec les spécifications techniques. Si le **CCAP** le prévoit, la réception peut être prononcée par tranche de travaux étant précisé que, dans ce cas, c'est la réception partielle de la dernière tranche qui tiendra lieu de réception provisoire de l'ensemble des travaux au sens du présent Marché.

L'Entrepreneur avise à la fois le Chef de Projet et le Maître d'Œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le Maître d'Œuvre procède, l'Entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui, sauf dispositions contraires du **CCAP**, est de vingt (20) jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Le Chef de Projet, avisé par le Maître d'Œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Le procès-verbal prévu au paragraphe 2 du présent Article mentionne soit la présence du Chef de Projet ou de son représentant, soit, en son absence le fait que le Maître d'Œuvre l'avait dûment avisée.

En cas d'absence de l'Entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention audit procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

41.2 Les opérations préalables à la réception comportent :

- a) la reconnaissance des ouvrages exécutés;
- b) les épreuves éventuellement prévues par le **CCAP**;
- c) la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au Marché;
- d) la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons;
- e) la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux, sauf stipulation différente du **CCAP**, prévue au paragraphe 1.1 de l'Article 19 du CCAG; et
- f) les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'Œuvre et signé par lui et par l'Entrepreneur; si ce dernier refuse de le signer; il en est fait mention.

Dans le délai de quinze (15) jours suivant la date du procès-verbal, le Maître d'Œuvre fait connaître à l'Entrepreneur s'il a ou non proposé au Chef de Projet de prononcer la réception provisoire des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

41.3 Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception provisoire et des propositions du Maître d'Œuvre, le Chef de Projet décide si la réception provisoire est ou non prononcée ou si elle est

prononcée avec réserves. S'il refuse la réception, sa décision liste de manière détaillée les prestations inachevées et imperfections ou malfaçons qui empêchent le prononcé de la réception et il ne prend pas possession des ouvrages. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée à l'Entrepreneur dans les quarante-cinq (45) jours suivant la date du procès-verbal.

A défaut de décision du Chef de Projet notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du Maître d'Œuvre sont considérées comme acceptées.

La réception, si elle est prononcée ou réputée prononcée, prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

41.4 S'il apparaît que certaines prestations prévues au Marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Chef de Projet peut décider de prononcer la réception provisoire, sous réserve que l'Entrepreneur s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois (3) mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

41.5 Lorsque la réception provisoire est assortie de réserves, l'Entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Chef de Projet ou, en l'absence d'un tel délai, trois (3) mois avant la réception définitive.

Au cas où ces travaux ne seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le Chef de Projet peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur.

41.6 Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du Marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Chef de Projet peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à l'Entrepreneur une réfaction sur les prix.

Si l'Entrepreneur accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, l'Entrepreneur demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

- 41.7 Toute prise de possession des ouvrages par le Maître de l'Ouvrage doit être précédée de leur réception. S'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous la forme de réceptions partielles, avec toutes réserves utiles et selon les mêmes modalités que ci-dessus, pour les parties des ouvrages dont l'occupation ou l'utilisation est décidée par le Maître de l'Ouvrage.
- 41.8 La réception provisoire entraîne le transfert de la propriété et des risques au profit du Maître de l'Ouvrage et constitue le point de départ de l'obligation de garantie contractuelle selon les dispositions de l'Article 44 du CCAG.
- 41.9 A l'issue de la réception provisoire, l'Entrepreneur doit débarrasser et retirer tous ses équipements, fournitures, matériels et matériaux excédentaires ainsi que tous détritiques et ouvrages provisoires de toute nature et laisser le site et les ouvrages propres et en bon état de fonctionnement. Il est toutefois entendu que l'Entrepreneur est autorisé à conserver sur le Site, jusqu'à la fin du délai de garantie, tous les équipements, fournitures, matériels, matériaux et ouvrages provisoires dont il a besoin pour remplir ses obligations au cours de la période de garantie.

42. Réception définitive

- 42.1 Sous réserve de disposition contraire figurant au **CCAP**, la réception définitive sera prononcée un (1) an après la date du procès-verbal de réception provisoire. Au sein de cette période, l'Entrepreneur est tenu à l'obligation de garantie contractuelle plus amplement décrite à l'Article 44 du CCAG.

En outre, au plus tard dix (10) mois après la réception provisoire, le Maître d'Œuvre adressera à l'Entrepreneur les listes détaillées de malfaçons relevées, à l'exception de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

L'Entrepreneur disposera d'un délai de deux (2) mois pour y apporter remède dans les conditions du Marché. Il retournera au Maître d'Œuvre les listes de malfaçons complétées par le détail des travaux effectués.

Le Chef de Projet délivrera alors, après avoir vérifié que les travaux ont été correctement vérifiés et à l'issue de cette période de deux (2) mois, le procès-verbal de réception définitive des travaux.

42.2 Si l'Entrepreneur ne remédie par aux malfaçons dans les délais, la réception définitive ne sera prononcée qu'après la réalisation parfaite des travaux qui s'y rapportent. Dans le cas où ces travaux ne seraient toujours pas réalisés deux (2) mois après la fin de la période de garantie contractuelle, le Maître de l'Ouvrage prononcera néanmoins la réception définitive à l'issue de cette période tout en faisant réaliser les travaux par toute entreprise de son choix aux frais et risques de l'Entrepreneur. Dans ce cas, la garantie de bonne exécution visée à l'Article 6.11 demeurera en vigueur jusqu'au désintéressement complet du Maître de l'Ouvrage par l'Entrepreneur.

42.3 La réception définitive marquera la fin d'exécution du présent Marché et libérera les parties contractantes de leurs obligations.

43. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

43.1 Le présent Article s'applique lorsque le Marché, ou un ordre de service, prescrit à l'Entrepreneur de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés à la disposition du Maître de l'Ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du Marché.

43.2 Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le Maître d'Œuvre et l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur a le droit de suivre les travaux non compris dans son Marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du Maître de l'Ouvrage. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que lesdits travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au Maître d'Œuvre.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

43.3 Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, l'Entrepreneur n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du Maître de l'Ouvrage.

44. Garanties contractuelles

44.1 Délai de garantie

Le délai de garantie est, sauf stipulation contraire du Marché égal à la durée comprise entre la réception provisoire et la réception

définitive. Pendant le délai de garantie, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'Article 42 du CCAG, l'Entrepreneur est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit, à ses frais :

- a) exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux paragraphes 4 et 5 de l'Article 41 du CCAG;
- b) remédier à tous les désordres signalés par le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci;
- e) procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs jugés nécessaires par le Maître d'Œuvre et présentés par lui au cours de la période de garantie; et
- d) remettre au Maître d'Œuvre les plans des ouvrages conformes à l'exécution dans les conditions précisées à l'Article 40 du CCAG.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux alinéas b) et c) ci-dessus ne sont à la charge de l'Entrepreneur que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation pour l'Entrepreneur de réaliser ces travaux de parfait achèvement à ses frais ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale, étant précisé que la propreté et l'entretien courant incombent au Maître de l'Ouvrage.

A l'expiration du délai de garantie, l'Entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception de celles qui sont mentionnées au paragraphe 2 du présent Article et la garantie prévue à l'Article 6.2.2 du CCAG sera échue de plein droit sauf dans le cas prévu à l'Article 42.2 du CCAG.

44.2 Garanties particulières

Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le **CCAP** définisse, pour certains ouvrages ou certaines catégories de travaux, des garanties particulières s'étendant au-delà du délai de garantie fixé au paragraphe 1 du présent Article. L'existence de ces garanties

particulières n'a pas pour effet de retarder la libération des sûretés au-delà de la réception définitive.

- 45. Garantie légale** 45.1 En application de la réglementation en vigueur, l'Entrepreneur est responsable de plein droit pendant dix (10) ans envers le Maître de l'Ouvrage, à compter de la réception provisoire, des dommages même résultant d'un vice du sol qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui l'affectent dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement le rendant impropre à sa destination. Pour s'exonérer de sa responsabilité au titre du présent Article, l'Entrepreneur doit prouver que les dommages proviennent d'une cause qui lui est étrangère.

F. Résiliation du Marché - Interruption des Travaux

- 46. Résiliation du Marché** 46.1 Il peut être mis fin à l'exécution des travaux faisant l'objet du Marché avant l'achèvement de ceux-ci, par une décision de résiliation du Marché qui en fixe la date d'effet.

Le règlement du Marché est fait alors selon les modalités prévues aux paragraphes 3 et 4 de l'Article 13 du CCAG, sous réserve des autres stipulations du présent Article.

Le Maître de l'Ouvrage peut résilier le marché dans l'intérêt général.

Sauf dans les cas de résiliation prévus aux Articles 47 et 49 du CCAG, l'Entrepreneur a droit à être indemnisé, s'il y a lieu, du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Il doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de quarante-cinq (45) jours compté à partir de la notification du décompte général.

En cas de résiliation prévue aux Articles 47 ou 49, la portion de l'avance forfaitaire qui n'a pas encore été remboursée sera immédiatement reversée par l'Entrepreneur au Maître de l'Ouvrage.

- 46.2 En cas de résiliation, il est procédé, l'Entrepreneur ou ses ayants droit, curateur ou syndic, dûment convoqués, aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier. Il est dressé procès-verbal de ces opérations.

L'établissement de ce procès-verbal comporte réception provisoire des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, avec effet de la date d'effet de la résiliation, tant pour le point de départ du délai de

garantie défini à l'Article 44 du CCAG que pour le point de départ du délai prévu pour le règlement final du Marché au paragraphe 3.2 de l'Article 13 du CCAG. En outre, les dispositions du paragraphe 8 de l'Article 41 du CCAG sont alors applicables.

46.3 Dans les dix (10) jours suivant la date de ce procès-verbal, le Chef de Projet fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par L'Entrepreneur dans le délai imparti par le Chef de Projet, le Maître d'Œuvre les fait exécuter d'office.

Sauf dans les cas de résiliation prévus aux Articles 47 et 49 du CCAG, ces mesures ne sont pas à la charge de L'Entrepreneur.

46.4 Le Maître de l'Ouvrage dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie les ouvrages provisoires utiles à l'exécution du Marché, ainsi que les matériaux approvisionnés, dans la limite où il en a besoin pour le l'achèvement des travaux du Marché.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du Marché.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux approvisionnés sont rachetés aux prix du Marché ou, à défaut, à ceux qui résultent de l'application de l'Article 14 du CCAG.

46.5 L'Entrepreneur est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le Maître d'Œuvre.

**47. Décès,
incapacité,
règlement
judiciaire ou
liquidation des
biens de
l'Entrepreneur**

47.1 En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens de l'Entrepreneur, la résiliation du Marché est prononcée, sauf si, dans le mois qui suit la décision de justice intervenue, l'autorité compétente décide de poursuivre l'exécution du Marché.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la décision du syndic de renoncer à poursuivre l'exécution du Marché ou de

l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'Entrepreneur, à aucune indemnité.

47.2. Dans les cas de résiliation prévus au présent Article, pour l'application des dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Article 46 du CCAG, l'autorité compétente est substituée à l'Entrepreneur.

48. Ajournement des travaux

48.1 L'ajournement des travaux peut être décidé par le Maître de l'Ouvrage. Il est alors procédé, suivant les modalités indiquées à l'Article 12 du CCAG, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

L'Entrepreneur qui conserve la garde du chantier a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.

Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée dans les mêmes conditions que les prix nouveaux, suivant les modalités prévues à l'Article 14 du CCAG.

48.2 Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus de trois (3) mois, l'Entrepreneur a le droit d'obtenir la résiliation du Marché, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée de trois (3) mois indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze (15) jours, demandé la résiliation.

48.3 Au cas où un acompte mensuel n'aurait pas été payé, l'Entrepreneur, trente (30) jours après la date limite fixée au paragraphe 2.3 de l'Article 13 du CCAG pour le paiement de cet acompte, peut, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Chef de Projet, prévenir le Maître de l'Ouvrage de son intention de suspendre les travaux au terme d'un délai de quinze (15) jours. Si dans ce délai, l'acompte n'a pas été payé, l'Entrepreneur peut suspendre la poursuite des travaux et obtenir la résiliation de son marché aux torts du Maître de l'Ouvrage par notice effective dans un délai de quinze (15) jours suivant son envoi.

48.4 Si les retraits de fonds du financement de la BIsD sont suspendus, le Maître de l'Ouvrage doit en informer immédiatement l'Entrepreneur et lui faire connaître s'il a l'intention de faire poursuivre les travaux en recourant à d'autres sources de financement. Si le non-paiement survient dans le cas où les retraits de fonds sont suspendus et que le Maître de l'Ouvrage n'a pas fait connaître à l'Entrepreneur son intention de faire poursuivre les travaux en recourant à d'autres sources de financement, le délai de trente (30) jours et les deux délais

de quinze (15) jours auxquels il est fait référence au paragraphe 48.3 ci-dessus sont réduits à dix (10) jours et cinq (5) jours respectivement.

G. Mesures coercitives - Règlement des différends et des litiges - Entrée en vigueur

49. Mesures coercitives

49.1 A l'exception des cas prévus au paragraphe 4 de l'Article 15 lorsque l'Entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du Marché ou aux ordres de service, le Chef de Projet le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai, sauf en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze (15) jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

49.2 Si l'Entrepreneur n'a pas déféré à la mise en demeure, la résiliation du Marché peut être décidée.

49.3 La résiliation du Marché décidée en application du présent Article peut être soit simple, soit aux frais et risques de l'Entrepreneur.

49.4 En cas de résiliation aux frais et risques de l'Entrepreneur, il peut être passé un marché avec un autre Entrepreneur pour l'achèvement des travaux. Par exception aux dispositions du paragraphe 4.2 de l'Article 13, le décompte général du Marché résilié ne sera notifié à l'Entrepreneur qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas d'un nouveau marché aux frais et risques de l'Entrepreneur, ce dernier est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du Maître d'Œuvre et de ses représentants. Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché sont à la charge de l'Entrepreneur. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses garanties, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

49.5 Dans le cas d'un Marché passé avec des Entrepreneurs groupés, si le mandataire commun ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres entrepreneurs, il est mis en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies au paragraphe 1 du présent Article.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le Chef de Projet invite les entrepreneurs groupés à désigner un autre mandataire dans le délai d'un (1) mois. Le nouveau mandataire, une fois agréé par le Maître

de l’Ouvrage, est alors substitué à l’ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de cette désignation, le Chef de Projet choisit une personne physique ou morale pour coordonner l’action des divers entrepreneurs groupés. Le mandataire défaillant reste solidaire des autres entrepreneurs et supporte les dépenses d’intervention du nouveau coordonnateur.

49.6 Corruption ou manœuvres frauduleuses

S’il établit que l’Entrepreneur s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation ou l’exécution du Marché telles que définies dans les Directives pour la Passation des Marchés financés par la BlsD, le Maître de l’Ouvrage peut, quatorze (14) jours après le lui avoir notifié, résilier le Marché et les dispositions des paragraphes 49.2, 49.3 et 49.4 sont applicables de plein droit.

50. Règlement des différends et des litiges

50.1 Intervention du Maître de l’Ouvrage

Si un différend survient entre le Maître d’Œuvre et l’Entrepreneur, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, l’Entrepreneur remet au Maître de l’Ouvrage, avec copie au Maître d’Œuvre, , un mémoire exposant les motifs et indiquant les montants de ses réclamations.

En l’absence de réponse du Maître de l’Ouvrage reçue dans un délai de quinze (15) jours suivant la remise de ce mémoire ou s’il n’est pas satisfait de la réponse reçue dans ce même délai, l’Entrepreneur doit avant toute procédure contentieuse et dans un délai maximum de 30 (trente) jours soumettre le ou les différend(s) au processus de conciliation prévu à l’Article 50.2 ci-après. A défaut l’Entrepreneur n’est plus admis à réclamer.

50.2 Conciliation

La conciliation obligatoire régie par le présent article s’applique aux différends visés à l’Article 50.1 ci-dessus ainsi qu’à tout autre différend opposant le Maître de l’Ouvrage et l’Entrepreneur, notamment ceux retranscrits dans le mémoire de réclamation prévu au paragraphe 4 de l’Article 13.4 du CCAG. La conciliation a pour objet de favoriser l’émergence d’un accord amiable des parties sur une solution transactionnelle équitable.

50.2.1 Sauf dispositions contraires du **CCAP** prévoyant le recours à un Comité tripartite de conciliation dont le mode de

désignation et de fonctionnement est précisé au **CCAP**, le Conciliateur doit être une personne physique dont les qualités professionnelles, personnelles et morales ainsi que l'expérience pour ce type de marché sont notoires. Il doit justifier en outre de son indépendance et impartialité vis-à-vis des parties.

Le Conciliateur est désigné conformément aux dispositions spécifiées au **CCAP**.

En cas d'empêchement du Conciliateur survenu après la signature du Marché les parties s'entendront pour une désignation par un commun accord entre elles. En l'absence de désignation d'un commun accord à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours le conciliateur sera nommé par l'autorité de désignation du Conciliateur spécifiée au **CCAP**, à la requête de la partie la plus diligente.

50.2.2 Le Conciliateur doit s'engager avant d'accepter sa mission à se rendre disponible et à déclarer toute situation de conflits d'intérêt.

Il est rémunéré à la journée au taux précisé au **CCAP** ou à défaut au tarif décidé par l'autorité de nomination.

Son coût est réparti de façon égale entre le Maître de l'Ouvrage et l'Entrepreneur.

50.2.3 Le différend est notifié au Conciliateur par l'une ou l'autre des parties (ci-après la « Lettre de Saisine »), selon le cas dans le délai de 30 jours visé à l'Article 50.1 ci-dessus ou dans les 15 jours de la remise du mémoire de réclamation du paragraphe 4 de l'Article 13.4 ou, dans les autres cas, dans les 30 jours suivant la notification d'un différend, par l'une quelconque des parties à l'autre.

Dans les huit (8) jours de sa saisine, le Conciliateur propose aux parties les Termes de Références de la Conciliation. Cette dernière devra se dérouler durant une période qui ne pourra pas excéder 90 (quatre-vingt-dix) jours. Les Termes de Référence précisent notamment les délais à respecter pour l'échange des mémoires, le cas échéant la visite des sites ainsi que les audiences et les conditions de leur déroulement.

Les parties disposeront d'un délai de dix (10) jours pour faire toute proposition et s'entendre sur les Termes de Référence.

En l'absence de consensus à l'issue de cette période, le Conciliateur arrête seul les Termes de Référence qui s'imposent aux parties.

Le Conciliateur n'est pas tenu de respecter le principe du contradictoire et il peut organiser des audiences séparées avec les parties.

Il est libre en outre après avoir entendu les parties d'adapter et de modifier les Termes de Référence.

Si au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite figurant dans les Termes de Référence, les parties n'ont pas conclu un accord transactionnel, le Conciliateur disposera d'un délai de 5 (cinq) jours pour faire une proposition de conciliation.

En cas d'acceptation de cette proposition le Conciliateur rédigera avec les parties un accord transactionnel qui mettra un terme définitif au différend et qui est insusceptible de recours de quelque nature que ce soit.

50.3 Règlement final des litiges

50.3.1 Si, dans le délai de trente (30) jours à partir de la date de présentation du différend qui lui est faite, aucune décision du Conciliateur n'a été notifiée à l'Entrepreneur et au Maître de l'Ouvrage, ou si une des deux parties n'accepte pas la décision notifiée par le Conciliateur, les deux Parties devront s'efforcer de régler leur différend à l'amiable avant le commencement de la procédure de règlement final des litiges. Toutefois, à moins que les deux Parties n'en conviennent autrement, cette procédure pourra commencer à partir du 60^{ième} jour suivant la date où le désaccord et l'intention d'engager la procédure de règlement final des litiges a été notifiée, même si aucune tentative de règlement amiable n'a été effectuée.

50.3.2 Tout différend qui n'a pas été réglé à l'amiable et pour lequel la décision du Conciliateur n'est pas devenue définitive et obligatoire sera tranché en dernier ressort comme suit :

a) les marchés passés avec des entrepreneurs étrangers seront tranchés par arbitrage international conformément, à l'option retenue au CCAP parmi les options suivantes :

- 1) **Option A** conformément au Règlement d'Arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI) ;

ou bien

- 2) **Option B** suivant le règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément audit règlement d'arbitrage.

Dans tous les cas, le lieu de l'arbitrage devra être neutre, c'est à dire n'être situé dans le pays du Maître de l'Ouvrage, ni dans celui de l'Entrepreneur.

- b) les marchés passés avec des entrepreneurs nationaux seront tranchés conformément aux procédures et lois en vigueur dans le pays du Maître de l'Ouvrage.

50.3.3 Si, dans le délai de six (6) mois à partir de la notification à l'Entrepreneur de la décision prise conformément au paragraphe 1 du présent Article sur les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du Marché, l'Entrepreneur n'a pas initié la procédure de règlement final des litiges prévue à l'Article 50.3.2 du CCAG, il est considéré comme ayant définitivement accepté ladite décision et toute procédure judiciaire ou arbitrale sera alors irrecevable.

50.3.4 Les arbitres ou juridictions nationales, le cas échéant, ont plein pouvoir pour rouvrir, revoir et réviser tout ordre de service, instruction, opinion ou évaluation du Maître d'œuvre ainsi que toute décision du Conciliateur correspondant au litige en question. Rien ne peut disqualifier les représentants des parties et du Maître d'œuvre à être appelés comme témoins et à apporter des preuves devant les arbitres sur les sujets en rapport avec le différend.

Aucune des deux parties ne sera tenue devant les arbitres ou le juge par les preuves ou arguments mis en avant par le Conciliateur pour la formulation de sa décision. Toutefois, les décisions du Conciliateur sont des preuves admissibles dans une procédure de règlement final des litiges.

La procédure d'arbitrage peut commencer avant ou après l'achèvement des Travaux. Les obligations des parties, du Maître d'œuvre et du Conciliateur ne peuvent être modifiées

pendant l'exécution des travaux en raison du fait qu'un arbitrage en cours.

51. Droit applicable et changement dans la réglementation

51.1 Droit applicable

En l'absence de disposition figurant au **CCAP**, le droit applicable pour l'interprétation et l'exécution du présent Marché est le droit du pays du Maître de l'Ouvrage.

51.2 Changement dans la réglementation

51.2.1 A l'exception des changements de lois ou règlements ayant pour effet de bouleverser l'économie des relations contractuelles et engendrant une perte manifeste pour l'Entrepreneur et imprévisible à la date de remise de l'offre, seuls les changements intervenus dans le pays du Maître de l'Ouvrage pourront être pris en compte pour modifier les conditions financières du Marché.

51.2.2 En cas de modification de la réglementation en vigueur dans le pays du Maître de l'Ouvrage ayant un caractère impératif, à l'exception des modifications aux lois fiscales ou assimilées qui sont régies par l'Article 10.5 du CCAG, qui entraîne pour l'Entrepreneur une augmentation ou une réduction du coût d'exécution des travaux non pris en compte par les autres dispositions du Marché et qui est au moins égale à un (1) pour cent du Montant du Marché, un avenant sera conclu entre les parties pour augmenter ou diminuer, selon le cas, le Montant du Marché. Dans le cas où les parties ne pourraient se mettre d'accord sur les termes de l'avenant dans un délai de trois (3) mois à compter de la proposition d'avenant transmise par une partie à l'autre, les dispositions de l'Article 50.1 du CCAG s'appliqueront.

52. Entrée en vigueur du Marché

52.1 L'entrée en vigueur du Marché est subordonnée à la réalisation de celles des conditions suivantes qui sont spécifiées au **CCAP** :

- a) approbation des autorités compétentes du pays du Maître de l'Ouvrage;
- b) approbation de la convention de financement du Projet (accord de financement de la BIsD);
- c) mise en place des garanties à produire par l'Entrepreneur; et

d) accès effectif au Site et mise à la disposition du Site par le Maître d'Œuvre à l'Entrepreneur.

52.2 Un procès-verbal sera établi contradictoirement et signé par les parties dès que les conditions mentionnées ci-dessus seront remplies. La date d'entrée en vigueur du Marché est celle de la signature de ce procès-verbal.

52.3 Si l'entrée en vigueur du Marché n'est pas survenue dans les trois (3) mois suivant la date de la Lettre de marché, chaque partie est libre de dénoncer le Marché pour défaut d'entrée en vigueur.

Annexe 1 au Cahier des Clauses Administratives Générales : Règles de la BlsD - Pratiques de Fraude et Corruption

[Ne pas modifier le texte de cette Annexe.]

Directives pour l'acquisition de Biens, Travaux et services connexes financés dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement - Septembre 2018:

Fraude et Corruption

1.39. Les règles de la BlsD exigent que les Bénéficiaires ainsi que les Firmes, Entrepreneurs, et leurs agents (qu'ils soient déclarés ou non), les sous-traitants, les prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que les personnels de ces entités, observent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes, lors de la procédure d'acquisition et de l'exécution de marchés financés par la BlsD⁴. En vertu de ce principe, les exigences des *Directives Anti-Corruption du Groupe de la BlsD pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans les Projets Financés par la BlsD* et les procédures de sanctions doivent être appliquées en tous instants. En application de cette politique, la BlsD:

- a) définit comme suit, pour les besoins de la présente disposition, les expressions suivantes:
- i. «Pratique de corruption» signifie l'offre, le don, la sollicitation ou l'acceptation, directement ou indirectement, d'un quelconque avantage en vue d'influer indûment l'action d'une autre personne ou entité;
 - ii. "Pratique frauduleuse" signifie tout acte ou omission, ou présentation erronée des faits, qui, délibérément ou par imprudence intentionnelle, induit ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;
 - iii. "Pratique collusoire" signifie un arrangement entre deux ou plusieurs parties qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur les actions d'une autre partie;
 - iv. "Pratique coercitive" signifie tout acte visant à nuire ou porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions; et
 - v. "Pratique obstructive" signifie tout acte à effet de détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête de la BlsD en matière de corruption ou de pratiques frauduleuses, coercitives ou collusives, ou faire de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menacer, harceler ou intimider quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part d'informations relatives à cette enquête, ou bien de

⁴ Dans ce contexte, toute action entreprise par une Firme, un Consultant et leurs agents, sous-traitants, prestataires de services, et/ou leurs personnels en vue d'influencer la procédure d'attribution ou l'exécution du marché en vue d'un avantage indu quelconque est inappropriée.

poursuivre l'enquête; ou visant à entraver délibérément l'exercice par la BIsD de son droit d'examen tel que prévu au paragraphe 1.38 (e) ci-dessous.

- b) rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché, ou tout membre de son personnel, ou ses agents, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés), est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s'est livré à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché;
- c) déclarera l'acquisition non conforme et annulera la fraction du Financement de Projet allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Bénéficiaire ou d'un bénéficiaire des produits du Financement de Projet s'est livré à la corruption, à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure d'acquisition ou l'exécution du marché en question sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la BIsD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'information de la BIsD lorsqu'il a eu connaissance desdites pratiques;
- d) sanctionnera à tout moment une Firma ou un individu, en application des procédures de sanctions de la BIsD⁵, y compris en déclarant publiquement cette Firma ou cet individu exclu indéfiniment ou pour une période déterminée :
 - i. de toute attribution de marché financé par la BIsD; et
 - ii. de la possibilité d'être retenu comme sous-traitant, Consultant, fournisseur, ou prestataire de service au profit d'une Firma par ailleurs susceptible de se voir attribuer un contrat financé par la BIsD; et
- e) exigera que les Dossiers d'Appel d'Offres et les marchés financés par la BIsD contiennent une disposition requérant des Soumissionnaires, y compris leurs agents, leurs personnels, leurs sous-traitants, leurs prestataires de services ou fournisseurs, qu'ils autorisent la BIsD à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des Propositions et à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.

⁵ Une Firma ou un individu peut être exclu de l'attribution de marchés financés par la BIsD à la suite : i) de l'achèvement des procédures de sanctions de la BIsD, y compris entre autres, de l'exclusion croisée convenue avec les autres Institutions Financières Internationales dont les Banques Multilatérales de Développement et de l'application des procédures de sanctions pour fraude et corruption relatives à la passation des marchés du Groupe de la Banque Mondiale ; et ii) d'une suspension temporaire ou d'une suspension temporaire rapide liée à des procédures de sanctions en cours.

Annexe 2 au Cahier des Clauses Administratives Générales : Indicateurs de performance des dispositions environnementales, sociales, hygiène et sécurité

[Note à l'intention du Maître d'Ouvrage : les indicateurs ci-après peuvent être modifiés afin de refléter les politiques environnementales, sociales, hygiène et sécurité et/ou les exigences ESHS du projet. Les indicateurs nécessaires devraient être déterminés en fonction des risques ESHS des Travaux et non nécessairement par le montant des travaux]

Indicateurs pour les rapports périodiques :

- a. *Incidents environnementaux ou non conformités avec les exigences contractuelles, y compris contamination, pollution ou dommage aux sols ou aux ressources en eau ;*
- b. *Incidents relatifs à l'hygiène et la sécurité, accidents, blessures et toutes victimes ayant nécessité des soins ;*
- c. *Interactions avec les autorités de régulation : identifier l'agence, dates, objet, résultats (indiquer le résultat négatif en cas de non résultat) ;*
- d. *Etats de tous les permis et accords :*
 - i. *Permis de travail : nombre de permis requis, nombre de permis obtenus, actions entreprises pour les permis non obtenus ;*
 - ii. *Situation des permis et consentements :*
 - *Liste des zones/installations nécessitant un permis (carrières, centrales d'enrobage), la date de demande, la date d'obtention (actions de suivi pour les permis non obtenus), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant), état de la zone (attente de permis, en activité, abandonné sans remise en état, plan de restauration en cours de mise en œuvre, etc.)*
 - *Liste de zones nécessitant l'accord du propriétaire (zone d'emprunt ou de dépôt, site de camp), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant) ;*
 - *Identifier les activités principales entreprises sur chacune des zones durant la période couverte par le rapport et les grandes lignes des actions de protection environnementale et sociale (préparation du site/déboisement, marquage des limites/bornage, récupération de la terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;*
 - *Pour les carrières : le point des relogements et dédommagements (accompli ou détail des activités de la période couverte par le rapport et situation présente).*
- e. *Supervision de l'hygiène et la sécurité :*

- i. Responsable de sécurité : nombre de jours travaillés, nombre d'inspections complètes et partielles, compte-rendu effectués aux responsables du projet ou des travaux ;*
 - ii. Nombre de travailleurs, d'heures de travail, indicateurs d'équipements de protection individuelles (EPI) utilisés (pourcentage de travailleurs dotés d'EPI complet, partiel, etc.), infractions observées commises par les travailleurs (par type d'infraction, EPI ou autres), avertissement donnés, avertissements en cas de récidives donnés, actions de suivi entreprises, le cas échéant ;*
- f. Logement des travailleurs :*
 - i. Nombre de personnels expatriés hébergés dans les installations, nombre de personnel local ;*
 - ii. Date de la dernière inspection, et principales constatations effectuées lors de l'inspection, y compris la conformité des hébergements avec la réglementation nationale et locale et avec les bonnes pratiques, incluant l'assainissement /sanitaires, l'espace, etc. :*
 - iii. Actions entreprises pour recommander/demander des conditions améliorées, ou pour améliorer les conditions.*
- g. VIH/SIDA : fournisseur de services de santé, information et/ou formation, localisation de clinique, nombre de malades et de traitements de maladies et diagnostics (ne pas fournir de noms de patients) ;*
- h. Genre (pour expatriés et locaux séparément) : nombre de travailleurs femmes, pourcentage de la main d'œuvre, problème sexo-spécifiques rencontrés et remédiés (se référer aux sections concernant les réclamations/plaintes ou autres, selon les besoins) ;*
- i. Formation :*
 - i. Nombre de nouveaux travailleurs, nombre ayant reçu une formation initiale, dates de ces formations ;*
 - ii. Nombre et dates de discussions concernant les « boîtes à outils », nombre de travailleurs ayant reçu la formation sur la sécurité et l'hygiène au travail, la formation environnementale et sociale ;*
 - iii. Nombre et dates des séances de sensibilisation et/ou formation au VIH/SIDA, nombre de travailleurs ayant reçu la formation (au cours de la période couverte par le rapport et cumulé) ; question identique pour la sensibilisation sexo-spécifique, formation de l'homme/la femme « porte drapeau » ;*
 - iv. Nombre et date des séances de sensibilisation et/ou formation à VCS/EAS, nombre de travailleurs ayant reçu la formation sur le code de conduite (au cours de la période couverte par le rapport et cumulé) ;*
- j. Supervision environnementale et sociale*

- i. *Environnementaliste : nombre de jours travaillés, zones inspectées et nombre d'inspections de chacune (section de route, camp, logements, carrières, zones d'emprunt, zones de dépôt, marais, traversées forestières, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;*
 - ii. *Sociologue : nombre de jours travaillés, nombre d'inspections complètes ou partielles (par zone, section de route, camp, logements, carrières, zones d'emprunt, zones de dépôt, clinique, centre VIH/SIDA, centres communautaires, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;*
 - iii. *Personne(s) chargée de liaison avec les communautés : nombre de jours travaillés, nombre de personnes rencontrées, grandes lignes des activités (problèmes soulevés), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux*
- k. *Plaintes/réclamations : liste des nouvelles plaintes (par exemple les accusations de VCS/EAS) reçues au cours de la période couverte par le rapport et des plaintes antérieures non résolues, par ordre chronologique d'enregistrement, plaignant, mode de réception, à qui la plainte a-t-elle été référée pour suite à donner, résolution et date (si l'affaire est traitée et classée), information en retour du plaignant, action de suivi nécessaire le cas échéant (se référer aux autres sections, selon les besoins) :*
- i. *Griefs des travailleurs ;*
 - ii. *Griefs des communautés ;*
- l. *Circulation/trafic et matériels/véhicules :*
- i. *Accidents de circulation impliquant des véhicules ou des matériels du projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;*
 - ii. *Accidents de circulation impliquant des véhicules ou des propriétés extérieures au projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;*
 - iii. *Etat général des véhicules ou des matériels (évaluation subjective par l'environnementaliste) ; réparations et entretien non-courant nécessaire pour améliorer la sécurité et/ou la performance environnementale (pour restreindre les fumées, etc.)*
- m. *Aspects environnementaux et mesures de réduction (ce qui a été réalisé) :*
- i. *Poussière : nombre d'arroseuses en service, nombre de jours d'arrosage, nombre de plaintes, avertissements donnés par l'environnementaliste, mesures prises pour remédier ; grandes lignes des mesures de contrôle de poussière à la carrière (enveloppes, sprays, état opérationnel) ; % de camions*

d'engrèvements/terres/matériaux bâchés, actions entreprises pour les véhicules non bâchés ;

- ii. Contrôle de l'érosion : mesure de prévention par lieu, état des traversées de filet ou cours d'eau, inspections de l'environnementaliste et résultats, actions entreprises pour traiter les questions, réparations d'urgence nécessaires afin de limiter l'érosion/la sédimentation ;*
 - iii. Carrières, zones d'emprunt et de dépôt de matériaux, centrales d'enrobés : identifier les activités principales réalisées sur chacun des sites au cours de la période couverte par le rapport , et grandes lignes des mesures de protection environnementales et sociales : nettoyage de site/débroussaillage, marquage des limites/bornages, mise en dépôt provisoire pour réutilisation de terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;*
 - iv. Tirs/explosions : nombre de tirs (et lieux), état de mise en œuvre des plans de tir (incluant l'information préalable, les évacuations, etc.), incidents de dommages ou de plaintes hors-site (se référer aux autres sections, selon les besoins) ;*
 - v. Nettoyage des déversements, le cas échéant : substance déversée, lieu, quantité, actions entreprises, élimination des substances (rendre compte de tous les déversements qui ont résulté en la contamination de l'eau ou des sols ;*
 - vi. Gestion des déchets : types et quantités générées et traitées, y compris quantités enlevées du chantier (et par qui) ou réutilisées/recyclées/éliminées sur place ;*
 - vii. Détails des plantations d'arbres et autres actions de protection/réduction exigées réalisées au cours de la période couverte par le rapport ;*
 - viii. Détails des mesures de protections des eaux et marais exigées réalisées au cours de la période couverte par le rapport ;*
- n. Conformité :*
- i. Etat de la conformité concernant les consentements/permis pertinents, les Travaux, incluant les carrières etc. : déclaration de conformité ou listes des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;*
 - ii. Etat de la conformité concernant les exigences PGES-E et pour sa mise en œuvre : déclaration de conformité ou listes des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;*
 - iii. Etat de la conformité concernant le plan d'action et de prévention VCS/EAS : déclaration de conformité ou liste des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;*
 - iv. Etat de la conformité concernant le Plan de Gestion Santé et Sécurité : déclaration de conformité ou liste des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;*

- v. *Autres questions non résolues déjà identifiées au cours des périodes de rapport précédentes concernant les infractions environnementales et sociales : infractions persistantes, déficiences de matériel persistantes, persistance de véhicules non bâchés, déversements non traités, problèmes de dédommagement ou de tirs de mines persistants, etc. Références aux autres sections, selon les besoins.*

Modèle de caution personnelle et solidaire de bonne exécution

Date : _____

Appel d'offres n°: _____

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse du Maître de l'Ouvrage]

Date : _____

Caution no. : _____

Nous soussignés _____ [nom et adresse de l'organisme de caution]

Déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de _____ [indiquer le nom et l'adresse complète de l'Entrepreneur titulaire du marché] (ci-après dénommé « le Titulaire ») pour le montant de la caution de bonne exécution à laquelle le Titulaire est assujéti en qualité de titulaire du Marché no. _____ en date du _____ conclu avec _____ [nom et adresse du Maître de l'Ouvrage], ci-après dénommé « le Bénéficiaire », pour l'exécution de _____ [description des travaux] (ci-après dénommé « le Marché ») conclu en date du _____ [insérer la date du Marché].

Ladite caution s'élève à _____⁶.

Nous nous engageons **sans condition, irrévocablement et à première demande** à effectuer sur demande de paiement du Bénéficiaire adressée par courrier avec accusé de réception reçue au plus tard à la date d'expiration mentionnée ci-après, et ce jusqu'à concurrence de la somme garantie ci-dessus le versement des sommes dont le Titulaire serait débiteur au titre du Marché du fait de la non-exécution de ses obligations contractuelles. Le présent engagement sera réduit pour moitié sur présentation du procès-verbal de réception provisoire et demeurera valable jusqu'au trentième jour suivant la date de délivrance du procès-verbal de réception définitive.

SIGNATURE et authentification du signataire _____

Nom et adresse de l'organisme de caution _____

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d'en faciliter la préparation

[les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du soumissionnaire dans tout pays éligibles seront admissibles]

⁶ L'organisme de caution doit insérer un montant représentant le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l'Ouvrage.

Modèle de garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (garantie bancaire)

_____ [Nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire _____ [nom et adresse du Maître d'Ouvrage]

Date : _____

Garantie de performance ESHS no. : _____

Nous avons été informés que _____ [nom de l'Entrepreneur] (ci-après dénommé le Donneur d'ordre) a conclu avec vous le Marché no. _____ [insérer No] en date du _____ [insérer la date] pour l'exécution de _____ [description des travaux et services] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Donneur d'ordre, nous _____ [nom de la banque garante] prenons, en tant que Garant, l'engagement **sans condition, irrévocablement** et à **première demande** de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]⁹. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre n'a pas rempli ses obligations environnementales, sociales, hygiène et sécurité (ESHS) au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

La présente garantie expire au plus tard le _____ [insérer la date] jour de _____ [insérer le mois] _____ [insérer l'année],¹⁰ et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard, à l'adresse figurant ci-dessus.

⁹ Le Garant doit insérer le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l'Ouvrage.

¹⁰ Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de l'émission du certificat de garantie des travaux. Le Maître de l'Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, le Maître de l'Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Bénéficiaire, formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, à l'exception de leur Article 15 (a) dont l'application est expressément écartée.

[Signature]

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

En date du _____ jour de _____.

cette garantie pour une période ne dépassant pas *[six mois] [un an]*. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

Modèle de garantie de restitution d'avance (garantie bancaire sur demande)

Garant : _____ [nom de la banque et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse du Maître de l'Ouvrage]

Date : _____

Garantie de restitution d'avance No . . :

Nous avons été informés que _____ [nom de l'Entrepreneur] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a conclu le Marché No. _____ avec le Bénéficiaire en date du _____ pour l'exécution _____ [nom du marché et description des travaux] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance d'un montant de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres] est versée contre une garantie de restitution d'avance.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement sans **condition, irrévocablement** et à **première demande** de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]¹¹. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

(a) n'a pas utilisé l'avance à d'autres fins que les prestations faisant l'objet du Marché; ou bien

(b) n'a pas remboursé l'avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d'ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l'avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d'offre portant le numéro _____ à _____ [nom et adresse de la banque].

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l'avance effectués par le Donneur d'ordre tels qu'ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée.

¹¹ *Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l'avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l'avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l'Ouvrage.*

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes: à la réception d'une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l'exclusion des Sommes provisionnelles) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante :____.¹² En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, à l'exception de leur Article 15 (a) dont l'application est expressément écartée.

[Signature]

Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d'en faciliter la préparation

¹² *Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Bénéficiaire (Maître de l'Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l'adjonction, à la fin de l'avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant s'engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »*

Modèle de garantie émise en remplacement de la retenue de garantie (garantie bancaire sur demande)

Garant _____ [nom de la banque et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse du Maître de l’Ouvrage]

Date : _____ [insérer la date d’émission]

Garantie émise en remplacement de la retenue de garantie No.: _____ [insérer le numéro de référence de la garantie]_

Nous avons été informés que _____ [nom de l’Entrepreneur, en cas de groupement, nom du groupement] (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu avec le Bénéficiaire le Marché No. _____ [insérer le numéro de référence du marché] en date du _____ pour l’exécution _____ [nom du marché et description des travaux] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, le Bénéficiaire prélève une retenue de garantie dans la limite du pourcentage établi au Marché (« Retenue de garantie ») et que lorsque la réception provisoire a été prononcée et la première moitié de la Retenue de garantie libérée, la seconde moitié de la Retenue de garantie sera remplacée par une garantie bancaire d’un même montant.

A la demande du Donneur d’ordre, nous _____ [nom de la banque garante] prenons, en tant que Garant, l’engagement **sans condition, irrévocablement et à première demande** de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]¹³. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre a failli à ses obligations au titre du Marché sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée d’une attestation de la banque du Bénéficiaire déclarant que la seconde moitié de la Retenue de garantie mentionnée

¹³ *Le Garant doit insérer un montant représentant la moitié de la Retenue de garantie ou si le montant de la Garantie de bonne exécution au moment de la Réception provisoire est inférieur à la moitié de la Retenue de garantie, la différence entre la moitié de la Retenue de garantie et le montant de la Garantie de bonne exécution soit dans la (ou les) monnaie(s) de la seconde moitié de la Retenue de garantie telles que mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Bénéficiaire.*

ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d'ordre portant le numéro _____ à _____ [nom et adresse de la banque du Donneur d'ordre].

La présente garantie expire au plus tard à la date suivante : _____.¹⁴ Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, à l'exception de leur Article 15 (a) dont l'application est expressément écartée.

[Signature]

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d'en faciliter la préparation

¹⁴ *Insérer la date prévue pour la date d'expiration de la garantie de bonne exécution, à savoir 28 (vingt-huit) jours après la réception définitive. Le Donneur d'ordre (Maître de l'Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, le Donneur d'ordre Maître de l'Ouvrage peut considérer l'adjonction, à la fin de l'avant-dernier paragraphe, de la disposition suivante : « Sur demande écrite du Maître de l'Ouvrage formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »*

Section 12 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Conditions	Article	Data
Dérogation aux articles du CCAG	1 et 23	<i>[Optionnel : Indiquer toute dérogation aux articles du CCAG en spécifiant la référence de l'article et le contenu de la dérogation.]</i>
Désignation des intervenants	3.1.1	Maître de l'Ouvrage : Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC) Chef de Projet : chargé du projet de la BID au PUDC Maître d'Œuvre :
	3.2.2	
Pièces contractuelles	4.1	La langue des pièces contractuelles est le Français
Pièces contractuelles	4.2 (e)	Offre technique, Spécifications techniques Plans, notes de calcul, cahiers de sondage et dossiers géotechniques Les documents suivants font également partie des Pièces constitutives du Marché : (i) les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre ESHS ; et (ii) le Code de Conduite (ESHS).
	4.2 (h)	Décomposition des prix forfaitaires et sous détail des prix unitaires font partie des pièces contractuelles.
	4.2 (j)	Les documents techniques généraux (autres que ceux mentionnés dans les Spécifications techniques) applicables aux prestations faisant partie des pièces contractuelles sont :Cahier des clauses techniques particulières
	4.3	<i>[L'analyse de la valeur peut être prévue si elle est spécifiée ici, en accord avec la BIsD]</i> Analyse de la valeur : L'Entrepreneur pourra présenter au Maître d'Œuvre, à tout moment et par écrit, une proposition fondée sur l'analyse de la valeur visant à : (i) accélérer le délai de réalisation, (ii) réduire le coût durant la vie utile, (iii) améliorer le fonctionnement des ouvrages, ou (iv) produire un autre avantage pour le Maître de l'Ouvrage,

Conditions	Article	Data
		<p>sans pour autant mettre en question les fonctionnalités nécessaires des travaux ou services connexes. L'Entrepreneur fournira des renseignements concernant les risques et impacts ESHS de la proposition</p> <p>Le coût de préparation de la proposition fondée sur l'analyse de la valeur sera à la charge de l'Entrepreneur. Dans le cas où la proposition serait approuvée par le Maître de l'Ouvrage et résulterait en une réduction du Montant du Marché, la rémunération versée à l'Entrepreneur, qui sera incluse dans le Montant du Marché, sera de cinquante pour cent (50%) de la différence entre les montants ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) la diminution du Montant du Marché, résultant de la proposition, et (ii) la réduction éventuelle de la valeur des travaux ou services connexes pour le Maître de l'Ouvrage, telle que résultant d'une réduction de la qualité ou du rendement. <p>Dans le cas où (ii) serait plus élevé que (i), l'Entrepreneur n'aura droit à aucune rémunération.</p>
Obligations générales	5.7.1	<p>Les ordres de service sont adressés par courrier ou remis en main propres</p> <p>Adresse :</p> <p>Adresse électronique :</p>
Estimation des engagements financiers du Maître de l'Ouvrage	5.8	Le document est remis au Maître d'Ouvrage au plus tard vingt et un (21) jours après la date d'entrée en vigueur du marché
Personnel de l'Entrepreneur	5.9.1	<p>Le Personnel Clé est défini comme le personnel de l'Entrepreneur nommé dans la présente clause du CCAP. L'Entrepreneur emploiera le Personnel clé identifié dans la Soumission, ou d'autres personnels approuvés par le Maître d'Œuvre. Le Maître d'Œuvre approuvera le remplacement des Personnels clés proposés à condition que les remplacements aient des qualifications substantiellement égales ou supérieures à celles des autres personnels figurant dans la Soumission.</p> <p><i>[insérer le nom de chaque membre du Personnel-Clé agréé par le Maître d'Ouvrage avant la signature du Marché]</i></p>

Conditions	Article	Data
	5.9.2	<p>Code de Conduite (ESHS)</p> <p>« Les motifs de retrait d'une personne comprennent le comportement contraire au Code de Conduite (ESHS) (par exemple transmission de maladies transmissibles, harcèlement sexuel, violence à caractère sexiste (VCS), exploitation ou abus sexuels (EAS), activité illégale ou criminelle). »</p>
<p>Sécurité des personnes et des biens et protection de l'environnement</p>	5.10	<p>Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre ESHS</p> <p>« Nonobstant les dispositions de la Clause 19.1.1 du CCAG, l'Entrepreneur ne devra exécuter aucune partie des Travaux, y compris la mobilisation et/ou des activités préalables aux travaux (telles que la préparation des emprises des pistes de chantier, les accès aux chantiers, l'installation de chantier, les investigations géotechniques ou recherches de carrières ou zones d'emprunt de matériaux) avant que le Maître d'Œuvre ait constaté que les mesures appropriées sont en place pour la maîtrise des risques environnementaux, sociaux, hygiène et sécurité et des impacts correspondants. Au minimum, l'Entrepreneur doit mettre en œuvre les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre et le Code de Conduite ESHS qu'il a soumis dans son Offre et accepté comme faisant partie du Marché. L'Entrepreneur devra soumettre à l'approbation préalable du Maître d'Œuvre, au fur et à mesure de l'exécution du Marché, les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre additionnelles selon les besoins, afin de gérer les risques et impacts ESHS des travaux en cours. Ces Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre constituent dans leur ensemble le Plan de Gestion environnemental et social de l'Entreprise (PGES-E). Le PGES-E devra être approuvé avant le démarrage des activités de travaux (c'est-à-dire les déblais et excavations, les terrassements, les travaux d'ouvrages, les déviations de cours d'eau et de routes, les activités de carrières ou d'extraction de matériaux, les activités de bétonnage et la fabrication d'enrobés). Le PGES-E approuvé fera l'objet de révisions périodiques (au minimum sur une base semestrielle) et sera mis à jour par l'Entrepreneur avec ponctualité, selon les besoins, afin d'assurer qu'il contient les mesures appropriées pour les</p>

Conditions	Article	Data
		<p>Travaux à entreprendre. Le PGES-E mis à jour devra recevoir l'approbation préalable du Maître d'Œuvre.</p> <p>Rapports ESHS</p> <p>L'Entrepreneur devra remettre un rapport sur les indicateurs environnementaux, sociaux, hygiène et sécurité (ESHS) énoncé à l'Annexe 2. Outre les rapports mentionnés à l'Annexe 2, l'Entrepreneur devra notifier immédiatement au Maître d'Œuvre tout incident des catégories ci-après. Les détails complets concernant ces incidents seront fournis au Maître d'Œuvre dans les délais convenus avec lui, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) violation avérée ou possible d'une loi ou d'un accord international ; (b) blessure sérieuse (entraînant une incapacité de travail) ou décès ; (c) dommage ou effet négatif significatif à la propriété privée (par ex. accident automobile, dommage résultant de chutes de pierres, travaux hors limites) ; (d) pollution importance d'un aquifère utilisé pour l'eau potable ou endommagement ou destruction d'espèces ou d'habitats rares ou menacés (y compris les zones protégées) ; ou (e) toute accusation de violence à caractère sexiste (VCS), exploitation ou abus sexuel (EAS), harcèlement sexuel ou d'inconduite à caractère sexuel, viol, agression sexuelle, maltraitance d'enfant, agression sexuelle ou autre infraction impliquant des enfants. »
Garanties	6.1.1	La garantie de bonne exécution sera de 10% du Montant du Marché.
	6.1.3	<p>Une Garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) <i>[insérer l'option qui convient, en conformité avec les DPAO : « devra » ou « ne devra pas »]</i> être fournie au Maître de l'Ouvrage.</p> <p><i>[Si une Garantie ESHS est demandée, insérer la présente clause 6.1.3 ; sinon omettre]</i></p> <p>« 6.1.3 Dans les vingt-huit (28) jours à compter de la notification de l'attribution du Marché,</p>

Conditions	Article	Data
		<p>l'Entrepreneur devra fournir une garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) pour les montants fixés ci-dessous.</p> <p>La Garantie de performance ESHS sera émise par une banque ou une société de cautionnement acceptable par le Maître de l'Ouvrage et libellée dans les types et proportions des monnaies de paiement du Marché. La garantie de performance ESHS sera valable 28 jours au-delà de la date de Réception provisoire des Travaux.</p> <p>La garantie de performance ESHS sera une garantie inconditionnelle (voir Section X, Formulaire du Marché) du montant de <i>[insérer le pourcentage du Montant du Marché, normalement 1% à 3%]</i> du Prix accepté du Marché dans la (les) monnaie(s) dans laquelle (lesquelles) le Marché est payable. »</p> <p><i>[La somme des garanties bancaires (garantie de bonne exécution et garantie de performance ESHS) ne devra normalement pas excéder 10% du Prix du Marché.]</i></p>
Retenue de garantie	6.2.1	La retenue de garantie sera de 10%
Assurances	6.3.1	Les polices d'assurances suivantes sont requises au titre du présent Marché pour les montants minimum indiqués ci-après :
	6.3.2	- assurance des risques causés à des tiers : un montant illimité pour les dommages corporels et un montant à 115% de la valeur des biens pour les dommages matériels, par événement
	6.3.4	- assurance "Tous risques chantier": 115%
	6.3.5	- assurance couvrant la responsabilité décennale:
Montant du Marché	10.1.2	Les prix sont exprimés [intégralement en monnaie nationale <i>ou en</i> les monnaies suivantes : _____] <i>[Sélectionner la disposition applicable]</i>
	10.1.3	La quote-part payable en <i>[insérer la monnaie étrangère]</i> est égale à ----- pour cent
	10.1.4	Une quote-part de ce prix est payable dans la ou les monnaies étrangères suivantes :

Conditions	Article	Data
Décomposition et sous-détails des Prix	10.3.4	La décomposition du prix forfaitaire / le sous-détail du prix unitaire doit être produit(e) dans un délai de trente (30) jours à compter de l'entrée en vigueur du marché
Révision des prix	10.4.1 & 10.4.2	Les prix sont fermes et les dispositions de l'Article 10.4.2 du CCAG ne sont pas applicables
	10.4.2 (b)	<i>[insérer le cas échéant :</i> Le coefficient correcteur dans le cas où les indices et monnaies de paiement étrangers ont des pays d'origine différents est : _____ <i>]</i>
Impôts, droits, taxes, redevances, cotisations	10.5.2	Les prix du présent Marché comprennent les montants dus au titre des impôts, droits et obligations
Taux de change et proportion des monnaies	10.6.1	<i>[Insérer lors de la signature du marché, en adoptant les taux de change et proportions figurant dans l'offre du soumissionnaire retenu]</i>
Travaux en régie	11.3.1 a)	Les modalités de calcul de la rémunération des travaux en régie sont les suivantes : Les salaires et indemnités versées à l'occasion de travaux en régie passibles des charges salariales seront majorés dans les conditions ci-après: charges salariales : [...], frais généraux, impôts, taxes et bénéfices [...].NON APPLICABLE
	11.3.1 b)	Les autres sommes dépensées à l'occasion de travaux en régie seront majorées dans les conditions ci-après: frais généraux, impôts, taxes et bénéfices [...] NON APPLICABLE
Acomptes sur approvisionnement	11.4	SANS OBJET
Avance forfaitaire	11.5	Le mode de calcul de l'avance est le suivant : a) pourcentage par rapport au Montant du Marché: 20% du montant du marché b) pourcentage payable en monnaies nationale et étrangères: L'avance sera remboursée comme suit : une avance de 20% du montant du marché pourra être accordée

Conditions	Article	Data						
		<p>à l'attributaire sur demande contre une caution bancaire (émanant d'une banque agréée par l'Etat du Sénégal ou par une banque étrangère ayant un représentant au Sénégal) à 100% dudit montant. L'avance sera remboursée lorsque le niveau d'exécution atteint 40% et se terminera lorsque les prestations atteindront 80%</p> <p>Le remboursement de l'avance débutera lorsque le montant cumulé des travaux atteindra 40% du montant du marché et devra être terminé lorsque le montant cumulé des travaux atteindra 80 % du montant du marché non révisé.</p> <p>Le calcul du remboursement à effectuer sur chaque décompte s'effectuera comme suit :</p> <p>Avec :</p> <p>☐ X_n = montant cumulé des travaux exprimé en FCFA au décompte n ;</p> <p>☐ X_{n-1} = montant cumulé des travaux exprimé en FCFA au décompte n-1 ;</p> <p>☐ A = montant total de l'avance consentie</p> <p>☐ M = montant du marché.</p> <p>$A/M = 0,20$</p> <p>La garantie de l'avance sera libérée dès que l'entrepreneur aura remboursé en totalité le montant de l'avance consentie.</p>						
Retard de Paiement	11.7	Taux mensuel de la pénalité pour les paiements en monnaie nationale 1/1000 du montant du marché par jour de retard						
Modalités de règlement des acomptes	13.1.1	<p>Pour la tranche ferme : les acomptes seront réglés comme suit après certification des décomptes :</p> <table border="1" data-bbox="764 1720 1465 1989"> <thead> <tr> <th data-bbox="764 1720 954 1895">Décomptes</th> <th data-bbox="954 1720 1273 1895">Etat d'avancement des travaux par lot</th> <th data-bbox="1273 1720 1465 1895">Pourcentage réalisé à décompter par lot</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="764 1895 954 1989">Avance de démarrage</td> <td data-bbox="954 1895 1273 1989">Obtention de l'ordre de service</td> <td data-bbox="1273 1895 1465 1989">20%</td> </tr> </tbody> </table>	Décomptes	Etat d'avancement des travaux par lot	Pourcentage réalisé à décompter par lot	Avance de démarrage	Obtention de l'ordre de service	20%
Décomptes	Etat d'avancement des travaux par lot	Pourcentage réalisé à décompter par lot						
Avance de démarrage	Obtention de l'ordre de service	20%						

Conditions	Article	Data		
		Décompte 1	Après réalisation complète des fondations	15%
		Décompte 2	Après réalisation des travaux d'élevation, enduit et toiture	25%
		Décompte 3	Après réalisation des murs de clôtures	20%
		Décompte 4	Après réalisation des travaux de finitions et second œuvre	20%
		Décompte 5	Après réception provisoire	20%
<p>Pour la tranche conditionnelle : les acomptes seront réglés comme suit après certification des décomptes :</p>				
		Décomptes	Etat d'avancement des travaux par lot	Pourcentage réalisé à décompter par lot
		Avance de démarrage	Obtention de l'ordre de service	20%
		Décompte 1	Après réalisation complète des fondations	15%
		Décompte 2	Après réalisation des travaux d'élevation, enduit et toiture	25%
		Décompte 3	Après réalisation des murs de clôtures	20%
		Décompte 4	Après réalisation des travaux de finitions et second œuvre	20%
		Décompte 5	Après réception provisoire	20%

Conditions	Article	Data
	13.1.3	<p>« Si l'Entrepreneur manque ou a manqué à ses activités ou obligations ESHS dans le cadre du Marché, la valeur de ces activités ou obligations, comme déterminée par le Maître d'Œuvre, pourra faire l'objet d'une retenue jusqu'à la réalisation de ces activités ou obligations, et/ou le coût de rectification ou remplacement, comme déterminé par le Maître d'Œuvre, pourra faire l'objet d'une retenue jusqu'à la réalisation de la rectification ou du remplacement. Un tel manquement peut inclure, de manière non limitative :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) manquement à se conformer aux obligations ou activités ESHS décrites dans les Spécifications des Travaux, pouvant comprendre : activités hors limites du chantier, poussière excessive, manquement au maintien des voies publiques en état d'utilisation sans danger, dommages causés à la végétation hors chantier, pollution de cours d'eau par hydrocarbures ou sédimentation, contamination de terrains, par exemple par hydrocarbures, déchets d'origine humaine, dégradation d'objets archéologiques ou culturels, pollution de l'air comme conséquence de combustion non autorisée et/ou inefficace : (ii) manquement à réviser périodiquement le PGES-E et/ou à le mettre à jour à temps pour traiter les problèmes ESHS émergents, ou les risques ou effets anticipés ; (iii) manquement à mettre en œuvre le PGES-E, notamment manquement à assurer la formation et la sensibilisation prévues (iv) manquement d'avoir obtenu les consentements/permis requis préalablement à la réalisation des Travaux ou d'activités connexes ; (v) manquement à soumettre les rapports ESHS (décrits dans l'Annexe 2), ou à les soumettre avec ponctualité ; (vi) manquement à entreprendre des activités de réhabilitation/réparation demandées par le Maître d'Œuvre, dans le délai spécifié (par

Conditions	Article	Data
		exemple les activités nécessaires pour rectifier les non-conformités). »
	13.2.3	<p>Les paiements à l'Entrepreneur seront effectués aux comptes bancaires suivants :</p> <p>a) pour la part en monnaie nationale : <i>[Indiquer le compte bancaire dans le pays du Maître de l'Ouvrage]</i></p> <p>b) pour la part en monnaie étrangère: <i>[Indiquer le(s) compte(s) bancaire(s) pour les règlements en monnaie étrangère]</i></p>
Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage	17.1	<i>[Insérer la disposition souhaitée dans le cas où la disposition du CCAG doit être modifiée]</i>
Force majeure	18.3	<p>Seuil des intempéries constituant un cas de force majeure : 200 mm</p> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • nombre de jours de pluie dont la pluviométrie (mesurée en un même point du projet) est supérieure à 150 mm : 7 jours consécutifs, <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • vitesse du vent (mesurée à moins de vingt kilomètres d'un point du projet) : supérieure à 150 km/h. <p>Les valeurs à considérer sont celles enregistrées par le laboratoire commun ou, à défaut, par la station météorologique national la plus proche.</p>
Délai d'exécution	19.1.1	le délai d'exécution du marché est de dix (10) mois pour la tranche ferme et de huit (08) mois pour la tranche conditionnelle à compter de la date spécifiée dans l'ordre de service de démarrage
Prolongation des délais d'exécution	19.2.2	<p>Seuil des intempéries entraînant une prolongation des délais d'exécution des travaux : une pluviométrie excédant l'averse décennale, un niveau de crue excédant la crue décennale</p> <p>Nombre de journées d'intempéries prévisibles : 7 jours</p>

Conditions	Article	Data
	19.2.4	<p>Seuil de prolongation des délais d'exécution ouvrant droit à résiliation du Marché : <i>[Insérer un nombre de journées d'intempéries ouvrant droit à résiliation du marché ; ce nombre doit être nettement plus grand que le nombre de journées d'intempéries prévisibles ou une date au-delà du quart du délai d'exécution serait raisonnable.]</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Seuil des intempéries constituant un cas de force majeure : supérieure à 150 mm <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de jours de pluie dont la pluviométrie (mesurée en un même point du projet) est supérieure à 100 mm : 5 jours au moins <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vitesse du vent (mesurée à moins de vingt kilomètres d'un point du projet): supérieure à 80 km/h. <p>Les valeurs à considérer sont celles enregistrées par le laboratoire commun ou, à défaut, par la station météorologique national la plus proche.</p>
Pénalités, primes et retenues	20.1	<p><i>La pénalité journalière pour retard dans l'exécution est fixée à 1/1000^{ème} du montant du marché par jour calendaire de retard, le résultat obtenu étant arrondi au franc supérieur</i></p> <p>Cette pénalité s'applique en cas de retard dans l'achèvement des travaux</p> <p><i>Le montant maximum des pénalités donnant droit à la résiliation du marché est de 10% du montant total HT du marché.</i></p>
	20.2	<p>La prime journalière pour avance dans l'exécution des travaux est fixée à <i>[Insérer seulement si applicable]</i>. Le mode de calcul du plafond de ces primes est comme ci-après: SANS OBJET</p>
Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de	26.4	<p><i>[indiquer, le cas échéant, les conditions particulières dans lesquelles l'Entrepreneur est tenu de procéder aux opérations nécessaires de déchargement, de débarquement, de manutention, de rechargement et de transport, jusque et y compris la mise en dépôt ou à pied d'œuvre des matériaux, produits ou composants]</i></p>

Conditions	Article	Data
l'Ouvrage dans le cadre du Marché		
	26.5	<i>[indiquer, le cas échéant, les conditions et limites territoriales de mise en magasin des matériaux, produits ou composants]</i>
Préparation des travaux	28.1	Durée de la période de mobilisation est de 15 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage
	28.2	Délai de soumission du programme d'exécution : vingt (20) jours à compter de la date entrée en vigueur du marché
	28.3	Plan de sécurité et d'hygiène : Référence PGES joint
Maintien des communications et de l'écoulement des eaux	31.6.1	<i>[indiquer, le cas échéant, les conditions particulières relatives au maintien des communications et de l'écoulement des eaux]</i>
Réception provisoire	41.1	Les modalités de réception par tranche de travaux sont les suivantes : <i>par école ou CEM finalisé</i> Modification du délai du début des opérations préalables à la réception des ouvrages : Non applicable
	41.2 b)	Epreuves comprises dans les opérations préalables à la réception essais prévus dans le Cahier des Prescriptions Techniques
	41.2 e)	Applicable
Délai de garantie	42.1	Le délai de garantie est de 12 mois à compter de la réception provisoire
Garanties particulières	44.2	
Règlement des différends	50.2	<i>[Note Les marchés supérieurs à un montant de 50 millions de dollars équivalent doivent prévoir un COMITÉ DE CONCILIATION qui constitue un mécanisme similaire à celui prévu au paragraphe 50.2 du CCAG, excepté qu'il fait appel à un comité de conciliateurs dont l'un des membres est désigné par le Maître de l'Ouvrage, le deuxième par l'attributaire du marché (« l'Entrepreneur ») et le troisième conjointement par les deux premiers.. Le cas échéant, se référer au Guide de l'Utilisateur]</i>
	50.2.2	Tarif du Conciliateur : <i>[Insérer le tarif indiqué dans l'Acte d'engagement]</i>

Conditions	Article	Data
	50.2.3	Nom de l'autorité chargée de la désignation du Conciliateur : <i>[Insérer le nom indiqué dans l'Acte d'engagement]</i>
	50.3.2.(a)	<p>Tout litige, controverse ou réclamation né du présent Marché ou se rapportant au présent Marché ou à une contravention au présent Marché, à sa résolution ou à sa nullité, sera tranché par voie d'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) actuellement en vigueur.</p> <p>a) L'autorité de nomination sera :</p> <p>b) Le nombre d'arbitres : trois [03]</p> <p>c) Le lieu de l'arbitrage sera : [ville ou pays]</p> <p>d) La langue à utiliser pour la procédure d'arbitrage sera le français.</p> <p>Cependant, si le Marché est attribué à un soumissionnaire d'un pays membre de l'OHADA, le règlement des litiges s'effectuera conformément aux procédures d'arbitrage de l'OHADA :</p> <p>L'autorité de nomination sera : Chambre de Commerce et d'Industries de Dakar</p> <p>b) Le nombre d'arbitres : 3</p> <p>c) Le lieu de l'arbitrage sera : DAKAR</p> <p>d) La langue à utiliser pour la procédure d'arbitrage sera le français.</p>
Droit applicable	51.1	Le droit applicable est celui de la République du Sénégal
Entrée en vigueur du Marché	52.1	Signature du contrat par les parties

Dispositions supplémentaires relatives au nantissement et au paiement direct des sous-traitants

A. Nantissement

Le nantissement des marchés publics est une mesure destinée à faciliter leur financement.

Il permet au titulaire d'un marché et à ses sous-traitants admis au bénéfice du paiement direct d'obtenir des financements ou des avances sous certaines conditions.

A cet effet, un acte ayant pour objet le nantissement du Marché est passé entre l'Entrepreneur titulaire du Marché et l'institution qui consent cette facilité. En outre l'exemplaire unique du Marché est remis par le titulaire à cette institution à titre de garantie.

Cette institution, le créancier, notifie alors ou fait signifier le nantissement au Maître de l'Ouvrage, lequel lui règle directement, sauf empêchement à paiement, les sommes dues par le Maître de l'Ouvrage au titre de l'exécution du Marché.

Les dispositions suivantes viennent compléter le CCAG et se réfèrent à la numérotation des articles du CCAG :

3.3.1 De plus, l'Entrepreneur peut céder ou déléguer au profit des banquiers de l'Entrepreneur tout ou partie des sommes dues ou à devoir au titre du Marché.

4.5 Pièces à délivrer à l'Entrepreneur en cas de nantissement du marché.

4.5.1 Dès la notification du marché, le Maître de l'Ouvrage délivre sans frais à l'Entrepreneur, contre reçu, une expédition certifiée conforme de l'Acte d'engagement et des autres pièces que mentionne le paragraphe 2 du présent Article à l'exclusion du CCAG .

4.5.2 Le Maître de l'Ouvrage délivre également, sans frais, à l'Entrepreneur, aux co-traitants et aux sous-traitants payés directement les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

B. Paiement direct aux sous-traitants

Le paiement direct par le Maître de l'Ouvrage des prestations exécutées par les entrepreneurs sous-traitants permet à ces derniers d'avoir la certitude d'être payés "au même titre que l'entrepreneur principal" - dès lors qu'ils accomplissent les prestations dont ils sont responsables. Les prestations faisant l'objet de paiement direct peuvent être connues dès le dépôt de l'offre. Lorsque les sous-traitants ont déclarés postérieurement à la conclusion du Marché leur acceptation et l'agrément des conditions de leurs conditions de paiement doivent figurer dans un avenant ou dans un acte spécial.

Les dispositions suivantes viennent compléter le CCAG et se réfèrent à la numérotation des articles du CCAG :

3.3.3 Le sous-traitant agréé peut obtenir directement du Maître de l'Ouvrage si celui-ci et les autorités dont l'approbation est nécessaire à l'entrée en vigueur du

Marché en sont d'accord ou si la réglementation applicable l'impose, le règlement des travaux, fournitures ou services dont il a assuré l'exécution et qui n'ont pas déjà donné lieu à paiement au profit du titulaire du Marché.

Dans ce cas, l'Entrepreneur remet au Chef de Projet, avant tout commencement d'exécution du contrat de sous-traitance, une déclaration mentionnant:

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- c) les conditions de paiements prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

Le Chef du Projet doit revêtir de son visa toutes les pièces justificatives servant de base au paiement direct. Il dispose d'un délai d'un (1) mois pour signifier son acceptation ou son refus motivé. Passé ce délai, le Chef de Projet est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives qu'il n'a pas expressément refusées.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du Marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

11.9 Rémunération des entrepreneurs sous-traitants payés directement.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par le Marché, un avenant ou un acte spécial.

13.5 Règlement en cas de sous-traitants payés directement

13.5.1 Lorsqu'un sous-traitant bénéficie d'un paiement direct, l'Entrepreneur joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui sont dues, pour la partie de la prestation exécutée, et que le Chef de Projet devra faire régler à ce sous-traitant. Lorsque le sous-traitant est de nationalité étrangère, le projet de décompte distinguera les montants payables en monnaies nationale et étrangères.

Les paiements du sous-traitant intéressé sont effectués dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du Marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le Marché.

13.5.2 L'Entrepreneur est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

13.5.3 Les paiements à faire au sous-traitant sont effectués sur la base des pièces justificatives et de l'acceptation de l'Entrepreneur donnée sous la forme d'une attestation, transmises par celui-ci conformément aux stipulations de l'Article 13.5.1.

Dès réception de ces pièces, le Maître de l'Ouvrage avise directement le sous-traitant de la date de réception du projet de décompte et de l'attestation envoyés par l'Entrepreneur, et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par l'Entrepreneur.

Le paiement des sommes dues au sous-traitant doit intervenir dans les délais prévus aux Articles 13.2.3 et 13.4.3.

Un avis de paiement est adressé à l'Entrepreneur et au sous-traitant.

L'Entrepreneur dispose d'un délai de quinze (15) jours, comptés à partir de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement direct, pour les accepter ou pour signifier au sous-traitant son refus motivé d'acceptation. Passé ce délai, l'Entrepreneur est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties des pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Dans le cas où l'Entrepreneur n'a, dans le délai de quinze (15) jours suivant la réception du projet de décompte du sous-traitant, ni opposé un refus motivé, ni transmis celui-ci au Maître de l'Ouvrage, le sous-traitant envoie directement au Maître de l'Ouvrage une copie du projet de décompte. Il y joint une copie de l'avis de réception de l'envoi du projet de décompte à l'Entrepreneur.

Le Maître de l'Ouvrage met aussitôt en demeure l'Entrepreneur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant dans le délai prévu au cinquième alinéa ci-dessus. Dès réception de l'avis, le Maître de l'Ouvrage informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l'expiration de ce délai, et au cas où l'Entrepreneur ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, le Maître de l'Ouvrage dispose du délai prévu à l'Article 13.2.3 pour mandater les sommes à régler au sous-traitant, à due

concurrence des sommes restant dues à l'Entrepreneur au titre des projets de décompte qu'il a présentés.

13.6 Réclamation ou action directe d'un sous-traitant

Si un sous-traitant de l'Entrepreneur met en demeure le Maître de l'Ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par l'Entrepreneur au titre du contrat de sous-traitance, le Chef de Projet peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer à l'Entrepreneur, à condition que le sous-traitant ait été un sous-traitant agréé et que son droit à paiement direct ait été reconnu préalablement dans le cadre du Marché ou qu'il résulte de la réglementation en vigueur. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le Chef de Projet paie le sous-traitant et les sommes dues à l'Entrepreneur sont réduites en conséquence.

SECTION 11 : MODELE DE LETTRE DE NOTIFICATION

[papier à en-tête du Maître de l'Ouvrage]

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du *[date]* pour l'exécution des Travaux de *[nom du projet et travaux spécifiques tels qu'ils sont présentés dans les Instructions aux soumissionnaires]* pour le montant du Marché d'une contre-valeur *[Supprimer "contre" si le prix du Marché est exprimé en une seule monnaie]* de *[montant en chiffres et en lettres, nom de la monnaie]*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours, conformément au CAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution de la Section X, Formulaires du marché.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom du Maître de l'Ouvrage]

SECTION 12 : MODELE ACTE D'ENGAGEMENT

Le présent Marché a été conclu le _____ 20 _____

entre *[nom]*, domicilié à *[adresse]* (ci-après dénommé "le Maître de l'Ouvrage") d'une part et *[nom de l'Entrepreneur]*, domicilié à *[adresse]* (ci-après dénommé "l'Entrepreneur") d'autre part,

Attendu que le Maître de l'Ouvrage souhaite que certains Travaux soient exécutés par l'Entrepreneur, à savoir *[nom]*, qu'il a accepté l'offre remise par l'Entrepreneur en vue de l'exécution et de l'achèvement desdits Travaux, et de la réparation de toutes les malfaçons y afférentes.

Il a été convenu de ce qui suit :

1. Dans le présent Marché, les termes et expressions auront la signification qui leur est attribuée dans les Cahiers des Clauses administratives du Marché dont la liste est donnée ci-après.

2. En sus de l'Acte d'engagement, les pièces constitutives du Marché sont les suivantes :

- a) La Lettre de notification;
- b) La Soumission et ses annexes;
- c) Le Cahier des Clauses administratives particulières;
- d) Le Cahier des Clauses administratives générales;
- e) Les spécifications techniques;
- f) Les plans et dessins;
- g) Le Bordereau des prix et le Détail quantitatif et estimatif;
- i) Les autres pièces mentionnées à l'Article 4 du Cahier des Clauses administratives particulières.

En cas de différence entre les pièces constitutives du Marché, leur ordre de précedence suivra celui des pièces énumérées ci-dessus.

3. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître de l’Ouvrage à l’Entrepreneur, comme mentionné ci-après, l’Entrepreneur s’engage à exécuter les Travaux et à reprendre toutes les malfaçons y afférentes en conformité absolue avec les dispositions du Marché.

4. Le Maître de l’Ouvrage s’engage à payer à l’Entrepreneur, à titre de règlement pour l’exécution et l’achèvement des Travaux et la reprise des malfaçons y afférentes, les sommes prévues au Marché ou toutes autres sommes qui peuvent être dues au titre des dispositions du Marché, et de la manière stipulée au Marché.

Signature du Maître de l’Ouvrage

Signature de l’Entrepreneur

SECTION 13 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES PROJETS DE CONSTRUCTION D’INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

1. INTRODUCTION

Les présentes clauses concernent les travaux et investissements prévus dans le cadre des **travaux de construction et de réhabilitation d’infrastructures scolaires dans les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor**.

et sont partie intégrante du dossier d’appel d’offres (DAO) pour ce marché intitulé **DAO 025/2020/PNUD/PUDC-Phase II**

Ces Clauses Environnementales et Sociales sont destinées à assurer la protection de l’environnement et du milieu socio-économique, et doivent par conséquent être prises en compte par le soumissionnaire au même titre que les autres parties du DAO (Instructions aux soumissionnaires, Cahiers des Clauses administratives générales (CCAG) et particulières (CCAP), Cahier des Prescriptions Techniques (CPT) et les plans.

Il reste donc entendu que dans sa soumission, l’Entrepreneur proposera un exposé méthodologique décrivant :

- Une démarche de réalisation des activités de protection de l’environnement et du milieu socio-économique avec les mesures d’évitement, de minimisation et de compensation des effets négatifs potentiels du projet sur l’environnement à prendre au cours du chantier ;
- La démarche de réhabilitation des gites de prélèvement de matériaux et de site de chantier ;
- Les coûts nécessaires à la réalisation des mesures de sauvegarde prévues.

2. OBLIGATIONS GENERALES

L'entrepreneur se conformera avec les lois et réglementations environnementales et sociales applicables sur l'environnement et les autres secteurs connexes en vigueur au Sénégal et dont les principaux sont rappelés au point 10 : « *Synthèse des dispositions réglementaires nationales applicables au Projet* ». Il doit à cet effet connaître, respecter et appliquer les lois et règlements relatifs à l'environnement, à l'élimination des déchets solides et liquides, aux normes de rejet et de bruit, aux heures de travail en vigueur dans le pays. Dans l'organisation journalière de son chantier, elle doit prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement, en appliquant les prescriptions du contrat et veille à ce que son personnel, les personnes à charge de celui-ci et ses employés locaux, les respectent et les appliquent également. L'entreprise assumera la responsabilité de toute réclamation liée au non-respect de l'environnement.

A ce titre, l'Entrepreneur aura dans son équipe un **Spécialiste Environnement-Hygiène-Santé-Sécurité** qui aura pour mission de veiller sur l'adressage de l'ensemble des enjeux et impacts identifiés par l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du PUDC, et de mettre en œuvre toutes les mesures de sauvegarde consignées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) à soumettre avant le démarrage des travaux.

3. ACCES ET INSTALLATION DE CHANTIER

3.1 Accès

L'accès au site du chantier devra se faire de manière à limiter les perturbations et risques sécuritaires. A cet effet l'Entrepreneur devra définir la voie d'accès la plus optimale eu égard aux préoccupations susmentionnées et enjeux identifiés au cours de l'étude.

3.2 Installations

L'Entrepreneur devra soumettre pour validation au Maître d'Ouvrage le plan des installations de chantier intégrant les coordonnées géographiques du lieu d'implantation. Il reste entendu que l'importance de ses installations est déterminée par le volume et la nature des travaux à réaliser, le personnel du chantier, le nombre et le type d'engins. Le plan d'installation de chantier devra tenir compte des aménagements et mesures de protection suivantes :

- Les limites du site choisi doivent, si possible, être à une distance d'au moins :
 - 30 m de la route ;
 - 100 m d'un lac ou cours d'eau ;
 - 100 m des habitations.

- Le débroussaillage et l'abattage des arbres doivent être évités ou limités au maximum. Les arbres de grande taille (diamètre supérieur à 0,50 m) sont en principe préservés et protégés si l'aménagement le permet ;
- Les voies de circulation doivent être compactées et arrosées périodiquement. Le site doit prévoir un drainage adéquat des eaux de pluies sur l'ensemble de sa superficie en évitant les points de stagnation ;
- L'emprise des installations de chantier devra être balisée ou clôturée de sorte à en limiter l'accès et sécuriser les zones de travaux.

A l'entame de l'exécution du marché, l'Entrepreneur établira et soumettra à l'approbation du Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- Pour les installations des chantiers, sites d'emprunt et des aires de stockage :
 - un état des lieux détaillés des divers sites d'emprunt ;
 - un plan général indiquant les différentes zones du chantier, les implantations prévues et une description des aménagements prévus ;
 - la localisation et dimensions des terrains qui seront utilisés ;
 - pour les sites d'emprunt, établir la preuve écrite des accords pris avec les propriétaires et les utilisateurs actuels de ces terrains (espaces et la preuve que ces utilisateurs ont pu trouver des aires similaires pour continuer leurs activités ;
 - une fiche d'Information environnemental et sociale (FIES) des installations de chantier, avant d'en démarrer la construction ;
 - le plan de gestion des déchets;
 - la description des mesures prévues pour éviter et lutter contre les pollutions et les accidents tels que pollutions du sol, des nappes et des eaux de surface, incendies et feux de brousse, accidents de la route ;
 - la liste des mesures prévues afin d'assurer un approvisionnement des travailleurs en aliments (eau, viande, poisson,...) et produits locaux, à l'exception de la viande de brousse qui sera formellement proscrit sur le chantier ;
 - le plan de réaménagement des aires à la fin des travaux ;
 - le règlement intérieur du chantier traitant du respect de l'environnement, des déchets, des actions prévues en cas d'accident, des obligations en matière de conduite des véhicules, de la réparation et de l'entretien des véhicules, etc.

3.3 Permis et autorisations avant les travaux

La loi portant code de l'environnement renforce celle de l'urbanisme sur le principe que toute réalisation de travaux doit faire l'objet d'une procédure préalable d'information et d'autorisations administratives. C'est à cet effet qu'avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut prendre des arrangements qui lui faciliteront le déroulement du chantier. Il doit aussi se procurer tous les permis nécessaires : autorisations délivrés par les autorités locales (Maire, Préfet), les services des Eaux et Forêts, des Mines et de la Géologie, de l'hydraulique au besoin, de l'inspection du travail, les gestionnaires de réseaux en cas d'effet d'emprise et de besoin en approvisionnement, etc.

3.4 Réunion de démarrage des travaux

Avant le démarrage des travaux de construction du Poste de Santé, l'Entrepreneur et le bureau de contrôle (Maître d'œuvre) sous la supervision du Maître d'ouvrage, organiseront des réunions avec les autorités locales, les représentants des populations de la commune et les services techniques compétents de la région, pour les informer de la consistance des travaux à réaliser et leur durée, des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés. Cette réunion permettra aussi au Maître d'ouvrage de recueillir les observations des populations, de les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et sociaux et sur les relations à entretenir vis-à-vis des ouvriers.

3.5 Repérage des réseaux des concessionnaires

Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit à titre préventif effectuer tous les repérages nécessaires pour localiser les éventuels réseaux de services publics (eau potable, électricité, téléphone, etc.) qui auraient traversés le site. Une procédure de repérage des dits réseaux sera exigée à l'entrepreneur en cas d'interférence avec le projet, il établira sur plan lesdites interférences et formalisera la décision retenue par un Procès-verbal signé par toutes les parties (Entrepreneur, Maître d'œuvre, concessionnaire concerné).

3.6 Libération des domaines public et privé

L'Entrepreneur doit savoir que le périmètre d'utilité publique lié à l'opération est le périmètre susceptible d'être concerné par les travaux qui ne dépasse pas la superficie octroyée au projet. Les travaux ne peuvent débuter dans les zones concernées par les emprises privées que lorsque celles-ci sont libérées à la suite d'une procédure d'acquisition et d'autorisation de construire. Pour avoir un permis de construire, le maître d'ouvrage devra présenter une délibération du conseil municipal approuvée par le Préfet ou le Sous-Préfet, l'Extrait de plan cadastral certifié conforme, une notice de sécurité, les plans du projet visés par un architecte DPLG, le quitus environnemental, et éventuellement l'attestation d'un dépôt de bail. L'arrêté d'autorisation doit être signé par le Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique.

4. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DE CHANTIER (PGES/CHANTIER)

Dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de l'attribution du marché, l'Entrepreneur devra établir et soumettre à l'approbation du bureau de contrôle et du Maître d'Ouvrage un Programme définitif et détaillé de gestion environnementale et sociale du chantier, comportant les éléments suivants :

- un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) de chantier qui sera étudié et approuvé par le bureau de contrôle avant le démarrage des travaux. L'objectif de ce plan est de présenter une vue d'ensemble compréhensible des questions environnementales, sociales, sanitaires et

sécuritaires connues ou potentielles que l'Entrepreneur doit aborder pendant la mise en vigueur du contrat.

- un plan d'occupation du sol indiquant l'emplacement de la base de chantier et les différentes zones du chantier selon les composantes du projet, les implantations prévues et une description des aménagements ;
- un plan de gestion des déchets du chantier indiquant les types de déchets, le type de collecte envisagé, le lieu de stockage, le mode et le lieu d'élimination ;
- le programme d'information et de sensibilisation de la population précisant les cibles, les thèmes et le mode de consultation retenu ;
- un plan de gestion des accidents et de préservation de la santé des personnels comme de la population précisant les risques d'accidents majeurs pouvant mettre en péril la sécurité ou la santé du personnel et/ou du public et les mesures de sécurité et/ou de préservation de la santé à appliquer dans le cadre d'un plan d'urgence.

L'Entrepreneur doit également établir et soumettre, à l'approbation du bureau de contrôle, un plan de protection de l'environnement du site qui inclut l'ensemble des mesures de protection du site :

- la description des méthodes d'évitement et de réduction des pollutions, des incendies, des accidents de la route ;
- la référence de l'infrastructure sanitaire la plus proche et l'accès en cas d'urgence ;
- la réglementation du chantier concernant la protection de l'environnement et la sécurité ;
- plan prévisionnel de réaménagement de l'environnement à fin du chantier.

Le programme de gestion environnementale et sociale comprendra également :

- L'organigramme du personnel affecté à la gestion environnementale, avec indication du responsable chargé de l'Hygiène/Sécurité/Environnemental du projet ;
- la description de la démarche interne de réduction des impacts négatifs et de bonification des impacts positifs ;
- le plan de gestion des bases de chantier, des sites d'emprunt et carrières, et le plans de remise en état des sites ;
- le plan d'approvisionnement en eau du chantier et dispositifs d'assainissement des eaux pluviales et des usées prévus ;
- la liste des accords pris avec les propriétaires et les utilisateurs actuels des sites privés.
- L'inventaire des autorisations administratives (Collectivités locales, Mines et Géologie, Eaux et forêts, urbanisme, hydraulique, etc.) ;

5. RECRUTEMENT DU PERSONNEL ET REGLEMENT INTERNE AU CHANTIER

- **Recrutement de la main d'œuvre locale** : L'Entrepreneur est encouragé à recruter, en dehors de son personnel cadre technique ou spécialisé, le plus possible la main-d'œuvre parmi la population locale si les qualifications recherchées existent parmi cette population.

- **Règlement interne au chantier** : Un règlement intérieur propre au chantier sera élaboré, signé, porté à la connaissance de tout le personnel et affiché de façon visible à différents endroits du chantier. Il devra mentionner spécifiquement les règles de sécurité, les comportements à adopter vis-à-vis des populations et du personnel par les personnes présentes sur ou intervenant pour le compte du chantier.
- **Information – Formation et Sensibilisation du Personnel du chantier** : l'Entrepreneur devra élaborer et mettre en œuvre un programme à l'intention de son personnel dans le but de les sensibiliser sur la protection de l'environnement et la prévention des IST-VIH/SIDA dont un fort taux de prévalence est signalé dans la région ; au respect des us et coutumes des populations et aux bonnes relations humaines avec les populations riveraines du chantier, et de la commune d'accueil d'une manière générale.

6. HYGIENE ET SECURITE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le chantier devra être maintenu propre et pourvu d'installations sanitaires aux normes. Il doit être approvisionné en eau en quantité suffisante et la qualité d'eau doit être adaptée aux besoins.

7. SANTE ET SECURITE

L'Entrepreneur devra assurer la protection de son personnel en mettant à sa disposition le matériel de protection individuelle requis en fonction des tâches (casques antichocs, chaussures de sécurité, tenues de travail, masques, gilets, etc.).

Un accent particulier devra être mis sur la gestion des risques suivants :

- Risques liés à l'exposition aux nuisances (gaz de combustion, poussières, odeurs, bruits, etc.) ;
- Risques liés aux accidents de circulation ;
- Risques liés à l'ouverture de tranchées pour pose de fondation et de canalisation ;
- Risques liés à la manutention manuelle et mécanique ;
- Risques liés au manque d'hygiène (intoxications alimentaires) ;
- Risques de chute (de hauteurs, de plein pieds, chute d'engins, etc.) ;
- Risques toxiques (vapeurs, fumées, gaz) ;
- Risques liés à l'électricité (électrocution, incendie, etc.).

Ces différents risques devront être identifiés sur le chantier et faire l'objet d'un plan particulier Hygiène – Santé - Sécurité du chantier.

Tableau : Rappel des travaux nécessitant une protection individuelle.

Liste indicative des travaux nécessitant le port d'un équipement de protection individuelle	
Casques	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets à partir d'un niveau supérieur
Harnais	Tous travaux exceptionnels non répétitifs et de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur
Chaussures, bottes	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets manutentionnés sur les pieds ou d'écrasement ou de perforation de la semelle par objets pointus

Lunettes, masques	<ul style="list-style-type: none"> - Tous travaux présentant le risque de projection dans les yeux (burinage, meulage, manipulation de produits acides ou caustiques...) ou exposant à des sources lumineuses de forte puissance (soudage...) - Tous travaux effectués dans les milieux pollués (poussières, gaz toxiques...)
tabliers	Tous travaux présentant des risques de projection sur le corps (soudage, manipulation de produits dangereux...)
Casques antibruit, bouchons	Tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 80 dBA (marteaux piqueurs, battage palplanches, conduite d'engins, meulage...)

La gestion des risques devra inclure des consignes d'intervention d'urgence à déployer en cas d'accidents ainsi que les modalités de leurs applications. Lesquelles consignes doivent être tenues à jour et portées à la connaissance des intervenants à travers des sessions d'informations et de sensibilisation. De façon plus spécifique, le responsable du chantier doit prévoir un plan d'intervention de premiers secours qui permettrait de réagir efficacement en cas d'accidents. Ce plan devra indiquer :

- les moyens nécessaires (équipe de premiers secours, trousse ou boîte de pharmacie ; brancard ; couverture ; moyens d'extinction ; etc.) pour secourir rapidement et dans des conditions satisfaisantes les blessés en cas d'accident,
- le système d'alerte, l'organisation des actions de premiers secours, incluant la conduite de l'évacuation des lieux, en attendant l'arrivée de secours publics.
- les entreprises qui interviendront dans la phase de construction devront, avant le démarrage des travaux, établir un plan d'intervention santé – sécurité de chantier qui intègre toutes ces recommandations de sécurité et d'intervention d'urgence et veiller à leur application.

7.1 Sécurité des Personnes et des Biens

L'Entrepreneur devra prendre les mesures de sécurité suivantes :

- assurer la sécurité de la circulation ;
- les tranchées seront au besoin, entourées de solides barrières ;
- assurer la signalisation et le gardiennage de chantier 24h/24h et assurer l'éclairage des installations pendant la nuit ;
- préserver de toutes dégradations les murs des riverains, les ouvrages des voies publiques, tels que bordures, bornes etc. pendant le transport et l'exécution des travaux.

7.2 Normes de localisation du chantier

L'Entrepreneur doit construire ses installations temporaires du chantier de façon à déranger le moins possible l'environnement et le voisinage ou sur des sites qui seront réutilisés lors d'une phase ultérieure pour d'autres fins. D'autres sites déjà utilisés dans le cadre d'un chantier peuvent servir de base de travaux, pour éviter de contaminer et d'encombrer d'autres endroits.

7.3 Signalisation des travaux du chantier

L'Entrepreneur doit placer, préalablement à l'ouverture des chantiers et chaque fois que de besoin, une pré-signalisation et une signalisation des chantiers à longue distance (sortie d'emprunts ou de bases de chantier, itinéraires et trajets empruntés par les engins, etc.) qui répondent aux lois et règlements en vigueur.

7.4 Respect des horaires de travail du chantier

L'Entrepreneur doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur. Toute dérogation est soumise à l'approbation du Maître d'ouvrage. Dans la mesure du possible, (sauf en cas d'exception accordé par le Maître d'ouvrage), l'Entrepreneur doit éviter d'exécuter les travaux pendant les heures de repos, les dimanches et les jours fériés.

7.5 Protection du personnel de chantier

L'Entrepreneur doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (chaussures et bottes de sécurité, casques, harnais, ceintures, masques, gants, lunettes, etc.). L'Entrepreneur doit veiller au respect du port des EPI sur le chantier. Un contrôle permanent doit être effectué à cet effet et, en cas de manquement, des mesures correctives (avertissement, mise à pied, renvoi) doivent être appliquées au personnel concerné.

7.6 Mesures contre les entraves à la circulation du chantier

L'Entrepreneur doit éviter d'obstruer les accès publics. Il doit maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux. L'Entrepreneur veillera à ce qu'aucune fouille ou tranchée ne reste ouverte la nuit, sans signalisation adéquate acceptée par le Maître d'œuvre.

7.7 Hygiène et sécurité des installations de chantier et de la base de chantier

Les installations comportent au moins diverses affiches de sensibilisation à la transmission des MST/VIH Sida. Le chantier est pourvu de bloc de toilettes aux normes. Des réservoirs d'eau régulièrement récurés et désinfectés aux moyens de produits conseillés (eau de javel, chlore etc.) sont installés en quantité suffisante et la qualité d'eau doit être adaptée aux besoins.

Un drainage adéquat des eaux de ruissellement protégera les installations de chantier. La base vie disposera d'un dispositif de protection contre les incendies (extincteurs) visibles et à portée de main.

Les mesures suivantes devront être prises pour l'entretien du chantier :

- Identifier et délimiter les aires pour l'équipement d'entretien (loin des rivières, cours d'eau, lacs ou terres marécageuses) ;
- Veiller à ce que toutes les activités de l'équipement d'entretien soient faites dans les zones d'entretien délimitées ;
- Ne jamais éliminer de l'huile ou la verser sur le sol, dans les cours d'eau, les zones basses, les cavités des carrières désaffectées.
- Ne jamais brûler les déchets de chantiers à l'air libre ;
- Appliquer le plan de gestion des déchets de chantier.

7.8 Approvisionnement en eau du chantier

La recherche et l'exploitation des points d'eau sont à la charge de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit s'assurer que les besoins en eau du chantier ne portent pas préjudice aux sources d'eau utilisées par les communautés locales. Il est recommandé à l'Entrepreneur d'utiliser les services publics d'eau potable autant que possible, en cas de disponibilité. En cas d'approvisionnement du chantier en eau à partir des eaux souterraines et de surface, l'Entrepreneur doit adresser une demande d'autorisation au service responsable et respecter la réglementation en vigueur.

L'eau de surface destinée à la consommation humaine (personnel de chantier) doit être désinfectée par chloration ou autre procédé approuvé par les services environnementaux et sanitaires concernés. Si l'eau n'est pas entièrement conforme aux critères de qualité d'une eau potable, l'Entrepreneur doit

prendre des mesures alternatives telles que la fourniture d'eau embouteillée ou l'installation de réservoirs d'eau en quantité et en qualité suffisantes. Cette eau doit être conforme au règlement sur les eaux potables. Il est possible d'utiliser l'eau non potable pour les toilettes, douches et lavabos. Dans ces cas de figures, l'Entrepreneur doit aviser les employés et placer bien en vue des affiches avec la mention « *EAU NON POTABLE* ».

7.9 Mesures préventives contre les nuisances sonores et les émissions de poussières du chantier

L'Entrepreneur prêtera une attention particulière pour limiter les éventuelles nuisances par le bruit. A cet effet, il devra respecter les seuils de bruit prescrits par l'article R 84 du Code de l'Environnement. Les seuils maxima de bruit à ne pas dépasser sans exposer l'organisme humain à des conséquences dangereuses sont de 55dB(A) à 60dB(A) le jour et 40dB(A) décibels la nuit.

Il veillera à limiter l'usage des engins bruyants au strict nécessaire et arrêtera ceux qui ne servent pas (groupe électrogène par exemple). Sauf cas d'urgence, les nuisances sonores (engins, véhicules, etc.) à proximité d'habitations, seront prohibées de 19 heures à 8 heures du matin, ainsi que le week-end et les jours fériés.

Lors de l'exécution des travaux, pour lutter contre la poussière et les désagréments, le contractant devra (i) couvrir les chargements de matériaux fins (sables, etc.) et (ii) limiter la vitesse de la circulation à 30km/h aux abords du chantier et à 40km/h en agglomération.

7.10 Stockage et utilisation des substances potentiellement polluantes du chantier

De manière générale, le stockage et la manipulation de substances potentiellement polluantes ou dangereuses (huiles, carburant, peinture, solvants, peinture, ...) devra respecter les principes suivants :

- limitation des quantités stockées ;
- stockage organisé, en un site ou selon des modalités ne permettant pas l'accès à une personne extérieure au chantier ;
- manipulation par des personnels responsabilisés ;
- signalisation du site de stockage par un panneau indiquant la nature du danger ;
- le stockage des produits chimiques liquides se fera sur rétention (cuve ou bac) pour prévenir les déversements accidentels et la pollution du sol ;
- les produits chimiques utilisés devront être munis de fiche de données de sécurité à afficher sur le lieu de stockage.

▪ Carburants et lubrifiants

Dans le cas où l'entrepreneur utilise dans le chantier des carburants et lubrifiants, ils seront stockés en conteneurs étanches posés sur un sol plan, propre et stable. Les conteneurs seront isolés du sol par une bâche plastique ou un matériau absorbant (sable ou sciure) pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels. A l'issue des travaux, le site du chantier sera débarrassé de toutes traces ou sous-produits.

▪ Autres substances potentiellement polluantes

L'emploi d'autres substances potentiellement polluantes sera signalé au maître d'œuvre avant leur utilisation. L'entreprise apportera la preuve du caractère légal de leur emploi et le maître d'œuvre avisera les services techniques compétents pour autorisation et éventuellement prescription de consignes de précaution.

▪ Gestion des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'Entrepreneur avisera sans délai le maître d'œuvre. En fonction de la composante de l'environnement concernée par la pollution, les services techniques compétents seront avisés. L'Entrepreneur prendra toute disposition utile pour faire cesser la cause du problème et procéder au traitement de la pollution. Les consignes conservatoires prescrites devront être rapidement mise en œuvre.

▪ **Principe d'intervention suite à une pollution accidentelle**

En cas de déversement accidentel de substances polluantes, les mesures suivantes devront être prises :

- éviter la contamination du sol par le saupoudrage de produits absorbants spécifiques ;
- en cas de proximité d'une source d'eau (puits, cours d'eau...), éviter la contamination des eaux par blocage, barrage, digue de terre, dans un premier temps ;
- excaver les terres polluées au droit de la surface d'infiltration ;
- traiter les parties polluées de façon écologiquement rationnelle (mise en décharge, enfouissement, incinération, selon la nature de la pollution).

8. GESTION DES DECHETS

8.1 Gestion des déchets solides du chantier

Des réceptacles (poubelles) sont installés à proximité des installations pour recevoir les déchets. Ils sont vidés périodiquement, et les déchets déposés dans un dépotoir (décharge). Les déchets toxiques et dangereux sont récupérés séparément et traités à part. Les huiles usagées remis à la SRH alors que les déchets du second œuvre comme résidus de peinture devront être gérés par l'entrepreneur.

Pendant la durée du chantier, l'Entrepreneur veillera à ce que l'ensemble du site et ses abords soient maintenus en bon état de propreté et à ce que les déchets produits soient correctement gérés en prenant les mesures suivantes :

- suivre les procédures appropriées en ce qui concerne l'entreposage, la collecte, le transport et l'élimination des déchets dangereux. Pour les déchets comme les huiles usagées, il est indispensable de les collecter et de le remettre à des repreneurs agréés ;
- identifier et délimiter clairement les aires d'élimination et spécifiant quels matériaux peuvent être déposés dans chaque aire ;
- contrôler le placement de tous les déchets de construction (y compris les excavations de sol) dans des sites d'élimination approuvés ;
- placer dans des aires autorisées toutes les ordures, métaux, huiles usées et matériaux en excès produits pendant la construction en incorporant des systèmes de recyclage et la séparation des matériaux ;
- prendre les dispositions nécessaires pour éviter la dispersion par le vent ou les eaux de pluie par exemple avant l'élimination des déchets ;
- mettre en dépôt (décharges publiques) ou réemployer les produits du décapage des emprises des terrassements ;
- minimiser la génération des déchets pendant la construction et réutiliser les déchets de construction là où c'est possible ;

- collecter et transférer les déchets de démolition, de terre excavée à des sites autorisés par la commune.

8.2 Gestion des déchets liquides du chantier

Les bureaux et les logements doivent être pourvus d'installations sanitaires en nombre suffisant (latrines, fosses septiques, lavabos et douches). L'Entrepreneur doit respecter les règlements sanitaires en vigueur. Les installations sanitaires sont établies en accord avec le Maître d'œuvre. Il est interdit à l'Entrepreneur de rejeter les effluents liquides pouvant entraîner des stagnations et incommodités pour le voisinage, ou des pollutions des eaux de surface ou souterraines. L'Entrepreneur doit mettre en place un système d'assainissement autonome approprié (fosse étanche ou septique, etc.). L'Entrepreneur devra éviter tout déversement ou rejet d'eaux usées, d'eaux de vidange des fosses, de boues, hydrocarbures, et polluants de toute nature, dans les eaux superficielles ou souterraines, dans les égouts, fossés de drainage. Les points de rejet et de vidange seront indiqués à l'Entrepreneur par le Maître d'œuvre.

9. MESURES D'ABATTAGE D'ARBRES ET DE DEBOISEMENT

En cas d'autorisation de déboisement par les instances autorisées, les arbres abattus doivent être découpés et stockés à des endroits agréés par le Maître d'œuvre. Cet abattage ne peut se faire que si l'entrepreneur satisfait aux critères des eaux et forêts (paiement de la taxe d'abattage). Les populations riveraines doivent être informées de la possibilité qu'elles ont de pouvoir disposer de ce bois à leur convenance. Les arbres abattus ne doivent pas être abandonnés sur place, ni brûlés ni enfouis sous les matériaux de terrassement.

10. PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE

Il sera fait une stricte application de la réglementation en vigueur (code forestier). D'une façon générale, l'emploi du feu est interdit sur le chantier sauf dérogation expresse délivrée par le maître d'œuvre dans la limite des permissions édictées par la réglementation nationale en vigueur. Dans ce cas, l'Entrepreneur observera les consignes minimales suivantes :

- brûlage autorisé uniquement par vent faible ;
- site préalablement débroussaillé sur vingt mètres de rayon ;
- feu sous surveillance constante d'une personne compétente armée de moyens de lutte contre l'incendie ;
- en cas de propagation, alerte rapide des secours et du maître d'œuvre par tout moyen ;
- extinction totale du foyer en fin du brûlage. Le recouvrement par de la terre est interdit.

10.1 Protection du patrimoine culturel et cultuel

L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels et culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux et ne pas leur porter atteintes. Pour cela, elle devra s'assurer au préalable de leur typologie et de leur implantation avant le démarrage des travaux.

Si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt cultuel, historique ou archéologique sont découverts, l'Entrepreneur doit suivre la procédure suivante : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le Maître d'œuvre qui doit prendre des dispositions afin de protéger le site pour éviter toute destruction ; un périmètre de protection doit être identifié et matérialisé sur le site et aucune activité ne devra s'y dérouler ; (iii) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges. Les travaux doivent être suspendus à l'intérieur du périmètre de protection jusqu'à ce que l'organisme national responsable des sites historiques et archéologiques ait donné l'autorisation de les poursuivre.

11. OUVERTURE ET EXPLOITATION DE CARRIERES ET EMPRUNTS

En cas d'ouverture nécessaire de sites d'emprunts, outre l'obtention des autorisations requises auprès de services compétents (Mines et Géologie, Eaux et Forêts), les critères environnementaux suivants doivent être respectés :

- distance minimum 30 m entre le site et la route ;
- distance minimum 100 m entre le site et le cours d'eau ou plan d'eau le plus proche ;
- distance minimum 100 m entre le site et les habitations ;
- préférence donnée à des zones non cultivées, non boisées et de faibles pentes pour l'exploitation des matériaux d'emprunts.

L'Entreprise présentera un plan de la carrière ou de la zone d'emprunt montrant les aménagements concernant le drainage et la protection de l'environnement. Il présentera également un programme d'exploitation de la carrière en fonction du volume à extraire. Suivant la profondeur exploitable, il détermine la surface à découvrir en tenant compte des aires nécessaires au dépôt des matières végétales, des matériaux de découverte non utilisables pour les travaux, ainsi que des voies d'accès et des voies de circulation.

L'Entreprise supporte toutes les charges d'exploitation des lieux d'emprunts et notamment l'aménagement des pistes d'accès, le débroussaillage et le déboisement, l'enlèvement des terres végétales et des matériaux indésirables et leur mise en dépôt hors des limites de l'emprunt, ainsi que les travaux d'aménagement prescrits concernant la protection de l'environnement. Le drainage des zones d'emprunts doit se faire de façon efficace. Toutes dispositions doivent être prises pour que l'eau de ruissellement puisse s'écouler normalement, sans causer de dégâts aux propriétés riveraines.

Les aires de dépôt sont choisies de manière à ne pas gêner l'écoulement normal des eaux, et sont protégées contre l'érosion.

La surface à découvrir doit être limitée au strict minimum, et les arbres (d'une hauteur supérieure à 4 mètres) sont préservés et protégés.

A la fin du chantier, l'entreprise exécute les travaux nécessaires à la remise en état du site. La nature de ces travaux dépend en partie de l'usage qui sera fait ultérieurement du site, et qui sera indiqué par l'ingénieur, après consultation des populations riveraines.

12. CHARGEMENT, TRANSPORT ET DEPOT DE MATERIAUX D'APPORT ET DE MATERIEL

Lors de l'exécution des travaux, l'Entreprise prendra les mesures nécessaires pour limiter la vitesse des véhicules vers et sur le chantier, par tous les moyens à sa disposition. L'Entreprise organisera le stockage des matériaux, le stationnement et les déplacements des engins à l'intérieur comme en dehors du chantier et veillera à ce que les charges maximales autorisés pour les véhicules ne soient dépassés.

13. ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES

Pour prévenir des conflits avec les populations riveraines du chantier et assurer ainsi une cohabitation pacifique avec elles ; l'entreprise devra s'investir dans l'information et la sensibilisation des personnes qui occupent ou s'activent dans le voisinage du site du chantier. Les actions à entreprendre dans cette démarche complètent et renforcent celles du promoteur du projet et consisteront essentiellement à :

- Expliquer les travaux et leur potentiel à générer des nuisances ;
- Rencontrer périodiquement ces personnes pour s'enquérir d'éventuelles préoccupations les concernant ;

- Leur offrir la possibilité d'accéder, au besoin, à un responsable du chantier à qui elles peuvent exprimer leurs préoccupations dans leur cohabitation avec le chantier.

En plus de la prévention de conflits, l'entreprise devra, chaque fois que possible, faire de la discrimination positive en faveur des populations riveraines dans l'octroi des emplois non qualifiés surtout.

Enfin, l'entrepreneur devra s'impliquer dans la sensibilisation pour prévenir les IST/VIH-SIDA. Ses actions dans ce domaine ciblent principalement les travailleurs du chantier, mais doivent être élargies aux populations riveraines. Pour cette seconde cible, les actions de l'Entrepreneur devront être effectuées de concert avec le Promoteur du Projet.

Pour prévenir les risques de collision de personnes et d'animaux, le site devra être balisé et clôturer durant toute la durée des travaux à l'aide de zinc/barbelé pour éviter qu'il soit traversé par les populations et les animaux en divagation. L'aménagement de pistes de contournement du chantier permettra d'éviter sa fréquentation et d'amoindrir les risques.

14. REPLI EN FIN DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT

14.1 Information des travailleurs

Au moins trois mois avant la fin du chantier l'entreprise devra informer ses travailleurs de la fin du chantier afin de leur permettre de se préparer psychologiquement à cet évènement.

14.2 Repli de chantier, nettoyage et remise en état

A la fin des travaux, l'Entrepreneur est tenu d'enlever toutes les installations générales de chantier établies par lui à l'exclusion de celles que le maître d'œuvre désirerait conserver en place.

L'enlèvement total de tout matériau, matériel ou engin convenablement stocké et provisoirement rangé en des lieux autorisés par la Mairie, devra être effectué, sauf ordre contraire écrit de la Mairie, dans un délai de quinze (15) jours à dater du jour de la réception provisoire.

L'Entrepreneur assurera le nettoyage du site y compris l'évacuation des produits issus du nettoyage.

L'entreprise procédera à la remise en état des sites du chantier et ceux d'emprunt et de tout autre site jugé irrégulièrement occupé par des débris de chantier, restes de matériaux, effluents liquides etc.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service restés sans effet, puis mise en demeure par le maître d'œuvre, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit à une décharge publique, aux frais et aux risques de l'entreprise.

Après la remise en état des sites conformément à ces prescriptions, un procès-verbal est dressé et le dernier décompte n'est mis en paiement qu'au vu du PV constatant le respect des directives environnementales.

Si ce fait devait intervenir durant la période de garantie, le Maître d'ouvrage appuiera la Mairie qui fera appel à la retenue de garantie pour couvrir les frais correspondants.

ANNEXES :

ANNEXE 1 : LISTES DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Nature de l'Intervention	Ordre d'Enseignement	SEDHIOU	KOLDA	ZIG	Total
Construction Neuve	Ecole Elémentaire (EE)	03	03	02	08
Construction Neuve	Collège d'Enseignement Moyen (CEM)	01	02	02	05
Réhabilitation	Ecole Elémentaire (EE)	02	03	03	08

Nature Intervention	IA	IEF	COMMUNE	Nom Etablissement	TYPE
Construction Neuve	SEDHIOU	Sédhiou	Bemet	EE SIBICOUROTO	EE de 05 SDC
		Boukiling	Djinany	EFA BANDOUMBA	EFA de 04 SDC
		Sédhiou	Sédhiou	EE NIMAYA	EE de 03 SDC
		Sédhiou	Sédhiou	CEM SEDHIOU 4	CEM de 08 SDC
Réhabilitation	SEDHIOU	Sédhiou	Sédhiou	ECOLE 1	
				ECOLE 2	
Construction Neuve	KOLDA	Vélingara	Kandia	EE SARE COLY TENNING	EE de 07 SDC
		MYF	Kéréwane	EE GOMBATANG FODE	EE de 04 SDC
		MYF	Ndorna	EE KOURKOUR SALY	EE de 03 SDC
		Vélingara	Sinthiang Coundara	CEM COUMBA DIOUMA	CEM de 10 SDC
		Vélingara	Dinguiraye	CEM DINGUIRAYE	CEM de 08 SDC
Réhabilitation	KOLDA	Vélingara	Pakour 2	EE PAKOUR 2	
		Vélingara	Vélingara	EE TOUMANY BOIRAU	
		Kolda	Kolda	EE MOUSSA CAMARA	
Construction Neuve	ZIG	Bignona 2	Kataba 1	EE TALLY BOUBESS	EE de 06 SDC
		Bignona 2	Djignaki	EFA MAHMOUDA CHERIF 2	EE de 06 SDC
		Bignona 2	Bignona	EFA BIGNONA	CEM de 08 SDC
		ZIG	Ziguinchor	CEM DE KENIA	CEM de 12 SDC
Réhabilitation	ZIG	ZIG	Ziguinchor	EE IBOU CAMARA	
		ZIG	Ziguinchor	EE JEAN KANDE	
		Bignona 1	Bignona	EE LIEUTENANT MANKADIANG	

ANNEXE 2 : FICHIERS DES BORDEREAUX ET PLANS

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES :

- **Lot 1 :**

-**Tranche ferme** : construction de trois (3) écoles primaires, construction d'un (1) collège d'enseignement moyen



BPU LOT1.xlsx

- **Tranche Conditionnelle** : réhabilitation de deux (2) écoles élémentaires dans **la région de Sédhiou**.



REHABILITATION
ECOLE 1 SEDHIOU.xl



REHABILITATION
ECOLE 2 SEDHIOU.xl



RECAPITULATIF
TRANCHE CONDITIC

- **Lot 2 :**

-**Tranche ferme** : construction de trois (3) écoles primaires, construction de deux (2) collège d'enseignement moyen



BPU LOT2.xlsx

-**Tranche Conditionnelle** : réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans **la région de Kolda**.



MOUSSA CAMARA
KOLDA.xlsx



PAKOUR 2
KOLDA.xlsx



TOUMANY BOIREAU
KOLDA.xlsx



RECAPITULATIF
TRANCHE CONDITIC

- **Lot 3 :**

-**Tranche ferme** : construction de deux (2) écoles primaires, construction de deux (2) collège d'enseignement moyen



BPU LOT3.xlsx

-Tranche Conditionnelle : réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires dans la région de Ziguinchor



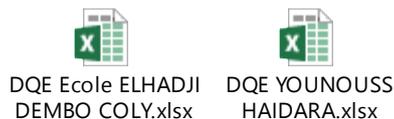
BORDEREAUX DE DEVIS QUANTITATIFS

• **Lot 1 : dans la région de Sédhiou.**

-Tranche ferme : construction de trois (3) écoles primaires, construction d'un (1) collège d'enseignement moyen



- Tranche Conditionnelle : réhabilitation de deux (2) écoles élémentaires



• **Lot 2 : dans la région de Kolda.**

-Tranche ferme : construction de trois (3) écoles primaires, construction de deux (2) collège d'enseignement moyen



-Tranche Conditionnelle : réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires



Lot 3 : dans la région de Ziguinchor

-**Tranche ferme** : construction de deux (2) écoles primaires, construction de deux (2) collèges d'enseignement moyen



DQE CEM KENYA.xlsx



DQE EFA BIGNONA.xlsx



DQE MAHMOUDA CHERIF.xlsx



DQE TALLY BOU BESS.xlsx



RECAPITULATIF TRANCHE FERME LO

-**Tranche Conditionnelle** : réhabilitation de trois (3) écoles élémentaires



Ecole JEAN KANDE .xlsx



Ecole Ibou Camara.xlsx



Ecole Lieutenant Mankadian de Bign

PLANS DES ECOLES EN CONSTRUCTION NEUVE

Lot 1 : Trois (3) écoles primaires, Un (1) collège d'enseignement moyen à Sedhiou

➤ **Ecole Elementaire de NIMAYA**



PLAN DE MASSE SIBICOUROTO.pdf



2SDC+BA.pdf



FACADE 2SDC+BA.pdf



3SDC.pdf



FACADE 3SDC.pdf



BH TYPE 2.pdf



PROJET VILLA R+1 KHADY DIOPvp-Mod

➤ **ECOLE Elémentaire de NIMAYA**



PLAN DE MASSE NIMAYA.pdf



BH TYPE1.pdf



3SDC+BA.pdf



FACADE 3SDC+BA.pdf

➤ **CEM Sedhiou**



Plan de masse CEM SEDHIOU.pdf



2SDC +BA.pdf



Facade 3SDC.pdf



facade 2SDC+BA.pdf



3SDC.pdf



BH TYPE3.pdf

➤ **EFA Bandoumba**

-  PLAN DE MASSE BANDOUMBA.pdf
-  2SDC.pdf
-  2SDC+BA.pdf
-  BH TYPE1.pdf
-  FACADE 2SDC.pdf
-  FACADE 2SDC+BA.pdf

• **Lot 2 : Trois (3) écoles primaires, deux (2) collège d'enseignement moyen à Kolda**

➤ **CEM Coumba Diouma**

-  PLAN DE MASSE COUMBA DIOUMA.pdf
-  2SDC.pdf
-  2SDC+BA.pdf
-  3SDC.pdf
-  BH TYPE3.pdf
-  FACADE 2SDC.pdf
-  FACADE 2SDC+BA.pdf
-  FACADE 3SDC.pdf

➤ **CEM Dinguiraye**

-  Plan de masse CEM DINGUIRAYE.pdf
-  2SDC +BA.pdf
-  3SDC.pdf
-  BH TYPE3.pdf
-  facade 2SDC+BA.pdf
-  FACADE 3SDC.pdf

➤ **Ecole Elémentaire Gombatang FODE**

-  PLAN DE MASSE GOMBATANG FODE.
-  2SDC.pdf
-  2SDC +BA.pdf
-  BH TYPE1.pdf
-  FACADE 2SDC.pdf
-  FACADE 2SDC+BA.pdf

➤ **Ecole Elémentaire Kourkour Saly**

-  PLAN DE MASSE KOURKOUR SALY.pdf
-  3SDC.pdf
-  BH TYPE1.pdf
-  FACADE 3SDC.pdf

➤ **Ecole Élémentaire Sare Coly Tenneng**

-  PLAN DE MASSE SARE COY TENNING.
-  2SDC.pdf
-  3SDC+BA.pdf
-  BH TYPE 2.pdf
-  FACADE 2SDC.pdf
-  FACADE 3SDC+BA.pdf

● **Lot 3 : Deux (2) écoles primaires, deux (2) collège d'enseignement moyen à Ziguinchor**

➤ **CEM Kenya**

-  PLAN DE MASSE CEM KENYA.pdf
-  3SDC+BA.pdf
-  FACADE 3SDC+BA.pdf
-  3SDC.pdf
-  FACADE 3SDC.pdf
-  BH TYPE3.pdf

➤ **EFA Bignona**

-  Plan de masse EFA BIGNONA.pdf
-  3SDC.pdf
-  2SDC +BA.pdf
-  FACADE 3SDC.pdf
-  FACADE 2SDC+BA.pdf
-  BH TYPE3.pdf

➤ **EFA Mahmouda Chérif**

-  PLAN DE MASSE MAHMOUDA CHERI
-  3SDC.pdf
-  3SDC+BA.pdf
-  FACADE 3SDC+BA.pdf
-  FACADE 3SDC.pdf
-  BH TYPE 2.pdf

➤ **Ecole Élémentaire Tally Bou Bess**

-  PLAN DE MASSE TALLY BOU BESS.pdf
-  3SDC.pdf
-  3SDC+BA.pdf
-  BH TYPE 2.pdf
-  FACADE 3SDC+BA.pdf
-  FACADE 3SDC.pdf